Parti Socialiste
10ème Congrès
Rennes 15, 16, 17 et 18 mars 1990

Sommaire

Séance du 15 mars 1990 3
Le président (Edmond Hervé) 3
Jean-Claude Duchalard 3
Le président 5
Charles Josselin 7
Henri Emmanuelli 9
Jean-Paul Brachet (fédération de Maine-et-Loire) 17
Déclaration de principes, rapport de Gérard Colomb, secrétaire national aux relations extérieures 18
Gérard Gaume 24
Gérard Fuchs 25
Max Gallo 28
Jean Le Garrec 32
Louis Mexandeau 35
Jean-Pierre Cot 38
Robert Saby 41
Séance du 16 mars 1990 (matin) 43
Le président (André Billardon) 43
Yannick Bodin 43
Alain Claeys 48
Patrice Finel 50
Michel Sapin 51
Gérard Dupeyrat 53
Philippe Bassinet 54
Pierre Guidoni 57
Gilbert Roger 59
Michel Yoyo 60
Michel Berson 61
Roger Quillot 63
René Souchon 65
André Laignel 68
Michèle Lindeperg 72
Josette Durieu 73
Bernard Derosier 75
Séance du vendredi 16 mars 1990 (après-midi) 77
Le président (Jean-Marc Ayrault) 77
Georges Garot 78
Jean Crusol 80

Fondation Jean Jaurès

Christian Pierret 82
Marie-Noëlle Lienemann 84
Yves Dollot 87
Le message du Président de la République 87
Yves Dollot 88
Pierre Mauroy 90
La présidente (Catherine Trautmann) 101
Michel Rocard 101
Claire Dufour 111
Laurent Fabius 113
Jean-Pierre Chevènement 126
Jean Poperen 138
Julien Dray 147
Séance du 17 mars 1990 153
Le président (Claude Estier) 154
Edmond Hervé 154
Pierre Mauroy 155
André Billardon 156
Pierre Guidoni 156
Marcel Debarge 157
Michel Sapin 159
Philippe Basssinet 160
Jean-Luc Mélenchon 161
Henri Emmanuelli 162
Le président (Bernard Dullac) 164
Henri Nallet 164
Louis Le Pensec 166
Jean Auroux 170
Christian Bataille 172
Pierre Brana 174
Yvette Roudy 177
Geneviève Domenach-Chich 181
Jean Pierre Joseph 184
Pierre Lorenzi 187
Jean-Claude Boulard 188
Mohamed Mebtoul 191
Michel Raffet 192
Séance du samedi 17 mars 1990 (après-midi) 195
Le président (Claude Estier) 195
Prisiek 195
La présidente (Colette Deforeit) 197
Bernard Cadiot 197
Gustave Talbot 198
Jacques Chérèque 200
Claude Evin 202

Fondation Jean-Jaurès

Louis Mermaz 206
Pierre Bérégovoy 209
Lionel Jospin 217
Le président (Pierre Guidoni) 227
Oskar Lafontaine (Parti Social-Démocrate d'Allemagne) 229
Guy Spitaels (Union des Partis Socialistes de la Communauté européenne) ... 233
Roberto Arrate (Partido Socialista de Chile) 239
Sergio Culescu (Parti social démocrate de Roumanie) 242
Gérard Fuchs 243
Patrice Finel 244
Christophe Cevasco 246
Séance du dimanche 18 mars 1990 248
Le président (Louis Mermaz) 248
Yannick Bodin 248
Marie-Noëlle Lienemann 250
Jena-Luc Mélenchon 251
Henri Emmanuelli 252
Jean-Marc Ayrault 256
Gérard Lindeperg 259
Laurent Fabius 261
Max Gallo 263
André Billardon 267
Henri Emmanuelli 267
André Billardon 268
Henri Emmanuelli 268
Pierre Mauroy 269

Séance du 15 mars 1990

La séance est ouverte sous la présidence de M. Edmond Hervé

Le président (Edmond Hervé)

Cher camarade premier secrétaire, chers camarades, chers amis, mesdames et messieurs, je suis heureux de déclarer ouvert le 10ème Congrès du Parti Socialiste et je donne la parole à Jean-Claude Duchalard, premier secrétaire de la fédération d'Ille-et-Vilaine.

Jean-Claude Duchalard

Mes chers camarades, mes chers amis, il est paraît-il, de tradition, que le discours d'accueil soit prononcé par le premier fédéral de la fédération Socialiste qui a le privilège de recevoir notre Congrès national.
C'est une bonne tradition, mais avouez que c'est une tâche redoutable.
La fédération d'Ille-et-Vilaine s'est progressivement constituée, comme bon nombre de fédérations, à partir du Congrès d'Epinay.
Comme beaucoup de fédérations, on assistât à une formidable vague

Fondation Jean-Jaurès

d'adhésions après la première campagne présidentielle de François Mitterrand en 1974.
Savez-vous, mes amis, qu'en 1971, ici, en Ille-et-Vilaine, nous n'avions aucun maire, aucun Conseiller général et bien sûr, aucun député.
La fédération ne comptait qu'une centaine de militants, presque exclusivement Rennais d'ailleurs, aujourd'hui, à l'heure de ce Congrès, nous comptons plus de 60 sections, 14 Conseillers généraux ou apparentés, 8 Conseillers régionaux, 2 députés, dont Edmond Hervé, maire de Rennes, et Jean-Michel Boucheron, président de la Commission de la défense nationale.
Nous disposons maintenant d'un fort bataillon d'élus communaux et de maires, des maires Socialistes sont à la tête de villes comme Rennes, Fougères, Redon.
Entre 1981, et 1988, c'est-à-dire entre deux campagnes présidentielles, François Mitterrand a gagné, ici, en Ille-et-Vilaine, près de 12% des voix pour atteindre le score de 54, 2% de suffrages exprimés, ceci le 8 mai 1988.
(Applaudissements)
Aujourd'hui, l'Ille-et-Vilaine n'est plus une terre Socialiste laissée en jachère. Nous sommes devenus, nous autres, le premier Parti politique de ce département et, pourtant, ce ne fut point aisé, trouvant sur notre route des adversaires de taille comme Pierre Méhaignerie, Yvon Bourges, et Alain Madelin.
Cette formidable progression, nous la devons à l'enthousiasme, à la ténacité des militants de ce département. Je puis vous dire, je puis leur dire combien je suis fier d'être le premier d'entre eux.
Ce Congrès, nous l'avons préparé avec un double objectif.
D'une part, le réussir sur le plan matériel, d'autre part, ne pas être absent du débat.
La préparation matérielle fut chose assez prenante. En votre nom, je tiens à remercier tous les camarades de cette fédération et des fédérations voisines... (applaudissements)… qui ont oeuvré sans rechigner à la tâche pour que, je l'espère, vous puissiez être satisfaits de votre court séjour en Bretagne.
Néanmoins, si vous trouvez de quelconques problèmes, des camarades au stand d'Ille-et-Vilaine, se feront un plaisir de rechercher la solution, tout cela autour d'une coupe de Blanquette de Limoux, offerte gracieusement par nos amis de l'Aude, Rennes-les-Bains, petite station thermale, petite par le nom, mais grande par le renom, qui a la particularité d'être jumelée avec Rennes en Bretagne.
Le fait que nous avons eu à préparer ensemble le Congrès a influencé énormément sur notre façon d'organiser les débats. L'invective fut quelque fois ardue, mais jamais se situant sous la ceinture. Si j'osais résumer cela, je dirais que ce fût un peu comme des amis qui, le soir, après une journée de travail, décidaient, parce qu'ils étaient amis de faire une partie de boules, de boules bretonnes bien entendu, avec pour chacun le souci de gagner la partie, mais avec le sens de la mesure qui sied à des gens de bonne compagnie. Ce fut le cas ici.
Mes camarades, la presse, que j'ai parcourue comme vous, présente ce Congrès comme le Congrès de l'après mitterrandisme, cela me parait une analyse fort contestable et bien imprudente. Je pense que ce Congrès de Rennes restera dans les annales comme un Congrès d'un Parti Socialiste atteignant sa majorité,

intégrant dans sa démarche les acquis de son expérience du pouvoir, s'appuyant sur les valeurs intangibles du Socialisme français.
Chers amis, je vais conclure en vous rassurant. Nous avons négocié avec Dieu un anticyclone, ciel bleu sur toute la Bretagne pendant quatre jours, j'espère qu'il en sera de même de la teneur de nos débats.
Mes amis, bienvenue à Rennes, bienvenue en Bretagne et bon Congrès !
(Applaudissements)

Le président
Cher camarade premier secrétaire, Pierre, chers camarades, chers amis, mesdames et messieurs, en choisissant de tenir le 10ème Congrès du Parti Socialiste à Rennes vous faites honneur aux militants d'ici, à la Bretagne et à Rennes.
Permettez-moi aussi, à titre personnel, de vous dire la joie qui est la mienne, en voyant se refléter, en cet instant d'ouverture, le chemin parcouru tout au long de mes vingt cinq années d'appartenance, et voici que des noms, des images, et des actes, jalonnent tout ce temps qui a toujours été celui de l'espoir et de la rencontre, de la pensée et de l'action, de la fidélité et de l'engagement, et ce temps, comme Jean-Claude Ducharlard vient de vous le dire, n'a jamais cessé d'être celui de l'avancée du Parti Socialiste.
C'est tout cela qui donne un sens, une raison, une explication aux statistiques et aux titres. Des statistiques et des titres : chers camarades, et chers amis, la Bretagne est devenue l'une des premières régions Socialistes françaises.
Ainsi aux législatives de 1973 le Parti Socialiste y obtenait 17, 1% des voix, en 1988 il en obtiendra 40, 9% ; la moyenne nationale étant de 34, 7. Et si l'on observe les deux dernières élections présidentielles, nous voyons que le Président de la République gagne ici, en Bretagne, plus de points qu'ailleurs.
Aux municipales, le Parti Socialiste s'installe non seulement dans les grandes villes, mais aussi dans les petites et moyennes et en 1989, dans cette strate il enregistre une cinquantaine de gains, Rennes se signale en 1977 en nous portant à la mairie, et la population continue de nous faire confiance puisque notre majorité est reconduite dès le premier tour en mars 1989, après avoir connu un second succès en mars 1983. Et depuis 1981 Rennes envoie pour la représenter à l'Assemblée Nationale deux députés Socialistes, Jean-Michel Boucheron, et moi-même, mais cette lecture de l'actualité ne saurait suffire aux Socialistes que nous sommes. Elle a ses limites, elle est surtout injuste ; en effet, chers camarades et chers amis, par-delà ces événements, c'est tout un mouvement social qui, tout au long de notre histoire, porte élan et vivantes nos valeurs, et le monde du travail n'a jamais cessé de s'exprimer, ici en Bretagne. La solidarité ouvrière, paysanne a été exemplaire et c'est au tout début des années 60 le monde paysan qui embrase Morlaix, la fermeture des forges d'Hennebont qui précipite dans la rue, la crise de la chaussure à Fougères alimente une très ancienne tradition de protestations, qui avait déjà valu aux Socialistes d'accueillir au début de ce siècle Jaurès.
Mai 68, en Bretagne, est largement précédé de mécontentement de tous genres.

Fondation Jean Jaurès

Un slogan rassemble : l'Ouest veut vivre.
Plus près de nous, ce sera le drame du Joint Français, le conflit des abattoirs, la lutte pour les droits syndicaux, pour le plan hospitalier breton, pour Saint-Malo, pour Renault, tout ceci n'a pas empêché les Bretons de se battre, à l'unisson des appels politiques, syndicaux et culturels nationaux. Et si, mes chers camarades, l'emploi, les conditions de travail, l'aménagement du territoire, les libertés, ont compté dans ces mobilisations, n'oublions pas la défense de l'environnement.
Vous vous souvenez tous de la blessure que subit la Bretagne lorsqu'en 1978, l'Amoco Cadiz répandit ses 230 000 tonnes de pétrole sur la côte de granit rose, et pour comprendre la marche en avant de la Bretagne, il faut aussi tenir compte du mouvement culturel breton.
Il ne s'enferme ni dans une philosophie, ni dans une institution, mais nous avons le devoir d'en reconnaître et d'en apprécier la puissance, sa capacité à entraîner le changement. Il a rassemblé, il rassemble, il a sensibilisé et sensibilise, il a éclairé et il éclaire, il a, chers camarades venus d'ailleurs, contribué à redonner sa fierté aux hommes et aux femmes de cette région.
C'est la fierté qui nourrit le respect vécu des valeurs humanistes. On touche alors là, amis et camarades, l'un des points majeurs de l'histoire du Parti Socialiste en Bretagne.
Les militants de ce Parti ont pu avancer parce qu'ils ont su, en leur sein et à l'extérieur faire se rejoindre des hommes et des femmes ayant des spiritualités différentes, des spiritualités laïques et chrétiennes. C'est dire, chers camarades, que lorsqu'on porte atteinte à une spiritualité ici comme ailleurs, on réagit toujours d'une manière immédiate.
Voilà le grand dépassement qui a été ici construit. Il l'a été dans la fidélité, au nom d'une conception laïque d'avenir, et ici comme ailleurs, nous avons apporté notre pierre à l'édification du Parti. Tous ces acquis, renforcés par la conviction supplémentaire et l'influence nouvelle qu'apporte la responsabilité, servent et serviront la confiance de nos concitoyens, une confiance que nous devons, militants du Parti Socialiste, entretenir.
François Mitterrand, lors du Congrès d'Epinay, a voulu un parti qui libère, rassemble et transforme. Ses axes majeurs pouvaient prendre appui résolument sur le socle qui avait été construit par Léon Blum, lors du Congrès de Tours.
Le projet de nouvelle déclaration de principes se nourrit à ses sources.
Nous sommes, camarades, un parti pour la liberté, l'égalité, la dignité des hommes et des femmes, le bien-être, la responsabilité, la solidarité, parti de rassemblement, pour un parti de transformation sociale.
Les militants Socialistes sont en charge de tant et tant d'espérance, ils sont forts de leur engagement, de leur savoir, de leur audience, des attentes qu'ils suscitent, du rayonnement de leur pays, ils sont forts dès lors qui exercent les plus hautes fonctions !
Pour tout cela, par tout cela, il nous faut débattre pour répondre à l'essentiel, et c'est en débattant de l'essentiel que nous rendrons les plus grands services à notre Parti, à notre pays, à son Président, et au gouvernement qu'il a choisi.
C'est en débattant de l'essentiel que nous arriverons, chers camarades, à ce point

espéré et obligé qui s'appelle l'unité du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Camarades, réussissons le Congrès de Rennes en étant fidèles à nos valeurs, en allant à l'essentiel et en construisant cette unité.
Voilà le vœu que je vous adresse. Il est le mien parce qu'il est le vôtre.
Bon Congrès !
(Applaudissements)
La parole est maintenant à Charles Josselin, président du Bureau régional d'études et d'informations Socialistes.
Je demande à nos camarades de regagner leur place et aux membres du service d'ordre d'inviter, avec la délicatesse habituelle, nos camarades à rejoindre leur place.
Charles Josselin, à toi.

Charles Josselin
Mes camarades, il y a dix-sept ans, conscients de leur fragilité, mais conscients de leur ambition, les Socialistes de Bretagne ont créé le BREIS d'abord lieu de recherche et outil d'information, cette structure originale dont le Bureau comprend, par exemple, les quatre Premiers secrétaires fédéraux de Bretagne, allait prendre une place singulière dans leur organisation et surtout une part importante dans nos combats.
La présidence du BREIS que j'exerce depuis bientôt dix ans, me vaut le privilège et l'insigne honneur de vous souhaiter la bienvenue à mon tour. Je le fais avec empressement, je le fais avec émotion, car la tenue de ce Congrès à Rennes, capitale de notre région est pour chacun des Socialistes bretons un moment privilégié dans l'histoire déjà longue de nos combats.
Mais c'est aussi l'occasion pour moi de vous faire part de deux réflexions qui concernent respectivement l'organisation de notre Parti et le calcul des mandats au Congrès.
Mes camarades, nous sommes quelques-uns en Bretagne qui résumions les axes majeurs de notre engagement politique par une formule un peu triviale. Nous voulions, disions-nous, régionaliser les Socialistes et socialiser les régionalistes.
Si ce double objectif n'a pas été complètement atteint, il faut convenir que nous nous en sommes grandement rapprochés, sous l'impulsion de François Mitterrand, de Pierre Mauroy, de Gaston Defferre, les Socialistes ont décentralisé la France et donné aux régions les moyens de leur maturité.
Tandis que bon nombre des militants du combat régionaliste comprenant la correspondance étroite entre inégalités sociales et inégalités spatiales, rejoignaient nos rangs.
Aujourd'hui, la région est le premier partenaire de l'Etat et le président du Conseil général que je suis se plaît à le souligner. La tarification régionale mise en œuvre par Michel Rocard, alors ministre du plan, a créé à cet égard des habitudes de dialogue désormais reconnues par tous.
Demain, la région sera l'espace privilégié de référence dans une Europe élargie. La région est le lieu pertinent pour traiter des grandes questions comme celle de

Fondation Jean-Jaurès

la carte universitaire, de l'environnement, ou de cette immense question de l'animation et du développement culturel.
Notre Parti, qui se veut, qui se doit d'être en phase avec les grands mouvements de notre époque, se devait de se doter d'une organisation qui fasse de la région le lieu de coordination de projets, de concrétisation de nos orientations, d'arbitrage parfois de nos propres conflits.
A cet égard, mes camarades, l'expérience BREIS nous a permis, lors de chaque grand scrutin national ou européen de faire coller mieux nos ambitions Socialistes aux réalités de la Bretagne, et aujourd'hui, non seulement nous aide à former mieux nos militants, mais nous aide à concilier les points de vue parfois divergents entre villes ou entre départements, cette expérience m'autorise à affirmer que la démocratisation du fonctionnement de notre Parti passe par la régionalisation de ses structures, et les Socialistes de Bretagne ne peuvent que se féliciter en observant que les modifications statutaires proposées au Congrès nous permettront d'aller dans cette direction.
Ma seconde réflexion, je l'ai dit, a trait au calcul des mandats. Ici encore, on pardonnera au président du BREIS de faire référence à la Bretagne. Edmond Hervé rappelait à l'instant qu'en quelques années, cette terre de mission, parce que nous avons su dépasser le clivage entre ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croient pas a offert au Parti Socialiste quelques-unes de ses plus belles victoires : Saint-Brieuc, puis Lorient et Rennes, Brest, Quimper, Fougères, Redon, Lannion, Loudéac. Si les Côtes d'Armor sont le seul département de gauche du grand Ouest, nous avons de bonnes raisons de croire que, bientôt, notre solitude sera brisée. Electoralement, nous sommes devenus une terre Socialiste, mais dans ce Congrès, notre poids est ridiculement faible. Sans doute pouvons-nous, devons-nous faire plus et mieux pour accroître le nombre de nos adhérents. Mais l'insuffisance des traditions ouvrières, l'absence de pratique des différences de comportement, quelques principes aussi sur lesquels nous ne pouvons transiger, ne nous permettent guère d'espérer pouvoir avant longtemps contrebalancer le poids des bataillons que militants guesdistes ou jaurésiens et leurs successeurs ont armés et continuent de faire manœuvrer avec d'ailleurs souvent beaucoup de succès.
Alors, comment faire pour que la carte de la France Socialiste militante ne soit pas trop déformée par rapport à la carte de France de nos électeurs ?
C'est là que l'histoire de notre Parti offre sans doute un début de réponse.
Mes camarades, avant 1905, certains délégués au Congrès représentaient les cotisants et d'autres les électeurs. Chez les ministres, la proportion était de 1 au Congrès pour 10 cotisants, 1 délégué au Congrès pour 100 électeurs. Chez Jaurès, le rapport était de 1 à 50.
Cette double représentation, prévue dans le protocole de réunification, fut supprimée par voie d'amendement, proposé à la SFIO en 1950. Elle ne fut pas retenue. Pour cette délicate question, mes camarades, je n'ose imaginer que ce Congrès soit celui de la décision. Je souhaiterai seulement qu'il soit celui de la prise de conscience.
Mes camarades, malgré tout ce qu'on a pu en dire, malgré tout ce qu'on a pu

faire au cours de ces derniers mois, mais à cause de tout ce que la France, et singulièrement les Socialistes en attendent, je vous souhaite, je nous souhaite un bon, un grand, un fructueux Congrès.
Vive le Parti Socialiste !
(Applaudissements)

Le président - Mes camarades, je vous prie de faire attention, ce que je vais vous dire concerne individuellement chacun d'entre vous.
Je vais vous donner la composition de la Commission de vérification des mandats et du contentieux.
Il y a 28 membres qui en font partie et je vous demande d'en prendre connaissance, tout spécialement les intéressés.
(Liste des 28 membres)
Ces camarades sont priés de se réunir immédiatement dans la salle de la Commission de vérification des mandats et du contentieux qui se tient près du secrétariat à la droite des congressistes.
J'ai, d'autre part, une annonce qui concerne les fédérations à faire.
Camarades Premiers secrétaires, les fédérations qui n'ont pas encore remis les procès-verbaux de résultats des votes de leurs Congrès fédéraux sur les motions, sur le quitus, sur la déclaration de principes et les modifications statutaires sont priés de déposer ces procès-verbaux tout de suite auprès de l'accueil.
J'ai, d'autre part, à vous communiquer la composition du Bureau du Congrès :
le président du Bureau de notre Congrès sera, si vous le voulez bien, Claude Estier que nous applaudissons.
(Applaudissements)
Il sera assisté dans cette tache par Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Michel Debout, Guy Ramirez, Pierre Shapira, Henri Viol, Françoise Seligmann et je demande à Marie Noëlle Lienemann de bien vouloir compléter cette liste.
Cher camarade président, nos vœux de plein succès aussi.
Chers amis, chers camarades, je passe la parole à Henri Emmanuelli qui va nous présenter le rapport d'activité.
Henri, c'est à toi.

Henri Emmanuelli
Chers camarades, bonjour.
Depuis notre Congrès de Lille en avril 1987, notre Parti a connu une des périodes les plus intenses de son histoire, mais avant d'en retracer les éléments, je voudrais vous demander au nom du Bureau d u Congrès, de vous souvenir de tous les camarades Socialistes qui nous ont quittés depuis notre dernier Congrès.
Je pense en particulier à Joseph Franceschi, je pense à Charles Hernu, mais beaucoup d'autres nous ont quittés, moins connus et tout aussi respectables, et toujours à la demande du Bureau du Congrès, je vous demande d'associer à la mémoire de ces camarades disparus celle des jeunes maghrébins qui sont tombés ces derniers jours victimes de la bêtise, de la haine raciale.
Chers camarades, je vous demande une minute de silence.

Fondation Jean Jaurès

(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence)
Mes chers camarades, la vie suit son cours.
Depuis le Congrès de Lille, 7 élections nationales ont en effet fortement rythmé ces trente quatre mois au premier plan desquels, bien entendu, l'élection présidentielle qui a marqué avec la réélection de François Mitterrand, la fin de la parenthèse conservatrice et le retour de la Gauche au pouvoir.
Parallèlement, vous le savez, sur le plan international se sont produites des évolutions considérables, avec une accélération et une concentration très fortes en 1989.
Ces événements et notamment ce qui s'est passé et se passe à l'Est marqueront la fin de ce siècle. Et sans qu'il soit possible aujourd'hui d'en discerner toutes les conséquences, il est clair qu'ils représentent une avancée considérable de la démocratie. Hier et aujourd'hui à l'Est, demain sur d'autres continents, en Afrique, par exemple, où les choses, vous le savez commencent à bouger.
Certes, ces évolutions ne sont pas sans poser de graves questions : réunification allemande et ses conséquences, résurgence des nationalismes, risques de déstabilisation. Mais dans l'ensemble l'histoire avance et tranche en notre faveur le vieux débat du Congrès de Tours. Tout le monde sait désormais, nous le savions depuis longtemps, mais la démonstration est faite, qu'il n'y a pas de justice sans liberté.
Enfin, chers camarades, et même si ceci n'est pas comparable à cela, la formation du gouvernement de Michel Rocard en mai 1988 a eu pour conséquence le départ vers des responsabilités ministérielles de bon nombre de nos camarades de la direction, à commencer par celui de notre premier secrétaire d'alors, Lionel Jospin, remplacé par Pierre Mauroy.
C'est dire, mes chers camarades, que la période a été très riche en événements politiques et que notre Parti a dû faire face à leur succession afin d'assumer et d'assurer sa place de premier Parti de France et depuis mai 1988, de parti majoritaire.
D'une manière générale, je crois que nous pouvons tous convenir qu'au cours de ces deux dernières années, nous avons vécu sous la pression des événements. Ceci n'a pas empêché le Parti, bien entendu, de se préoccuper de lui-même et de travailler comme l'atteste le rapport d'activité qui est soumis à votre approbation et qui retrace l'activité des derniers secrétariats nationaux, en joignant d'ailleurs les rapports de ceux qui se sont succédé à la tête de ces secrétariats nationaux.
Le Parti a bien innové notamment sur le plan de sa communication interne et externe, mais pour le détail de tout cela, je vous renvoie à ce texte que vous lirez, je n'en doute pas, avec beaucoup d'attention.
Mais, à regarder les choses avec un peu de recul, ce sont les événements qui ont dicté l'urgence, de sorte que c'est dans le rapport à leur déroulement rapide plutôt que dans je ne sais quel examen introverti et isolé de nos actes qu'il nous faut, me semble t-il, examiner ce qu'a été notre action, et la vie de notre parti durant ces trente quatre mois.
Deux séquences politiques, camarades, ont marqué cette période : la fin de la parenthèse conservatrice et le retour des Socialistes.

Fondation Jean Jaurès

La cohabitation, ou plus exactement la coexistence institutionnelle entre un président issu de nos rangs et un gouvernement de droite a été une période exceptionnelle de notre histoire. Sans précédent, elle a exigé de notre président une maîtrise et un sens de l'Etat à la mesure de l'événement. Elle a surtout abouti au rejet du modèle libéral-conservateur, tout en générant une mutation profonde de notre système politique.

Pour notre Parti, cette période n'a pas été facile : combattre la politique très marquée d'un gouvernement de droite tout en soutenant un président qui n'a jamais renoncé à être lui-même n'était pas un exercice ordinaire. Mais cette difficulté, imposée par les circonstances, a été bien assumée dans la plus parfaite cohésion.

Au bout du compte, les Françaises et les Français ont signifié sans ménagement son congé à M. Chirac et leur désaccord sur une politique à la fois conservatrice et autoritaire qui dessinait, sans ambiguïté une société à plusieurs vitesses. Les législatives qui ont suivi ont montré, malgré tout, que ce rejet n'était pas pour autant un plébiscite de l'alternative que nous offrions. Il n'en reste pas moins, que, malgré les limites que j'évoquais ; l'instant, le mythe du libéralisme triomphant a subi un revers très sérieux dont le morcellement actuel de l'opposition ou les protagonistes n'en finissent pas de se déchirer sur le thème de l'union n'était pas une simple réaction à quelques excès.

Et ceci d'autant plus que le phénomène de triple alternance a fait évoluer le système politique français qui reposait sur une conception tout à fait archaïque d'une démocratie somme toute assez mal comprise.

Une démocratie fille bâtarde de l'ancien régime et de la révolution ayant hérité du premier une conception régalienne du pouvoir et de la seconde la confiscation de ce pouvoir au profit exclusif de la majorité.

Une conception assez primaire, dont le corollaire en même temps que le travers était une forme d'antagonisme exacerbé, du moins sur le plan verbal, renforcé de surcroît par la nature même de nos institutions qui pousse à la bipolarisation.

Le processus de triple alternance a fait évoluer les choses en profondeur; en légitimant l'ensemble des forces politiques significatives de ce pays, il a en quelque sorte permis d'accéder à une conception plus élaborée et plus conforme, me semble t-il, au niveau culturel et au développement du système d'information de notre pays.

La conception régalienne du pouvoir a évolué vers une conception plus arbitrale et chacun sait désormais, pour l'avoir expérimenté successivement, que dans notre pays 1 ou 2%, de la majorité n'ouvrent pas forcément toutes les portes et qu'il faudra avant tout convaincre plutôt que de vouloir imposer et qu'il n'est pas nécessaire de traiter l'adversaire en ennemi pour rester soi même.

Cette évolution comme toujours ne se fait pas sans ambiguïté, ni sans équivoque. Emportés par le mouvement, certains ont conclu que désormais il n'y avait plus de gauche, il n'y avait plus de droite, en ont conclu que les idéologies étaient définitivement mortes, que la politique était vétustes et que les partis politiques étaient au mieux inutiles, au pire néfastes.

Que n'a-t-on entendu sur cette thématique ? C'est, me semble-t-il, commettre un

contresens et jeter la démocratie avec l'eau du bain. Contresens non dépourvu d'arrière-pensée pour ceux qui rêvent depuis toujours d'apolitisme et nous savons ce que cela veut dire.
D'autres aussi qui sont peut-être plus sincères et qui ne discernent pas forcément qu'il s'agit d'un saut qualitatif, plutôt que d'une mutation dont on ne voit pas d'ailleurs sur quoi elle déboucherait si ce n'est une forme généralisée d'indifférence qui mènerait notre démocratie à l'anémie.
Refus d'un conservatisme thatchérien qui semble d'ailleurs gagner aujourd'hui son pays d'origine, et évolution du système politique, tels auront été les enseignements de cette parenthèse dite"libérale" mais qui fut plutôt réactionnaire, nous le savons tous.
En mai 1988, la très nette victoire de François Mitterrand réélu au second tour avec 54% des suffrages a marqué le retour du Socialisme au pouvoir. Victoire personnelle d'un homme dont l'impact va bien au-delà de nos rangs. Ce succès a été aussi celui de la Gauche et notamment la juste appréciation par les Français de l'effort de redressement entrepris sous la précédente législature.
Il n'y a pas, mes chers camarades, de doute dans mon esprit : si durant la première législature, sous les gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius les Socialistes s'étaient discrédités, 1988 n'aurait pas été l'année du retour.
La popularité du Président a fait le reste.
Quant à notre Parti, il a tenu son rôle. Et je voudrais dire ici qu'il l'a bien tenu et que ce n'est pas parce que nous avons à traiter, dans la phase préélectorale, de faire preuve de la discrétion nécessaire, que nous n'étions pas aux avant-postes. Il n'était pas facile à l'automne 1987 d'occuper le terrain sans faire ouvertement campagne. C'est ce que nous avons néanmoins réussi en mettant sur pied la campagne "génération Mitterrand" qui, me semble-t-il, n'était ni "archaïque" ni "ringarde".
Il n'était pas plus facile de faire au mois de décembre 1987 et au mois de janvier et février 1988 une pré campagne sans candidat, souvenez-vous... Cela a néanmoins été fait. Et je voudrais remercier, à cette tribune, toutes les militantes et militants qui y ont ardemment participé et plus particulièrement les Premiers secrétaires fédéraux qui n'ont cessé d'être "à la peine" durant ces deux années et demi.
A l'élection présidentielle ont succédé les législatives les cantonales de l'automne 1988, le référendum sur la Nouvelle-Calédonie, puis les élections municipales de mars 1989, les élections européennes de juin, et enfin les sénatoriales.
Il n'entre évidemment pas dans mes intentions, chers camarades, d'analyser dans le détail chacun de ces scrutins, mais plutôt d'essayer d'en dégager quelques remarques d'ordre général, parce qu'en définitive la problématique générale de ces élections est au cœur de notre Congrès, si nous voulons en dégager des leçons pour réussir les prochaines.
En premier lieu, je voudrais dire que notre Parti a gagné en terme stratégique chacun des 6 scrutins qui ont succédé à l'élection présidentielle. Ceci veut dire

précisément que, pour chacun de ces scrutins, nous avons obtenu davantage de candidats élus que lors du scrutin précédent de même nature. C'est vrai de l'ensemble de ces scrutins. C'est particulièrement éclatant pour les municipales, élections difficiles entre toutes où notre Parti a obtenu la meilleure implantation de toute son histoire. Beaucoup plus de députés en mai 1988 qu'en mars 1986. Beaucoup plus de conseillers généraux - à série comparable - qu'en 1982. Plus des députés européens et quelques sénateurs de plus qu'en 1980.

A ces considérations quantitatives, il faut ajouter que pour la première fois le pouvoir en place n'a pas perdu les élections locales, alors que l'inverse semblait faire partie des lois non écrites de notre système politique.

Bref, à première vue, il y aurait lieu d'être pleinement satisfait. Et d'une certaine manière, nous pouvons l'être.

Mais à y regarder de plus près, force nous est de constater, chers camarades, que ces victoires ne sont pas exempte d'ambiguïté et qu'elles nous posent plus de questions qu'elles ne nous ont apporté de réponses.

D'abord parce que sur le plan purement arithmétique force est de constater que le total des voix de gauche n'est pas satisfaisant. C'est tellement vrai que même à l'occasion des élections municipales, le total des voix de gauche a été inférieur à celui de l'année 1983, pourtant réputée difficile. Nous savons que pour l'essentiel ceci s'explique par la perte d'influence du Parti Communiste. Mais cela veut dire aussi que nous n'avons pas su ou pas pu ramener à nous les voix perdues ou moduler ces électeurs déçus.

Ensuite, parce qu'au fil de ces scrutins nous avons vu se développer deux phénomènes qui pour n'être pas comparables n'en sont pas moins préoccupants.

Je veux parler de l'émergence du vote écologiste et de la montée de l'abstention qui, chacune à leur manière, nous posent de graves questions.

Le vote écologiste est complexe : des conservateurs nostalgiques du retour à la terre aux amateurs d'un ailleurs quel qu'il soit en passant par ceux qui pensent, les plus nombreux sans doute, que la défense de l'environnement s'apparente chaque année davantage à un combat de survie. Mais il constitue aussi, pour partie, un vote refuge dans lequel incontestablement certains de nos électeurs déçus ont trouvé asile. Tandis que d'autres, manifestement, sont passés sans transition à l'abstention. Ces phénomènes sont complexes et mériteraient une analyse très approfondie. D'autres s'y risqueront peut-être, appuyés sur des enquêtes d'opinion et des travaux nombreux qui laissent tout de même peu de place au mystère, même si la politique, plus qu'une science exacte, reste une alchimie délicate.

Toujours est-il qu'il existe un écart certain entre les cotes de popularité et les résultats électoraux, c'est le moins que nous puissions dire.

Pour expliquer ce décalage, on a parlé de déficit électoral, on a parlé de déficit social. Je n'ai pas, à ce stade, à anticiper sur les travaux de notre Congrès, mais il parait peu discutable que malgré l'œuvre accomplie par notre gouvernement, une partie de l'électorat de gauche soit aujourd'hui désorienté.

La persistance des inégalités voire leur accroissement entre revenu du travail et revenu du capital : l'argent facile et visible des gains spéculatifs face aux

Fondation Jean-Jaurès

situations de précarité : l'apologie du consensus comprise comme une acceptation tacite de l'existant, ou l'ouverture interprétée comme un abandon partiel d'identité : autant de facteurs qui sans doute nourrissent au mieux l'indifférence, au pire l'amertume.
Nous savons bien qu'il existe des contraintes nationales, européennes, et internationales, que tout n'est pas possible en un même moment, et que le retour de la croissance, incontestable, n'efface pas pour autant les faiblesses de notre commerce extérieur, ou l'ampleur des chiffres du chômage qui vient, malgré tout, de repasser en dessous de la barre des 2 500 000.
Nous sommes conscients aussi des efforts à fournir et des moyens considérables qu'il nous faudra dans les années à venir pour l'éducation et la formation et de bien d'autres choses encore.
Nous n'ignorons pas ce qui a été fait depuis 21 mois et qui mérite d'être salué par notre Congrès mais nous avons, je crois, en commun la conviction qu'il nous faut redonner au plus vite des repères plus évidents et plus lisibles à toutes celles et à tous ceux qui aspirent à plus de liberté et surtout à plus de justice.
Bref, nous ne demandons pas l'impossible mais nous souhaitons que l'action gouvernementale marque d'une manière raisonnable mais déterminée, par delà la prise en compte des situations critiques, notre volonté commune de transformer la société. A petits pas si les grands pas ne sont pas possibles, mais que les petits pas succèdent aux petits pas, que cela bouge, que cela avance, et que le chemin soit clair.
Que soit claire et déterminée aussi, notre volonté de réussir ce grave et difficile chantier de l'intégration, à l'heure où le crime racial à répétition jette une ombre de honte su le visage de notre République.
Mandela est sorti de prison, camarades, mais on tue beaucoup d'Arabes ces temps-ci sur le territoire de la patrie des droits de l'Homme. Et cela, nous ne pouvons l'admettre et nous ne l'admettons pas, sachant que sur un tel sujet, qui touche à nos convictions les plus profondes, nous ne sommes qu'un seul et même cri de réprobation.
Cri de réprobation dont nous savons que nous n'avons pas - je dirai heureusement - l'exclusivité. Mais que nous aimerions voir partagé par tous ceux qui se réclament de la République et qui, parfois même, en ont été Présidents.
Je ne voudrais pas assombrir "le flirt du second tour" qui semble se tisser entre M. Giscard d'Estaing et M. le Pen, mais tout de même ! Ne serait-il pas nécessaire, pour la clarté des choses, et la dignité de la France que cet ancien Président qui aspire à le redevenir clarifie ses relations avec le Front National ? Tout se passe en effet comme si, au moment où un vent de liberté et de dignité retrouvée souffle sur plusieurs continents, le président de l'UDF s'apprêtait à croiser M. De Klerk dans le mauvais sens pour aller serrer la main de M. le Pen.
Oui, mes camarades, de meilleurs repères ! Une nouvelle étape sociale et une action résolue et déterminée pour sauvegarder les valeurs fondamentales de notre démocratie doivent dans les années qui nous séparent des élections législatives de 1993 marquer notre action. Tel doit être le sens de notre Congrès,

son message, son engagement. Car nul d'entre vous ne doit s'y tromper : en 1993, pas une seule électrice de ce pays, pas un seul électeur, n'ira voter pour ou contre la direction du Parti, pour ou contre tel ou tel de ses dirigeants !
C'est bien évidemment sur le bilan de ce qui aura été fait par le gouvernement et sur la capacité qui lui sera prêtée de faire ce qu'il nous reste à faire, que portera le jugement qu'aura lieu ou n'aura pas lieu la mobilisation en notre faveur.
Et c'est dans cette perspective, à partir de cet objectif et non pas d'autres considérations, que nous devons nous interroger sur le fond de notre Parti dans les années à venir et la signification à donner à ce Congrès.
Le Parti, nous y sommes tous profondément attachés. Héritier d'une longue histoire, devenu grâce à vos efforts et aux qualités de rassembleur de François Mitterrand, le premier parti de France, il a permis à la Gauche toute entière non seulement d'accéder au pouvoir mais d'acquérir, aux yeux de nos concitoyens, la légitimité à gouverner qui nous avait fait si longtemps défaut. Sans lui, sans sa capacité de rassemblement, l'évolution du système politique dont je parlais tout à l'heure n'aurait pu se produire. De sorte que je suis profondément persuadé de ce que la démocratie dans notre pays lui doit beaucoup. Sans lui enfin, l'espérance de millions de femmes et d'hommes intéressés par la transformation de notre société n'aurait plus de support.
Longtemps partagée avec un parti Communiste puissant, l'attente d'une meilleure justice sociale repose désormais exclusivement sur lui. Quanta la liberté, les temps ne me paraissent pas lointains où face à la collusion qui se précise entre une partie de la Droite dite républicaine, et le Front National, potentiellement menaçant, notre Parti en sera le meilleur garant et que c'est autour de lui que s'organisera le front de ses partisans. Enfin, par delà nos frontières, des peuples qui accèdent à la liberté s'efforcent de construire leur démocratie. Et que font-ils en tout premier lieu ? Ils créent des partis! Parce que la démocratie ne peut s'organiser sans eux. Et ils les créent sous l'œil attendri et bienveillant de ceux qui, voici moins d'un an à peine, n'avaient pas de mots assez durs pour fustiger dans notre pays, les partis et leurs méfaits.
Mais passons... vis-à-vis de ces peuples et de ces forces politiques, nous avons un devoir de fraternité et d'assistance.
C'est dire que nos responsabilités sont immenses et que nous devons être à la hauteur de notre tâche, en nous rassemblant d'abord, mais en nous rassemblant pour faire vivre notre Parti, le moderniser, l'ouvrir aux autres. En nous rassemblant pour en améliorer le fonctionnement, la qualité démocratique et la composition sociologique. Car prenons-y garde, la sociologie inéluctablement posera à terme sur les choix, et au moment où le Parti Communiste se réduit jusqu'à la marginalisation, il serait grave que des catégories entières parmi les plus humbles et les plus défavorisées aient le sentiment que plus personne ne parle en leur nom.
Mais ce rééquilibrage, nous le savons, n'est pas une tâche facile, et au-delà des proclamations d'intention. Le temps d'un Congrès, il faudra beaucoup de ténacité pour amener vers nous ces femmes et ces hommes sans lesquels nous finirions tôt ou tard par changer imperceptiblement d'identité.

En nous rassemblant aussi, camarades, pour innover et créer les conditions d'un meilleur dialogue entre nous d'abord, entre nous et les autres ensuite. Des propositions nombreuses et intéressantes sont faites dans les différentes motions, sur lesquelles nous aurons à nous prononcer : vote à bulletins secrets, meilleure adéquation des votes et des mandats, homogénéisation des pratiques, des cotisations, que le financement public va rendre désormais possibles.
Sur un autre plan, auto saisine des militants sur des sujets importants pour l'organisation de Conventions nationales régulières, meilleure représentativité du Comité directeur... bref, si nous le voulons, nous pouvons aller vite et nous pouvons aller plus loin.
En nous rassemblant enfin, chers camarades, dans un parti qui est et reste le Parti de militants où les idées doivent reprendre la première place. Je le dis franchement, je n'ai pas l'impression que dans la première phase de notre Congrès cela a toujours été le cas. Par une inversion de l'ordre des priorités que je regrette, la discussion a davantage porté sur les moyens, je veux parler du Parti, que sur les objectifs qu'il était censé servir : je veux parler de la politique que nous faisons et de celle que nous proposons de faire.
Certes, le Parti est important, mais comme je le disais il y a un instant, ce qui intéresse les Françaises et les Français, et plus précisément ceux qui nous font confiance, c'est d'abord ce que font les Socialistes au pouvoir, et ce qu'ils leur proposent, plutôt que nos enjeux internes.
Reconnaissons qu'il s'est créé là une distorsion préoccupante qui serait dangereuse si nous persévérions dans l'erreur. Mais ayant dit cela, je reste optimiste parce que je crois qu'il n'est pas trop tard.
Le Congrès est souverain, et nous avons devant nous trois longues journées pour élaborer notre message.
En définissant clairement nos priorités afin qu'en définitive ce soient les idées et les propositions qui l'emportent.
Ce doit être, me semble-t-il, le sens de la synthèse que comme beaucoup d'entre vous sans doute, j'appelle de mes vœux.
Si le Congrès des Socialistes à Rennes marque le départ d'une nouvelle étape sociale, s'il réaffirme notre volonté sans faille de combattre toutes les entraves à la liberté et à la dignité des hommes, et je pense plus précisément au racisme, alors, chers camarades, rien ne sera perdu.
C'est mon vœu le plus cher et, j'en suis persuadé, le vôtre.
Qu'il me soit permis en terminant de remercier l'ensemble des militantes et des militants qui au cours de ces 34 mois n'ont ménagé ni leurs convictions, ni leur peine, avec une mention toute spéciale pour les camarades de l'Ille-et-Vilaine qui ont aidé à la préparation de ce Congrès avec leurs camarades bretons.
Merci à toutes et à tous, chers camarades, et bon Congrès !
(Applaudissements)

Le président - Merci, Henri.
Je demande au service d'ordre d'intervenir afin d'inviter les délégués, les participants et les invités à s'asseoir. Il y a d'autres salles à l'intérieur desquelles

Fondation Jean-Jaurès

il est possible d'échanger. Je demande à nos camarades du service d'ordre d'être fermes, nous avons un gros travail qui nous attend.
Mes chers camarades, vous avez entendu le rapport d'activité d'Henri Emmanuelli. Comme vous le savez, ce rapport est suivi d'un débat.
Quels sont les délégués qui veulent s'inscrire dans ce débat ?...
Je demande à ces camarades de se faire connaître à la tribune.
Je ne vois qu'un camarade qui demande la parole. Il n'y a pas d'autres demandes d'intervention ?...
Cher camarade, tu as la parole.

Jean-Paul Brachet (fédération de Maine-et-Loire)
Pour ma part, au moment du vote sur le rapport d'activité, j'ai balancé entre m'abstenir et voter contre, dans ma section. Finalement je me suis abstenu, mais mon abstention était insatisfaisante, et au bout du compte peut-être qu'un vote contre eût été plus rigoureux de ma part au regard de ce que je vois en tant que militant, de ce que je perçois en tant que citoyen.
Je mets au crédit de la direction sortante d'avoir permis aux militants, aux adhérents d'être en communication régulière avec la vie du Parti, avec les analyses que l'on fait dans le Parti à travers l'hebdomadaire "«Vendredi»". C'est une excellente initiative, et j'espère que «Vendredi» vivra, vivra bien et vivra encore mieux qu'il ne vit à l'heure actuelle.
Pour le reste, et j'ai eu l'occasion de le dire dans ma section, j'ai un filleul qui aura 18 ans aux prochaines élections législatives, j'ai un fils qui aura 19 ans aux prochaines élections présidentielles. Qu'est-ce que ces deux adolescents, ces deux gamins encore, auront comme matière pour juger politiquement, faire leur choix ? Ils n'auront connu que la Gauche au pouvoir, c'est-à-dire pour l'essentiel les militants et responsables Socialistes. Ils n'auront pas comme moi, comme nous, comme beaucoup d'entre nous, l'expérience d'impasse que nous avons évoqué à juste titre et sur lequel en effet nous avons pu aujourd'hui prendre part à partir de propositions qui avaient dans les années précédentes entraîné une majorité de citoyens et de citoyennes Français derrière nous.
Mais le bilan, chers camarades, que sera-t-il en 1993 ? Que sera-t-il en 1995 ?
J'ai trop le sentiment, et c'est l'écho que je recueille dans mon milieu de travail, dans mes relations familiales, dans mes relations tout court, que nous n'avons pas à l'heure actuelle de stratégie, de transformation, bien que nous nous proclamions toujours parti de transformation, et là on nous attend au coin du bois ! Et nous attendre au coin du bois, cela ne consistera pas forcément à voter contre le candidat Socialiste, cela consistera à cultiver son individualisme, à l'abstention qui se dessine déjà dans les contours politiques beaucoup trop lourds dans la France contemporaine.

Le président - Cher camarade du Maine-et-Loire, nous te remercions.
Le débat sur le rapport d'activité est clos, et nous passons au vote du quitus.
Nous ne connaissons pas encore, puisque la Commission est réunie, le décompte total des votes des fédérations. Je vous propose, m'adressant aux délégués des

Fondation Jean Jaurès

fédérations, de voter selon l'habitude avec main levée et carte.
Quels sont les délégués qui ne prennent pas part au vote ?...
Je conclus que tout le monde prend part au vote.
Quels sont les délégués qui s'abstiennent ?...
32.
(Protestations)
Mes chers camarades, à ce moment là je vais vous demander de vous lever, ce sera plus facile pour compter.
Nous avons compté 71 abstentions.
J'appelle maintenant les voix contre...
Nous comptons 65 oppositions.
Quels sont les votes pour ?...
Convenons, si vous voulez bien, qu'il y a une majorité favorable au rapport d'activité, et en votre nom à tous je veux remercier et féliciter Henri Emmanuelli
(Applaudissements)
Chers camarades, nous passons à la seconde partie de l'après-midi, présentation du projet de déclaration de principes, qui sera faite par Gérard Colomb et qui sera suivie d'un débat.
Je donne la parole à Gérard Colomb.

Déclaration de principes, rapport de Gérard Colomb, secrétaire national aux relations extérieures

Chers camarades, nous allons commencer les travaux de ce Congrès de Rennes en adoptant une nouvelle déclaration de principes. Selon la formule employée par Pierre Mauroy, c'est la carte d'identité du Parti Socialiste que nous allons ainsi changer. Cela n'a pas été une mince affaire. C'est en effet lors de la Convention sur la modernisation du Parti qui s'est tenue au Pré-Saint-Gervais les 28 et 29 juin 1986 que notre camarade Gérard Fuchs proposait la modification de notre déclaration de principes. Lionel Jospin acceptait cette idée et mettait en place un groupe de travail qui soumettait à la Commission des résolutions du Congrès de Lille un projet de déclaration de principes qui ne pouvait être adopté faute d'un consensus général. Il était indispensable en effet que sur un tel texte qui doit refléter la base de notre accord au-delà de nos différences de sensibilités, de nos différences d'analyses, soit recherchée une convergence de tout le Parti. La révision de la déclaration de principes était donc renvoyée au prochain Congrès du Parti, c'est-à-dire à notre Congrès de Rennes.
C'est pourquoi Pierre Mauroy qui avait indiqué qu'il souhaitait faire de ce Congrès un Congrès qui contribue à redéfinir les bases idéologiques du PS remettait à l'ordre du jour en septembre dernier cette révision de la déclaration de principes et constituait un groupe de travail auquel devaient participer notamment : Jean-Marie Cambacérès, Jean-Christophe Cambadélis, Gérard Fuchs, Max Gallo, Gérard Gaumet, Gérard Le Gall, Michel Debout, Gérard Delfau, Marie-Thérèse Mutin, Jean Paul Planchou, Jacques Salvator, Gérard Dupeyrat, Gisèle Stievenard, Isabelle Thomas, Henry Weber, Jean-Marcel Bichat.

Fondation Jean-Jaurès

Après quatre mois de travail et de discussions quelquefois vives, mais toujours très fortes et très passionnantes, nous sommes parvenus lors du Comité directeur de synthèse du 13 janvier à un accord sur le texte envoyé aux sections et que les militants de notre Parti viennent d'adopter à une très large majorité

Vous me permettrez, chers camarades, de me réjouir de ce résultat et d'y voir un heureux présage pour la suite de nos travaux. Cela signifie en effet que sur les problèmes de fond, le Parti Socialiste est beaucoup plus uni qu'il n'y paraît et que sur les sujets mêmes où les discussions ont été les plus passionnées : je pense à l'Europe, je pense à la définition et au rôle de la société d'économie mixte nous sommes capables d'aboutir entre nous à des synthèses positives.

La tâche pourtant n'était pas facile. Le Parti Socialiste ne change pas tous les jours sa déclaration de principes. Depuis la fondation du Parti Socialiste en 1905, le PS n'a connu que trois déclarations de principes.

Celle du Congrès de 1905 qui fixait les bases d'accord des différents partis et des différentes tendances du mouvement ouvrier de l'époque pour le Congrès d'unification.

Celle écrite par Léon Blum en 1946 qui tendait à reformuler les principes généraux du Socialisme démocratique d'après-guerre.

Celle enfin sur laquelle nous avons vécu depuis le Congrès d'Epinay et qui avait en fait été rédigée en vue de l'unification des Socialistes dès décembre 1968 par une commission composée de représentants de la SFIO, de l'UCRG, de l'UGCS et de la Convention des Institutions Républicaines.

C'est dire à quel point ces différentes déclarations de principes sont intervenues à des moments significatifs de l'histoire du mouvement Socialiste et combien elles sont pleinement révélatrices de la nature du Parti à une époque donnée.

1905 : ce qui est au cœur de la discussion, c'est la distinction fondamentale qui doit exister entre le Parti Socialiste et les partis bourgeois. En réaction au ministérialisme, l'accent est mis sur la nécessité de l'autonomie du Parti, son "opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument".

Le but affirmé de l'action du Parti se situe dans la droite ligne de l'analyse marxiste : il s'agit de "socialiser les moyens de production et d'échange", de "transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou Communiste". Pour cela un moyen "l'organisation économique et politique du prolétariat". Même si ainsi ils s'affirment parti de révolution et non parti de réformes, les Socialistes de l'époque laissent déjà apparaître une dialectique qui allait se révéler à la fois porteuse d'avenir mais aussi source de conflit, la dialectique réformes-révolution. Cette première déclaration de principes reconnaît en effet - même si elle en marque immédiatement les limites - qu'il est possible d'utiliser au profit des travailleurs les conflits secondaires des possédants pour œuvrer à "la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière".

En 1946, c'est cette problématique que Léon Blum va élargir. S'il reste fidèle à la pensée marxiste traditionnelle dans la conception qu'il se fait de la libération de l'homme, qu'il lie toujours à l'abolition du régime de propriété capitaliste et à l'appropriation collective des moyens de production, il s'attache dans sa

Fondation Jean Jaurès

déclaration de principes à marquer la différence avec le Parti Communiste. Une différence qui porte non sur les buts mais sur la méthode. Léon Blum reprend l'idée développée par Kautsky, l'un des théoriciens de la deuxième Internationale qui constatait dès l'apparition du mouvement bolchevique : "L'opposition des deux courants Socialistes n'est pas fondée sur de mesquines rivalités de personnes mais elle repose sur l'opposition de deux méthodes foncièrement différentes : la méthode démocratique et la méthode dictatoriale." "Les deux courants, poursuivait-il, veulent la même chose, l'émancipation du prolétariat et avec lui de l'humanité par le Socialisme. Mais la voie choisie par les uns est tenue par les autres pour fausse et ne pouvant que mener à la ruine."
Léon Blum, dans sa déclaration de principes, approfondit cette idée. Pour lui, entre le bolchevisme et le Socialisme démocratique, il existe deux différences essentielles au niveau de la méthode.
D'abord, comme le soulignait Kautsky, celle de la démocratie. Certes, Blum commence par souligner dans sa déclaration de principes les limites qui sont celles de la démocratie dans les sociétés capitalistes. "Il n'y a pas de citoyen libre si le travail n'est pas affranchi" écrit-il. Il reprend ainsi à son compte la critique marxiste du droit des sociétés capitalistes qui reste souvent à l'état de pétition de principe. Mais immédiatement il retourne la formule pour affirmer qu'"il n'y a pas d'émancipation du travail si la cité n'est pas libre." Ainsi, met-il au premier plan le combat des Socialistes pour les libertés démocratiques qui sont à la fois "l'élément nécessaire de tout régime Socialiste" et "le moyen d'assurer au prolétariat au sein même du régime capitaliste les réformes progressives qui améliorent sa condition et accroissent sa capacité révolutionnaire".
Car la réforme devient chez Blum le deuxième élément de différenciation avec la méthode Communiste. Dans sa déclaration de principes, il réhabilite le gradualisme, ce que l'on appellera un peu plus tard "le réformisme révolutionnaire".
La révolution, ce n'est pas forcément la fracture brutale de la révolution d'octobre mais la substitution d'une société à une autre, d'un régime de propriété à un autre, "quels que soient, écrit Léon Blum, les moyens par lesquels elle sera accomplie".
Cette déclaration de principes rédigée par Blum en 1946 allait demeurer jusqu'en 1968. Elle allait alors être remplacée par celle qui a constitué notre loi jusqu'à aujourd'hui. Une déclaration de principes très visiblement marquée par les événements de 1968, par la nécessité pour les Socialistes de gauchir le discours pour coller aux événements d'alors, pour rétablir leur image et aussi, il faut bien le dire, pour faire pièce aux Communistes en reprenant une critique de gauche des sociétés bureaucratiques.
C'est pourquoi, la déclaration de principes de 1968 se trouve, d'une certaine façon, en retrait par rapport à celle de Blum pour ce qui est de la valeur à attribuer aux réformes. L'accent est mis au contraire sur la nécessité de rupture. Le PS reconnaît "la valeur des réformes qui ont atténué la peine des hommes" mais, ajoute la déclaration de principes de 1968 "il tient à mettre en garde les

travailleurs : la transformation Socialiste ne peut pas être le produit naturel et la somme des réformes corrigeant les effets du capitalisme".
De la même manière, si la nécessité d'une démarche démocratique est affirmée, on invoque aussi celle d'une action de masse pour modifier les rapports de force imposés par la classe dominante.
Si du point de vue de la méthode donc, on se trouve d'une certaine manière en deçà de la déclaration de principes de 1946, le texte de 1968 va par contre introduire un dépassement de la thématique marxiste traditionnelle quant à la libération de l'homme par l'appropriation collective des moyens de production.
C'est que le mirage Communiste des sociétés de l'Est commence à se dissiper et que l'on constate de plus en plus nettement que l'appropriation collective des moyens de production ne débouche pas forcément sur la libération des travailleurs.
Aussi, la déclaration de principes de 1968 introduit-elle un concept nouveau : celui de démocratie économique. L'appropriation collective des moyens de production est certes toujours considérée comme une condition nécessaire, mais elle n'est plus perçue comme une condition suffisante d'un changement de société.
Il ne suffit plus de collectiviser les moyens de production, il faut encore que puisse avoir lieu "une extension des pouvoirs démocratiques de gestion, de contrôle, et de décisions". A la notion d'appropriation collective, on substitue celle de socialisation des moyens de production, constatant que la propriété n'est sans doute pas la seule forme de domination et que celle-ci peut être exercée par des minorités cooptées, qu'elles soient d'origine bureaucratique ou technocratique.
Voilà, mes chers camarades, quel était l'état des lieux, quelle était leur histoire, lorsque le groupe de réflexions présidé par Pierre Mauroy s'est réuni pour tenter d'actualiser notre déclaration de principes avec le double objectif d'être fidèle à nos valeurs mais de prendre en compte l'évolution du temps et les leçons apportées par l'histoire.
La première leçon de l'histoire a consisté pour nous à en finir avec la conception messianique que véhiculait, au fond, la doctrine des premiers Socialistes, que reprit Marx en contradiction d'ailleurs avec toute sa méthode d'analyse et qui consiste à penser qu'un jour l'histoire peut s'arrêter, qu'il peut exister une société parfaite dépassant les conflits, réconciliant l'homme avec lui-même.
L'humanité a, hélas, payé cher pour savoir que de telles vérités révélées s'incarnent vite dans l'inquisition, la recherche de l'hérésie et donc finalement le recours à une oppression souvent pire que celle dont on prétendait se libérer.
Plutôt donc que la recherche de la société parfaite, d'une sorte d'Eldorado Socialiste d'autant plus idyllique qu'il n'a jamais été rencontré par personne, nous avons voulu fonder le sens du combat des Socialistes sur la réalisation des aspirations qu'ont toujours exprimées les hommes, et plus particulièrement les travailleurs, au cours d'un siècle de luttes pour le progrès : la liberté, l'égalité, la dignité des hommes et des femmes, le bien-être, la responsabilité et la solidarité.
Telles nous semblent devoir être les bases de la société que nous souhaitons

contribuer à faire émerger.
La deuxième leçon, c'est qu'entre la méthode démocratique et la méthode dictatoriale, entre l'approche de la réforme et celle de la révolution violente, l'histoire a désormais tranché. Nous savons aujourd'hui que même si, comme nous le répétons dans notre déclaration de principes, on doit avoir "conscience des limites des droits démocratiques quand ils ne sont pas accompagnés des conditions concrètes susceptibles d'en permettre la réalisation" il n'est pas de société progressiste qui ne soit d'abord fondée sur le respect de toutes les libertés démocratiques.
De la même manière, nous savons que c'est par la réforme que nous progresserons dans la voie de ce Socialisme de la liberté et de la responsabilité que nous voulons construire, que c'est par la réforme que nous incarnerons l'espérance révolutionnaire qui était celle des militants qui nous ont précédés.
Comme le dit une phrase, je crois très forte, de notre nouvelle déclaration de principes, le Parti Socialiste met désormais "le réformisme au service des espérances révolutionnaires".
Encore convient-il de donner à ce mot de réforme sa pleine acception. Si le Parti Socialiste se réjouit de la faillite des sociétés bureaucratiques de l'Est, il ne pense pas pour autant que cela doive le conduire à l'acceptation des règles d'un capitalisme dont nous voyons combien il reste porteur d'inégalités, de chômage, et d'exclusions au cœur même des pays développés, combien il est porteur de misère et d'exploitation, au sens même que l'on donnait à ce mot au 19ème siècle, dans les pays du tiers-monde, combien, enfin, il se révèle incapable de maîtriser les déséquilibres financiers de l'économie internationale.
C'est pour cela que le Parti Socialiste se revendique comme Parti de transformation sociale et qu'il s'inscrit dans cette tradition du Socialisme démocratique qui, par la réforme, veut changer en profondeur nos sociétés pour donner aux hommes plus de liberté, d'égalité et de bien-être.
La voie que nous définissons pour y parvenir, c'est celle de l'économie mixte. Une économie qui accepte les grandes règles du marché mais refuse de s'y plier aveuglément, qui sait qu'il est des secteurs (l'école, l'université, la communication audiovisuelle, la culture, le logement, la santé, l'environnement), où sauf à connaître de graves dérèglements, il est nécessaire d'échapper à la logique du profit pour prendre en compte l'impératif de l'intérêt général.
Cette économie mixte repose sur un service public fort, une politique réelle d'aménagement du territoire, une politique budgétaire et fiscale volontariste.
Cette politique d'économie mixte n'est d'ailleurs pas elle-même le dernier stade de l'histoire, elle peut trouver son dépassement dans de nouvelles formes d'organisations économiques et sociales que les Socialistes doivent mettre en œuvre pour donner aux salariés une véritable citoyenneté dans l'entreprise.
Sur quelles couches sociales s'appuyer pour réaliser un tel projet ? Le Parti Socialiste constate l'évolution de la société, il voit bien que la coupure des classes sociales n'est plus aussi radicale que celle que Marx et les premiers Socialistes notaient à la fin du 19ème siècle. La société s'est complexifiée, des

contradictions nouvelles sont apparues. Cela fait-il disparaître pour autant toute opposition entre les classes et les groupes sociaux ? Nous ne le pensons pas. C'est pourquoi, si le Parti Socialiste a vocation a être le Parti du Progrès et donc à prendre en compte les aspirations les meilleures de toute la société, il sait aussi qu'il est issu et qu'il représente avant tout les espérances des salariés qui forment le gros des couches sociales sur lesquelles il peut s'appuyer.

Le PS est ainsi fidèle à son histoire, il l'est aussi à une réalité où les conflits économiques restent encore bien souvent fondamentaux. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'existe pas d'autres conflits que les conflits sociaux. Nous voyons bien combien sont grandes les discriminations liées à la race, au sexe, ou aux convictions philosophiques et religieuses. Le PS réaffirme dans sa déclaration de principes qu'il doit être au premier rang de la lutte contre toutes ces discriminations, contre toutes les exclusions quelle qu'en soit la cause.

Et puis, il est un autre débat que le PS a voulu inscrire dans sa nouvelle déclaration de principes : il concerne l'avenir de la science dont le développement contribue à mettre au premier rang les problèmes d'éthique ; il pose plus généralement les relations de l'homme à la nature.

Pendant longtemps, la critique Socialiste du modèle capitaliste s'est réduite à une critique des rapports sociaux que ce système induisait entre les hommes. Les Socialistes percevaient par ailleurs le capitalisme comme un modèle industriel permettant de s'approprier la nature, de la civiliser. On s'aperçoit aujourd'hui que cette position n'est plus tenable et qu'au problème des rapports sociaux entre les hommes, il faut désormais ajouter celui du rapport de l'homme à la nature.

Voilà, chers camarades, quelques-uns des débats que nous avons eus entre nous et dont la réponse s'inscrit désormais dans notre déclaration de principes renouvelée.

Nous savons qu'un tel Socialisme, un Socialisme de la liberté et de la responsabilité est un modèle qui anime tous les Socialistes à travers l'Europe.

Une Europe qui, de ce fait, ne saurait se réduire à la seule circulation des marchandises ou des capitaux mais qui doit prendre une dimension politique, sociale, culturelle. C'est ce modèle qu'il nous faut mettre en œuvre au niveau de la CEE de manière à ce que cette dernière puisse constituer le pôle d'un rassemblement plus large, attirant à lui tous les peuples de l'Europe de l'Est qui viennent de se libérer.

Chers amis, chers camarades, on dit souvent que le PS n'a plus d'idées, qu'il n'a plus de débats, qu'il n'a plus de repères idéologiques, qu'il n'est plus occupé que par de stériles querelles de personnes. Je crois que le débat sur la déclaration de principes qui a réuni tous les courants, toutes les sensibilités du Parti a prouvé le contraire.

Je lisais récemment le dernier ouvrage de Jacques Julliard et je constatais, à sa lecture que toutes les questions qu'il posait et qu'il accusait le PS d'ignorer, étaient précisément celles dont nous avions débattu sur le fond à propos de cette déclaration de principes même si d'ailleurs les réponses que nous leur avons apportées sont différentes des siennes.

Fondation Jean Jaurès

Alors oui, chers camarades, le Parti Socialiste est interpellé par le mouvement du monde ! Oui, il doit être sensible au vent de la liberté qui s'est levé à l'Est !
Pour être digne d'un tel mouvement, nous devons porter très haut le génie de la liberté. Mais nous pensons qu'il nous faut aussi continuer à porter très haut notre passion de l'égalité.
Ce sont ces deux valeurs qui éclairent la déclaration de principes que notre Congrès de Rennes va aujourd'hui adopter.
(Applaudissements)

Le président - Merci Gérard Colomb.
Que les camarades, qui veulent s'inscrire dans le débat, le fassent savoir à la tribune. Je renouvelle mon appel pour que le moins de discussions possibles aient lieu dans la salle et le plus à la tribune ! Je vous le demande instamment et à nouveau que nos camarades du service d'ordre interviennent.
(Applaudissements).
Je demande donc aux camarades qui veulent intervenir dans le débat sur la déclaration de principes de se faire connaître, d'ores et déjà je donne la parole à Gérard Gaume et je le remercie d'ouvrir le débat.
Mes camarades, je vous demande d'aller discuter dans les salles à côté. Que nos camarades ministres donnent l'exemple ! Merci.
Que les Premiers secrétaires fédéraux montrent également l'exemple !
C'est un moment important que la déclaration de principes et que nos amis journalistes aillent interviewer les camarades qui veulent s'exprimer dans les salles adjacentes. Je vous le demande car ce n'est pas ici que l'on fait en aparté les déclarations. Il y a des salles pour cela.
Gérard Gaume, c'est à toi, excuse-nous de t'avoir fait patienter.

Gérard Gaume
Merci.
Camarades, je vote pour la nouvelle déclaration de principes qui nous est proposée. Pourquoi ? D'abord parce qu'elle réaffirme notre raison d'être, c'est-à-dire la transformation profonde de la société, le refus de la société capitaliste, le rejet du bureaucratisme.
D'autre part, parce qu'aujourd'hui, l'expérience révolutionnaire, qui nous anime tous, et qui doit rester nôtre, s'appelle la réforme, s'appelle conquête sociale.
Et ensuite et enfin, parce que l'outil de cette transformation sociale c'est le Parti Socialiste, un parti porteur des intérêts et des aspirations du monde du travail.
Je suis d'accord pour que cette déclaration de principes devienne notre carte d'identité commune, mais l'interpellation qui nous est faite c'est non seulement d'affirmer cette carte d'identité commune mais de la faire vivre, de la faire rentrer dans la réalité.
Il nous faut passer des principes à la réalité et cela s'appelle la lutte, le Parti Socialiste est resté un parti de lutte, lutte pour l'égalité, parce que le monde est dominé par les inégalités, parce que la France est et reste une terre d'inégalités, lutte pour la citoyenneté dans l'entreprise, parce qu'aujourd'hui l'entreprise

Fondation Jean Jaurès

reste encore le dernier lieu de la monarchie dans notre République, lutte pour la laïcité, qui est la condition et le moyen de la tolérance et de la liberté d'opinion de tous, lutte pour l'Europe sociale, car l'Europe ne peut pas rester celle des marchandises, elle doit être aussi celle des citoyens, des travailleurs.
Chers camarades, voilà pourquoi je vote sans réticence pour cette nouvelle déclaration de principes. Pour la faire rentrer dans la réalité, eh bien il faut que nous prenions notre avenir entre nos mains.
Ce Congrès est fait pour cela à condition que ce Congrès marque clairement que les militants du Parti Socialiste sont bien les véritables acteurs de leur Parti.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci Gérard Gaume. Gérard Fuchs...

Gérard Fuchs
Chers camarades, depuis 1981, notre participation majoritaire à trois gouvernements a profondément transformé "l'ombre" de nos conceptions. L'exercice du pouvoir a fait mieux mesurer à beaucoup d'entre nous l'étroitesse usuelle des marges de manœuvre, le rôle déterminant des acteurs sociaux, y compris par rapport aux acteurs politiques, la nécessité incontournable du compromis, l'importance enfin de la durée dans l'action. Nous sommes devenus plus réalistes et certains, chez nos militants comme chez nos électeurs aujourd'hui, s'en inquiètent.
N'aurions-nous pas subrepticement renoncé à nos raisons d'être ? Demeurons-nous véritablement des Socialistes ?
Chers camarades, ma réponse à ces questions, c'est bien sûr avant tout dans l'action du gouvernement qu'il faut la chercher. Les marges de manœuvre sont étroites, mais elles sont utilisées au maximum. Le pacte de croissance en témoigne, qui vise à redistribuer au mieux la richesse additionnelle créée chaque année.
Les mouvements sociaux sont parfois très visibles, voire pour certains hostiles, mais au-delà de la contestation de la rue, jamais, la concertation n'a été aussi poussée avec, par exemple, une politique contractuelle qui concerne aujourd'hui 90% des salariés du secteur public contre 35% en avril 1988. Les compromis inévitables sont passés qui demeurent souvent en deçà des espérances immédiates de notre électorat, mais ces compromis sont toujours dynamiques, toujours porteurs d'avenir, comme en témoigne, par exemple, la loi de programmation pluriannuelle de l'Education nationale.
Enfin, quel Socialiste n'a pas compris aujourd'hui que la maîtrise de la durée représentait le fondement de l'action politique? L'action sans doute lente, mais ô combien persévérante et tenace de notre gouvernement ?
Quel Socialiste n'a pas compris aujourd'hui que l'horizon de travail du gouvernement de Michel Rocard n'était pas notre rendez-vous de Rennes de 1990, mais notre rendez-vous législatif de 1993, et qui, de bonne foi, instruit par l'expérience de nos précédents rendez-vous, peut réellement remettre en

Fondation Jean-Jaurès

question le choix de cette stratégie du temps ?
Ces réponses, quelles que soient leur nécessité et leur importance, ne peuvent suffire. Elles sont un élément crucial, elles ne suffisent pas à éclairer l'avenir et à définir notre identité. Cette identité, il existe, c'est vrai, un point symbolique où elle se trouve cristallisée, un point symbolique où doit se lire, par conséquent, à la fois notre adaptation et en même temps notre permanence. Et c'est bien notre déclaration de principes que ce point symbolique, cette déclaration de principes dont chaque nouvel adhérent est supposé accepter les termes.
Honnêtement, je ne suis pas sûr que tous la lisent ou l'aient lue, et pourtant, je crois qu'il était bon que sa réécriture soit engagée et aujourd'hui, je pense, approuvée.
C'est à l'été 85 qu'avec quelques amis, nous avons proposé à Lionel Jospin, alors premier secrétaire, une réécriture du texte de 69/71. Notre volonté était que soient mis en accord nos écrits et nos actes. Notre philosophie était résumée par le titre d'un article de l'époque : nous avons changé, il faut le dire.
Notre conviction était que le maintien de la confiance que nous avait accordée l'électorat de la Gauche ne pouvait être qu'au prix de cette cohérence. Statutairement ouvert au Congrès de Toulouse, notre débat n'avait pu, faute d'accord, aboutir au Congrès de Lille. C'est ce débat que, fort heureusement, nous sommes en train de conclure aujourd'hui avec Pierre Mauroy.
A mes yeux, quatre changements majeurs, distinguent notre nouvelle déclaration de principes de l'ancienne.
Premier changement. Il a déjà été signalé, nous cessons de nous définir comme un parti révolutionnaire, mais nous affirmons que le Parti Socialiste - je cite - met le réformisme au service des espérances révolutionnaires, et cette phrase, chers camarades, je la trouve à la fois belle et bonne.
Je la trouve belle, cela ne se justifie pas, cela s'apprécie simplement, mais je crois que, nous tous, nous l'apprécions.
Je la trouve bonne, car elle marque bien que si nous reconnaissons avoir changé nos méthodes, nous ne renonçons en rien à nos perspectives et à nos valeurs. Nous sommes le Parti de la justice sociale, nous sommes le Parti de l'égale dignité des hommes et des femmes, et l'actualité de ces dernier jours montre à quel point cette égale dignité des hommes et des femmes n'est pas encore perçue et acceptée par tous les citoyens de notre pays, il faut le regretter, c'est dramatique.
Nous sommes le Parti de la solidarité et du progrès, mis au service de tous. Notre conviction que l'homme fait l'histoire et n'est pas seulement fabriqué par elle, cette conviction demeure entière. Elle est à la racine de notre engagement à tous et à chacun, elle est bien clairement réaffirmée.
Deuxième changement : nous cessons de réclamer la socialisation progressive des moyens de production et d'échange, nous nous déclarons favorables à une société d'économie mixte où marchés et interventions publiques coexistent, au service d'un intérêt général démocratiquement défini.
Au moment où à l'Est, s'écroulent avec fracas des régimes Communistes fondés sur de soi-disant partis révolutionnaires et sur les fondations de l'économie, le

Fondation Jean Jaurès

changement de notre déclaration de principes arrive, je crois, à son heure.
Nul ne peut ignorer aujourd'hui que vouloir faire le bonheur des gens sans les laisser exprimer eux-mêmes leurs convictions, que vouloir leur distribuer des biens sans intervention du marché, conduit nécessairement à des formes de totalitarisme. Mais à l'inverse, nous savons bien, l'expérience le prouve, que le seul jeu du marché ne fait que renforcer les forts et affaiblir les faibles.
Notre identité d'aujourd'hui ne peut s'affirmer que parce double refus du Communisme totalitaire et du libéralisme inégalitaire, double refus qu'exprime si bien notre nouvelle déclaration de principes.
Troisième changement majeur. Nous avons renoncé à mentionner l'objectif de la suppression des classes, de la disparition des antagonismes sociaux, nous avons renoncé à décrire la perspective du paradis sur terre.
Je me suis toujours demandé, pour ma part, comment des régimes qui se réclamaient du marxisme, c'est-à-dire affirmaient une vision de l'histoire accordée sur des déterminants économiques et des confrontations sociales, je me suis toujours demandé comment ces régimes là avaient pu produire le mythe d'une société potentiellement sans conflits, c'est-à-dire d'une société sans devenir, c'est-à-dire d'une société morte.
Notre objectif aujourd'hui est clair. Ce n'est plus le remplacement de l'hégémonie d'une classe par l'hégémonie d'une autre classe. Ce n'est plus le remplacement d'une dictature de la bourgeoisie par une dictature du prolétariat. Ce n'est plus la suppression des conflits, mais la régulation à travers des mécanismes démocratiques, les mécanismes dont l'histoire à l'Est encore nous a montré qu'ils étaient les seuls à ne pas être générateurs de drames.
Démocratie donc, mais démocratie pour tous, bien sûr, y compris dans des entreprises trop souvent encore demeurées des monarchies, mais pas encore toujours constitutionnelles.
Dernier changement, enfin, et non des moindres : la référence aujourd'hui faite dans notre déclaration de principes à la Communauté européenne.
Le débat sur ce point a été le dernier à être réglé. Jusqu'au bout, certains de nos camarades, ceux de "Socialisme et République" pour ne pas les nommer, ont voulu que le texte initial qui mentionnait simplement l'existence souhaitable d'organisations internationales dotées de pouvoirs réels, jusqu'au bout, ces camarades ont souhaité que le texte demeure inchangé.
Alors, je voudrais sur ce point tenter de faire avancer un débat qui sera, je crois, l'un des grands débats des années qui viennent.
Oui, les nations existent particulièrement en Europe et nous les voyons en ce moment revivre à l'Est.
Oui, les nations représentent les communautés historiques et culturelles fondamentales de notre continent, mais pour autant, je prétends avec fermeté qu'elles ne représentent pas, là non plus, le terme d'une histoire qui devrait, là encore, on ne sait pourquoi, s'arrêter.
Alors que l'économie s'internationalise, alors que l'information est continentale, au moins, alors que les inégalités majeures sont entre le Nord et le Sud de notre planète, les Socialistes conséquents, les Socialistes démocratiques, ne peuvent

qu’avoir le souci de placer le pouvoir d’orientation et de contrôle politique indispensable au niveau où sont déjà organisées les forces économiques et les puissances de l’information.
Chers camarades, nous ne pouvons plus aujourd’hui, que perdre ou partager notre souveraineté nationale. La Communauté européenne, exemple imparfait, mais dynamique de souveraineté partagée, doit devenir demain une référence positive pour les Socialistes. Cela dépend de l’intensité de notre engagement européen, cela dépend de la qualité de l’intensité de notre travail avec nos Partis frères de la Gauche européenne, cela dépend de nous, et il était bon qu’il soit affirmé comme un principe que le combat politique aujourd’hui ne saurait être limité aux frontières de l’Hexagone, fut-il national.
Chers camarades, je conclus.
Notre nouvelle déclaration de principes marque avant tout, je crois, un souci de cohérence, le refus de laisser se creuser un fossé qui serait nécessairement dangereux entre Parti et gouvernement, entre ce qui serait la Gauche des mots, et ce qui est la Gauche des actes. Ma conviction très profonde est que les Français, particulièrement ceux qui aspirent à changer d’avis, seront sensibles à cette cohérence nouvelle que nous allons leur offrir, ma conviction très profonde est que notre crédibilité comme Parti de transformation sociale en sera accrue. C’est ainsi également que le défi de 93 sera relevé pour aujourd’hui le maximum du possible, pour demain le maximum d’espérance, notre gouvernement et nos principes nous permettent d’être fidèles et je crois pleinement à cette nouvelle et mobilisatrice perspective.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Gérard Fuchs.
La parole est à Max Gallo.

Max Gallo
Chers camarades, la première question qu’il faut se poser quand on parle d’une déclaration de principes, c’est si les principes servent à quelque chose et quel est le rapport qu’il y a entre les principes et les actes. C’est pour cela que dans la déclaration de principes que nous avons avec les camarades des autres sensibilités décidé d’approuver, nous avons tenu à ce qu’il y ait, à l’article 7 de cette déclaration de principes, une phrase toute simple, mais qui, si elle est suivie d’effet, est lourde de conséquences, je vous la lis, cette phrase, elle est toute simple, je le répète.
"Le Parti Socialiste attend de ceux qui le représentent à tous les niveaux de responsabilité qu’ils s’inspirent dans leurs décisions et dans leurs actes de ces principes", car il n’y aurait pas de sens à des principes si ces principes ne passaient pas dans les faits, et s’ils n’inspiraient pas l’action gouvernementale, l’action des responsables politiques à tous les niveaux.
(Applaudissements)
Nous avons eu pendant cette longue négociation sur la déclaration de principes un certain nombre de points de désaccords, à tel point que nous avons soumis,

Fondation Jean Jaurès

dans un premier temps, aux camarades, une déclaration de principes qui correspondait davantage à notre sensibilité, à notre façon de voir les choses.
Si finalement nous nous sommes ralliés à ce texte, c'est d'abord que nous avons pu faire passer dans ce texte un certain nombre d'éléments qui nous paraissent importants, et ensuite parce que nous considérons que dans la période actuelle il était en effet important que les Socialistes se rassemblent sur un texte, mais l'honnêteté, je crois, dans ce Congrès veut que nous marquions notre regret et que nous disions clairement sur quels points nous avons marqué nos différences.
Gérard Fuchs, il y a un moment, a fait allusion à un débat qui nous a opposés à propos de l'Europe, et je voudrais dire très clairement parce que nous nous sentons profondément européens, car il n'y a pas aujourd'hui en effet de ligne Maginot à construire autour des nations, l'Europe est une réalité, L'Europe doit être une réalité.
Mais il s'agit de savoir, et j'en appelle non pas à l'idéologie européiste ou à quelque autre idéologie chauvine ou nationaliste, j'en appelle au fait.
Il s'agit de savoir de quelle Europe nous parlons. Parlons-nous d'une Europe à 12 et qu'est-ce que cela signifie aujourd'hui quand l'Europe est déjà à 13 puisque la réunification allemande est une réalité ?
Est-ce que cette réalité là d'une certaine manière ne déséquilibre pas de façon forte la Communauté à 12 ?
C'est sur ce point de la signification du mot Europe, du glissement de ce terme Europe à une Communauté à 12, qui n'est plus à 12, que nous avons eu débat.
Est-ce qu'il est possible aujourd'hui, chers camarades, sur ce point, au nom du réalisme, de faire l'impasse sur une des caractéristiques très fortes de cette fin de siècle, à savoir que nous ne regrettions, ou bien que nous nous en méfions, que nous pensions qu'il y a là des risques majeurs et nous le pensons, est-ce qu'il est possible de faire l'impasse sur ce mouvement national qui touche les états les plus différents ?Qu'il s'agisse de la Roumanie, qu'il s'agisse de la Tchécoslovaquie, qu'il s'agisse des Pays baltes, la réalité nationale est une réalité forte et ceux qui, au nom d'une idéologie, qu'ils appellent européiste, d'une idéologie d'une Europe qui précisément doit être définie, cette Europe, ceux qui font l'impasse sur ce mouvement national, qui touche tous les pays d'Europe, se trompent lourdement.
Quand la liberté éclate à Prague, la place Venceslas se colore de drapeaux nationaux tchèques et croyez-vous sincèrement - et ce sera un deuxième point de désaccord que nous avons eu pendant la préparation de cette déclaration de principes - chers camarades, qu'il n'y a pas, aujourd'hui, dans notre pays, et cela ressort de manière tragique dans les événements criminels qui affectent les populations immigrées, qu'il n'y a pas précisément un problème et je vais prononcer cette expression qui pourra choquer "d'identité de la France"?
Elle n'est pas, comme vous pouvez l'imaginer, d'un quelconque groupuscule raciste, elle est de l'historien Fernand Bredel dans son dernier livre, qui s'appelle précisément "l'identité de la France", et nous avons dans la discussion de cette déclaration de principes été étonnés, nous avons reculé sur ce point, et nous pouvons peut-être le regretter, quand il s'est agi précisément du chapitre

concernant l’intégration des populations immigrées, que nos camarades à notre exception aient refusé que figure dans la déclaration de principes l’expression "intégration à la communauté nationale".
Or, nous pensons que dans le succès de Le Pen, dans le succès des mouvements d’extrême droite il y a bien sûr l’expression classique en France d’un populisme raciste, d’un mouvement xénophobe mais nous pensons aussi, et nous le disons avec solennité qu’il y a chez ceux qui votent Le Pen, une interrogation que je pourrais décliner de deux manières.
Quel est le sens aujourd’hui des Français ?
Qu’est-ce que cela veut dire aujourd’hui que la France ? Quels sont ses moyens d’expression, quel est son but, quel est son projet, et nous regrettons quant à nous très précisément que dans cette déclaration de principes, sur ce thème de l’intégration, on ait gommé l’expression "communauté nationale".
Si nous nous sommes ralliés à ce texte c’est parce que nous avons évidemment réussi à introduire "intégration" aux valeurs de la République, mais nous n’en sommes qu’à demi satisfaits.
Sur ce point je prendrai encore une ou deux minutes à ce sujet, je crois que dans ce début d’année 90 chers camarades nous devons, à propos de la question nationale, nous interroger avec beaucoup de lucidité si nous ne voulons pas commettre des erreurs d’orientation que nous paierons gravement.
On ne combat pas Le Pen seulement en dénonçant le racisme, on combat Le Pen de deux manières. En donnant d’une part des réponses aux problèmes économiques et sociaux que se posent les populations les plus déshéritées parmi lesquelles il y a les immigrés, et on combat Le Pen en apportant une deuxième réponse aux questions que je posais : qu’est-ce que cela signifie d’être Français, quel est le projet pour la France ?
Si on se limite à parler du racisme, chers camarades, nous ne réussirons pas à déraciner le lepénisme, et sa xénophobie populiste. Il faut en avoir conscience.
(Applaudissements)
Si nous avons voté cette déclaration de principes, et si nous appelons tout le Parti à la voter, c’est parce qu’en plusieurs points nous considérons, quand on la lit, et si on se réfère à cet article 7 dont je parlais, à savoir : dans nos actions, s’inspirer de cette déclaration, nous pensons qu’elle contient un certain nombre de leviers que nous pouvons utiliser.
Gérard Fuchs disait : nous avons changé, il faut le dire. En effet, il n’y a pire erreur que le décalage entre d’une part des principes généreux, révolutionnaires, et d’autre part une pratique. Mais nous, nous disons en lisant cette déclaration de principes, chers camarades, à la phrase de Gérard Fuchs "nous avons changé, il faut le dire", substituons ou ajoutons une autre phrase : "nous voulons changer les choses, il faut le faire", car c’est là l’essentiel. Il ne suffit pas d’accorder dans les papiers officiels, dans les déclarations de principe les mots à une pratique, il faut dire, quand on veut changer les choses, quand on dit qu’on veut changer les choses, "il faut le faire", et c’est bien là où le bât blesse depuis que nous sommes au pouvoir.
Quels sont ces leviers qui nous permettraient, dans la déclaration de principes,

d'aller plus avant ? On a parlé d'économie mixte, c'est un concept en effet, mais un concept vague et nous avons voulu que dans la déclaration de principes il y ait des précisions.
Quand vous la lirez, sachez qu'au nom précisément du pragmatisme et au nom de la mise en œuvre des principes, nous avons introduit les phrases suivantes : dans les secteurs clés qui déterminent la formation du citoyen, l'école, l'université, la télévision qui déterminent les conditions de vie, nous n'acceptons pas, dit la déclaration de principes, que les logiques du marché soient seules déterminantes, mais cela chers camarades, si on veut qu'effectivement ces principes passent dans les faits, et je ne prendrai qu'un seul exemple, est-ce que cela consiste à abandonner le service public de la télévision par exemple aux mécanismes destructeurs de la publicité et du financement par la publicité ?
Il y a là, dans cette déclaration de principes, dès lors qu'on veut faire passer ces principes dans les actes, de très nombreuses possibilités.
Nous disons aussi : un service public fort, l'aménagement du territoire, la planification... lisez les journaux chers camarades, arrêtez-vous à la gare de Rennes quand les cheminots vous distribuent des tracts et demandez-vous concrètement où est le service public ?
On a ouvert des chantiers, c'est vrai, mais ce matin quand j'ai voulu aller à la Poste rue Cujas, à 8 h 30, on m'a dit : le personnel est en grève... car il y avait une grève des agents du service public.
Quel est le rapport entre la déclaration de principes qui dit : un service public fort, des logiques du marché qui sont combattues dans les secteurs décisifs et cette réalité pratique ?
Nous votons cette déclaration de principes, mais nous voulons qu'elle passe dans les actes.
Nous insistons aussi sur le fait dans la déclaration de principes que soit réaffirmée la laïcité de l'Etat, mais là encore, chers camarades, la laïcité de l'Etat, ce ne doit pas être seulement un propos de déclaration de principes, cela doit être une pratique réelle dans la gestion des conflits qui peuvent se poser ici et là, à l'école ou ailleurs, à propos précisément de la liberté religieuse et pour notre part quand nous lisons cette phrase, nous pensons qu'il ne peut pas y avoir de contradiction entre, d'une part, la laïcité et la tolérance. C'est le principe de laïcité qui est en lui-même un principe de tolérance.
(Applaudissements)
Pour toutes ces raisons, chers camarades, nous vous invitons à voter cette déclaration de principes à laquelle nous nous sommes ralliés et nous pensons que dès lors que cette déclaration de principes passe dans les faits, on peut en finir en ce soixante dixième anniversaire du Congrès de Tours, avec ce qui a été un drame du mouvement Socialiste français, à savoir qu'il a été pendant plusieurs décennies une raison divisée, la raison de ceux qui voulaient changer les choses et étaient précipités dans une impasse, et, d'autre part, ceux qui voyaient bien qu'il s'agissait d'une impasse mais qui pourtant ne changeaient pas suffisamment les choses pour faire en sorte que ceux qui se tromperaient les rallient. C'était déjà le drame du Congrès de Tours, où d'une façon éclatante,

Fondation Jean Jaurès

Léon Blum avait raison et ceux qui votaient contre lui, d'une certaine manière, parce qu'ils sortaient du massacre de la guerre de 1914-18, provoqués comme disait Jaurès, fondamentalement, par les contradictions du système capitaliste, ceux là ne pouvaient pas entendre la raison exacte de Léon Blum, ne pouvaient pas la comprendre.
Aujourd'hui, apparemment, les choses sont différentes, mais je crains que la raison divisée ne se représente pas sous d'autres formes, à savoir : nous qui agissons pas suffisamment, mais qui agissons, qui pensons avoir raison et qui sur l'essentiel avons raison et, d'autre part, ces électeurs qui ne s'engagent plus dans l'impasse Communiste, mais qui s'engagent dans d'autres impasses et notamment dans l'abstention.
Ce sont ces problèmes que pose la déclaration de principes, une déclaration qui nous satisfait, même si elle ne correspond pas totalement à ce que nous avions désiré.
Il dépend de vous, chers camarades, et c'est possible avec cette déclaration, qu'elle passe dans les faits. C'est mon souhait.
(Applaudissements)

Le président - Nous remercions Max Gallo et si Jean Le Garrec veut bien se préparer à intervenir, c'est à lui

Jean Le Garrec
Merci, président.
Mon cher Pierre, mon cher Edmond, mes chers camarades, nous vivons un double paradoxe assez étonnant : d'une part, un parti qu'on dit divisé, éclaté, morcelé, se laissant aller en permanence aux petites phrases assassines, aux confidences mezzo voce dites suffisamment haut pour qu'elles soient reproduites le lendemain dans tous les journaux, mais qui, par ailleurs, se rassemble sur un texte extrêmement important, adopté à l'unanimité, un des texte s les plus importants que nous avons adoptés depuis probablement le Congrès d'Epinay.
Le deuxième aspect : un double paradoxe : un parti que l'on dit "en mal de poli tique ", que l'on dit livré simplement au débat interne et au jeu tactique, mais qui se dote d'un texte dense, fort, court, posant l'essentiel des questions politiques, texte suffisamment dense et fort pour qu'il soit lu, discuté, adopté, pesé, par chacun des militants de notre organisations. Ce double paradoxe est d'ailleurs vécu dans l'incapacité d'intervention. Pas très facile devant un Congrès, dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il est difficile de saisir son attention...
Je voudrais, Pierre, que tu félicites le travail important fait par la Commission qui a mis en place ce texte, et particulièrement par le travail permanent de négociation d'écriture, mené par notre camarades Gérard.
De quoi parlons-nous ?
Il y a dans ce texte, en définitive, une phrase clé, une phrase importante et la phrase déterminante, celle que par ailleurs nous retrouvons dans toutes nos motions. Nous nous disons "parti de transformation sociale"... et comme vient de

Fondation Jean-Jaurès

le dire, avec son talent Max Gallo, nous ajoutons à cette phrase : "parti de transformation sociale", un article 7, qui dit "que cette adoption engage l'ensemble des responsables du Parti à tous les niveaux, du militant syndical au militant associatif, du responsable politique, au ministre dans un gouvernement". Parti de transformation sociale... et c'est le choix fondamental. Il faut aller jusqu'au bout de cette logique.

On pourrait considérer qu'un autre choix est possible : celui d'une volonté de corriger les excès d'un système libéral triomphant.

Ce n'est pas cela que nous avons choisi. Or, pourtant, chacun d'entre nous, dans nos sections et dans nos fédérations, nous savons très bien que corriger les excès du système libéral, dominant, aujourd'hui, c'est déjà une tâche extraordinairement difficile... que le gouvernement s'efforce de mener, à travers le RMI, la lutte contre l'exclusion, la lutte contre la précarité, la lutte contre les pauvretés, le surendettement des ménages, la lutte contre le chômage de longue durée, l'action pour équilibrer les rapports Nord-Sud, l'action au niveau international.

Voilà déjà beaucoup de choses extrêmement importantes, qui pourraient largement justifier une bataille politique, et une action gouvernementale. Or, nous avons choisi d'aller plus loin, de ne pas nous contenter de corriger des excès, mais de transformer une société.

Cela vaut engagement, y compris dans les rapports, les discussions, les contacts que nous avons, avec un gouvernement que nous soutenons.

Cela vaut la peine que nous y réfléchissions, cela devrait marquer l'essentiel des débats que nous aurons à mener pendant trois jours au Congrès de Rennes.

C'est un engagement fondamental. Cela implique de mener à bien quelques grands chantiers.

Le premier que je voudrais évoquer, c'est celui de la transformation des lieux de pouvoirs, particulièrement dans l'entreprise. Et je rejoins tout à fait les propositions qui ont été tenues par notre camarade Gaume, transformer une société, c'est déjà la transformer dans la nature même des rapports de protection. C'est faire l'analyse de la suite des lois Auroux, c'est faire le point sur l'action que nous avons menée avec Pierre Mauroy, en 1983, quand nous avons mis en place la loi sur la démocratie économique.

C'est étendre les systèmes de protection et de rapports de transformation de pouvoirs dans l'entreprise, y compris au niveau des petites unités de production. C'est soutenir le travail qui est fait en liaison avec le gouvernement pour préparer un texte fondamental sur la lutte contre la précarité, la lutte contre le travail à domicile, la lutte contre les développements des petits ateliers.

Deuxième grand chantier : développer les libertés politiques et syndicales à tous les niveaux.

Cela veut dire non seulement élargir l'ensemble de ces libertés, à ceux qui en sont exclus, mais trouver de nouveaux champs de liberté. C'est redonner leur sens fondamental à ce que l'on nommait, il y a encore quelques années, les vertus républicaines.

C'est savoir échapper à ce carcan financier, de l'argent qu pèse sur toutes nos

Contribution Jean Poperen

structures, à tous les niveaux, qu'il s'agisse de l'information, de la culture, du politique, et c'est la condition fondamentale pour trouver langage, contact, avec toute une jeunesse qui trouve un écho aux thèses écologiques, non seulement parce que l'on pose le problème du rapport à l'environnement mais parce que l'on pose aussi le problème du rapport en politique et du rapport à la vertu républicaine.
Si nous ne retrouvons pas ce sens-là de la dimension d'engagement, de la dimension de la vertu républicaine, nous ne retrouverons pas les chemins du dialogue particulièrement avec toute une partie de la jeunesse. Voilà le deuxième grand chantier.
Le troisième grand chantier, c'est celui du développement économique, de l'économie mixte où il s'agit, comme le dit Max, d'un concept dont le contenu est vide ; où il s'agit d'un projet politique et, dans ce cas là, cela implique que l'on aille jusqu'au bout d'une démarche, l'analyse du rôle et de la réussite des nationalisations de 1981, dont on oublie trop souvent de parler: la capacité d'entraînement de ce secteur public, non seulement sur le plan industriel, sur le plan économique, mais aussi sur le plan social.
La remise en état d'une volonté planificatrice, liée à une conception de l'aménagement du territoire qui soit une correction des inégalités non seulement au niveau hexagonal, mais aussi au niveau international.
Troisième grand chantier.
Quatrième grand chantier : cela implique aussi que l'Etat employeur, ait envers lui-même, de grandes exigences.
Nous ne pouvons pas adopter un texte sur la volonté de transformation sociale, si l'Etat employeur vis-à-vis de ses propres agents, ne manifeste pas clairement une volonté à ne pas s'enfermer dans une conception figée des rapports hiérarchiques, de l'organisation du travail, des rapports négociés.
Il ne s'agit pas ici de critiquer tel ou tel ministre, mais nous avons le devoir d'analyser, y compris les conflits sociaux très durs, que nous avons vécu dans la fonction publique, il y a quelques mois, et d'en tirer quelques leçons, de nous interroger sur les questions qui nous étaient posées, car ces femmes et ces hommes qui ont mené des conflits sans précédent, et qui sont souvent nos soutiens essentiels, ne nous interrogeaient pas seulement sur des problèmes de rémunérations de salaire ou de carrière, mais sur la capacité de transformer un contenu de travail, un rapport hiérarchique, c'est-à-dire de transformer tout bonnement une société.
Quatrième grand chantier : et je dois dire mes camarades qu'il n'est pas mince, et que nous avons beaucoup de choses à dire, à regarder, analyser, et à affirmer.
Et enfin, cinquième et dernier grand chantier : celui de la transformation des rapports Nord-Sud, c'est-à-dire le problème fondamental, y compris concernant notre propre pays, de son rôle historique, par rapport au bassin méditerranéen, au Maghreb.
Il ne suffirait pas de définir, comme l'a fait le Parti, en liaison avec le gouvernement, une grande politique d'intégration de tous les exclus. Il faut aussi se poser la question de fond : pourquoi perdurent des flux d'entrée de femmes et

d’hommes qui quittent la misère, pour trouver autre part un espace de protection, et de réponse ?
Car si nous n’avons pas le courage, mes camarades, de nous poser ce genre de questions, d’en discuter avec des pays amis, particulièrement avec des pays du Maghreb, nous serons toujours en retard d’une action à mener, d’une bataille à conduire, concernant l’intégration de femmes et d’hommes chassés par la misère... c’est cela, la question qui nous est posée, et sauf à être aveugles, à ne pas avoir le courage de nous poser à nous-mêmes les véritables questions, nous passerions à côté de cette volonté de transformation sociale.
Voilà mon cher président, mon cher Edmond, les cinq grands chantiers de cette politique de transformation sociale.
Je suis persuadé, puisque cela est présenté à l’unanimité de la Commission mise en place à cet effet, et du Bureau exécutif, que le Congrès va adopter ces grands principes.
A nous de faire en sorte qu’il ne s’agisse pas seulement de grands principes et de grands sentiments, mais de points d’appui à une action politique.
Cela devrait donner la direction à l’ensemble de notre Congrès, son orientation fondamentale, car je suis persuadé que si le Congrès prend à son compte cette petite phrase toute simple qui consiste à écrire : "nous sommes un parti de rassemblement et nous mettons le réformisme au service des espérances révolutionnaires", eh bien, mes camarades, si le Congrès adopte cette petite phrase, je suis persuadé qu’il ne devrait avoir aucun mal à refaire son unité, à faire son rassemblement, à retrouver sa démarche pour un avenir. Si le Congrès ne le faisait pas, je pense que nous resterions au niveau des grands principes, et non pas seulement des grandes orientations politiques.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jean Le Garrec.
Dernier orateur inscrit sur la déclaration de principes, Louis Mexandeau.

Louis Mexandeau
Chers camarades, on a fait état de l’approbation globale de cette déclaration de principes, qui en effet opère un nécessaire rajeunissement des textes sur lesquels nous vivions depuis vingt ans.
C’est une bonne mise à jour, et même si on peut regretter l’abandon des touches empreintes de messianisme qui coloraient depuis les origines les textes de référence du Socialisme français.
Il faut dire, comme le rappelait tout à l’heure Max Gallo, que la rigueur des déclarations de principe dans le passé ont masqué tant d’abandons dans les comportements qu’on ne peut que s’en réjouir.
Rappelez-vous la phrase que j’ai peut-être le plus entendue dans un Congrès ou dans des assemblées, celle de Jaurès : "aller à l’idéal, mais comprendre le réel". Après quoi on faisait n’importe quoi !
Alors je voudrais essayer de nous mettre en garde nous-mêmes contre le caractère un peu statique de ce qui a été adopté. C’est véritablement une mise à

jour pour aujourd'hui, mais je pense qu'il faudra très vite aller à la révision, à l'enrichissement, à la modulation de ce texte.
L'évolution internationale nous y invite, l'effondrement des systèmes bureaucratiques... Vous me direz qu'à ce niveau la, l'écart qui existait entre la situation réelle que nous connaissions, que certains autres ont prétendu découvrir, et puis les mots qui masquaient cette réalité, cet écart était immense, énorme. Donc nous ne pouvons que nous réjouir d'une réappropriation du réel.
Pourtant, sur quelques points il faudra, je le répète, très vite reprendre la réflexion. J'en citerai quelques-uns, ou je ferai quelques interrogations. Et d'abord celle-ci : que signifie pour des Socialistes aujourd'hui l'adhésion au principe d'égalité si les Socialistes n'aident pas à réduire concrètement le fossé grandissant qui se creuse entre les nations riches, dont la France, et les pays du tiers-monde en voie de prolétarisation ?
(Applaudissements)
Il faut remarquer que le mot "prolétaire" a disparu de notre langage, de nos Congrès, de nos déclarations. Mais aujourd'hui, je le dis, ce mot "prolétaire", il s'applique tous les jours et de plus en plus à des peuples entiers, à des nations entières, à cette Afrique qui est au bord de l'explosion, vous le savez bien.
Alors qu'allons-nous faire de concret pour lutter contre les conséquences de l'effondrement du prix des matières premières qui est à l'origine des mouvements que nous venons de voir en Côte d'Ivoire, au Cameroun, dans d'autres pays ? Car on ne peut pas, chers camarades, s'opposer à l'immigration, Jean Le Garrec disait ce "transfert de la misère", d'une part et refuser aux peuples producteurs de ces matières premières le droit à la dignité par une juste rémunération de leur travail.
Le deuxième point, le dernier, sur lequel je voudrais insister - déjà Max Gallo et Jean Le Garrec y ont fait référence - c'est le sort du service public à l'heure européenne.
Nous affirmons, et nous avons le droit de l'affirmer, le devoir de le faire, que le service public entre autres vertus est un puissant moyen d'égalité, et un moyen puissant de péréquation sociale. Il est un moyen d'atténuation des inégalités entre les citoyens, entre les habitants des villes et ceux des campagnes, entre les régions en voie de développement et les régions en voie de désertification.
Alors il faut prendre le service public pour ce qu'il est, une véritable frontière de civilisation.
C'est tellement vrai que dans les pays du tiers-monde, les critères de la dépendance et les réseaux de la misère, ce n'est pas seulement le régime du Parti unique ce n'est pas seulement l'existence d'oligarchies repues ou corrompues, il y a aussi l'absence, l'inexistence ou la ruine des services publics.
Or, il faut le reconnaître, depuis bientôt dix ans que nous sommes, malgré une éclipse, au pouvoir, sur certains points peut-être le service public a reculé. Nous avons reculé, il faut l'avouer, sur le service public de l'école il y a cinq ou six ans parce que nous avons perdu la bataille politique à cette époque, et nous avons dû accepter le dualisme scolaire, qui est bien autre chose que la tolérance à l'égard de dualités héritées de l'histoire, mais qui est en fait la reconnaissance

de deux systèmes concurrents. Même M. Michel Debré en 1969 n'en rêvait pas autant.
Dans l'audiovisuel, l'évolution n'a pas été dans le sens du renforcement du service public.
Mais alors demain, il est évident qu'à l'heure de la construction européenne accélérée, les forces du capitalisme l'interprètent comme la consécration sans frein des forces du marché, c'est-à-dire des forces de l'argent.
Alors chaque jour, les déclarations, les affirmations concernant la défense du service public se trouvent remises en cause dans les faits, dans la communication, ou les communications, dans les télécommunications, dans le domaine de la santé, dans le domaine de l'audiovisuel.
Je pose la question : sommes-nous suffisamment armés au plan des principes pour résister à ce mouvement qu'on appelle parfois de dérégulation? Car, surtout à partir de ce qui s'est passé comme évolution dans les pays de l'Est, il est si facile, il est si tentant d'assimiler le service public à la bureaucratie.
Eh bien je pose la question, il faut oser prendre de façon plus énergique la défense du service public, oser aussi affirmer le devoir qu'a l'Etat d'exercer ses prérogatives pour empêcher l'écrasement des plus faibles, pour inverser le processus de déménagement du territoire, c'est-à-dire pour affirmer et traduire en actes le principe d'égalité.
Je crains parfois que nous ne soyons gagnés par l'euphorie. Je pense que si nous voulons défendre ces principes qui sont contenus dans la déclaration, mais si nous voulons enrichir ce texte et surtout si nous voulons son application, nous, Socialistes, nous avons beaucoup à faire dans le sens double, résister et combattre.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Louis, merci.
Avant de passer au vote de notre déclaration de principes, je vous indique le lieu et l'heure pour les réunions des motions.
La motion 1 se réunira salle A, salle du Congrès, à 21 heures ce soir.
La motion 5 salle G, hall 2, restaurant, dès la fin de la séance actuelle.
Motion 3, salle B dite Commission n° 1, dès la fin de la séance.
Motion n°2 : salle F extérieure au restaurant et l'on me demande de préciser que les camarades de la motion 2 doivent se réunir dans le coin III de la salle, à la fin de la séance pour un premier échange. Donc motion 2, coin III au fond de la salle.
Motion 7, salle E à 19 h 45
Motion 4, c'est dans une salle extérieure, salle D, et la motion 6, salle C, mission n° 2, à la fin de la séance également.
Cette liste et ses indications sont bien évidemment affichées à l'intérieur du Congrès.
Comme nous avons terminé le débat sur la déclaration de principes, je vous demande encore, toute votre attention car nous avons deux rapports importants à

Fondation Jean Jaurès

entendre : celui de Jean-Pierre Cot, et celui de Robert Savy.
Mais il nous faut voter là aussi, à main levée, vote qui viendra en appui aux décomptes qui vont être opérés par la Commission compétente à partir des PV que vous n'avez pas manqué de remettre.
Première question sur la déclaration de principes : quels sont ceux qui ne participent pas au vote ?
…..
Tout le monde participe.
Qui s'abstient ?
Je ne vois pas d'abstentions.
Qui vote contre ?
3.
Quels sont ceux qui sont pour ?
Elle est adoptée à la majorité.
Merci.
(Applaudissements)
A la fin de la présente séance, le bureau du Congrès, présidé par Claude Estier, se réunira à la tribune.
Je voudrais aussi vous communiquer cette information qui peut, éventuellement, vous intéresser toutes et tous : la fédération d'Ille-et-Vilaine organise demain soir à partir de 20 h un banquet plateaux fruits de mer, halle Martenot, rénovée.
Si notre camarade président Jean Pierre Cot le veut bien, il peut nous présenter son rapport. Nous sommes très heureux de le saluer et de le féliciter en tant que président du groupe Socialiste du Parlement européen.
(Applaudissements)

Jean-Pierre Cot
Merci, Edmond.
Chers camarades, je me dois de vous présenter, en mon nom et en celui de Claude Cheysson, le rapport d'activité du groupe Socialiste au Parlement européen.
Je me limiterai à l'essentiel : quelles étaient nos ambitions au lendemain du 18 juin dernier ? Dans quelle mesure les avons-nous réalisées ?
Une observation préliminaire : les élections de juin 1989 ont été une victoire incontestable pour le Socialisme démocratique. Avec 180 membres, le groupe Socialiste est le premier du Parlement européen. Nous avons progressé en voix comme en sièges. Il faut traduire ces progrès en termes d'influence et de parti.
Mais, lorsqu'on regarde les chiffres, l'exercice est moins évident qu'il ne paraît.
Le total des trois groupes de gauche au Parlement s'élève à 222 voix, cependant que le total des cinq groupes de droite s'élève à 243 voix. Entre les deux, un conglomérat composé d'élus de toutes les couleurs : verts, arc-en-ciel, non inscrits (on retrouve aussi bien les autonomistes basques que les néo-fascistes italiens), qui rassemble 53 voix. Ajoutons que, pour les décisions essentielles, c'est notre loi au Parlement européen, le Parlement se prononce à la majorité qualifiée de 260 voix.

Fondation Jean-Jaurès

Nos contraintes sont évidentes.
Nous avions le choix entre deux stratégies.
- Celle de la majorité sortante, dite majorité de l'acte unique, nous conduisait à privilégier les démocrates chrétiens comme partenaires, assurant ainsi une majorité automatique aux deux grands groupes dominant le Parlement.
D'aucuns préconisaient, avec de bons arguments, cette stratégie moins risquée. Certains en ont conservé la nostalgie.
- Le groupe Socialiste, lui, a opté pour une autre stratégie, celle de la majorité de progrès.
Notre démarche a été de rassembler la Gauche, toute la Gauche, sur la base d'une belle et bonne alliance avec le groupe de la Gauche Unie européenne, dont je salue le président, Luigi Colajanni, ici présent… (applaudissements)… de rassembler la Gauche, toute la Gauche, pour mieux peser dans le dialogue nécessaire avec les forces qui, au centre, sont prêtes à concourir à cette majorité de progrès.
Cette stratégie, en nous plaçant en position centrale de la majorité nouvelle, alors que nous étions l'aile gauche de la majorité ancienne, entraîne davantage de responsabilités pour le groupe Socialiste. Elle nous oblige à l'unanimité, à l'assiduité, à un dynamisme nouveau puisque nous devons compter d'abord, et parfois uniquement sur nos propres forces.
Pour assumer ces obligations, nous avons dû remettre le groupe en ligne. Ce groupe a été profondément modifié, à l'image de la délégation française présidée par Claude Cheysson. Je puis dire qu'il est plus ardent, plus allant, plus impatient sans doute, plus politique surtout. Nous avons pu compter sur le sens des responsabilités du groupe, sur sa capacité de mobilisation. La discipline d'une formation comme la nôtre ne peut résulter que de la libre décision de chacun et donc du débat politique préalable. Et grâce à ce débat, que nous n'avons pas hésité à engager longuement, et parfois durement entre nous, nous avons pu trouver des positions communes de nature à assurer l'adhésion de chacun et la présence de tous au moment décisif.
C'est ainsi que nous avons fait élire notre camarade Enrique Baron à la présidence du Parlement européen, dès le premier tour et à une majorité confortable, sans avoir à conclure d'obscurs marchés. Rappelons que tous ses prédécesseurs, depuis 1979, avaient dû attendre le deuxième, le troisième, voire le quatrième tour ! C'est ainsi que nous avons réussi à isoler Le Pen dans un parterre de roses rouges, à le marginaliser dans le Parlement, à mettre le holà à certaines promiscuités douteuses à droite. Le vote massif intervenu encore cette semaine pour lever son immunité parlementaire dans l'affaire du "complot judéo-maçonnique" confirme cette marginalisation.
(Applaudissements)
C'est ainsi que nous avons pu rassembler une très substantielle majorité sur les problèmes de l'Europe sociale, la priorité de nos priorités. C'est ainsi que nous avons retrouvé l'initiative sur l'Europe de l'Est, avec l'aide de Willy Brandt, avec l'aide de Bronislav Geremek, avec l'aide de Woen (?), alors que la Droite prétendait nous mettre en difficulté sur ce chapitre. Tout au contraire, sur la

question si sensible des frontières, nous avons obtenu au Parlement européen une franche majorité pour dénoncer les hésitations funestes du gouvernement fédéral Allemand et demandé que soit éloigné le spectre d'une Allemagne rétablie dans ses frontières de 1937.

S'il faut mettre en lumière une insuffisance de notre groupe, c'est sans doute d'avoir cédé à la fascination de l'Est.

Les événements en Europe orientale, ajoutés à la charge que nous imposait le calendrier communautaire pour la charte sociale, le projet économique et monétaire, ont détourné notre attention de la nécessaire solidarité Nord-Sud.

Car, ne nous y trompons pas, les signes d'un désengagement général au Sud se multiplient. Les Etats-Unis d'Amérique prélèvent sur l'aide publique au développement pour alimenter le compte de la banque européenne pour la reconstruction et le développement. L'Union soviétique et les pays de l'Est retirent des milliers de coopérants de l'Afrique au sud du Sahara. Il nous faudra revenir sur ce chapitre sans tarder pour répondre à de difficiles questions : peut-on tout faire en même temps ? Quelles garanties pouvons-nous donner à nos partenaires du Sud qui ont de bonnes raisons de s'inquiéter ?

Au demeurant, je constate que sur l'ensemble du semestre nous avons gagné tous les votes importants. Même dans le cas de figure gauche contre droite, nous l'avons emporté par de confortables majorités résultant d'une meilleure capacité de mobilisation.

Notre rôle dirigeant, si je puis utiliser cette expression, nous conduit à nourrir une ambition pour le Parlement tout entier. Alors que le déficit démocratique étouffe les institutions européennes, nous demandons davantage de pouvoir pour les élus du peuple européen que nous sommes. C'est l'objet de notre combat pour la conférence inter-gouvernementale, car nous sommes persuadés qu'on ne saurait dissocier les progrès en matière économique et sociale des progrès de la démocratie.

Les autorités prévues, dont l'union économique et monétaire, basculeront inévitablement sur la pente des politiques monétaristes thatchériennes si leur contrôle démocratique n'est pas assuré.

L'Europe sociale, l'Europe de l'environnement, complément indispensable pour nous du grand marché, ne seront mises en place que si l'on fait sauter le verrou de l'unanimité, ce que nous exigeons de la Conférence inter-gouvernementale.

Enfin, l'Europe politique doit avancer hardiment, reconnaissant un véritable pouvoir de co-législation au Parlement.

Je me félicite à cet égard du soutien apporté par Jacques Delors à ces revendications du Parlement, ainsi que de ses propositions visant à élargir l'ordre du jour de la Conférence. Car je ne saurais trop insister, chers camarades : la question du déficit démocratique ne doit pas opposer le Parlement européen et les Parlements nationaux. On ne constate aucun transfert de pouvoir ou de souveraineté du Palais-Bourbon ou de Westminster vers Strasbourg, mais un affaissement général des pouvoirs de législation et de contrôle par les élus du suffrage universel.

Aussi nous faut-il ensemble, Parlements nationaux et Parlement européen,

réaffirmer simultanément et concurremment l'autorité des élus issus du suffrage universel, il nous faut gérer en commun notre double légitimité.
C'est ce thème que nous souhaitons mettre au cœur des discussions que nous, aurons avec les présidents des groupes parlementaires Socialistes dans les mois à venir.
Mais le déficit démocratique se creuse ou se comble aussi au quotidien. Les institutions valent ce que vaut leur application. C'est pourquoi nous sommes exigeants quant au comportement quotidien de nos interlocuteurs à la Commission comme au Conseil.
Notre Parlement a l'ambition de se faire respecter. Est-ce une demande absurde ? Nous voulons que l'obligation franche et loyale de coopération que nous imposent les traités s'impose à tous, parlementaires, bien entendu, mais aussi ministres, mais aussi commissaires, mais aussi fonctionnaires. Je m'étonne que le rappel de cette évidence ait pu provoquer la surprise. Nous sommes peut-être un partenaire incommode, c'est le prix de la démocratie, c'est la position unanime du groupe Socialiste au Parlement européen.
Enfin, nous avons une ambition pour le Socialisme démocratique en Europe. Alors que de formidables événements se développent à l'Est, le groupe Socialiste entend prendre pleinement sa part au combat pour le Socialisme du 21ème siècle, à sa place, bien entendu, mais à toute sa place, car nous l'affirmons avec Emile Zola, "la démocratie est l'avenir. Il ne saurait y avoir de doute pour personne. Il ne faut point trembler à son approche. Quel que soit l'orage qu'il nous apporte, le monde s'est fait au milieu des cataclysmes. Quand l'œuvre sera accomplie, elle sera bonne".
Merci, camarades.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jean-Pierre. La parole est à notre camarade Robert Saby, président de la Commission des conflits pour son rapport statutaire.
Mes chers camarades, je vous demande à nouveau votre attention, un peu d'écoute et de patience. Robert, c'est à toi.

Robert Saby
Cher président, chers camarades.
L'horizon de mon rapport sera moins vaste que celui du rapport de Jean-Pierre Cot. C'est la vie du Parti qui retient l'attention de la Commission des conflits, la vie du Parti dans ce qu'elle peut avoir parfois d'un peu moins facile ou d'un peu moins harmonieux.
Entre le Congrès de Lille et le Congrès de Rennes, la Commission nationale des conflits aura tenu quatorze réunions et examiné une cinquantaine d'affaires intéressant une trentaine de fédérations. C'est trois fois plus que lors de la période précédente.
Cette activité s'explique par les élections municipales révélatrices quelquefois de tensions locales, et aussi peut-être par certains phénomènes plus profonds qui affectent la vie de notre Parti.

Fondation Jean Jaurès

Comme par le passé, votre Commission a pris la quasi-totalité de ses décisions à l'unanimité des membres présents, le climat de camaraderie, le souci d'impartialité - ce ne sont pas des formules de circonstance - n'ont à aucun moment été altérés ni par l'appartenance à des courants ou sensibilités différentes, ni par le débat préparatoire au Congrès. C'est un acquis qu'il faut, je crois, veiller à préserver.

Sur le fond, la Commission des conflits a été amenée à connaître plusieurs affaires liées aux difficultés d'adhésion à notre Parti. Vous savez bien comment les choses se passent. Il y a deux excès possibles : quelquefois, des adhésions massives aux origines parfois mystérieuses. La Commission des conflits a été amenée à dire que si l'adhésion au Parti était libre, cette adhésion devait résulter d'un acte personnel et volontaire, dont il appartient à la section ou à ses représentants qualifiés de vérifier la réalité.

Et puis vous savez aussi que quelque fois des adhésions tardent à être prises en considération. Sur ce point encore la Commission nationale des conflits a essayé de préciser le sens de nos règles, pour elle la qualité de membre du Parti est acquise à la date à laquelle il est établi que la demande d'adhésion a été remise au responsable du Parti habilité à la recevoir. Nous pensons avoir esquissé la manière de résoudre les difficultés les plus graves liées à l'accueil des nouveaux adhérents de notre Parti.

La période des élections municipales a été une période d'application assez intense de l'article 80 de nos statuts, qui dessaisit la Commission des conflits au profit du Comité directeur et du Bureau exécutif pour prendre les sanctions contre des camarades qui se présentent contre les candidats du Parti.

En 1989 ces situations ont été très fréquentes, souvent des camarades qui s'estimaient injustement sanctionnés dans la hâte par les responsables politiques du Parti ont voulu s'adresser à la Commission des conflits. Elle a dû rappeler qu'elle n'était pas un organe d'appel du Bureau exécutif ou du Comité directeur qui seuls pouvaient revenir sur les décisions qu'ils avaient prises.

La Commission des conflits a dû également rappeler quelques règles de discipline à l'intention des élus, la discipline de vote ne vaut pas seulement dans les groupes des Assemblées électives, elle vaut aussi pour les élections à des fonctions comme celles de président de syndicat de commune, et nous avons dû exclure un maire Socialiste qui ne respectant pas les directives fédérales, avait provoqué l'échec du candidat Socialiste à la présidence d'un syndicat intercommunal. Ce sont des règles de discipline qui doivent de temps en temps être rappelées.

Mais la Commission des conflits est faite beaucoup plus pour faciliter une vie aussi harmonieuse que possible dans le Parti. Elle doit éviter des sanctions disproportionnées au fait, or il arrive quelque fois que sur le plan fédéral on sanctionne un peu trop vite, un peu trop fort et la Commission nationale des conflits a rappelé que beaucoup de situations ne devaient pas se résoudre par l'exclusion, mais par un effort réciproque de compréhension au service du Parti Socialiste.

Je voudrais pour terminer dire que les membres de la Commission nationale des

conflits, quelles que soient leurs sensibilités, se sont montrées préoccupés par l'acuité de tension entre camarades, qui ont réglé beaucoup d'affaires.
Bien sûr, il ne leur appartient pas d'empiéter sur des responsabilités des organes politiques du Parti mais ils se permettent de suggérer qu'après le Congrès de Rennes, les Commissions fédérales des conflits soient rapidement mises en place et que leur président soit réélu pour être exactement informés de leur rôle, et de la manière dont ils peuvent contribuer à un fonctionnement harmonieux du Parti parce qu'il me semble que nous aurons tous à unir nos efforts dans cette direction.
Camarades, je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Mes chers camarades, je vous dois une information concernant la Commission chargée de faire des propositions de modifications statutaires.
Cette Commission se réunira à 22 h, salle des mandats.
Voici sa composition.
(Lecture)
Réunion donc de ces camarades, membres de la Commission de propositions de modifications statutaires ce soir à 22 h.
Autre information : les délégués, ministres, parlementaires, et autres personnes qui sont invitées ce soir à la réception de l'Hôtel de ville de Rennes, le sont à 20 h.
Je me permets aussi de vous rappeler que la séance de demain, commencera à 10 h dans cette salle.
La présente séance est levée. Merci, chers camarades.

Parti Socialiste
10ème Congrès
Rennes 15, 16, 17 et 18 mars 1990

Séance du 16 mars 1990 (matin)

La séance est ouverte à 10 h 45, sous la présidence de M. André Billardon.

Le président (André Billardon)
Chers camarades, nos travaux reprennent.
Notre ordre du jour prévoit que soient examinées maintenant les propositions de réformes statutaires.
Le rapporteur sur cette question est Yannick Bodin.
Je lui demande de prendre la parole et je vous demande de l'écouter.

Yannick Bodin
Mes chers camarades, la Commission de révision des statuts du Parti s'est réunie

Coll. Fondation Jean-Jaurès

hier soir et je vous présente donc le rapport de ses travaux qui se sont terminés ce matin.
Tout d'abord, la Commission a constaté que 55 fédérations se sont prononcées sur ces propositions de révision, ce qui représente 54, 5% des mandats nationaux.
Pour ce qui concerne le vote indicatif, la Commission a fait deux observations essentielles.
Premièrement : les propositions communes, celles qui étaient numérotées de 1 à 10, ont été adoptées à une très large majorité, le plus souvent autour de 90%.
En ce qui concerne les 58 autres propositions, sachez qu'aucune d'entre elles n'a obtenu la majorité absolue Plusieurs ont recueilli un avis négatif, mais ce qu'il faut en dire, d'une manière générale, c'est qu'en raison de la diversité de ces propositions, je dirai même de la dispersion des idées avancées, en raison du fait même que le vote sur certaines propositions devient contradictoire avec le vote sur une autre proposition, nous avons rencontré une difficulté majeure pour tenter d'interpréter autant de résultats divers et parfois donc contradictoires.
Cependant, des lignes de forces se sont dégagées, des priorités sont apparues au niveau des principes, au niveau d'orientations, et c'est pourquoi la Commission a décidé de suivre la recommandation que lui faisait le Bureau exécutif du Parti, à savoir dégager les grands axes, les thèmes prioritaires, les idées clés, les grandes orientations.
Puis demander mandat au Congrès pour proposer l'écriture proprement dite au prochain Comité directeur dans les semaines qui viennent.
La discussion s'est ensuite engagée autour de quatre grands thèmes qui sont les suivants.
- Le financement du Parti, thème regroupant la question des cotisations, donc des ressources, donc des dépenses.
- La réforme des organismes centraux du Parti, c'est-à-dire le Comité directeur et la Convention nationale.
- Le droit d'initiative militante.
- Les formes d'expression et de vote et les conditions de vote des militants et leur représentation et la transcription de ces votes, je parle plus particulièrement, bien sûr, de l'actuelle pratique des mandats.
Mes chers camarades, sachez que, sur les trois premiers points, la Commission est en mesure ce matin de vous faire des propositions unanimes.
Sur le dernier point, de l'avis de chacun, la discussion doit se poursuivre et elle se poursuivra à la Commission des résolutions.
J'en viens donc au premier point sur le financement du Parti.
Tout de suite, un souci est apparu aux membres de la Commission qui est d'ailleurs un souci double et qui, en apparence, est aussi un souci contradictoire, celui de proposer des cotisations à un montant raisonnable, c'est-à-dire accessible à tous et en même temps, assurer des recettes suffisantes pour le fonctionnement du Parti, de ses fédérations et de ses sections.
Il est apparu difficile de répondre à ce souci par la seule écriture des statuts ; les statuts ne règlent pas tout. Cependant, nous pouvons avancer et c'est pourquoi la

Commission a retenu deux principes qui pourraient être inscrits, si vous le souhaitez, dans nos statuts.
1- Que le Comité directeur fixe chaque année le montant de la cotisation nationale, ce qui est déjà un peu la pratique d'ailleurs.
2- Et cela, par contre, est nouveau, que le Comité directeur fixe chaque année les règles de répartition entre les différents échelons du Parti des ressources nouvelles provenant du financement public du Parti.
De plus, et ceci est essentiel sur la question, la Commission demande que le Congrès mandate la nouvelle Commission de contrôle financier pour qu'elle procède à une étude complète de la situation financière de l'ensemble du Parti au niveau national, au niveau de chaque fédération et avec les fédérations, au niveau des sections.
Dans quel but ?
Dans le but d'aboutir à des propositions qui permettront - et c'est le principe qui a été mis en avant et autour duquel toute la Commission s'est rassemblée - que les cotisations ne fassent jamais obstacle à l'adhésion au Parti Socialiste.
Les travaux de la Commission de contrôle devront être achevés dans le cours de cette année.
Sur le deuxième point, le Comité directeur et la Convention nationale, chacun l'a bien compris, il s'agissait là dans les propositions de faire en sorte que nous allions dans le sens d'une amélioration du fonctionnement de ces organismes centraux.
D'abord, à propos du Comité directeur, amélioration de son fonctionnement, sans remettre en cause sa nature, ce qu'il représente, c'est-à-dire la représentation du Parti issu du Congrès, sur la base des différentes motions qui se sont exprimées dans ce Congrès.
Mais, trois principes ont été retenus.
Deux concernent directement les statuts, je veux dire par-là qu'il faudra écrire que le nombre de suppléants est égal au nombre de titulaires, 131, d'une part, et d'autre part, que les Premiers secrétaires fédéraux et les parlementaires assistent aux réunions du Comité directeur, au titre d'auditeurs.
Lorsque sera venu le moment d'écrire le règlement intérieur, c'est-à-dire après l'adoption des nouveaux statuts, nous pourrons préciser alors comment seront constituées et organisées les Commissions que le Comité directeur créera en son sein.
Sur la Convention nationale : il s'agit en améliorant son fonctionnement et en élargissant sa légitimité de revivifier le débat dans le Parti, de faire en sorte que régulièrement, et sur de grands thèmes, le débat se développe dans le Parti aussi souvent que nécessaire, et en cela donc il est souhaitable d'élargir la légitimité de la Convention nationale.
La Commission n'a pas retenu l'idée d'une Convention permanente avec des délégués permanents qui seraient désignés pour deux ans, cela en fait pour éviter tout risque de confusion ou je dirai de télescopage en terme de pouvoir ou d'influence entre les deux organismes que sont d'une part la Convention nationale et d'autre part le Comité directeur.

Fondation Jean Jaurès

Mais elle propose pour la Convention nationale que les délégués ne soient plus limités à un par fédération, mais que leur nombre soit fonction des effectifs des fédérations, que ces délégués soient désignés avant chaque réunion d'une Convention par les Conventions fédérales, qui devront donc obligatoirement se tenir et que ces désignations bien sûr se feront conformément à l'article des statuts, c'est-à-dire dans le respect de la proportionnelle.
Troisième point : le droit d'initiative militante, point qui est relié au précédent. En effet, la Commission a estimé qu'il était bon pour la démocratie et pour le débat que les militants eux-mêmes soient associés directement à la réflexion du Parti et qu'ils puissent eux-mêmes provoquer le débat sur un thème majeur.
C'est pourquoi la disposition suivante vous est proposée.
Une question est inscrite à l'ordre du jour de la Convention nationale et donc débattue dans tout le Parti dès lors que 5000 adhérents répartis dans au moins 20 fédérations, avec un maximum de 500 signatures et un minimum de 25 signatures par fédération, en feraient la demande.
Enfin, mes camarades, sur la question du débat sur la pratique des mandats je dirai en préalable que la Commission a reconnu unanimement que les conditions de vote, les modalités de vote des militants sont aujourd'hui mal définies et sont souvent source de conflits et de contentieux que nous jugeons trop fréquents. Elle a donc affirmé sa volonté toujours unanime de mettre en place des règles précises pour l'exercice du droit de vote dans le Parti.
Un membre de la Commission a même évoqué le terme que je reprends de :"code électoral du Parti", que ce soit pour la définition des candidats ou pour les votes politiques avant les Conventions et les Congrès.
On a vu la question de la pratique des mandats, mais je l'ai dit en commençant, cette discussion n'a pas abouti à un accord, en tout cas au stade du débat où nous l'avons laissé aux premières heures de la matinée, en particulier parce que plusieurs camarades ont insisté sur le fait que la représentativité d'une organisation comme la nôtre devait s'appuyer sur le nombre de ses adhérents et non pas sur le nombre de votants à un moment quelconque de la vie du Parti, mais tous ont convenu que la pratique actuelle des mandats telle qu'elle existe aujourd'hui, n'est pas satisfaisante ou n'est plus satisfaisante.
(Applaudissements)
Des points de rencontre ont été trouvés.
Accord pour faire en sorte qu'une section ne puisse pas détenir plus de mandats qu'elle n'a d'adhérents.
(Applaudissements)
Accord pour la création d'une carte d'adhésion avec un seul et unique timbre annuel pour en finir avec les 12 timbres mensuels (applaudissements)... au maniement si complexe.
Accord pour exiger six mois de présence dans le Parti avant d'exercer son droit de vote.
(Applaudissements)
Sur ces points nous avons avancé. Des divergences demeurent et je ne cacherai pas qu'elles sont d'importance.

Fondation Jean-Jaurès

Pour améliorer le fonctionnement les uns proposent de relever sensiblement, et même très sensiblement le seuil de présence obligatoire pour l'utilisation des mandats, ils restent donc attachés à la pratique des mandats même s'ils souhaitent eux-mêmes une pratique rénovée. Les autres avancent le principe de la suppression des mandats, ou à tout le moins que seuls les présents ouvrent droit à mandat dans une section.
(Applaudissements)
La Commission n'ayant pas réalisé un accord sur ce point, elle a souhaité que vous la mandatiez pour transmettre la suite de cette discussion à la Commission des résolutions. De même qu'elle a décidé de renvoyer à la Commission des résolutions la discussion sur le principe du vote à bulletins secrets dans le Parti (applaudissements), non pas en raison d'un désaccord de fond sur le principe entre les membres de la Commission, mais afin de rechercher les modalités d'application qui seraient compatibles avec les formes actuelles de désignation de nos candidats par motion dans les différents organismes de direction du Parti.
Enfin, la Commission des résolutions aura également à examiner les propositions sur le MJS, le vote indicatif n'étant pas encore connu hier soir à l'heure où nous travaillions.
En résumé, mes camarades, 10 propositions ont donc été adoptées par les fédérations et par la Commission, je les rappelle rapidement.
Le quota des femmes est désormais fixé à 30%.
(Applaudissements)
Pour adhérer au Parti Socialiste on doit être présenté devant sa section.
(Applaudissements)
La date de présentation est retenue comme étant la date d'adhésion sous réserve du paiement des cotisations bien entendu.
Les sections peuvent et à partir d'un certain seuil doivent être divisées. Dans chaque agglomération ou dans chaque ville, lorsque plusieurs sections existent, doit être constitué un comité de ville ou d'agglomération.
Les fédérations doivent organiser chaque année une Convention fédérale sur les problèmes départementaux en liaison avec le groupe Socialiste du Conseil général.
La Commission interfédérale régionale est remplacée par le Comité régional qui sera obligatoirement consulté pour l'élection du président du Conseil régional, chaque année, sur le vote du budget et sur les contrats de plan.
Une Commission mixte des femmes est créée au niveau de la Direction nationale du Parti.
Les candidats du Parti seront désignés par les adhérents qui sont inscrits sur la liste électorale dans la circonscription électorale concernée.
Enfin, le délai d'intervention de la Commission des conflits est raccourci. La Commission demande donc au Congrès d'adopter ces 10 propositions communes. De même que la Commission demande au Congrès d'adopter les principes et les orientations dégagés sur les autres questions et de mandater le Comité directeur pour procéder à l'écriture des articles de statuts.
Enfin, troisièmement, de saisir la Commission des résolutions des questions sur

lesquelles elle n'a pas pu encore se mettre d'accord.
Chers camarades, je vous remercie d'avoir été attentifs sur cette question des statuts du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Merci Yannick.
Le débat sur le rapport qui vient de vous être présenté est maintenant ouvert, et je donne la parole à Alain Claeys.

Alain Claeys
Chers camarades, Yannick Bodin vient de faire un compte rendu de notre réunion. Nous savons tous que l'analyse des propositions de modifications statutaires a pu paraître fastidieuse à un certain nombre de nos militants dans nos sections. Elle est pourtant essentielle pour l'avenir de notre Parti.
Il nous faut en effet dans le respect de nos valeurs traditionnelles donner un nouveau souffle, une nouvelle vitalité au Parti Socialiste.
Nous franchirons une nouvelle étape si ensemble nous sommes capables de conduire et réussir la rénovation du Parti Socialiste. Faute de tenir ce pari, nous risquons de voir la société avancer beaucoup plus vite que notre Parti.
Aujourd'hui, notre objectif commun est de faire du Parti Socialiste un grand parti de gauche, un grand parti militant, un Parti Socialiste ouvert, transparent, capable de comprendre la société, de l'incarner et de la transformer, bref un parti moderne de masse.
Chers camarades, n'opposons pas rénovation du Parti Socialiste et débat d'idées, l'un n'ira pas sans l'autre.
En effet, la richesse de nos débats, notre capacité de propositions, de rassemblement, seront d'autant plus grandes que nos règles communes et nos pratiques militantes seront profondément rénovées.
Voilà la volonté politique de la motion "Egalité". Elle a été entendue par un grand nombre de militants; aujourd'hui sur ce thème s'opère une dynamique de rassemblement.
La parole aux militants. La transparence. La volonté d'associer les sympathisants à la vie de notre Parti.
Voilà les objectifs qui ont guidé nos propositions de modifications statutaires.
Le Comité directeur du 13 janvier dernier, la réunion cette nuit, ce matin de la Commission chargé d'analyser les modifications statutaires, ont permis, c'est vrai, des avancées importantes, mais je crois qui mériteront d'être précisées concrètement dans nos textes lors d'un prochain Comité directeur.
Chers camarades, de même que nous devons contribuer à l'émergence d'une nouvelle citoyenneté, nous devons simultanément au sein de notre Parti redonner son plein sens au militantisme, redonner toute sa place à chaque militant : chaque militant doit pouvoir participer et enrichir notre débat collectif. Les Conventions nationales d'initiative militante répondent à cette nécessité.
La transparence : la transparence doit être notre deuxième objectif. Il faut une bonne fois pour toutes mettre en accord nos actes et nos discours. Nous voulons

Fondation Jean Jaurès

tous un parti de militants, alors chers camarades, il faut nous en donner les moyens.
Un des meilleurs moyens est de donner tout son sens, tout son poids au vote effectif de chaque militant.
Une règle simple : un présent, une voix.
(Très vifs applaudissements)
Cette proposition recueille, nous le savons, l'accord d'une majorité de militants.
(Applaudissements)
Elle a pu être adoptée à l'unanimité à la Commission hier soir dans la mesure où une des motions, la motion n° 1, marquait un certain nombre de désaccords, et nous le regrettons.
Nous espérons que la Commission des résolutions, que le Congrès ratifiera cette proposition essentielle, pour la vie de notre Parti.
(Très vifs applaudissements)
Cette transparence doit s'étendre également sur l'ensemble des aspects financiers et je crois que Yannick Bodin a rendu fidèlement compte de ce qui a été décidé, à cette Commission hier soir, mais aussi cette transparence doit nous permettre d'avancer sur les modes de désignation de nos candidats aux régionales et aux européennes, et, dans ce cadre, nous maintenons nos propositions.
Chers camarades, je ne m'étendrai pas sur l'augmentation du nombre des suppléants au Comité directeur, chacun y apportera son explication.
Un parti dynamique, un parti pleinement démocratique, mais aussi un parti résolument ouvert vers l'extérieur, et particulièrement vers ses sympathisants.
Nous connaissons tous ces milliers de sympathisants qui sont à nos côtés, à l'occasion des campagnes électorales, avant d'adhérer au Parti, certains d'entre eux veulent développer les contacts avec nous, se familiariser avec notre pratique militante.
Aussi, il est utile sans aucune confusion, avec les adhérents qui ont des droits et des devoirs spécifiques, d'avoir le souci d'associer en permanence les sympathisants. Là encore, cette association doit se faire dans la transparence et le respect de chacun.
Chers camarades, la question de la rénovation du Parti Socialiste, et celle de la ligne politique, ne sont pas distinctes.
Un parti dynamique, une politique efficace et dynamique, à gauche, sont deux composantes étroitement liées pour le succès.
Un parti solidement ancré à gauche, un parti qui donne la parole aux militants, voilà notre ambition. A notre Congrès de traduire dans les faits ce mouvement pour la rénovation qui s'exprime durant la préparation du Congrès.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Merci, Alain.
La parole est maintenant à Patrice Finel.

Fondation Jean-Jaurès

Patrice Finel

Mes chers camarades, je voulais déjà me féliciter du premier bilan de la Commission d'hier soir qui a travaillé sur les statuts. Elle a démontré que les utopies d'hier sont les réalités d'aujourd'hui.

En effet, avec un certain nombre de camarades depuis longtemps, nous avons déposé des amendements statutaires visant à introduire davantage les militants dans le jeu, dans les débats et dans les décisions de leur Parti.

A l'heure actuelle, déjà, un certain nombre de propositions de cette nature ne sont pas adoptées.

J'en citerai deux.

- Le droit d'initiative militante, c'est-à-dire la possibilité pour les militants Socialistes d'obtenir un débat dans leur Parti sur des sujets qui leur paraissent importants.

Je vous rappellerai simplement, pour mémoire, que si cette clause avait existé, le débat sur les problèmes de l'énergie nucléaire, nous l'aurions déjà eu.

(Applaudissements)

Nous voulions sans doute trancher dans un sens un petit peu différent de ce qui est la pratique d'aujourd'hui.

Je voulais indiquer également une deuxième mesure : celle de la séparation des grosses sections, de la séparation obligatoire et automatique. Imaginez, chers camarades, que les délégués de ce Congrès aujourd'hui, sont moins nombreux qu'un certain nombre de sections du Parti... quel type de débat est possible dans des Assemblées de ce genre, entre militants ?

Nous sommes évidemment plus dans un débat de terrain, nous ne sommes plus dans un débat où chacun peut expliquer son avis par rapport à sa pratique, nous sommes plutôt dans un Congrès où un certain nombre de camarades viennent écouter des orateurs.

Je trouve donc que c'est une avancée tout à fait importante d'arriver à la séparation automatique des grosses sections, même si la barre de 1000, mise aujourd'hui, était levée.

Enfin je voudrais pour la fin de cette courte intervention, insister sur un point tout à fait fondamental.

Aujourd'hui, tout le monde parle de rénovation mais je n'aurais pas la cruauté de rappeler, à cette tribune, dans quelles conditions les votes et les débats ont eu lieu dans ce Parti, pour ce Congrès. La presse est pleine de faits, de pressions, que les maires ont exercé sur leurs employés communaux, que des présidents de Conseils généraux ont exercé sur des maires.

(Applaudissements et protestations)

Mes chers camarades, la démocratie et la rénovation, cela passe demain par le vote secret. C'est la condition indispensable de la poursuite de la rénovation et de la construction d'un grand Parti Socialiste.

Je crois que la Commission des résolutions - puisque c'est elle qui décidera - doit avoir en tête la façon dont les votes qui ont eu lieu, nous ont de fait un peu discrédité.... certains pour s'opposer à ce vote secret font appel aux traditions du mouvement ouvrier... mais de quel mouvement ouvrier parle-t-on ?

Fondation Jean Jaurès

Je n'aurais là aussi la cruauté de rappeler que le citoyen Staline a été battu comme secrétaire général du Parti Communiste d'Union soviétique à bulletin secret. Pour être élu, il a fait refaire le vote à main levée.
Je crois que si ce Congrès ne se termine pas par l'adoption du vote secret, même s'il y a des mesures techniques, et de ce point de vue les mesures techniques, quand on est d'accord, sur les principes, on arrive toujours à se mettre d'accord, nous aurons raté une occasion de rénovation tout à fait essentielle pour l'avenir.
Merci.

Le président - Merci Patrice.
La parole est maintenant à Michel Sapin.

Michel Sapin
Mes chers camarades, sur ce sujet, souvent considéré comme ardu, des problèmes statutaires, j'ai le sentiment qu'aujourd'hui les débats prouvent que c'est un sujet vivant, parfois même un sujet trop vivant.
J'aimerais en commençant saluer le travail fait hier en Commission et qui nous a permis, dans un esprit de réelle compréhension entre tous, d'avancer et d'avancer beaucoup... dans un esprit de conciliation, de rapprochement des points de vue.
Tantôt la balance a penché d'un côté, tantôt la balance a penché d'un autre côté, et comme les règles de la politique dans ce Congrès aussi défient parfois les règles de la physique, tantôt la balance a penché d'un troisième côté.
Ce n'est pas rien, mes chers camarades, d'avoir adopté, et nous l'avons bien entendu enregistré hier en Commission, la règle suivant laquelle 30% de femmes à tous les niveaux du Parti et dans les listes électorales de candidats devront être présentes.
Ce n'est pas rien non plus de nous être mis d'accord sur la création d'une Commission qui aura pour objet à la fois de vérifier l'application de cette règle, mais aussi de pousser à l'émergence de nouveaux talents qui faciliteront aussi l'application de cette règle.
Ce n'est pas rien d'avoir avancé, comme nous le demandions, en motion 3, sur le problème des cotisations, une réflexion approfondie, qui sur le niveau des cotisations et sur leur harmonisation, sera menée dans l'année qui vient.
Ce n'est pas rien d'avoir posé aussi le principe de la péréquation entre les différents niveaux de notre Parti, et les ressources nationales.
Ce n'est pas rien non plus d'avoir avancé dans le domaine de la modernisation du fonctionnement du Comité directeur et dans la réforme d'une Convention nationale qui permettrait là encore, à tous les niveaux du Parti, de débattre en profondeur, de thèmes qui seraient des thèmes précis, des thèmes comme on dit horizontaux.
Ce n'est pas rien non plus d'avoir mis en place, d'avoir amorcé la mise en place de règles plus strictes dans le domaine électoral et j'en dirai un mot plus approfondi dans un instant.
Il nous reste un point de désaccord : la question de "une voix, un mandat".

Fondation Jean-Jaurès

J’ai le sentiment que nous aurons à en reparler dans les heures et dans les nuits qui viennent.
J’aimerais, mes chers camarades insister sur un point : celui de la démocratie interne et celui de la démocratie électorale.
Chers camarades, des militants qui croyaient pouvoir voter et qui, le jour du vote, se retrouvent radiés, je suis sûr que vous en avez rencontré. Des sympathisants qui se retrouvent adhérents sans avoir rien demandé, je suis sûr que s’ils avaient existé comme adhérents, vous les auriez rencontrés. Des militants qui affluent dès qu’à l’horizon s’amorce un Congrès, c’est chose courante. Des réseaux d’anciens militants qui sont réactivés, comme on dit, dans certains services à la veille d’un vote, c’est aussi quelque chose qui existe.
Des modalités de vote disparates, de fédération à fédération, de section à section, c’est aussi une réalité dans notre Parti.
Est-ce que tout cela est neuf ? Non, mais il est vrai qu’à certains endroits, on est passé d’un stade purement artisanal à un stade industriel et il est vrai aussi que la configuration particulière de la préparation de ce Congrès, où chacun s’est retrouvé minoritaire, fait que tout le monde a eu à pâtir quelque part dans un endroit du territoire français de pratiques de ce genre, et donc tout le monde en parle, tant mieux.
Nous sommes cependant, mes chers camarades, aujourd’hui, dans une jungle d’une démocratie un peu trop sauvage, et ce n’est pas l’arbre des discours sur la transparence qui cachera la forêt des pratiques convenables et des contentieux qui en résultent.
(Applaudissements)
Nous disons, nous, motion 3, qu’il y a danger et qu’il nous faut faire face tous ensemble à ce danger. Il y a danger car il y aurait, si les choses continuaient ainsi, atteinte à notre image alors que la démocratie est réelle dans notre Parti, alors que la démocratie fondée sur le vote des militants est quelque chose auquel nous tenons et qui nous différencie de tous les partis français. Il y aurait aussi atteinte à la qualité de nos débats, car lorsque l’on débat plus de problèmes de contentieux, de comptabilité de mandats, il y a quelque chose de vicié dans notre mécanique de discussion interne.
C’est la raison pour laquelle, mes chers camarades, la motion 3 dès hier soir, dès cette nuit, et je le refais solennellement devant vous, propose de mettre au point tous ensemble un véritable code électoral interne au Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Un texte qui regroupe toutes les dispositions d’ordre statutaire, d’ordre du règlement intérieur, ou je dirai simplement d’ordre du code de bonne conduite, un texte qui serait lisible, qui serait compréhensible, qui puisse être consulté par tous ceux qui voudraient faire respecter la démocratie dans notre Parti.
Ce code électoral, nous en avons élaboré un schéma, une proposition, et nous déposons cette proposition sur le bureau du Congrès. Vous en aurez connaissance.
A partir de la, déjà dans les discussions statutaires que nous avons engagées hier, mais plus encore dans les débats qui auront lieu dans les semaines qui

Fondation Jean Jaurès

suivront, nous aurons les moyens de mettre en place un véritable repère pour chacun des militants, pour chacun des candidats, pour chacun des animateurs politiques au sein de notre Parti.
Chers camarades, et j'en terminerai par-là, dans ce domaine également l'absence de règlement, la liberté, risque d'opprimer, et c'est la présence de règles, c'est la loi qui libère.
Que ces règles existent, qu'elles soient bonnes, qu'elles soient claires, et c'est la démocratie tout entière au sein de notre Parti qui en sortira grandie.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Michel.
Je donne la parole maintenant à Gérard Dupeyrat.

Gérard Dupeyrat
Mes chers camarades, je m'expliquerai donc au nom de la motion 4.
Notre Parti a travaillé dans deux directions pour cette réforme statutaire. Sur l'une, on peut dire qu'il a à peu près réussi, je veux parler de la déclaration de principes, car il s'agissait d'un projet global engageant le Parti. Sur l'autre, la réforme article par article des statuts, l'absence de réflexion globale, le nombre considérable de propositions, soit similaire, soit partiellement contradictoire, ont interdit, il faut bien le reconnaître, dans les faits, un véritable débat des militants. En atteste le nombre important de propositions qui n'ont pas obtenu une majorité de voix des militants.
Le déroulement de ce Congrès montre à l'évidence que nos statuts élaborés dans une période où nous étions dans l'opposition et où nos pôles de pouvoirs locaux étaient peu nombreux, oui, ce Congrès montre que ces statuts ne sont plus adaptés à la période. Alors qu'ils devraient, entre autres, assurer la garantie du débat démocratique sur des projets, sur des idées, sur des programmes, la réalité, une photographie des résultats de ce Congrès, montre que les votes locaux ne sont nulle part à l'image des résultats nationaux, mais que ceux-ci résultent le plus souvent de l'addition de votes qui ressemblent davantage à des plébiscites pour l'élu local le plus influent.
Tout le monde sait que, dans notre section, des pressions plus qu'amicales ont été exercées : je voudrais rappeler le cas des employés communaux, je voudrais rappeler le cas de tous ceux pour lesquels ce n'est pas une évidence, mais qui dépendent de nombreuses associations, liées plus ou moins aux collectivités que nous dirigeons, je voudrais rappeler aussi le fait que la moitié de notre Parti est composée d'adhérents qui sont soit des élus, soit éventuellement des hommes et des femmes qui travaillent directement en prise avec les élus et que, dans ces conditions, les votes sur les idées sont évidemment bien difficiles.
(Quelques applaudissements)
Tout est fait pour interdire l'émergence de courants nouveaux, et donc d'idées nouvelles, la règle des 5% qui incite à voter utile, comme si ne pas voter pour des idées dans un parti de Gauche était un vote utile, la transformation des voix en mandats qui lamine encore s'il en était besoin les courants qui émergent.

Fondation Jean-Jaurès

Ne nous faisons pas d'illusions, camarades, si les idées, et en particulier celles qui expriment les nécessités sociales, ne peuvent avoir droit de cité dans le Parti, elles se feront jour ailleurs, éloignant encore la perspective si souhaitable d'un Parti Socialiste pôle de rassemblement de toute la Gauche.
Donc ce Congrès se grandirait si, comme l'ambiguïté des statuts lui en laisse la possibilité, il en donnait une interprétation permettant aux minorités d'être représentées, car c'est aussi de notre capacité interne à respecter les minorités que nous gagnerons en crédibilité pour rassembler au dehors, autour de nous.
Nous voulons un parti de militants. Ceci veut dire que nous ne pouvons pas continuer d'accepter que les militants qui vont vivre au quotidien, les sections qui assurant la propagation de nos idées, se voient dépossédées de leur action et de leur travail par des paquets d'adhésions de complaisance dont certaines sans pudeur, sont acquittées par un chèque global dans certains endroits.
(Applaudissements)
N'est-ce pas un minimum, mes camarades, que ces adhérents ne puissent influencer nos votes que dans la mesure où ils viennent l'exprimer ?
Tel est le sens de cette règle indispensable: un homme ou une femme = un mandat.
Dans le même ordre d'idées, je vous rappelle que dans nos statuts, il était dit que les adhérents du Parti Socialiste, dans la mesure où ils étaient aussi travailleurs, devaient être syndiqués et qu'ils devaient être adhérents à une association de consommateurs ou à toute autre association.
Je pense qu'il serait bon, au moment où nous parlons des cotisations, si nous voulons avoir un parti de militants, que soit pris en compte, dans le calcul des cotisations, le calcul aussi des cotisations syndicales ou associatives parce que ce sont ces militants là qui font vivre le Parti.
(Applaudissements)
Pour terminer, je dis que pour ceux qui nous regardent, eh bien chacun, quelle que soit la motion qu'il représente, est placé devant ses responsabilités.
Vous pouvez décider effectivement que certaines idées n'existent pas, n'ont pas le droit d'exister, vous pouvez aussi décider que notre Parti a la capacité de rassembler d'abord en son sein, et ensuite au dehors.
Ceci est de votre responsabilité, mes camarades.
(Applaudissements)

Le président - Je donne maintenant la parole à Philippe Bassinet.
Chers camarades, je vous demande d'être attentif aux propos des orateurs. Merci.

Philippe Bassinet
Chers camarades, je serai relativement bref parce que beaucoup a déjà été dit.
Plusieurs points ont agité nos débats d'hier comme ils ont agité les débats des sections et des fédérations : ce qui concerne les cotisations, ce qui concerne les procédures de vote et de désignation de nos responsables, ce qui concerne le vote à bulletins secrets, ce qui concerne également l'organisation du Comité

Fondation Jean Jaurès

directeur et l'organisation de nos Congrès nationaux.
Sur cette question des cotisations, les propositions qui étaient les nôtres faisaient que la cotisation ne soit pas une entrave à l'adhésion.
Effectivement nous constatons aujourd'hui des situations d'injustice et d'inégalité, inégalité des taux de cotisations entre les sections d'une même fédération, inégalité des taux de cotisation entre les fédérations.
Il est bien évident que lorsque la cotisation annuelle est à 20 ou 50 F, elle n'a pas le même poids et la même signification que là où elle est à 500, 1000 ou plus. Par conséquent il nous faut clarifier cette question.
La proposition était une cotisation uniforme à l'échelon national et une cotisation proportionnelle au revenu destinée aux organismes des sections et des fédérations.
Mais je crois que le financement public des partis, par conséquent cette somme importante qui est versée à chaque organisation politique, donc à notre Parti, sa destination doit faire l'objet d'une étude sérieuse. Il doit déjà être convenu entre nous qu'une partie importante de cette somme sera partagée et peréquée entre les fédérations.
Il faut que les cotisations ne soient pas une entrave à l'adhésion, il faut par conséquent retrouver là un minimum de solidarité entre les fédérations de façon à ce qu'il n'y ait plus des fédérations trop pauvres et d'autres qui soient trop riches.
Je pense que c'est le premier point et qu'il est important.
Mais celui qui a fait l'objet de plus de débats, et d'un constat de désaccord au niveau de notre Commission hier, concerne nos procédures de désignation et nos procédures de décision.
Vous connaissez les deux thèses en présence.
Pour notre part, nous nous en tenons au principe : un votant, une voix, un mandat.
(Applaudissements)
Mais tenons à ce que soit comptabilisé et traduit au niveau national le vote des seuls présents, comme c'est d'ailleurs le vote des seuls présents qui procède à la désignation de nos candidats aux élections municipales, aux élections cantonales, aux élections législatives.
Il faut mettre fin à ce problème des mandats qui a donné de notre Congrès dans sa phase de préparation une image déplorable. Jour après jour, semaine après semaine, la presse racontait en se moquant des histoires qui ne faisaient pas honneur à notre Parti ! Il faut mettre fin à ce problème des mandats achetés qui ne correspondent pas toujours à des adhérents réels, qui ne correspondent d'ailleurs même pas toujours à des personnes physiques.
Alors que nous oppose-t-on à cela ? Le respect de la tradition des organisations ouvrières. Mais, mes camarades, au moment où tout va si vite, au moment où la circulation des idées, la circulation des hommes est ce qu'elle est, comment peut-on s'en tenir à un principe aussi vain ?
Ce qu'il faut, c'est que nos décisions, c'est que nos prises de position reflètent, traduisent l'opinion réelle des militants, c'est-à-dire des militants qui se sont

Fondation Jean Jaurès

exprimés, de ceux qui ont voté. Nous n'acceptons plus qu'il y ait une vitrine déformée, une vision déformée de ce qu'a été la prise de position du Parti.
Nous n'avons pas besoin de prisme pour la lecture !
Autre question importante qui a fait l'objet d'un désaccord, comment devons-nous aujourd'hui voter ?
Je dois dire, mes camarades, qu'il y a dix ans nous ne nous serions pas posé cette question. Les choses ont évolué, et effectivement des pressions ont eu lieu, et sans même qu'il y ait des pressions, la constatation de phénomènes curieux. La tendance de plus en plus fréquente à la reproduction du vote de tel ou tel élu, député, parlementaire, de tel ou tel premier secrétaire, de telle ou telle personnalité dans une section, est un phénomène qui devient préoccupant...
Et nous qui nous battons pour la démocratie, et nous qui avons mis le respect des opinions exprimées au premier rang de nos convictions, comment aujourd'hui pourrions-nous refuser que nous choisissions les opinions qui sont nôtres, que nous exprimions ces opinions et, par conséquent, que nous choisissions nos responsables autrement que par un vote à bulletins secrets ?
Que nous oppose-t-on pour ne pas accepter cette proposition, puisque tout le monde est d'accord pour constater, sinon pour dénoncer, les phénomènes que je viens d'évoquer ?
Que s'il y avait des litiges dans telle ou telle fédération, le fait que le vote ne soit pas public ne permettrait pas de corriger les votes exprimés dans telle ou telle section, c'est-à-dire que l'on met déjà en avant des problèmes de non-respect de statuts, des problèmes de votes litigieux pour s'opposer à une proposition qui est de clarification !
Et puis, nous dit-on, nous ne pourrions pas ainsi désigner nos responsables au niveau des Commissions exécutives de sections en même temps que nous exprimons les positions qui sont nôtres.
Tout le monde sait bien que, techniquement, le problème est facile et qu'il suffit, sur le même bulletin de vote, tout à la fois, de classer les candidats et d'exprimer son choix.
Voilà ce qui nous paraît être les propositions importantes à même de remédier aux imperfections, pour ne pas dire plus, que nous avons constaté, soulignées, dénoncées lors de la phase de préparation de ce Congrès.
Enfin, dernière proposition, celle qui concerne l'organisation des Comités directeurs, des Conventions nationales et des Congrès.
Nous sommes, pour notre part, réservés, méfiants, hostiles à toute organisation, toute proposition qui reviendrait à confondre le rôle du Comité directeur, organisme élu par le Congrès national, à la proportionnelle des opinions exprimées, et des Conventions nationales, qui visent d'abord à regrouper les délégués des fédérations.
Il nous paraît important, il nous parait bon et il est sage que la Commission ait retenu à l'unanimité tout ce qui concerne l'initiative militante, c'est-à-dire tout ce que l'on a appelé les référendums d'initiative militante, les débats provoqués par un nombre significatif de militants dans notre Parti. Mais nous tenons, quant à nous, à ce que le Comité directeur continue à se réunir avec la fréquence qui

est la sienne aujourd'hui, c'est-à-dire tous les deux mois, et qu'il n'y ait pas de confusion entre le rôle des deux.
J'ajouterai, en ce qui concerne le Congrès, que nous avons fait une proposition à laquelle nous tenons et je crois que chacun en mesurera, pour ce Congrès, l'intérêt, c'est que l'élection du premier secrétaire ait lieu au cours du Congrès, de façon que tous les militants délégués soient là présents, informés des conclusions du Congrès, et que la conclusion de celui-ci ne soit pas renvoyée à plusieurs jours, sinon une semaine après que chacun ait regagné son département d'origine, (Applaudissements)
Si nous ne voulons pas que la volonté qui est la nôtre, celle des délégués, soit travestie à un moment ou à un autre, ou risque de l'être, tout simplement, je crois que cette proposition est sage et qu'il s'agit là d'une bonne proposition.
Voilà, mes camarades, l'ensemble des propositions que nous avons formulées et l'opinion qui est la nôtre sur toutes ces questions.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Philippe.
La parole est maintenant à Pierre Guidoni.

Pierre Guidoni
Chers camarades, j'imagine que vous avez tous, dans vos sections et vos fédérations, accordé toute l'importance qu'elle méritait à la discussion des modifications statutaires et que chacun d'entre vous est conscient, à la minute où nous parlons, de la gravité des problèmes que recouvre le débat apparemment aride sur tel ou tel article de nos statuts...

Le président - Pierre, un instant s'il te plaît, pour me permettre de demander aux camarades qui circulent dans la salle de bien vouloir s'asseoir et écouter l'orateur.
(Applaudissements)

Pierre Guidoni - Je disais donc que le Congrès dans son ensemble, les délégués, sont naturellement conscients de ce qui se joue à travers cette discussion sur les statuts : c'est le fonctionnement même de notre Parti, les règles qui régissent notre vie commune, mais c'est bien entendu, au-delà, à la lumière de l'expérience et de la pratique, la nature même de notre organisation.
Vous me permettrez de m'écarter un instant des propositions concrètes que nous avons présenté, de celles que nous avons approuvées avec beaucoup d'autres camarades lors de la réunion d'hier soir, pour aller au fond, c'est-à-dire aux conséquences de ces propositions lorsqu'elles seront mises en œuvre et aux problèmes qu'elles sont censées résoudre.
Mes chers camarades, ce qui se clôt aujourd'hui, ce qui se clôt dans ce Congrès de Rennes, c'est toute une étape, une longue étape de la vie de notre organisation. Nous ne fonctionnerons pas demain comme nous le faisions hier et, disons-le franchement, nous ne préparerons pas un autre Congrès comme

Fondation Jean-Jaurès

nous avons préparé le Congrès de Rennes.
(Quelques applaudissements)
Bien sûr, nous sommes tous soucieux de la transparence de nos débats et de l'exactitude nos votes. Bien sûr, nous disons tous que le Parti doit fonctionner d'une manière plus efficace et associer davantage à ses décisions l'ensemble des militants. Mais, reportons cela à la réalité, ne nous contentons pas de mots, ne nous contentons pas de discours, regardons ce qui s'est effectivement passé et demandons-nous très lucidement, entre nous, en dehors des clivages, en dehors des tactiques, si notre démocratie est aussi parfaite que nous voulons bien le dire, si nous sommes aujourd'hui en état d'être fiers devant l'opinion publique, et peut-être même à nos propres yeux, de la façon dont nous avons mené et conclu notre discussion.
Oh... Je sais bien que certains diront qu'il y a là un peu de déception, mais quoi ! Quelle est la proportion des militants (regardez-le, mes chers camarades, section par section, fédération par fédération) qui ont réellement participé au débat sur les textes et sur les motions, comparée à ceux qui, le jour venu, ont déposé un bulletin dans une urne et sont venus voter et signer les listes d'émargement ? Quelle est la proportion de ceux qui se sont vraiment engagés dans le débat d'idées, qui ont tenté l'effort de convaincre leurs camarades par rapport à ceux qui se sont contentés des tâches (oh... qui ne sont pas moins nobles) d'organisation logistique d'un vote et de transport des camarades jusqu'au lieu où ils devaient exprimer leur opinion ?
(Applaudissements)
La démocratie, camarades, ce n'est pas seulement le vote et ce n'est pas seulement les présents, ce n'est pas seulement les hommes et les femmes que l'on arrive à rassembler physiquement, un jour donné, en un point donné. La démocratie, c'est l'effort tenté loyalement, honnêtement, pour convaincre par des arguments rationnels que telle ou telle position politique est la bonne
(Applaudissements)
La démocratie, c'est l'effort pour rapprocher les points de vue, pour essayer, à travers une discussion, de mieux comprendre quel est le problème posé et quels sont les arguments de chacun. La démocratie, c'est, comme le disait Blum dans une période célèbre, la dictature de la persuasion.
Mais comment voulez-vous convaincre des camarades qu'on ne voit jamais ? Comment voulez-vous convaincre des camarades à qui l'on a dit, parfois depuis longtemps, que l'on n'attendait pas leur adhésion intellectuelle et morale, mais leur soutien pur et simple à un moment donné considéré comme le moment décisif ?
On peut appeler cela, mes chers camarades, un parti de masse. Ce n'est pas le Parti auquel j'ai adhéré il y a maintenant vingt-huit ans, ce n'est pas le Parti que nous souhaitions construire, ce n'est pas le Parti auquel nos sympathisants, nos électeurs, ceux qui nous suivent, tout en n'étant pas dans nos rangs, veulent faire confiance.
Alors, oui, il y a des procédures à mettre en œuvre, il faut que les résultats de nos votes soient retransmis le plus exactement possible, qu'il y ait le moins de

distance possible entre ce que nous appelons, entre nous les mandats et ceux qui ont réellement exprimé leur choix et leur opinion.
Mais tout cela ne servira à rien, tout cela n'aura pas de signification si nous n'avons pas entre nous la volonté d'avoir un parti de débat, un parti d'idées, un parti de proposition, un parti d'apprentissage de la politique et de la discussion rationnelle, un parti dans lequel chacun se sente à l'aise parce que chacun se sentira respecté, parce que personne ne se sentira écrasé par des forces aveugles sur lesquelles il n'a aucun contrôle.
Mes chers camarades, un Parti Socialiste, c'est d'abord un parti d'hommes libres, d'hommes qui s'expriment avec leur conscience, leur raison et leur volonté. Ce parti, mes chers camarades, à partir de notre organisation actuelle et des perfectionnements que nous pouvons lui apporter, il nous reste à le construire.
C'est la tâche des prochaines années.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gilbert Roger.

Gilbert Roger
Chers amis et camarades, les membres de la motion n° 1 ont été satisfaits du travail qui s'est déroulé cette nuit dans la Commission d'étude de la réforme statutaire.
Satisfaits parce que, sur nombre de points, nous avons trouvé des accords ou des pistes qui nous permettent, dans les mois à venir, d'améliorer le fonctionnement de notre organisation.
Une avancée : l'étude proposée par la Commission nationale de contrôle de l'état des lieux des fédérations et des sections, pour faire qu'il y ait une harmonisation des taux de cotisation, et qu'on n'ait pas des disparités entre les cotisations offertes à 20 Francs dans certaines sections et à plus de 10 000 Francs dans d'autres.
Satisfaction aussi de voir que tous nous sommes d'accord pour augmenter le délai d'adhésion au Parti pour les désignations des candidats ou les votes de Congrès.
Satisfaction de voir qu'un débat va s'engager sur le vote à bulletins secrets, parce que nous savons qu'ici ou là, la liberté d'expression des militants n'a pas été convenablement respectée et qu'il y avait des votes de certaines sections ou des retournements ici ou là qui étaient inacceptables et inadmissibles.
(Applaudissements).
Enfin, nous avons un point de divergence sur la taxe sur les mandats et elle ne doit pas être sélective.
Renforcer le rôle...
(Entrée de Laurent Fabius)

Le président - Chers camarades, je profite de cette interruption pour demander à celles et à ceux qui circulent dans les travées de bien vouloir s'asseoir.

Fondation Jean-Jaurès

L’orateur ne reprendra la parole que lorsque le silence sera fait.

Gilbert Roger - Renforcer le rôle du militantisme nous parait être la chose essentielle et effectivement il nous faut tous trouver ensemble le moyen de faire qu’entre le paiement de la cotisation, le retour de la carte, et le fait qu’il y ait bien un adhérent derrière ce paiement et cette carte, nous n’ayons plus les contestations que nous avons découvertes dans chacune de nos fédérations, il faut qu’ensemble nous trouvions les moyens de régler cela dans les meilleurs délais. Merci.

Le président - Une fois encore je demande à celles et à ceux qui circulent de bien vouloir s’installer pour permettre à Michel Berson de prendre la parole... Il n’est pas là, Michel Yoyo tu as la parole, dernier orateur sur la réforme statutaire.

Michel Yoyo

J’avoue que tu me prends un peu de court, parce que j’étais en train de préparer mon intervention, mais peu importe...

Chers camarades, plusieurs problèmes m’amènent à intervenir dans le débat sur les modifications statutaires. Déjà à Lille, en 1987, nous avions - quand je dis "nous", je veux parler des Dom - posé le problème du vote de nos Commissions exécutives fédérales à la fois sur des motions nationales et des problèmes locaux.

A 7, ou 15 000, peut-être 20 000 kilomètres, quelques problèmes paraissent absolument irréalistes, telles les querelles de courants, ou voire les problèmes d’hommes, nous n’y sommes pas indifférents, mais nous sommes angoissés par d’autres problèmes, qui sont nos problèmes propres, qui s’appellent "37% de chômage" qui s’appellent "sous développement" et aussi celui de l’Europe de 1992, car nous sommes les oubliés de 1957 et nous devons, de façon impérative, négocier des adaptations nécessaires pour que nos régions ultra périphériques ne soient pas étranglées dans un corset européen de pays riches, alors que nous sommes et demeurons des pays dits en voie de développement.

A Lille, les débats avaient été vifs pour deux raisons, trop souvent les motions nationales sont pauvres en ce qui nous concerne et régissent notre existence même. Nous avions obtenu un vote à l’unanimité de la Commission des résolutions indiquant à propos des relations donc Parti Socialiste national et les départements des Territoires d’Outre-mer qu’il soit tenu compte des spécificités de leur département dans les relations entre la Direction nationale du Parti et leurs fédérations.

La Délégation nationale du Parti, après concertation avec chacune des fédérations concernées, sera chargée de proposer au Comité directeur les modalités de ces adaptations aux réalités locales.

Hélas, depuis 1987, bien des événements se sont produits élections en cascade, présidentielles, et les Dom ont été une fois déplus oubliés, si bien que des procédures que nous croyions établies, que nous souhaitions de tous nos vœux,

Fondation Jean-Jaurès

sont et ont été contestées à l'occasion de la préparation de ce Congrès de Rennes, d'où amertume et déception dans nos rangs d'autant que ce n'est pas la première fois. Espérons que c'est la dernière.
Mon intervention, aujourd'hui, a pour but de rappeler nos aspirations et nos souhaits. Je regrette que la motion 1 à laquelle je suis attaché, ait retiré ses propositions qui prenaient en compte ces aspects et je demande solennellement à Yannick Bodin d'en tenir compte à la Commission des résolutions, et de ramener ce problème.
Quoi qu'il en soit, je voudrais rappeler trois ou quatre points auxquels nous sommes particulièrement attachés. Nous voudrions que soit créée au sein du Parti Socialiste une délégation nationale et je voudrais même dire un secrétariat national aux Dom, et que ce secrétariat ait les moyens nécessaires pour accomplir sa mission. Cela, c'est le premier point.
Nous voudrions également que les fameuses modalités, dont nous avons parlé, soient enfin discutées de façon à ce que soient mieux pris en compte nos problèmes locaux, car il s'agit de notre survie, il s'agit de notre existence, et cela nous ne pouvons l'oublier.
Je voudrais solennellement dire à tous nos camarades ici présents que nous sommes Socialistes, nous nous sentons comme vous, avec vous, mais nous aimerions que dans ce Parti nous ayons une place, que nous la sentions et que nous vous sentions solidaires, comme vous nous demandez dans de nombreuses circonstances de démontrer que nous sommes solidaires de vous. Nous voudrions la réciprocité, nous voudrions être véritablement des frères et pour cela que nous soyons reconnus en tant que partenaires.
C'est cela mon message, et ce n'est que cela.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Michel Berson a été retrouvé, nous lui donnons rapidement la parole.

Michel Berson
Mes chers camarades, nous aimons tous notre Parti, nous sommes fiers de la longue tradition Socialiste qu'il incarne, nous mesurons aussi le travail formidable, le travail souvent ingrat de ses militants, mais il nous faut reconnaître les insuffisances de son fonctionnement, et les progrès qu'il nous faut ensemble accomplir, si nous voulons donner au Parti Socialiste le nouveau souffle dont il a besoin.
La motion «Egalité» depuis plusieurs mois ne cesse de le répéter, dans le respect de nos valeurs traditionnelles il faut donner à notre Parti une nouvelle vitalité, non pas comme on l'entend parfois en faisant un je ne sais quel Parti démocrate à l'Américaine, il n'en est pas question camarades, en tout cas pour nous d'"Egalité" !
(Applaudissements).
Ce que nous voulons c'est un Parti Socialiste ouvert, capable de comprendre la

Fondation Jean Jaurès

société, de l'incarner, de la transformer, bref un parti moderne de masse qui demeure authentiquement Socialiste.
(Applaudissements).
Cela suppose plusieurs changements concrets dans notre fonctionnement, cela implique notamment une volonté forte de transparence dans le Parti, à tous les échelons, c'est-à-dire un effort de moralisation.
Nous avons pu constater que la démocratie interne a été, à l'occasion du débat de ce Congrès, quelque peu bafouée et même parfois trafiquée.
Le Congrès de Rennes doit être celui qui permettra à la morale de retrouver son compte dans le fonctionnement du Parti.
Pour mettre un terme à certaines pratiques, notamment à celles de l'achat massif et incontrôlé de cartes d'adhésion, modifions nos statuts et adoptons une procédure vraiment démocratique. Un principe simple, honnête, juste : un adhérent ou une adhérente présente le jour du vote égale une voix, égale un mandat.
(Applaudissements)
Oui, mes chers camarades, le nombre de mandats doit être calculé d'après le nombre de votes effectifs, et non des cartes achetées au national !
(Applaudissements)
Oui, camarades, un manque de transparence existe dans notre Parti puisque les absents lors des votes sont en fait réputés avoir voté et avoir voté comme les présents. Ceci fausse les résultats, et les votes des militants présents dans les sections; à l'occasion du Congrès de Rennes nous en avons eu la preuve manifeste, puisque la motion «Egalité» est arrivée largement en tête de toutes les motions avec 6000 voix d'avance !
(Réactions et applaudissements)
Le principe "un présent-une voix" est juste, cette voix pèsera du même poids dans la section, au Congrès fédéral et au Congrès national, qu'il s'agisse du vote sur les motions ou qu'il s'agisse du choix des délégués au Congrès fédéral ou au Congrès national.
Ce principe n'est d'ailleurs pas nouveau, actuellement pour la désignation de nos candidats aux élections, car on prend en compte non pas le nombre théorique des cartes achetées, mais les voix des militants réellement présents lors des votes.
Il s'agit donc, camarades, d'étendre le nouveau système, un présent, une voix, au calcul des mandats pour nos Congrès.
Bien sûr, notre règlement intérieur devra prévoir les règles qui doivent être respectées en matière de convocation des militants, de déroulement des opérations de vote, et de limitation de la durée du scrutin.
L'adoption de ce système serait de nature à dynamiser la vie militante et c'est essentiellement pour ceux qui comme nous veulent que le Parti soit un parti de militants, adopter le principe, un présent, égale un mandat, c'est donner le pouvoir aux adhérents présents, c'est-à-dire à ceux qui militent, à ceux qui diffusent notre presse, à ceux qui collent nos affiches, a ceux qui constituent la substance vivante de notre Parti.

Collection Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Ainsi, camarades, nous lutterons également efficacement contre le phénomène d'abstention, la prise de distance des jeunes, la désaffection militante dans nos sections.
Mes chers camarades, et je conclus, reprendre l'esprit d'initiative, reconquérir notre électorat, rassembler la Gauche, c'est une tâche exaltante pour notre Parti qui doit retrouver pleinement le goût de militer ensemble.
Il ne pourra remplir cette tâche que s'il devient un puissant parti de masse, que s'il est capable de s'ouvrir à des dizaines de milliers d'hommes et de femmes de gauche, venus d'horizons différents et qui se sentiront bien à l'intérieur de notre Parti, et ils se sentiront d'autant mieux que la transparence sera totale à l'intérieur du Parti Socialiste.
Oui, camarades, que le Congrès de Rennes du Parti Socialiste soit le Congrès de la transparence !
(Vifs applaudissements)

Le président - Chers camarades, le débat sur la réforme statutaire est maintenant clos.
Je vais, par conséquent, mettre aux voix les conclusions du rapport que vous a présenté Yannick Bodin.
Je vous rappelle que ces conclusions ont été adoptées à l'unanimité de la Commission et que les questions les plus délicates ont été renvoyées pour examen à la Commission des résolutions.
Je crois qu'il était utile que je fasse ce rappel, compte tenu du fait qu'un certain nombre d'entre-nous nous ont rejoints en cours de débat.
Alors, que celles et ceux des délégués qui veulent approuver le rapport de Yannick Bodin le manifestent en levant leur carton ?
Merci.
Y a-t-il des votes contraires ?
Je n'en vois pas.
Des abstentions ?
Je n'en vois pas non plus.
Ou des refus de vote ?
Il n'y en a pas non plus.
Par conséquent, les conclusions du rapport sont adoptées à l'unanimité.
Nous allons maintenant ouvrir le débat général. Il nous reste environ trois quarts d'heure pour permettre au débat de s'ouvrir, et je donne tout d'abord la parole à Roger Quillot. René Souchon se prépare pendant ce temps.

Roger Quillot
Mes chers camarades, nous avons voté hier quasiment sans nous en apercevoir - et on en trouve peu d'échos dans la presse d'ailleurs qui a pris notre forme d'indifférence pour une absence - un texte essentiel, la déclaration de principes qui nous a fait passer d'une charte de faux parti révolutionnaire à celle d'un vrai parti réformiste. Nous sommes entrés dans ce que les historiens de demain

appelleront peut-être l'ère de la social-démocratie, ou plutôt, je préfère, de la démocratie Socialiste. Ce n'est pas qu'un problème de sémantique. Je crois que nous aurions le plus grand intérêt à ne pas parler de Socialisme démocratique, comme les anciens Communistes de Hongrie viennent de se baptiser, car cela laisserait entendre qu'il existe un Socialisme totalitaire, alors qu'il est normal de parler de démocratie Socialiste, ou de démocrates Socialistes, puisqu'on peut être démocrate et conservateur, démocrate et libéral, comme démocrate et Socialiste.

Pour la petite histoire, je rappellerai qu'à Epinay c'était le titre qui avait été envisagé et qui, pour des raisons d'opportunité, n'avait pas été retenu.

Bref, nous avions l'esprit ailleurs, et à quoi l'avions-nous ? Au choix de nos dirigeants. Est-ce anormal ? Non, bien entendu. Rien de plus naturel, quand on a la capacité de rêver de diriger un parti comme le nôtre, ambition honorable, légitime, et il faut se garder de tomber dans la critique de ces ambitions qui sont porteuses d'avenir.

Mais quel système est le nôtre pour procéder à ce choix ? Regardez, dans les partis européens qui sont présents ici, pas un seul qui procède à la désignation de ses dirigeants par ces méthodes.

L'autre jour, Willy Brandt disait : nous, au SPD, nous ne sommes pas assez forts pour nous permettre ces méthodes Il ne parlait évidemment pas des petits dérapages qui ont pu se trouver ici ou là et qui relèvent de la déontologie qu'on essaie d'établir, mais il parlait d'un choix qui se fait sur des thèses programmatiques ou idéologiques exclusivement, qui amènent d'ailleurs une équivoque de fond que vous connaissez bien : faut-il voter à bulletins secrets, puisqu'on choisit ses dirigeants, ou voter à main levée puisqu'on choisit des textes ?

Pourquoi vivons-nous sur ces schémas ? Parce qu'il y a eu en 1971 comme en 1905 regroupement de courants, de forces qui préexistaient, qui avaient leur histoire, qui avaient leur culture, mais il y a 19 ans que nous sommes entrés au Parti Socialiste, ou plutôt que celui-ci s'est fondé à Epinay. Eh bien nombre de nos camarades - et je n'en citerai que quelques-uns parmi les plus connus, qu'ils s'appellent Jospin, Fabius, Delebarre, Mélenchon, Lienemann - sont nés politiquement, si je puis dire, après Epinay.

Nous sommes donc condamnés, je crois, à changer le système de désignation, car il n'est pas normal que lorsque l'accord s'est fait comme nous venons de le manifester hier, sur un texte essentiel, nous cherchions pendant des mois à creuser les différences pour que les noms puissent mieux s'opposer aux noms.

Souvenez-vous d'ailleurs que, par le passé, et peut-être y a-t-il la une issue à nos embarras, ni Jaurès, ni Blum n'étaient les secrétaires du Parti, et si François Mitterrand l'est devenu à Epinay, ce n'était pas dans son projet initial, les choses devaient se passer autrement. Ce sont les circonstances qui lui ont imposé ce choix, mais nous avions aussi à réfléchir sur des problèmes. Je ne veux en retenir qu'un pour montrer à quel point il est nécessaire que nous creusions davantage les choses.

Prenons celui des inégalités qui nous sont le plus douloureuses, avouons-le,

Fondation Jean-Jaurès

celles qui opposent les revenus du capital en croissance rapide à ceux du travail en croissance plus modérée, voire à l'absence de travail.
Nous avons reconnu le marché comme un moyen d'expression des consommateurs, au même titre que le suffrage universel est un moyen d'expression pour le citoyen, mais qu'en découle-t-il ?
Ceci d'abord, que Pierre Bérégovoy et le gouvernement ont raison de veiller aux grands équilibres, inflation, balance des comptes, que cette politique remporte d'ailleurs des succès, que nous sommes entraînés pour maintenir un Franc fort, des taux d'intérêts élevés, malgré que nous en ayons, que les règles européennes enfin admises en 1985 favorisent les revenus du capital, et nous voici au "Rouet", et c'est Alain Minc, par exemple, qui s'inquiète... C'est "l'Expansion" de cette semaine qui s'interroge sur ces inégalités qui lui paraissent à la fois excessives, mais inévitables, dans sa logique. C'est la revue "Politise" qui publie un texte de Jules Vallès de 1856, qu'on pourrait croire écrit aujourd'hui pour la spéculation boursière.
Y a-t-il à cela une issue européenne ? Un vrai débat, je crois, mérite d'être engagé dans une Convention qui rassemblerait, je cite des gens comme Bérégovoy, Delors, mais aussi nos amis allemands avec Oskar Lafontaine, Ted Killer (?), car le problème va être celui des dix années qui viennent. Eh bien ! Soyez rassurés ou inquiets, je crains bien que nous n'ayons pas abordé ce problème au fond, car nous ne pouvons pas, dans les Commissions, aborder ce que nous avons retenu tout au long de ces huit derniers mois.
Voilà un sujet central. Je n'en aborderai pas d'autres, et je conclurai.
Le débat est vaste sur cinq ou six thèmes majeurs, débat qu'il faut étaler sur les deux ans à venir. Alors nos choix se feront dans la clarté, sous le regard de l'opinion et d'une presse rendue attentive. Il est temps, camarades, il est grand temps que nous revenions aux vraies questions, et qu'ayant choisi notre itinéraire, c'est-à-dire notre déclaration de principes, désigné nos responsables au sortir de ces assises et regroupé le Parti autour d'eux, il est temps que nous abordions de front les problèmes de notre temps. Soyons sûrs que se dégageront alors les figures qui pourront après Jaurès, après Blum, après Mitterrand, dessiner les contours nouveau x du Socialisme que nous voulons tous, d'un même souffle.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à René Souchon, pour dix minutes, André Laignel parlera ensuite quinze minutes.

René Souchon
Mes chers camarades, je pense qu'une majorité dans cette enceinte sent bien la nécessité de moderniser, de redynamiser notre Parti. Au moment où un souffle nouveau s'impose pour gagner les combats électoraux futurs, et notamment les élections législatives de 93, et avant, les cantonales de 92, il est un thème que notre Parti devrait assumer avec beaucoup plus de détermination qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, c'est le thème de l'aménagement du territoire et, à l'intérieur,

celui du devenir de l'espace rural.
Peut-être sommes-nous en train déjà de vivre un certain changement dans le Parti Socialiste, je l'espère, dans la mesure où ce thème qui, généralement, est traité s'il reste du temps à la fin du débat général, on me permet aujourd'hui de le traiter au début du débat général.
Revenant au fond, je dirai qu'il faudrait commencer par se mettre d'accord sur ce que recouvre le monde rural. La majorité des militants Socialistes qui sont des urbains traduisent, en général, rural = agriculture. Dès lors, le problème est sans solutions, ou alors, ces solutions sont faussées, biaisées, dès le départ. S'il est vrai que l'agriculture reste à la base de la vie économique rurale, il faut se pénétrer de l'idée que l'espace rural est aujourd'hui habité par une minorité d'agriculteurs. Dès lors, les autres, qui sont-ils ? Des commerçants, des artisans, des employés, des professions libérales, des ouvriers, bref de plus en plus de salariés, mais ces ruraux font passer leur appartenance à un terroir avant leur appartenance à une catégorie socioprofessionnelle.
L'identité rurale, c'est un attachement à un pays, à un mode de vie, à une qualité de vie que le Parti Socialiste a longtemps prônée comme un modèle. Cette identité rurale, elle se manifeste de plus en plus dans les élections et je n'en prendrai qu'un exemple, qui n'a pas été analysé comme il convient, c'est celui du vote aux dernières élections en faveur de la liste ««chasse, pêche et tradition»». Ce vote a été analysé comme un vote de défoulement. En réalité, c'est un vote d'identité, une sorte de cri lancé par des populations qui se voient agressées à tort ou à raison dans leur mode de vie par des urbains qui donnent l'impression de vouloir leur dicter ce qui est bien ou ce qui est mal.
Le vote «chasse, pêche et tradition» est un vote populaire qui concerne des électeurs potentiels du Parti Socialiste. A nous de savoir si nous voulons qu'ils deviennent réellement des électeurs du Parti Socialiste, et nous sommes là au cœur du problème, le monde rural qui couvre 90% du territoire, qui compte 15 millions de personnes, constitue-t-il aujourd'hui un enjeu, un terrain de conquête pour les Socialistes ? Et au stade où nous en sommes, dans le fonctionnement de notre Parti, je réponds non, mais j'espère, si nous voulons gagner les élections à venir, que nous saurons nous donner les moyens de répondre oui.
La mutation de l'espace rural, l'avenir du monde rural représente bien un enjeu pour des Socialistes qui se veulent plus conquérants.
C'est d'abord un enjeu politique, on ne peut mettre en avant la lutte contre les exclusions, contre les inégalités et l'effort indispensable de solidarité sans appliquer ces principes généreux aux hommes, bien sûr, mais aussi au territoire.
Certains français se sentent exclus deux fois par leur appartenance socioprofessionnelle et aussi par le pays dans lequel ils vivent.
La France rurale n'est pas vouée au vote conservateur du moment où elle connaît un phénomène de propre renouvellement sociologique et c'est d'ailleurs dans les zones rurales que les Socialistes, ces dernières années, ont connu, à travers les différents scrutins, les plus fortes marges de progression.
Le moment est opportun pour nous de moderniser notre approche de la ruralité. Nous y gagnerons rapidement en audience politique dans un électorat dont la

réceptivité, face à des situations préoccupantes, n'a jamais été aussi grande.
Mais l'enjeu est aussi économique, les ruraux ne sont pas si dévoreurs de crédits que l'on se plait trop souvent à l'écrire, les sommes consacrées au monde rural restent peu de chose en comparaison de ce qui est nécessité par la correction des conséquences des hyper concentrations urbaines et l'exemple de l'Ile de France est à cet égard significatif.
N'oublions pas par ailleurs que l'excédent le plus fort de notre balance commerciale est dû à l'agro-alimentaire qui travaille la matière première fournie par l'agriculture. Chaque jour, en France, des stratégies de développement local créent dans le milieu rural des emplois à partir de la valorisation de richesses physiques ou de richesses humaines jusque là ignorées.
Peut-on se priver de celles ci alors même que nous vivons depuis des années le chômage comme un fléau ?
La stratégie économique que l'on peut avoir doit s'inspirer de cette constatation que le rural peut ne pas être un fardeau, un poids mort inacceptable pour notre société, mais, au contraire, un formidable lieu d'innovation dans des domaines aussi variés que la formation, le contrat de travail, la préservation de l'environnement, l'utilisation des techniques modernes de communication.
L'enjeu, il est aussi écologique, la montée du mouvement écologique, très forte en milieu urbain, la crainte de l'expansion de la friche, démontrent le refus de certains excès, la volonté de préserver son environnement.
Est-il rationnel dès lors de laisser disparaître certaines activités et les hommes qui les sous-tendent au nom du marché et au nom de sa logique impitoyable pour les réintroduire ensuite de façon artificielle à grands frais, parce que notre société supporte mal et l'extension de la friche et la destruction de notre forêt ou de façon générale la destruction de notre nature ?
Il ne peut pas y avoir de lutte sérieuse pour la préservation de l'environnement sans une prise en compte résolue des problèmes de développement du monde rural.
Ceci aussi suppose une modernisation des approches de notre Parti. Il est en particulier indispensable que nous montrions la complémentarité entre espace urbain et espace rural, la solidarité entre villes et campagnes, alors que nous sommes aujourd'hui dans une logique d'opposition villes-campagnes.
Alors, mes chers camarades, si nous sommes d'accord sur les enjeux, sachons faire preuve d'imagination, sachons faire preuve d'innovation dans les solutions à mettre en œuvre.
Commençons dans notre parti, à donner au secteur rural la place qu'il mérite ; ne le réduisons pas à la portion congrue, comme c'est le cas depuis quelques années.
N'en faisons pas un résidu de la politique agricole, la mutation de l'espace rural est une dimension essentielle de la politique d'aménagement du territoire.
Si le Parti Socialiste sait l'assumer et non la subir, nous remporterons de belles victoires électorales.
Nous sommes ici, mes chers camarades, pour contribuer à changer la société ; commençons par changer nous-mêmes et à sortir des vieux clichés. Sachons

Contribution Jean Jaurès

faire en sorte que la créativité théoriquement inhérente au Socialisme - je dis bien théoriquement - ne reste pas une invocation pour une tribune de Congrès, mais soit, au contraire, un guide, un guide de notre action quotidienne.
C'est le souhait en tout cas des camarades de la motion «Egalité».
(Applaudissements)

Le président - Merci, René Souchon, d'avoir bien respecté ton temps de parole.
André Laignel parle quinze minutes.

André Laignel
Chers camarades, mon propos s'organisera autour d'une seule mais essentielle question : comment réussir le Congrès de Rennes ? Comment faire un Congrès enfin tourné vers les Français, leur adressant un message de progrès et d'espérance ?
Pour réussir ensemble, nous nous devons la vérité et la vérité simple, d'évidence, c'est que malgré un débat souvent de très grande qualité dans les sections, ce Congrès a été mal engagé et me parait ne pas être à la hauteur des enjeux.
Le monde entier est en mouvement. La démocratie progresse, des centaines de millions de femmes et d'hommes ont conquis ce droit nouveau pour eux de se sentir comme l'écrivait Saint John Perse plus libre que l'amour à l'évasion du soir.
Le souffle libertaire balaie le mur de Berlin, sort la Roumanie de son gouffre de servitudes et nous permet de dire comme une évidence, nous qui avons si souvent proclamé ce vœu : Mandela est libre ! Gorbatchev est au pouvoir, l'URSS abolit, avec d'autres pays de l'Est, le monopole du Parti unique, la RDA, pour la première fois, ce dimanche, vote librement.
Et pendant ce temps là que font les Socialistes ? Ils comptent leurs mandats !
(Applaudissements)
Ce débat, par certains aspects fantomatiques, me rappelle Scarron : "Je voyais l'ombre d'un cocher, tenant l'ombre d'une brosse, qui nettoyait l'ombre d'un carrosse".
La vérité est cruelle, peut-être, mais elle est la vérité.
Nous avions rendez-vous avec le débat, nous avons rencontré la querelle. On nous prédisait que la division de ceux qui, depuis tant d'années, étaient ensemble, serait féconde. Elle n'a engendré comme prévu que la chicane.
On nous annonçait le grand air de la modernité delà rénovation, nous n'avons eu droit, par certains aspects, qu'à une modeste comédie bourgeoise au titre passéiste "le rapt d'Attilio... "
(Applaudissements)
Bref, j'ai envie de dire, fraternellement, mais pas désespéré, à certains camarades, à l'issue de cette période riche en intrigues et manœuvres : un but qui a besoin de moyens injustes, n'est pas un but juste !
(Applaudissements)
Il nous reste, mes chers camarades, 48 heures pour réussir Rennes. Réussir notre

Fondation Jean Jaurès

Congrès, c'est apporter des réponses franches à des questions que sept mois de préparation n'ont pas permis de trancher, ni même parfois d'aborder. C'est rassembler les Socialistes sur un contrat clair, pour une action solidaire et loyale, c'est proposer aux Français un nouvel âge du Socialisme, fait de propositions concrètes et de capacités d'espérance.
Il le faut pour nous-mêmes militants Socialistes, il le faut pour ceux qui sont nos interlocuteurs de toujours, celles et ceux qui nous regardent avec sympathie, les sondages le montrent, mais aussi parfois avec distance, les élections partielles, malheureusement, le prouvent.
Je voudrais pour ma part, évoquer 4 thèmes qui parmi d'autres en fonction des réponses qui leur seront apportées, conditionnent, me semble t-il la réussite du Congrès, mais aussi la synthèse générale que nous appelons de nos vœux, 4 thèmes qui doivent être autant de messages clairs adressés aux français.
Le maintien des acquis sociaux, l'engagement d'une nouvelle étape sociale, la confirmation de notre ancrage à gauche et la construction d'un parti fort, uni et solidaire.
C'est à ces 4 questions que je veux brièvement répondre avec vous.
Maintenir les acquis sociaux : des millions de travailleurs sont inquiets, ils redoutent les reculs sociaux ; au premier rang de ces inquiétudes, injustes mais réelles, la retraite à 60 ans.
Pour mettre fin à toute ambiguïté, un engagement fort solennel doit sortir de ce Congrès, confirmant ce que nous avons toujours dit : la retraite à 60 ans est pour nous un droit imprescriptible, une conquête essentielle issue de plus d'un siècle de lutte du mouvement ouvrier : les Socialistes en sont par nature les garants.
(Applaudissements)
La cinquième semaine de congés payés, les 39 heures ne peuvent pas non plus subir de recul bien au contraire. Elle prélude à d'autres progrès qu'il nous faut accomplir dans l'aménagement du temps de travail.
Notre haut niveau de protection sociale doit être garanti.
Non, décidément, aucun des acquis sociaux conquis au fil des luttes ouvrières et des avancées dues au gouvernement de gauche ne peut être remis en cause. Bien au contraire, et c'est mon deuxième point, nous devons engager une nouvelle étape sociale.
Le gouvernement accomplît une œuvre considérable et pourtant malgré cette œuvre considérable qui ne ressent l'insatisfaction profonde de nombre de nos concitoyens ?
A l'évidence, les salariés même s'ils ont compris la nécessité de la rigueur, ont le sentiment d'en avoir payé le prix fort et pour tout dire injustement réparti.
Engager une nouvelle étape sociale, c'est confirmer amplifier notre priorité en faveur de l'éducation et de la formation, tant il est vrai que l'inégalité devant le savoir traîne en cortège toutes les autres, alimente les handicaps et génère les exclusions.
Engager une nouvelle étape sociale, c'est veiller à l'égalité professionnelle entre hommes et femmes, faire appliquer les lois Auroux, évoquer cette loi indispensable pour lutter contre les excès de la précarité.

Fondation Jean Jaurès

C’est engager une réforme fiscale qui, progressivement, permette que les revenus du travail cessent d’être plus taxés que les fruits du capital.
C’est affirmer, parce que le pouvoir d’achat est au cœur des revendications des travailleurs, que le nécessaire relèvement du SMIC et des bas salaires est une priorité, qu’une politique salariale plus active doit être menée, notamment par la mise en place de fonds salariaux.
Qui ne sent qu’il faut que notre Congrès s’engage dans cette voie, le veuille avec force et en forge les moyens.
Ceux qui nous font confiance ont parfois le sentiment que nous avons oublié que l’effort de modernisation économique n’a de sens pour nous, Socialistes, que s’il a pour finalité une profonde et juste transformation sociale.
Le moment est venu, parce que nous en avons conquis les moyens, de sortir de ce qui est parfois ressenti comme une certaine frilosité économique.
Rappelons nous le double enseignement de François Mitterrand : l’économie tient le social, impossible de répartir des richesses qui n’existent pas, mais aussi le social tient l’économique, impossible de créer des richesses sans cohésion de la nation.
Troisième axe de mon propos : confirmer notre ancrage à gauche.
En période de Congrès, cela fait banal, je n’ai certes entendu aucune voix dire le contraire et pourtant... A l’évidence, ce qu’il faut appeler "ouverture" a troublé l’électorat de gauche et affaibli notre capacité de mobilisation. De plus, cela n’a eu aucune traduction au niveau parlementaire. Bref, il convient de clarifier.
Notre stratégie à l’exclusion de toute autre doit être le rassemblement de toutes les forces de gauche. Je suis de ceux qui ont la conviction devant les bouleversements rapides et profonds, les mutations à l’Est, que le Parti Communiste, dans un mois, dans un an, sera contraint au changement ; soyons alors prêts à dialoguer avec lui.
Organisons, en nous adressant à toutes ces forces qui se reconnaissent dans la majorité présidentielle, au PC aussi, mais également à tant d’autres, qui sont tout simplement des femmes et des hommes de progrès, de véritables états généraux de la Gauche, permettant la rencontre, le débat, et, pourquoi pas, l’action commune.
Nous devons parallèlement affirmer notre réflexion sur l’écologie.
A l’évidence, le vote vert est souvent un vote de méfiance vis-à-vis de la politique. Un refuge pour certains déçus de la Gauche. C’est aussi un vote positif manifestant l’intérêt croissant d’une partie de la population pour de vraies questions liées à de réelles inquiétudes.
Le Parti Socialiste doit s’impliquer clairement, directement. Comment peut-il être crédible s’il soustraite systématiquement à d’autres que des Socialistes, l’action en ce domaine ?
A l’évidence, ce que nous devons inventer, c’est un nouveau modèle de croissance, sorti du productivisme, qui fût souvent le nôtre, capable tout à la fois de conjuguer un meilleur partage pour les Hommes, avec la préservation de nos équilibres et le respect de la nature.
Il nous faut savoir intégrer l’écologie et l’environnement comme une

Fondation Jean Jaurès

composante essentielle de notre politique économique, industrielle, bref, de considérer l'écologie comme une exigence à confronter aux autres, à l'heure des grands arbitrages, et donc des décisions quotidiennes.
Parce que nous sommes Socialistes, cela doit nous être plus facile qu'aux autres, d'ériger en règle essentielle le respect de tous les équilibres de la vie.
Quatrième point enfin de mon propos : construire un parti uni, fort et solidaire.
Une grande énergie ne se lève que pour un grand but. Nous avons des ambitions claires. Hisser notre stratégie au niveau exigé par la recomposition de la Gauche à l'heure de l'effondrement du Communisme et de la beauté de l'exigence écologique. Affirmer la place et le rôle de la France dans le monde. Faire reculer les inégalités. Bref, réussir le second septennat de François Mitterrand, servir le président, de la République, et non s'en servir.
Pour cristalliser les énergies, pour construire l'avenir, nous avons besoin d'un parti au service du Socialisme proche de la société, et sachant rassembler ce qu'ils enrichissent par leur volonté de transformation, et leur soif jamais assouvie de justice.
Il nous faut redonner à notre Parti son rôle formateur, idéologique, sa capacité de convictions. Il faut faire du Parti Socialiste, un véritable instrument culturel, afin que les valeurs Socialistes soient au cœur de l'identité de notre pays,
Redevenons force de débats, force de propositions. Organisons des Conventions sur les thèmes perçus comme essentiels par les Français.
Surtout devrait être engagée rapidement une vaste réflexion débouchant sur une grande Convention nationale, programmatique, présentant aux Français le projet des Socialistes pour la fin de ce siècle.
Parti de propositions, nous retrouverons, n'en doutons pas le goût des Français, pour beaucoup d'entre eux, pour les adhésions. Sachons parler à leur intelligence. J'ai la conviction que nous ne serons pas déçus.
Un Parti démocratisé, un parti de débats au service des idées plutôt que des destinés, oui telle est l'ambition collective que nous devons nous tracer.
Chers camarades, maintenir les acquis sociaux, engage une nouvelle étape sociale, confirmer notre ancrage à gauche, construire un grand Parti Socialiste, tels sont les objectifs que doit se fixer un système dynamique.
Qu'il me doit permis d'ajouter une condition à cette synthèse générale que nous souhaitons. Un véritable et sincère engagement de solidarité.
Une première synthèse a été réalisée avec nos camarades de "Socialisme et République". Elle n'est pas toujours une rencontre de circonstances…
(Protestations dans la salle)
Elle manifeste notre volonté de créer un courant nouveau de débats et de propositions. Elle est une étape et sur la base de cette première synthèse, nous proposons à tous les Socialistes de se rassembler dans la loyauté.
Mes chers camarades, ce sera ma conclusion...
(Applaudissements)
On a évoqué parfois la constitution de tel ou tel front. Je souhaite que tous les Socialistes, rassemblés, constituent le seul front digne de leur engagement, un front nécessaire, indispensable, vital même, un front combatif, unique entre

l'extrême droite unie contre le racisme, contre la violence. C'est le seul front qui soit digne des Socialistes.
(Applaudissements)
Alors nous, si nous savons nous rassembler dans la volonté du monde fraternel, dont nous rêvons, si nous sommes une force de vie et de générosité, pour le Parti Socialiste, et pour les Français, nous aurons réussi notre Congrès.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Michèle Lindeperg et puis ensuite Josette Durieu.

Michèle Lindeperg
Chers camarades, en tant que déléguée nationale aux droits de l'Homme, je ne voulais pas laisser passer ce Congrès sans évoquer le problème des otages français et sans revenir sur les crimes racistes déjà évoqués hier.
La France, en effet, on l'oublie trop souvent, compte toujours des otages au Moyen-Orient. Jacqueline Valente et ses deux enfants nés en captivité, sont depuis 859 jours, aux mains de leurs geôliers.
Il nous appartient d'entretenir la mémoire de l'opinion publique, car l'oubli est une menace terrible pour ceux qui comptent les jours en captivité.
Il nous appartient aussi d'être aux avant-postes de la lutte contre le racisme.
Saoudi, mortellement blessé à La Ciotat par un policier. Il avait 35 ans. Son meurtrier a été remis en liberté sur décision du juge, contre l'avis du Parquet.
Saïd et Miloud Manou, gravement blessés par un restaurateur à St Florentin. Ils avaient 18 et 20 ans. Saïd est mort. Miloud, s'il s'en tire, restera paralysé.
Rachid Hamlaoui, pour s'être caché, a été massacré par des automobilistes à Roanne. Il avait 18 ans. Les auteurs de cet assassinat sont en prison.
Nous disons tous, chacun de nous, que les lois de notre pays doivent leur être appliquées avec la plus extrême sévérité. Seulement, voilà, la justice est indépendante... c'est très bien... ainsi mais dans les cas qui nous préoccupent, cela n'est pas fait pour nous rassurer pleinement.
Ces trois meurtres sont, chacun le sait, les derniers en date d'une trop longue liste d'exactions à caractère raciste, et on est bien obligé de constater que la justice a presque toujours fait preuve d'une extrême mansuétude, à l'égard de leurs auteurs, tout particulièrement lorsque ceux-ci appartiennent à la police.
Les jurys populaires sont très sensibles à l'air du temps. L'atmosphère délétère qui gangrène sournoisement notre société, sous l'influence pernicieuse des idées complaisamment distillées par l'extrême droite a aussi envahi les prétoires.
C'est pourquoi il faut bien se demander si un pays n'a pas la justice qu'il mérite et si nous ne sommes pas collectivement responsables de cette dégradation.
Peut-on longtemps continuer ainsi ? S'indigner au moment des faits ? Protester contre des actions trop légères ? Puis attendre dans la mauvaise conscience le prochain drame et ressentir à nouveau cette honte tenace ?
Honte pour notre pays dont la réputation de défenseur des droits de l'Homme est mise à mal. Honte pour ces "Dupont-Lajoie" mais néanmoins nos compatriotes. Honte surtout pour une société qui a engendré le plus puissant mouvement

Fondation Jean Jaurès

d'extrême droite raciste et xénophobe de toute l'Europe.
Honte enfin pour chacun d'entre nous, responsables, simples militants, pour ce que nous aurions peut-être dû faire et que nous n'avons pas su mener à bien.
Dans ce domaine, on le sait, la tâche n'est jamais terminée. Même si c'est essentiel, il ne suffit pas que le gouvernement, comme il s'y emploie, accorde des crédits et prenne des mesures en faveur de l'intégration, par l'emploi, la formation, l'école, le logement, des mesures pour combattre les exclusions.
Il faut aussi agir au quotidien dans nos sections, dans nos mairies, nos quartiers, nos écoles, pour faire appliquer ces mesures sur le terrain, pour convaincre, argumenter, pour mettre en place des structures locales qui favorisent l'intégration, pour rendre enfin possible ce droit de vote pour les étrangers, que nous souhaitons depuis longtemps, sans pour autant provoquer une dangereuse fracture dans le corps social.
Alors je souhaite que nous réussissions au cours de ce Congrès, à nous fixer des objectifs clairement perceptibles par la population, dont les tous premiers pourraient être la lutte contre le racisme, et les idéologies d'exclusion.
Des instruments existent déjà dans le Parti ; des travaux sont en cours. Il s'agirait d'en faire une priorité et de mobiliser nos sections à travers, entre autres, une Convention sur le thème "exclure l'exclusion". Et l'idée pernicieuse qu'après tout les bons scores du Front National en affaiblissant la Droite, nous rendent quelques menus services, ne doit pas avoir court parmi nous. Ce n'est sans doute pas le cas, je l'espère car de dérisoires petits profits à court terme risqueraient d'hypothéquer gravement l'avenir.
Le Front National est une arme absolue. C'est à ce combat là qu'il nous faut nous atteler dans les jours qui viennent.

Le président - La parole est à Josette Durieu pour 6 minutes après quoi nous entendrons Bernard Derosier.

Josette Durieu
Chers camarades, les militants de ce Parti ont voté pour ce Congrès, et certains Français ont voté dimanche dernier à Sarcelles.
Je pense qu'il faut en toute sérénité tirer la leçon positive de ces deux scrutins.
Scrutin interne, je crois qu'il est inutile de se crisper. Je pense qu'il est inutile de nier certaines évidences. Je crois qu'il est inutile d'esquiver et qu'il est dommage d'essayer de mettre en place certaines stratégies d'encerclement.
On ne réglera pas les problèmes qui se posent. Je pense que ce vote interne dans un débat qui n'a pas été mal engagé, mais par rapport à une motion, la motion "Egalité" qui a sûrement dérangé, je crois que de ce résultat, de ce vote, il faut tirer au moins un enseignement, à savoir que s'est exprimée une volonté de changement, ou au moins un avertissement et il est peut-être sévère.
On a parlé d'ambitions dans ce Parti. Il ne faudrait pas maintenant que les dépits individuels l'emportent sur l'intérêt général d'abord, sur la cohérence d'ensemble et sur le sens politique tout court.
Certaines motions ont leurs racines à Metz, et l'axe mitterrandiste avait et doit

Fondation Jean Jaurès

avoir toujours un contenu politique.
On peut toujours changer des alliances. On peut: toujours renverser des alliances. On peut casser des alliances, voire des tabous, voir des talismans, mais ce dont on a besoin, c'est de se concerter - tant pour les militants que pour les Français - le sentiment que nous avons toujours des motivations politiques et même des convictions.
Sarcelles, dimanche dernier, a connu une élection qui n'a peut-être pas valeur de test.
A cette occasion, je dis à Dominique Strauss-Kahn, que nous souhaitons tous sans doute sa victoire dimanche prochain.
Cette élection si elle na pas valeur de test, tout au moins elle nous donne un certain nombre d'indications.
L'abstention est toujours forte et le Front National confirme son implantation en milieu populaire. Toutes les partielles, ces derniers mois, ont mis en évidence les mêmes évidences.
La première : la Gauche flanche.
La seconde : la Droite stagne.
La troisième : le Front National grignote lentement un électorat déboussolé qui cherche des repères.
Il est probablement inutile d'exagérer la portée de ces résultats, mais il est impossible de banaliser le fait de renoncer et d'accepter que dans notre pays aujourd'hui, le Front National c'est déjà un pré carré de 10%. Alors redoutons qu'il y ait d'autres "Sarcelles" !
Il faut absolument regarder en face les progrès de l'extrême droite. Il faut, et c'est la mission du Parti Socialiste, engager la lutte contre l'extrême droite, et c'est une priorité, c'est un combat mobilisateur, notamment pour notre jeunesse.
Il faut pour notre démocratie, il faut pour notre Parti, il faut pour notre pays, évacuer au plus vite ces deux fléaux qui l'affaiblissent, la dérive extrémiste et l'indifférence électorale.
Ce Congrès aujourd'hui ne doit pas être détourné de ses objectifs. Il en avait deux et il en a toujours deux : rénover le Parti, redresser la politique du gouvernement.
Rénover le Parti, oui. Oui, il faut d'autres méthodes, oui, il faut probablement d'autres ambitions, oui, il faut probablement aussi d'autres hommes, et la question que nous avons à nous poser aujourd'hui, c'est celle-ci : qui est le plus capable de donner au Parti Socialiste le second souffle nécessaire pour gagner les législatives de 1993 et éviter à François Mitterrand une nouvelle cohabitation ?
Il faut redresser la politique du gouvernement. Je pense que nous ne pouvons plus fonctionner au gré des sondages, mais que nous devons prendre en compte les résultats des votes tant internes qu'externes. Ces deux scrutins nous révèlent les orientations à suivre.
Il faut bien poser la question aujourd'hui : devons-nous continuer à soutenir, à approuver, voire à légitimer la politique que nous menons ?
L'enjeu, pour les Socialistes, c'est de réduire les inégalités. L'enjeu, pour les

Fondation Jean-Jaurès

Socialistes, c'est tout simplement de reprendre à leur compte ce slogan qui a été le leur, "changer la vie".
J'ai cru comprendre qu'en 1991 Michel Rocard avait décidé de faire de cette année l'année de la justice. Justice, égalité, je pense que ce sont deux valeurs, deux objectifs sur lesquels on peut faire une synthèse.
C'est ce que souhaitent les militants, et c'est ce qu'attendent probablement les Français.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Bernard Derosier, je vous donne deux informations, mes camarades.
Tout d'abord, les délégués de la motion 6 se réunissent immédiatement après cette séance dans la salle de Commission n° 2.
Deuxième information, à 14 heures 15, salle de Commission n° 1, il y a une réunion Femmes.
Je donne la parole à Bernard Derosier pour huit minutes.

Bernard Derosier
Chers amis, chers camarades, dans un Congrès où les problèmes de personnes ont joué davantage que les débats d'idées, devant un Congrès où les couloirs semblent avoir plus d'importance que la tribune où je m'exprime en ce moment, je voudrais faire deux propositions et un commentaire.
Une proposition relative au fonctionnement du Parti, une proposition sur le fonctionnement de nos institutions, je veux dire l'Assemblée Nationale, un commentaire sur une dimension non négligeable de l'action des Socialistes aujourd'hui, je veux dire la décentralisation.
Sur le Parti, je crois que nous serons tous d'accord pour reconnaître qu'en 1986 nous n'avons pas réellement trouvé le point d'équilibre dans les relations à établir entre le gouvernement dirigé par un Socialiste, les groupes parlementaires Socialistes et le Parti Socialiste.
Nous voulons un parti de gouvernement, et nous voulons en même temps un parti de transformation de la société.
Certes, les gens se voient, les Premiers secrétaires, le Premier Ministre, les présidents des groupes à l'Assemblée et au Sénat se rencontrent, ils se rencontrent quand il y a des problèmes à régler, ils se rencontrent quand ils ne savent pas où prendre leur petit déjeuner.
Mais, chers camarades, pourquoi n'irions-nous pas vers une institutionnalisation de cette instance de concertation qui à ce jour n'est pas systématique ?
Nous pouvons le faire, nous pouvons le faire sans modifier les statuts, nous pouvons le faire sans modifier le règlement de notre Parti. D'ailleurs, nous savons le faire, puisque lorsqu'il y a des élections présidentielles, lorsqu'il y a des élections européennes, le candidat sait s'entourer d'un conseil politique qui vient faire la liaison avec le Parti et avec d'autres instruments, d'autres militants, d'autres responsables en dehors du Parti.
Eh bien je propose que ce conseil politique soit institutionnalisé et que la

Fondation Jean-Jaurès

direction du Parti demain, autour du premier secrétaire, décide de réunir régulièrement des représentants du Parti, des représentants du gouvernement et des représentants des groupes à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Ce serait en quelque sorte un complément de ce Conseil de coordination que proposait hier le premier secrétaire.
Sur le fonctionnement des institutions, et plus précisément le fonctionnement de l'Assemblée Nationale que je connais mieux que celui du Sénat, je voudrais dire qu'à un moment où le déficit démocratique, pour reprendre l'expression à la mode, fait apparaître des insatisfactions du côté du Parlement européen, et où il semble nécessaire de renforcer les pouvoirs des députés européens, mais face aussi à la Commission - et je demande à notre camarade Jacques Delors de ne pas m'en vouloir de considérer qu'il est nécessaire qu'il y ait un contrôle politique des décisions de la Commission - je pense que l'Assemblée Nationale doit également voir son fonctionnement optimisé grâce à une refonte du travail parlementaire.
André Billardon, notre président de ce matin, est investi d'un pouvoir, d'une responsabilité par le président de l'Assemblée Nationale, Laurent Fabius. Je pense qu'il faut agir notamment pour faire en sorte que ce qu'a exprimé le président de l'Assemblée Nationale Laurent Fabius, à savoir sa volonté d'améliorer le travail parlementaire, devienne une réalité. Et pourtant, force nous est de constater session après session que ce travail parlementaire ne s'améliore pas, mais au contraire qu'il a tendance à contribuer à la dévalorisation de la notion parlementaire. Et là on peut aussi faire quelque chose sans modification constitutionnelle, en s'inspirant tout simplement de ce qui se fait dans les Parlements de nos voisins européens, en Grande Bretagne, en Belgique, par exemple, où le vote des députés est obligatoire.
Il suffirait donc tout simplement de supprimer le vote par clé qui rend possible pour un seul député de voter en lieu et place de tout son groupe.
Donner plus de vigueur à l'Assemblée Nationale, telle est l'une des idées développées dans la motion 5, mon cher André. Je suis sûr que toi-même et le président de l'Assemblée Nationale vous faites un devoir de traduire dans les faits les idées qu'il y a dans le texte de militant que vous avez signé.
Sur le plan des institutions, je crois aussi qu'il est nécessaire de tenir compte de l'évolution de la situation en matière de décentralisation. Les élus locaux sont devenus des praticiens de la décentralisation. Celle-ci est perçue différemment selon que l'on soit majoritaire ou minoritaire dans une ville, dans un département, dans une région, et je comprends les difficultés de camarades minoritaires devant un maire, un président de Conseil général ou un président de Conseil régional entreprenant ou autocrate.
Cela dit, il ne faudrait pas que le gouvernement Socialiste cède aux sirènes qui l'appellent à renforcer le pouvoir des préfets et le pouvoir central.
Un débat est instauré depuis plusieurs mois. Il concerne les différents niveaux d'administration locale. Un autre se fait jour, pouvant laisser craindre certaines tendances jacobines qui replongeraient notre pays dans un carcan centralisateur que l'on croyait à jamais maîtrisé.

Or le débat est là, chers camarades, il ne pourra se résoudre qu'en étroite liaison avec l'ensemble des élus Socialistes, majoritaires et minoritaires. Nous devons mettre en œuvre une politique claire et définie qui œuvre pour un meilleur quotidien de chacune et de chacun.
Oui à des identités géographiques plus grandes qui deviendront des partenaires à part égale avec les régions de nos partenaires européens; oui à un renforcement de la coopération intercommunale, oui à des mesures permettant d'optimiser la décentralisation. Oui à un pouvoir exécutif des collectivités territoriales qui trouve sa légitimité acquise au fond des urnes. Oui à l'échelon départemental qui constitue un cadre d'avenir pour l'action publique en se situant à un niveau opportun nécessaire pour établir un réseau de solidarité au sein de notre société.
La consolidation, la relance de la décentralisation figurent dans la motion qu'a signée et défendue notre camarade Pierre Joxe. Je suis sûr que le ministre de l'Intérieur qu'il est aura à cœur de mettre en pratique les idées du militant qu'il est également.
Oui, mes camarades, ces chantiers qui s'ouvrent devant nous sont énormes, et notre Parti, nos militants auront tout à gagner. Le chemin est encore long, mais nous devons nous donner les moyens de notre ambition.
Il nous appartient, à nous, Socialistes, d'être les bâtisseurs de demain pour une France plus forte, plus solidaire, plus moderne, une France qui gagne son avenir.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Bernard.
Mes chers camarades, nous allons maintenant suspendre nos travaux. J'indique que le Bureau du Congrès se réunit immédiatement à la tribune, et que nous reprendrons nos travaux à 15 heures précises, j'insiste, 15 heures précises.
Merci et bon appétit.

Parti Socialiste
10ème Congrès
Rennes 15, 16, 17 et 18 mars 1990

Séance du vendredi 16 mars 1990 (après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Jean-Marc Ayrault.

Le président (Jean-Marc Ayrault)
Chers camarades, je vous demande de prendre place et de vous installer, nous allons ouvrir la séance de cet après-midi.
Le premier orateur inscrit pour cet après-midi est Georges Garot, pour cinq minutes.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Georges Garot

Mes chers camarades, au moment où l'on constate que le champ de doctrine du Parti s'est révélé à la faveur de l'exercice du pouvoir depuis 1981, comment l'opinion pourrait-elle comprendre que nos préoccupations restent centrées essentiellement sur des positions de pouvoir interne ?

Sans doute, en réponse à cette préoccupation, le secteur de l'agriculture et du monde rural a-t-il ouvert une voie à suivre puisque, après un long débat, une contribution de synthèse dont je me félicite a été signée par l'ensemble des sensibilités du Parti sur le thème : agriculture, environnement et monde rural.

Ainsi, le secteur des campagnes doit-il abandonner tout complexe et chercher à prendre toute sa place au sein de notre organisation politique.

En effet, comment ne pas être présent dans la Direction nationale, dans les Directions régionales, fédérales, en tant que secteur, alors que sur tous les grands problèmes de l'époque nous sommes concernés : Europe de l'Est, tiers-monde, GATT, environnement, équilibre de la balance commerciale, aménagement de l'espace ?

Comment ne pas être organisé en un puissant secteur au moment où le PS entend se donner l'ambition de gagner 1993 et 1995 et où l'électoral rural potentiel existe à un niveau non négligeable ?

Aussi, mes camarades, aux militants et aux élus ruraux je voudrais dire : soyez présents, revendiquez la reconnaissance de la place de votre secteur dans vos fédérations, ne craignez pas de l'assumer avec le souci d'un travail commun entre vous, militants et élus.

Beaucoup de mutations, beaucoup de bouleversements surviennent autour de nous. Récemment, les événements des pays de l'Est ont provoqué à la fois des soulagements et des interrogations. Si le chemin est tracé par François Mitterrand au plan des structures de l'Europe à mettre en place, il reste qu'un effort devra être fait pour établir des relations entre les peuples, à l'instar des échanges franco-allemands qui ont été organisés dans les années 60. Et comme les problèmes d'autosuffisance alimentaire, de croissance maîtrisée, d'équilibre ville-campagne sont posés, il va de soi que notre secteur agricole et rural du PS doit prendre toute sa place dans le développement de ces relations, sans oublier, bien entendu, qu'un même effort doit être fait en direction du Maghreb et des pays du tiers-monde qui appellent de notre part le même engagement en faveur de leur développement et de l'affirmation de leur place sur la scène internationale.

Dans cette optique, notre gouvernement et la CEE, dans le cadre des négociations du GATT qui doivent se conclure cette année, doivent prendre garde de ne pas succomber aux sirènes du libéralisme.

Considérer le marché est logique, ne voir que la régulation par la loi de l'offre et de la demande est insoutenable.

Reconnaissons, de ce point de vue, que notre principe de l'économie mixte en France a besoin d'être approfondi si l'on entend qu'il devienne un système de référence international, à l'heure où sonne la faillite du capitalisme d'Etat et s'exprime l'ambition des libéraux sur le plan mondial.

Fondation Jean Jaurès

Reconnaissons que la démonstration d'une modernisation économique et sociale équilibrée, que l'instauration de la démocratie économique ne sont pas encore évidentes en France et qu'en conséquence il est temps de procéder à une accélération des réformes dans ces domaines...

Le président - Georges, tu n'as plus qu'une minute. Je te demande d'aller vers ta conclusion.

Georges Garot - J'aurais voulu, mes chers camarades, parler de l'environnement pour dire qu'il faut faire des distinctions.
Nous sommes en Bretagne. Nous savons quels problèmes cela pose. Mais tous les paysans ne sont pas des pollueurs et ajoutons que la plupart souhaiteraient ne pas l'être !
En conséquence, la décennie qui s'ouvre doit être celle, pour l'agriculture, d'un nouveau mode de production. Il faut concilier la performance économique et le respect des équilibres idéologiques.
Je voudrais ajouter que, comme il y a en France l'enjeu de la ville, il y a aussi l'enjeu de la campagne. Dans certaines régions, il se caractérise par l'obligation de savoir occuper l'espace autrement qu'en l'abandonnant à la friche, de savoir faire barrage à la désertification, de savoir entretenir la nature afin qu'elle continue d'être accueillante pour le bien de tous.
Mais partout, l'enjeu de la campagne, c'est l'enjeu du développement économique, social, culturel, avec en toile de fond le maintien et la création d'emplois, leur répartition géographique.
Nous savons qu'il ne peut pas y avoir aujourd'hui de développement sans mobilisation des énergies locales, sans partenariat entre les collectivités publiques et les acteurs économiques et sociaux, sans l'animation culturelle et la priorité à la formation, sans programmation des interventions publiques.
Dans notre contribution, nous avons écrit que la croissance retrouvée doit aussi emprunter les routes départementales. Il me semble que cette préoccupation doit être celle de tous les Socialistes.
Quoi qu'il en soit, la recherche d'un nouvel équilibre entre économie et écologie doit être approfondie, comme on doit approfondir le rapport ville-campagne en termes généraux et dans la perspective d'une complémentarité et d'une solidarité plus grandes.
Plus encore qu'hier, me semble-t-il, le PS a besoin de conforter son action en direction du développement du monde rural.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Georges Garot.
La parole est à Jean Crusol, et ensuite à Christian Pierret.
Jean Crusol, tu as la parole pour cinq minutes.

Fondation Jean Jaurès

Jean Crusol

Chers camarades, chers amis, je vous adresse le salut fraternel des Socialistes guadeloupéens qui, comme vous... (applaudissements)... ont participé au débat engagé dans le cadre de ce Congrès qui nous permet de nous retrouver ici, à Rennes.

Nous sommes en Confédération et, de ce fait, les mêmes sensibilités sont apparues, avec toutefois une originalité : l'expression de notre identité qui, lors du Congrès fédéral de Petit-Bourg, a permis un débat clair et net concernant notre avenir.

Nous avons aussi discuté du fonctionnement de notre Parti qui, au plan national, suscite des interrogations, avec comme souci légitime une redynamisation et une meilleure implantation populaire.

Depuis le Congrès de Metz, nos Congrès étaient devenus administratifs, même si, de temps à autre, une motion venait déranger - si peu.. - l'unanimisme de façade qui, au fil des années, au lieu de resserrer les liens entre les militants, a provoqué leur exaspération. La parole leur avait été confisquée par la Droite. La Gauche Socialiste avait su mettre à la disposition des collectivités et des populations de l'Outre-mer un outil précieux pour la démocratie : la décentralisation. La décentralisation est un atout indispensable pour assouvir notre quête d'identité, elle est une voix originale entre l'indépendance pure et simple et un centralisme qui a fait de nous des assistés.

Mais chers camarades, au plan du Parti nous avons oublié les enseignements qui avaient permis le fondement du Parti Socialiste d'Epinay, le débat d'idées. Par les fonctions de leaders que nos dirigeants veulent amener à remplir le débat d'idées laissa la place au débat sur les hommes, en faisant des militants des soldats à la solde de tels ou tels responsables.

(Applaudissements)

Responsables qui surent toujours préserver une solidarité dans leur intérêt, malgré les querelles de famille auxquelles nous assistons maintenant : faire une centralisation et en même temps rendre le Parti des militants inapte à remplir ses fonctions, c'est-à-dire être le lieu privilégié de la réflexion et du débat, en un mot faire la politique, voilà ce qui aujourd'hui est la contradiction que nous devons résoudre ici, comme là-bas, sous peine de laisser aux uns la gestion, et aux autres le pot de colle.

Il est donc nécessaire de revenir au débat, à la confrontation des idées. Notre originalité a toujours résidé dans la diversité de nos sensibilités qui ont fait du Parti Socialiste, un parti éminemment démocratique où toutes les opinions, tous les rêves pouvaient s'exprimer.

Aujourd'hui, le centralisme démocratique des Partis Communistes a vécu et à droite, certains découvrent la nécessité pour un parti de s'organiser en courants de pensée.

Et nous, nous avons oublié nos traditions et avons épousé des thèses monolithiques faisant de l'appareil du Parti des "godillots", des "béni-oui-oui", abdiquant toute volonté politique, à tel point, chers camarades, qu'il faut ici un Président de la République, pour relancer le débat sur les inégalités, en

Fondation Jean Jaurès

Guadeloupe un président du Conseil général pour relancer le débat sur le développement économique. Nous sommes devenus le Parti Socialiste du haut, le Parti Socialiste de base étant ignoré à cause du disfonctionnement ou le manquement de responsabilité de ses dirigeants.
L'absence de débats de fond conduit les militants à ne s'intéresser qu'aux rivalités politiciennes et à en être les jouets.
Les nouveaux adhérents sont vite rejetés car au lieu de former des militants au débat idéologique, toujours nécessaire, nous les décourageons, au lieu de se politiser ils se dépolitisent et nous quittent en devenant les porte paroles actifs des déçus du Socialisme.
Il faut que nous parlions "Socialisme" dans nos sections, il faut qu'elles soient le lieu d'une réflexion collective et fraternelle ; une véritable unité qui ne peut être que le fruit d'un débat véritable.
Trop souvent une ligne de pensée revient soutenir un homme au lieu de soutenir le Parti.
(Applaudissements)

Le président - Il te reste une minute pour conclure.

Jean Crusol - Aucune tendance ne peut prétendre détenir la vérité car les hommes passent, et seul l'idéal doit rester.
En Guadeloupe, comme ici, les Socialistes doivent débattre de leur projet et de leur objectif et de leur valeur. Nous devons débattre entre nous mais si au cours de ces dernières années, des débats ont lieu à chaque fois le Parti a été à la remorque de ces mouvements.
Trop souvent, ici comme en Guadeloupe, ils se sont organisés ailleurs, dans les clubs ou associations, qu ont de toute évidence leur place dans la vie politique mais ne doivent, en aucune manière, être le palliatif aux carences de nos structures.
Il en va de la crédibilité même de notre Parti. S'il se révèle inapte à organiser son débat interne, ce débat peut et doit s'organiser à travers les courants de pensée. En fonction de chaque sensibilité, chaque militant a la responsabilité d'enrichir les débats par ses interventions. Il ne s'agit pas de juxtaposer les propositions. Un projet doit être la convergence d'opinions si plusieurs projets se concurrencent.
Chers camarades, ensemble, nous mènerons le combat pour la défense des valeurs, qui sont les nôtres dans le respect de chacun, dans le respect des Socialistes guadeloupéens. Chers camarades, les Socialistes guadeloupéens sont à vos côtés, comptent sur votre solidarité pour nous permettre d'aller à l'idéal et de comprendre le réel.
(Applaudissements)

Le président - Merci à notre camarade Jean Crusol. La parole est à Christian Pierret.
(Vifs applaudissements)

Contribution Jean-Jaurès

Christian Pierret

Chers camarades, voilà près d'une décennie que nous sommes aux commandes du pays pour transformer notre Parti. Beaucoup a déjà été fait, la décentralisation, les avancées pour une nouvelle citoyenneté dans la vie économique, dans l'entreprise, les progrès de l'Europe économique et politique, sous l'impulsion de François Mitterrand, la coopération avec les pays sous-développés, les lancements de technologies nouvelles, dans le domaine spatial, dans le domaine des transports, la démocratisation de l'audiovisuel, le renforcement du Franc avec la lutte contre l'inflation, etc.

Oui, camarades, les gouvernements Socialistes de Pierre Mauroy, Laurent Fabius, et aujourd'hui de Michel Rocard ont beaucoup, beaucoup fait, beaucoup travaillé à la justice sociale, à la modernisation du pays... (réactions dans la salle), à la démocratisation de la vie sociale et politique.

Ne soyons donc pas, au cours de ce Congrès, frileux, soyons fiers de l'œuvre collective des Socialistes au gouvernement et au Parlement.

Voici des premiers succès qui en appellent beaucoup d'autres, mais si nous avons commencé à changer le pays, sommes-nous sûrs d'avoir suffisamment changé la vie quotidienne des Français et des Françaises ?

Sommes-nous sûrs d'avoir, au cours des dernières années, contribué à construire, puis à améliorer l'instrument politique indispensable à ce changement de la vie de nos compatriotes ?

Avançons-nous dans la voie d'un grand Parti de transformation sociale dont nous avons tant besoin pour que la satisfaction globale des Français, qui s'expriment par exemple aujourd'hui de manière positive dans les sondages, vis-à-vis de ce que nous faisons, se mue demain, et de plus en plus vite en véritable adhésion active, créative, de tout le corps social ?

Pour entraîner avec nous, pour aller plus loin dans les réformes de notre société, il nous faut un parti rénové, ouvert, qui sache recréer l'enthousiasme, qui était le nôtre aux côtés de François Mitterrand, au tout lendemain du Congrès d'Epinay, l'enthousiasme qui était si fort et si prometteur lorsqu'en janvier 1981 nous avons désigné François Mitterrand pour qu'il porte nos espoirs jusqu'à l'Elysée.

Aujourd'hui encore, hélas, le dualisme de la société française n'est pas devant nous, il existe encore face à l'emploi, face à l'habitat, face au cadre de vie, face à la santé, face à la culture, les chances de chacun ne sont pas encore les mêmes.

Malgré notre volonté politique le résultat est là, nous parvenons de plus en plus difficilement à attirer sur notre bilan les espoirs et les énergies. Beaucoup d'intellectuels se désintéressent de notre action, il n'y a plus de véritable quotidien de gauche, combien de militants nous ont quittés depuis des années, notre audience auprès des jeunes a diminué, nous ne sommes plus dans les zones déshéritées du monde rural, dans les banlieues marginalisées, nous ne sommes plus vraiment une référence ou un port d'attache...

(Applaudissements)

Nous devons, camarades, réagir, car les grands chantiers du quotidien restent devant notre Parti, à peine entamés, souvent mal engagés, quelque fois pas

même entrepris.
Que propose notre Parti, quelle campagne a organisée notre Parti (applaudissements), sur les grands problèmes d'aujourd'hui ? Sur les problèmes de l'Ecole qui reste un milieu de reproduction des inégalités, sur les conditions d'enseignement dans les universités, sur le travail alors que le monde du travail isole de plus en plus les travailleurs précaires, et les autres qui ont seuls accès aux carrières, à la formation, sur la culture ou l'inégalité toujours de plus en plus vive, sur la santé, et la protection sociale, sur le rôle de l'hôpital public, sur tous ces sujets nous avons besoin d'un parti à l'offensive pour expliquer, pour entraîner l'adhésion des Françaises et des Français sur une politique de transformation sociale.
Il faut faire aujourd'hui de ces problèmes et de ces questions les réelles priorités de notre politique, les nouveaux champs d'action de notre Parti. Le gouvernement, les élus, ont pour cela besoin de nous tous, les militants, parce que, nous, les militants, nous sommes les témoins de la ville, parce que sans notre engagement sur le terrain, l'état d'esprit de nos villes ne changera pas, parce que nous savons mieux que d'autres ce qu'il faut faire pour changer le cadre de vie, pour mettre en œuvre l'égalité partout dans la société française, parce que nous voulons tous, quels que soient les textes auxquels nous nous référons, construire un grand parti de masse moderne, présent dans la ville, actif, pour impulser, soutenir, infléchir le changement qu'organise le gouvernement, notre gouvernement.
Il faut que le Parti redevienne le fer de lance. C'est une machine aujourd'hui parfois trop bureaucratique, qui manque de dynamisme. Il faut qu'elle ose prévoir, proposer, appuyer avec originalité, liberté et audace, l'action du gouvernement.
Comment ne pas avoir déçu dans ce que nous venons de vivre, comment ne pas avoir déçu dans ces conditions ce creuset de femmes et d'hommes engagés que demeure profondément notre Parti.
Les militants doivent être l'aiguillon de ce nouveau tournant, prendre la parole comme nous l'avons fait pour préparer ce Congrès, nous exprimer, choisir. Seul, un parti de masse démocratique réellement transparent, fier de sa diversité, novateur, peut mettre en œuvre une démocratie concrète, celle de nos valeurs, à nous, Socialistes, la démocratie par la liberté, l'égalité par la solidarité, le partage par la croissance.
Il nous faut pour tout cela, camarades, un parti uni, un parti qui revive tout d'abord l'unité des mitterrandistes, sur une même conception... (applaudissements)... ouverte, fraternelle, dynamique, de notre Parti.
Il nous faut renouer avec le Parti d'Epinay, qui était et qui doit devenir la force de renouvellement dans l'esprit de rassemblement de tous les Socialistes et dans l'esprit de synthèse entre tous ceux qui en forment les forces vives. Un Parti uni autour de l'unité mitterrandiste, un parti uni autour de toutes ses composantes, pour demain rassembler les Français, autour de la transformation de notre pays dans la justice sociale, et puis un parti, mes camarades, ne l'oublions jamais, uni pour offrir au pays et à François Mitterrand la victoire des Socialistes en 1993 !

Fondation Jean Jaurès

(Vifs applaudissements)

Le président - Merci, Christian Pierret.
La parole est à Marie-Noëlle Lienemann, pour dix minutes.
(mouvements divers)
Marie-Noëlle, je suis désolé pour toi, mais tu le savais, donc tu le comprendras. Nous souhaitons la bienvenue à notre camarade Michel Rocard, Premier Ministre, accueilli par Pierre Mauroy.
(Vifs applaudissements, mouvements divers)
Chers camarades, je suis désolé, les informations qu'on m'a donné étaient inexactes. C'est un ancien Premier Ministre
(mouvements divers)
Chers camarades, bienvenue à tous ceux qui participent au Congrès, bienvenue à tous les délégués du Parti Socialiste. Manifestons aussi notre fraternité et notre amitié entre nous.
La parole est à Marie-Noëlle Lienemann.

Marie-Noëlle Lienemann
Chers camarades, que de passion ! Que de passion ! Et je regrette que mes propos nous ramènent à des réalités un peu plus dures. Je partirai de trois constatations qui, je pense, feront l'unanimité.
Les abstentions ne cessent de s'accroître dans notre pays. Le vote du Front National, lui, ne cesse de s'accroître, et le vote écologiste s'installe durablement dans notre paysage politique français.
Cette situation électorale témoigne d'un malaise. Les bons résultats des sondages ne doivent pas nous installer sur un nuage rose. Réfléchissons ensemble aux raisons de ce malaise. Tel doit être l'objet de notre Congrès. Pour ma part, je vois deux raisons fondamentales...
(Brouhaha)

Le président - Marie-Noëlle, tu permets ? Je voudrais quand même m'adresser à vous tous, chers camarades. Dieu sait que nous aimons nos dirigeants, que nous avons parfois tendance à nous laisser aller au vedettariat, mais tout le monde a droit à la même attention. Marie-Noëlle, tu as la parole.
(Vifs applaudissements)

Marie-Noëlle Lienemann - Chers camarades, dans les raisons de notre malaise électoral, je pense qu'il y a deux grandes raisons.
La première est que nous n'avons plus de repères très lisibles, nous manquons d'un bon projet mobilisateur. Nous sommes comme si nous étions à bout de souffle du Socialisme qui a fait notre victoire et qui a fait toutes ces années après mai 68.
Il nous faut donc redéfinir ensemble un projet, un projet à l'échelle de notre pays, mais au-delà, à l'échelle de l'Europe et de la planète, car notre message est fondamentalement internationalistes.

Fondation Jean-Jaurès

C’est pourquoi nous ne ferons pas l’économie d’une réflexion sur le mode de développement qui doit nous conduire dans cette fin de 20ème siècle pour préparer l’avenir.
La deuxième raison du malaise électoral est sans doute à rechercher entre le grand décalage qu’il y a entre nos déclarations et le vécu de nos concitoyens sur le terrain.
Ce n’est pas le problème de tel ou tel leader qui serait tiède, fade ou mensonger. C’est simplement que nous n’avons pas su répondre à la crise politique de ces années, en particulier parce que nous avons négligé qu’une question fondamentale qui se posait à nous était bien celle des inégalités.
Dix ans de Président de la République de gauche, et les inégalités se sont accrues. Ne cherchons pas de bouc émissaire dans nos rangs. La question est plus fondamentale. Pour ma part, je suis convaincue qu’aucune lutte durable contre les inégalités ne saura se faire sans une véritable redistribution du pouvoir dans notre société.
Voilà bien les deux messages que je souhaitais essayer de développer à travers la motion que nous avons déposée.
Parlons un instant du mode de développement.
Nous serions tous devenus écologistes, mes chers camarades. Je crains que nous n’en ayons pas le compte, car finalement, il ne suffit pas d’une couche de peinture verte sur nos vieux projets, il ne suffit pas de quelques espaces verts et de petits oiseaux que l’on ajoute au milieu de nos anciens discours pour pouvoir prendre en compte la mesure de la question écologiste.
L’essentiel est de rompre avec cette vision productiviste qui a prévalu tant à gauche qu’à droite. Bien sûr, le capitalisme a porté plus fort encore cette idée du productivisme, mais nous-mêmes, à gauche, avons-nous su prendre la mesure des risques qu’il faisait peser tant à la planète qu’à l’humanité ?
L’exemple du nucléaire est frappant. Un discours pro nucléaire, béni-oui-oui, à l’Assemblée Nationale, et quinze jours après, on est obligé de dire qu’on ne pourra pas stocker les déchets parce que la population s’y oppose.
On est obligé de constater qu’un rapport nous a été caché qui montre que notre système nucléaire n’est pas fiable, qu’il pose de gros problèmes...
(Applaudissements)
Nous sommes les seuls Socialistes en Europe à continuer ce discours lénifiant sur le nucléaire. Ne croyez pas que vous ferez l’économie d’une remise en cause de cette politique-1â. Nous découvrons enfin que l’eau est polluée par les nitrates. Voilà des années que certains dans le Parti souhaitent une nouvelle politique de l’eau et une loi sur l’eau et nous n’avons pas encore vu tous les problèmes. Chaque fois qu’il y a un mètre de bitume construit dans nos villes, c’est une pollution de nitro-carbure de l’eau qui s’installe durablement.
Ce ne sont pas des petites réformettes, ce ne sont pas simplement quelques lignes supplémentaires dans les discours qui nous permettront de prendre en compte le défi fondamental qu’est celui de l’écologie et le Parti Socialiste doit enfin ouvrir une nouvelle ère, celle de l’éco-Socialisme.
Le deuxième thème qui doit être développé est celui de l’équilibre de la planète.

Fondation Jean-Jaurès

Nous pouvons, là aussi, faire de grands discours sur les droits de l'Homme, mais nous ne continuerons pas durablement la politique africaine de compromis... (mouvements divers)... avec des dirigeants et des gouvernements qui ne consacrent pas l'argent au développement mais pour installer durablement leur pouvoir et leur administration.
Alors, oui, il faut rediscuter de la politique de la France dans ce domaine, car il n'est pas de sujet tabou. Il ne faut pas que demain, comme avec Ceausescu, nous ayons honte de la politique que nous avons menée quand les peuples se lèveront dans ces pays là aussi.
(Applaudissements)
Il faut remettre en cause notre mode de développement. Il me parait aussi tout à fait essentiel de rediscuter effectivement de cette question du plan et du marché, car plus généralement ne croyez-vous pas chers camarades qu'en ayant accepté le principe du marché, ce qui était nécessaire, nous avons fait la part trop belle à l'argent roi, au veau d'or ? Voulons-nous une société où pour se rencontrer, pour se marier, pour pouvoir avoir des loisirs il faudra toujours de l'argent, toujours plus d'argent ?
Voulons-nous d'une télévision qui continue à être réglée sur l'audimat ? Vous allez me dire, chers camarades : tu es utopique. Mais je vous dis de regarder autour de nous. Les camarades Socialistes allemands sont en train de réfléchir à une idée qui mérite largement d'être débattue dans nos rangs peut-être autant que les querelles de personnes.
Oui, il faut faire naître une économie sociale de marché, c'est-à-dire rompre avec cette idée que la sphère marchande organise tout de la vie du citoyen, tout de la société. Oui, au marché, mais pas partout et toujours !
(Applaudissements)
Le deuxième thème que nous avons souhaité développer est celui de la redistribution du pouvoir.
Personne ne peut négliger l'indispensable redistribution des richesses. Mais quand on constate que dans l'entreprise automobile française le salaire d'un ouvrier est une fois et demi inférieur à celui de l'ouvrier allemand, on peut s'interroger sur les raisons. Notre industrie est tout aussi dynamique, tout aussi productive. Simplement, depuis des années et des années, les Socialistes allemands se sont battus pour la codétermination de l'entreprise, celle qui permet des négociations durables, car oui, la social-démocratie, ce n'est pas une image molle, ce n'est pas du radical-socialisme rampant, c'est l'acceptation du pouvoir ouvrier, du pouvoir salarié dans l'entreprise, qui est à égalité, au moins sur une décision essentielle, avec le pouvoir des patrons.
(Applaudissements)
Ce n'est pas une image tiède d'un Socialisme qui serait devenu frileux et rampant.
Et donc, mes chers camarades, puisque notre message, notre projet désormais ne pourra pas être simplement français, peut-être faut-il avancer plus vite et plus loin que nous l'avions fait avec les lois Auroux vers la codétermination.
On pourrait parler aussi du partage du travail. Que de textes sur le partage du

Fondation Jean Jaurès

travail ! Que de bonnes ambitions affirmées ! On pourrait le dire aussi de la réforme fiscale, volontiers, au Congrès, on est très offensif, et dans les faits on est beaucoup plus modeste.

Yves Dollot

Mes chers camarades, je consacrerai ma courte intervention au seul problème de la reconnaissance des langues et cultures régionales, (applaudissements) pour laisser transparaître certes quelques déceptions malgré les avancées significatives enregistrées depuis 1981, mais surtout pour vous dire l'espoir de milliers de militants que les grandes questions du moment ne rejetteront pas une nouvelle fois dans l'ombre la juste revendication des minorités linguistiques et culturelles régionales.
(Applaudissements)
On comprendrait mal que notre intérêt pour les minorités s'arrêta aux frontières de l'hexagone. Nous sommes ici, à Rennes, capitale d'une région à l'identité forte, à 100 km de Saint-Brieuc, en Côte d'Armor où Michel Rocard lançait en 1966 son appel à décoloniser la province et soulignait dans son discours…
(mouvements dans la salle)

Le président - Chers camarades, j'hésite encore un peu, mais je crois que l'information qui m'est donnée devrait être exacte cette fois ci... mais là, je suis prudent, j'aperçois Pierre Mauroy, donc je pense que Michel Rocard n'est pas loin.
(Vifs applaudissements et entrée de Michel Rocard)
Je vais maintenant vous donner connaissance d'un message du Président de la République, François Mitterrand.

Le message du Président de la République

est écouté debout :
"Le 16 mars 1990.
Chers amis, de jour en jour, la liberté rompt les digues qui l'enfermaient en Europe de l'Est, en Afrique du Sud, au Chili et en tant d'autres lieux.
Voilà ce que nous avons d'abord à célébrer ensemble, deux cents ans après notre Révolution, celle des droits de l'Homme, les Français ont à se montrer dignes de ce bel héritage. Il appartient aux Socialistes d'aller plus loin sur ce chemin, de lutter contre les exclusions, de réduire les inégalités, de donner à chacun la meilleure chance de réaliser ses capacités personnelles, d'accéder a un métier et de maîtriser sa vie, de refuser le repli sur soi, les divisions artificielles, l'intolérance.
Là est l'inspiration, là est la politique qui justifient notre engagement, nos responsabilités présentes, mais l'histoire n'est pas complaisante.
Unissons donc nos esprits, nos moyens et nos forces sans jamais oublier que dans ce combat toujours renouvelé nous sommes tous du même côté.
Chers amis, je souhaite que votre Congrès serve le progrès, en nous aidant à

Fondation Jean Jaurès

parachever le redressement économique tout en récusant je ne sais quelle fatalité marchande qui permettrait aux puissants de s'assurer contre les risques en ne laissant aux faibles d'autre choix que de les subir.
Je souhaite qu'il serve la paix, je souhaite qu'il serve l'Europe, celle de la Communauté, pierre angulaire de toute construction et celle du continent, chantier qui s'ouvre aux espérances.
Je souhaite enfin que votre Congrès fasse du développement du tiers-monde l'ambition majeure de cette fin de siècle.
(Applaudissements)
C'est dans la fidélité à l'œuvre que nous avons entreprise en commun que je vous adresse se message et que je forme des vœux pour vous.
François Mitterrand".
(Très vifs applaudissements)
Chers camarades, je voudrais encore remercier l'orateur qui était à la tribune Yves Dollot, et je lui redonne la parole pour terminer son intervention, puis, je donnerai la parole à Pierre Mauroy.

Yves Dollot
Je disais que nous sommes à 100 km de l'endroit où Michel Rocard lançait son appel à décoloniser la province et soulignait dans son discours l'acuité du problème de l'identité régionale.
Nous sommes à 150 km de Lorient où le futur Président de la République de l'époque, François Mitterrand, déclarait le 14 mars 1981, je cite :
"Le temps est venu d'un statut des langues et cultures de France qui leur reconnaisse une existence réelle.
Le temps est venu de rouvrir grandes les portes de l'école, de la radio et de la télévision, permettant leur diffusion, de leur accorder toute la place qu'elles méritent dans la vie publique.
Le temps est venu pour que la France ne soit pas le dernier pays d'Europe à refuser à ses composantes les droits culturels élémentaires reconnus dans les Conventions internationales qu'elle a elle-même signées".
Fin de citation.
Il faut dire que ces propos ne sont pas restés lettre et que depuis des progrès sensibles ont été accomplis; notamment dans l'enseignement, mais il reste tant et tant à faire au moment où nous allons entrer de plain pied dans la grande maison européenne !
Nous allons beaucoup parler de l'Europe dans ce Congrès, beaucoup parler, à juste titre, de politique et d'économie. Alors pourquoi interférer dans ce débat en avançait que la question des langues et cultures régionales est un élément du progrès de la réalité européenne ?
Pour deux raisons, mes camarades.
La première, c'est que l'Europe a besoin de régions fortes. Or, si la force d'une région se mesure à sa contribution au produit national brut, elle s'évalue aussi à l'aune de sa cohérence, de sa solidarité, du sentiment d'appartenance à une culture commune et souvent à une langue pour exprimer la richesse de cette

Fondation Jean Jaurès

culture.
La seconde raison, c'est qu'il n'est pas inscrit, une fois pour toutes que la France doive rester ce pays monolingue que nous connaissons aujourd'hui. La langue française est belle. Nous l'aimons, elle est celle de nos poètes, de nos grands ancêtres dont elle a ponctué la lutte pour la démocratie et les droits de l'Homme.
Nous l'aimerions encore davantage si des décennies de centralisme aveugle, ne l'avaient mêlé si étroitement au génocide de nos langues régionales.
La pesanteur de ce centralisme culturel explique qu'il nous faille sans cesse mener le combat de la reconnaissance culturelle et linguistique, comme s'il fallait prouver à tout moment que la diversité acceptée, reconnue, encouragée et libératrice des énergies est source de créativité.
Qui peut croire, mes camarades, aux vertus de l'uniformité sclérosante sinon ceux dont les références n'empruntent pas à la démocratie ?
L'actualité nous fournit chaque jour des éléments de réflexion à ce sujet. La meilleure image de la démocratie, n'est-elle pas justement la diversité reconnue des citoyens d'une nation, l'unité dans la reconnaissance du droit aux différences ?
Or, l'unité n'a jamais été fille de l'uniformité. Qui peut dans ce pays, sinon les Socialistes au pouvoir, faire que chacun puisse développer sa personnalité, exercer sa citoyenneté, c'est-à-dire en particulier parler sa langue et vivre sa culture ?
Au-delà de ces réflexions, sur le bien fondé du droit aux différences je voudrais dire combien sont méconnues les vertus du bilinguisme.
En proposant dès l'école primaire cette initiation à une langue étrangère, le gouvernement et son ministre de l'Education nationale, vont dans le sens d'un développement précoce des aptitudes de l'enfant à l'apprentissage des langues. J'allais dire des langues utilitaires, celles dont nos enfants auront besoin pour leurs échanges d'adultes, de plus en plus confrontés aux autres dans un monde rétréci par les moyens modernes de communication.
Mais sait-on assez que le bilinguisme précoce est un atout supplémentaire donné à travers les langues régionales à nos enfants qui dès la maternelle apprennent à lire, à écrire, à penser dans une langue différente ?
Les langues, en effet, ne sont pas concurrentes. Plus on en apprend, et plutôt survient cet apprentissage et plus l'enfant à de chances de mieux maîtriser les futurs contacts avec les langues étrangères.
L'action des défenseurs des langues régionales n'est pas passéiste, bien au contraire. Elles s'inscrivent dans le sens de l'histoire, qui conduit les peuples à s'unir, mais aussi à retrouver leur racine culturelle, pour mieux exister dans cette union.
J'ajouterai une dernière conclusion à ce bref plaidoyer. Elles sont souvent trans-frontalières, internationales, à l'heure où se construit l'Europe, et les barrières linguistiques artificielles vont tomber lorsque les frontières des Etats traversent des régions de même culture, à un moment séparée par l'histoire, demain réunies par une volonté politique commune.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Tu avais 5 minutes et tu en a pris 10...
Quand tu as été interrompu, j'ai été généreux... Il faut conclure.

Yves Dollot - Camarades élus de Bretagne, je n'approuve pas les actions menées par quelques-uns, parmi ceux qui vont manifester demain leur impatience à l'occasion de ce Congrès.
Je n'approuve pas, mais je comprends, car cette impatience est à la mesure du grand espoir, né de l'arrivée de la Gauche en 1981, et ressuscité par le retour des Socialistes en 1988.
C'est pourquoi, avec des camarades députés de toutes les régions de France, concernés, nous terminons dès la semaine prochaine, et je vous l'annonce, l'élaboration d'une proposition de loi de reconnaissance d'un statut des langues régionales.
(Applaudissements)
Devant le Congrès, je souhaite que cette proposition de loi ne soit pas un texte de plus à classer dans les archives de l'Assemblée Nationale.
(Applaudissements)
Nous le présentons parce que nous avons la conviction que le gouvernement de Michel Rocard partage avec nous le souci de mettre sur ce point aussi les pendules françaises à l'heure de l'Europe, parce que nous avons la conviction que le gouvernement qui entend, avec les Socialistes, conduire la nouvelle étape de la décentralisation, que ce gouvernement, là est l'allié naturel et doit être non pas l'accompagnateur timide, mais le fer de lance d'une nouvelle citoyenneté culturelle et linguistique.
Alors avec vous, n'est-ce pas, mes camarades, Catalans, Occitans, Corses, Basques, Créoles, Flamands, Alsaciens, et Mosellans, avec tous ceux qui souhaitent que la France moderne se nourrisse au plus profond de ses racines, réveillons tous ceux qui ont en commun une vision ô combien contemporaine de nos sociétés en mouvance, de notre futur commun. Merci.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy
Cher Premier Ministre, cher Michel Rocard, cher Edmond Hervé, chers camarades, il y a quarante ans, Louis Aragon écrivait : "le Communisme est la jeunesse du monde". Dans les années cinquante, Jean-Paul Sartre affirmait: "le marxisme est l'horizon indépassable de notre temps". Et Malraux peu après ironisait: "entre les gaullistes et les Communistes, il n'y a rien".
Aujourd'hui, l'Europe retrouve son identité. Des hommes et des femmes de gauche se rassemblent autour des valeurs qui sont les nôtres.
Oui, les deux moitiés de l'Europe peuvent se rejoindre, mais mieux encore, elles peuvent se réunir autour d'une même vision de la société, autour d'un idéal dont nous sommes porteurs, depuis un siècle, avec Jean Jaurès, Léon Blum, et maintenant François Mitterrand. Autour aussi, ne soyons pas modestes, de

Fondation Jean Jaurès

transformations qui portent notre marque ; celle des grandes périodes de notre siècle.
C'est toujours le même message que des générations entières de Socialistes ont exprimé : notre Socialisme est inséparable de la démocratie. L'aspiration à plus d'égalité est intimement liée à la reconnaissance des droits et des libertés de chacun.
Ainsi, l'année même du bicentenaire de la révolution française, le monde se met à l'unisson des idées fortes du siècle des lumières. Comme en 1789, comme en 1848, c'est le peuple qui dicte sa loi.
En URSS, où la démocratie voit le jour au milieu des turbulences d'une société en pleine recomposition. Nous les Socialistes, nous pouvons saluer le premier président élu de l'Union soviétique Mikhaïl Gorbatchev, saluer son courage et sa clairvoyance, sa capacité à donner un élan et un avenir démocratique à une révolution qui depuis plus de 70 ans était détournée de son destin initial.
(Applaudissements)
En RDA, c'est le peuple qui choisira dimanche, pour la première fois depuis 50 ans, sa représentation parlementaire. Nous serons attentifs à l'audience du SPD qui, par un extraordinaire retournement, permettra la renaissance de la social-démocratie là où elle est née. Et nous espérons que ce sera un signe pour toute l'Europe centrale.
Au Chili, après 16 ans d'une affreuse et sanglante dictature, c'est encore le peuple qui retrouve dans l'honneur les voies de la démocratie. Et j'exprime la solidarité du Parti Socialiste français à l'égard de nos amis chiliens qui ont su trouver la voie de l'unité, dans la fidélité qui est aussi la nôtre à Salvador Allende, héros de la liberté. (Applaudissements)
En Afrique du Sud, c'est toujours le peuple qui, après la libération de Nelson Mandela, peut enfin espérer, en continuant son combat, la fin de l'apartheid.
En Afrique enfin, les aspirations démocratiques bousculent les hommes, les régimes et les traditions de la décolonisation. Oh certes! Nous comprenons les difficultés de nos amis africains, mais nous, nous ne proclamons pas, comme le président du RPR, je ne sais quelle supériorité du Parti unique ! (Applaudissements)
Voilà le contexte si exceptionnel dans lequel se déroule notre Congrès. Voilà ce qui doit lui donner sa signification : la grande promesse que représente sur tous les continents notre Socialisme démocratique, celui de la liberté et de la responsabilité. Immense espoir, mais aussi immense responsabilité pour nous tous, camarades.
Laisserions-nous dire que nous pourrions nous détourner de l'idéologie au moment où le monde entier nous sollicite?
Le Communisme s'effondre, c'est vrai. Nous ne pouvons que nous en réjouir, nous qui n'avons cessé de le dénoncer idéologiquement depuis 1920.
Qu'en raison de l'usage abusif qui a été fait du terme Socialisme, cet effondrement nous crée des difficultés, c'est également vrai. Mais elles ne sont pas de nature à nous faire hésiter.
Car simultanément, n'assistons-nous pas au naufrage du libéralisme ? Margaret

Thatcher, enfermée dans ses certitudes, en arrive à être rejetée par son propre parti conservateur, tandis que dans les grandes villes britanniques se développe la révolte contre l'impôt injuste.
Il y a 3 ans, je recevais à Lille notre Congrès. Une droite arrogante et sectaire gouvernait. Elle tentait d'appliquer les recettes éculées d'un libéralisme d'un autre âge.
Le krach boursier n'avait pas encore balayé les mirages de l'économie casino et du capitalisme populaire. Mais tout ce que la France compte de privilèges et: de situations acquises était alors systématiquement conforté. Au nom du moins d'Etat, les fonctionnaires étaient pris pour cible, le service public laissé à l'abandon.
A l'Assemblée Nationale, j'avais exprimé notre colère après la mort de Malik Oussekine, victime de l'enchaînement incontrôlé d'une répression aveugle.
C'était l'époque où un ministre de l'Intérieur se permettait d'affirmer : "la démocratie s'arrête là où commence la raison d'Etat". Et il fallut alors toute l'autorité du président François Mitterrand pour que la cause des libertés ne reculât point.
A Lille, il fallait se rassembler pour gagner, et non pas se diviser. A Lille, avec toi Lionel, alors premier secrétaire du PS.
(Très vifs applaudissements)
Et nous avons, ensemble, créé à Lille un grand moment d'espoir, l'occasion d'un nouvel élan. C'est là que nous avons fait les premiers pas vers la victoire.
Un an plus tard, François Mitterrand était réélu Président de la République. Il bénéficie de la confiance d'une très grande majorité de Français. Il agit au plan national comme sur la scène internationale en acteur passionné du grand mouvement de l'histoire.
Michel Rocard est devenu notre Premier Ministre. Je le salue en votre nom. Il sait combien nous soutenons et apprécions son action gouvernementale qui est au cœur des préoccupations et de l'ambition des Socialistes.
(Applaudissements et protestations)
Les élections municipales nous ont permis d'atteindre la meilleure représentation locale de notre histoire. Et nous espérons bien la renforcer encore par le succès de Dominique Strauss-Kahn à Sarcelles après-demain. Et aussi dimanche prochain à Dunkerque avec Michel Delebarre.
Mes chers camarades, ce Congrès de Rennes devrait être celui d'une certaine satisfaction.
Un Président de la République et un Premier Ministre au sommet de leur popularité, un parti qui suscite la sympathie des français. Sept élections nationales où nous avons à chaque fois fait reculer la Droite.
Mes chers camarades, Alors, pourquoi de telles interrogations alors que nous ouvrons notre dixième Congrès ? Pourquoi de telles contradictions entre la force que nous représentons, l'idée que nous en avons et l'image que nous en donnons?
La principale explication, je veux vous la livrer : c'est artificiellement que nous nous sommes divisés alors que nous aurions dû tout naturellement continuer à

Fondation Jean Jaurès

débattre rassemblés.
(Protestations)
Reconnaissons-le camarades : nous étions tous d'accord sur de très nombreux points dans nos contributions. Mais, il a fallu combattre, et nous avons oublié nos convergences et cultivé nos différences, sans doute un peu trop.
Définir un nouveau Socialisme, adapter nos idées et notre démarche au goût du jour, voilà un thème de débat aussi vieux que notre parti. Tout au long du siècle, que de fois nos Congrès ont-ils résonné des querelles entre anciens et modernes.
Après tout, au début des années vingt, c'est le Communisme qui tenait lieu de modernité, et la majorité des Socialistes y ont succombé. Avaient-ils raison ? L'histoire a tranché.
Dans les années trente, la mode c'était l'autorité. Certains y ont cédé, au nom de l'efficacité. Deux ans plus tard, c'est Léon Blum qui faisait triompher le Front Populaire. L'histoire a tranché.
(Applaudissements)
Dans les années 60, sous l'impulsion du propriétaire d'un grand hebdomadaire, on nous proposa de nous fondre dans une nébuleuse "entre ciel et terre". Quelques années plus tard, François Mitterrand faisait triompher l'union de la Gauche. L'histoire a tranché.
(Applaudissements)
Ces exemples me paraissent bien illustrer la réflexion du philosophe Henri Bergson qui expliquait - je le cite - :
"Sur dix erreurs politiques, il y en a neuf qui consistent simplement à croire encore vrai ce qui a cessé de l'être, mais la dixième, la plus grave, ce sera de ne plus croire encore vrai ce qui l'est pourtant encore".
Et cette dixième erreur, personne ici ne veut la commettre! Car nous sommes tous d'accord. Nous luttons toujours contre une société injuste, contre une société qui, par son organisation même, génère les inégalités. Contre la société de l'argent, cet argent-roi dont François Mitterrand nous disait, qu'il pourrit et qu'il corrompt.
A vous de juger si ces propos sont archaïques ou modernes. Je sais, moi, qu'ils correspondent à l'attente des millions d'hommes et de femmes qui, depuis des décennies, font confiance aux Socialistes.
(Applaudissements)
C'est à eux que nous devons des comptes. A ceux d'hier, et à ceux d'aujourd'hui, nos militants, nos électeurs. A ceux de demain qui seront en droit de nous demander ce que nous avons fait du pouvoir, ce que nous avons fait du Socialisme.
C'est pour cela que je vous ai proposé de réécrire ensemble notre déclaration de principes. Pour tenir compte de notre histoire, de notre gestion gouvernementale, celle que j'ai assumée, celle que tu as assumée Laurent, celle que toi Michel tu assumes, et pour tenir compte de notre vision commune de l'avenir.
Oui, il nous fallait réviser notre déclaration de principes. Le Socialisme s'est nourri depuis un siècle, d'une culture d'opposition.
Pour bien des générations jusqu'à nous, l'action politique à gauche s'est fondée

sur la contestation ou la revendication, et non pas sur l'exercice durable du pouvoir ou la gestion. Et si l'esprit de conquête du pouvoir nous animait, nous n'avions pas intégré l'idée de la durée.
C'est pourquoi en 1982 il nous a fallu dans l'urgence suivre le chemin que d'autres partis Socialistes avaient parcouru avant nous. Il a fallu accepter le marché, tout en l'équilibrant par des contrepoids économiques et sociaux.
J'ai écrit que nous avions ainsi réalisé en gouvernant notre Bad Godesberg. C'est naturellement une image, l'histoire du Socialisme français est bien différente de celle du Socialisme allemand. Mais on ne fait pas une telle évolution dans le silence des cabinets ministériels, on le fait devant le Parti et devant l'ensemble des militants. Voilà, mes chers camarades, l'une des raisons du débat idéologique et de l'adoption massive de notre nouvelle déclaration de principes.
(Applaudissements)
Cette mutation témoigne du passage à l'âge adulte d'un Socialisme français qui assume désormais sa vocation gouvernementale, en prenant en compte les mouvements récents de notre société : l'égalité des femmes, l'intégration des immigrés, le refus des perversions possibles de la science, la relation de l'homme à la nature.
Et si nous nous réjouissons de l'échec du Communisme totalitaire, nous ne pensons pas pour autant que cet échec marque le triomphe du capitalisme dont nous voyons bien toutes les carences : accentuation des inégalités, creusement des déséquilibres mondiaux, exploitation des richesses du tiers-monde, impossibilité à résorber les problèmes du chômage, montée des exclusions, sans oublier bien sûr les déséquilibres naturels qu'il est incapable de contrôler.
C'est pourquoi le Parti Socialiste, s'il prend en compte les impératifs du marché, sait aussi qu'il convient de ne pas s'y soumettre aveuglément.
C'est le sens de notre adhésion à l'économie mixte qui doit permettre à l'Etat de dépasser les simples critères du profit pour répondre à des nécessités de moyen terme, telles que la formation, l'information, la culture, la santé ou l'environnement.
En matière internationale enfin, nous affirmons notre confiance en l'Europe, non pas la seule Europe des marchandises et des capitaux, mais une Europe des peuples, ceux de la Communauté européenne tendant la main à ceux de l'Europe de l'Est qui se libèrent, une Europe sociale.
Oui, mes chers camarades, c'est un nouveau modèle de développement que nous avons à inventer. Les pages écrites à Yalta sont désormais tournées. Et alors que la paix a toujours été la grande affaire des Socialistes, nous ne pouvions assister au grand débat sur le désarmement sans y prendre part.
L'effort de défense doit-il être réexaminé ? Oui, j'ai lancé ce débat. Non pas pour réveiller je ne sais quel démon pacifiste. Je connais les leçons terribles de l'histoire. Ma ville est située près de la frontière où pendant mille ans les Angles, les Latins et les Germains ont cherché leur avantage. Et Jean-Pierre Chevènement a raison de souligner que, (protestations) depuis 40 ans, l'équilibre des armements a favorisé la détente.

J’ajouterai même que c’est la détermination de François Mitterrand au Bundestag, face aux menaces d’implantation des SS 20, qui a sans doute favorisé les évolutions actuelles en Union soviétique.
(Applaudissements)
Mais il s’agit aujourd’hui d’autre chose. Il s’agit de savoir saisir l’occasion que nous offre l’histoire. Il s’agit précisément d’aller de la détente à la paix. Le problème, loin s’en faut, n’est pas exclusivement militaire. Mais il a sa dimension militaire. Or nous sommes face à une contradiction à l’égard des pays de l’Est. L’Armée Rouge quitte la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Le pacte de Varsovie est remis en cause dans sa nature et ses fondements, la perspective de l’unité allemande bouleverse toutes les données stratégiques de l’après-guerre.
Illustrons d’une formule cette nouvelle donne : pourrons-nous encore pointer nos missiles vers ces villes d’Europe centrale que nous allons aider à se reconstruire? Voilà le problème qui est posé.
Menons entre nous cette réflexion nécessaire. Des négociations sur les armements conventionnels se déroulent actuellement à Vienne. L’Allemagne cherche la voie de son unité. Nous savons que les décisions politiques doivent toujours précéder les décisions militaires.
Pour toutes ces raisons, je propose au Congrès de décider qu’une Convention nationale ayant pouvoir de Congrès, se réunisse avant la fin de l’année sur le désarmement, le budget militaire et le service national, et je pense que cette proposition rencontre l’unanimité.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, notre satisfaction est grande de voir les libertés progresser, la perspective de paix se rapprocher, notre doctrine s’adapter. Cette satisfaction sera plus grande encore après la nouvelle étape sociale que nous définirons, ici, ensemble, à Rennes et que définira notre gouvernement.
Il est normal que le Parti exprime, comme il l’a fait, cette attente sociale manifestée par les Français. Normal qu’il demande l’ouverture rapide de négociations salariales avec les fonctionnaires. Normal qu’il appelle à un règlement négocié du grave conflit des impôts. Normal qu’il réclame un meilleur partage de la valeur ajoutée.
Le Parti a dit ce qu’il avait à dire. Il l’a fait sans impatience ni débordement, mais fermement. Et je dois le dire, amicalement.
Il a été souvent entendu. Les mesures prises depuis un an et demi forment un ensemble homogène, qu’il s’agisse de la lutte contre la grande pauvreté avec le RMI, des mesures en faveur du logement social, de la modification de la grille de la fonction publique, plus récemment de la mise en chantier de la réforme de la fiscalité locale.
Beaucoup a été fait. Beaucoup reste à faire. Et si, dans ce qui reste à faire, tout n’est pas possible, il faut cependant aller jusqu’au bout de ce qui est possible. Nous sommes pour un Socialisme de transformation.
Cela signifie que nous ne faisons pas que gérer. Mais cela signifie aussi que nous considérons que la gestion est une des conditions de la transformation.
La crise n’est pas finie. Comment le serait-elle avec deux millions 1/2 de

chômeurs et des problèmes spécifiques comme la persistance de taux d'intérêts élevés, la croissance, elle aussi retrouvée, des inégalités ?
Mais la croissance économique mondiale a repris. Et notre croissance nationale se fait sur des bases saines liées en grande partie aux efforts accomplis durant les années de crise.
Notre objectif doit être l'utilisation des nouvelles marges offertes par la croissance. Le pacte de croissance est une grande ambition qui, sur certains points, reste à préciser et à compléter. Voilà la direction que j'ai indiquée, en parlant d'étape sociale. Je constate avec plaisir (et ce plaisir est certainement partagé par tous ceux qui sont dans cette salle) que ce terme d'étape sociale est repris par plusieurs contributions.
Cette nouvelle étape doit s'articuler autour de cinq priorités: le chômage, les bas salaires, l'emploi précaire, la protection sociale, la société de responsabilité.
Première priorité, le chômage. Je suis convaincu que l'aménagement du temps de travail recèle un potentiel d'emplois important. C'est une question qui reviendra sans doute à l'ordre du jour et j'observe que, sur ce plan-là, sur le plan de l'aménagement et de la réduction du temps de travail, le gouvernement a ouvert une direction.
Deuxième priorité : les bas salaires.
Un effort particulier s'impose.
Le partage de la croissance retrouvée doit profiter à ceux qui ont payé le tribut le plus lourd à la crise en perdant leur travail et à ceux qui subissent encore des conditions d'existence difficile.
Ne pas remettre en cause les acquis de la rigueur, mais reconnaître que la justice sociale est notre axe prioritaire, voilà certainement la voie à suivre. Ce qui vient d'être réalité dans la fonction publique pourrait être étendu, là où les pouvoirs publics ont un pouvoir d'incitation, c'est-à-dire dans le secteur public et nationalisé.
Troisième priorité : la lutte contre l'emploi précaire.
Le gouvernement a choisi dans un premier temps de laisser aux partenaires sociaux le soin de négocier un accord global. Laissons cette négociation aller à son terme mais n'écartons pas l'idée de légiférer dans ce domaine, car précarité signifie fragilité et angoisse, surtout pour les jeunes.
Cela sera de toute façon nécessaire, si les partenaires sociaux ne parviennent pas à s'entendre. Mais il faudra le faire aussi dans le cas où le contenu de cet accord ne serait pas satisfaisant. C'est une exigence de justice que d'assurer la protection de ces travailleurs, qui ont été les victimes de la crise et qui ne doivent pas être les oubliés de la croissance.
Quatrième priorité, la défense de la sécurité sociale. Si l'Allemagne est une référence pour les tenants de l'économie libérale sans entrave, qu'ils reconnaissent qu'outre Rhin, la protection sociale y est plus développée qu'en France, pour le plus grand bien de l'économie !
Notre volonté consiste d'abord à défendre la retraite à 60 ans qui est la cible favorite du patronat. La, controverse sur ce sujet a inquiété les Français. Aucune raison objective ne remet en cause cette réforme capitale du premier septennat

Fondation Jean Jaurès

de François Mitterrand, et le Premier Ministre et le Président de la République se sont exprimés à ce sujet.
Certes, notre système de retraite doit évoluer. Le Parti a d'ailleurs pris position en ce sens avec une préoccupation constante : jamais nous n'accepterons que cette évolution aggrave les inégalités sociales.
A propos de la santé la question est simple : voulons-nous la régression vers l'assurance privée ou maintenir la solidarité ?
(Applaudissements)
Les Français refusent la sélection par l'argent devant la maladie et la mort. Aujourd'hui, il ne s'agit pas que chacun paye plus, mais qu'ensemble on gère mieux, on maîtrise l'évolution des dépenses, on assure l'égal accès aux soins.
Le financement de la sécurité sociale est une question dont l'actualité est hélas à peu près permanente. Comme l'avait proposé le Parti Socialiste, le gouvernement a décidé de créer une contribution sociale sur tous les types de revenus. Je m'en réjouis en exprimant naturellement mon souci pour les bas revenus déjà fortement taxés par le biais des impôts locaux et des cotisations sociales. Mais le rééquilibrage entre revenus du capital et revenus du travail ne doit pas se traduire finalement par une taxation supplémentaire des bas revenus du travail !
Enfin, cinquième priorité : la société de responsabilité. C'est un besoin très vivement ressenti par les Français, en particulier par les jeunes.
Nous y répondrons en appliquant et en approfondissant les lois Auroux, en généralisant le crédit formation, cette seconde chance offerte à tous les salariés, en favorisant aussi de nouvelles relations sociales dans les entreprises.
Ainsi, il faudra bien poser un jour le problème de la présence des représentants des salariés dans les conseils d'administration des entreprises. Nous avons fait en sorte que cette présence soit obligatoire dans le secteur public. Pourquoi ne pas étendre, quand le moment en sera venu, ces dispositions ?
Il n'est plus admissible qu'en France la démocratie s'arrête aux portes des ateliers et des bureaux !
(Applaudissements)
Il est vrai qu'il y a en France un déficit du dialogue social. Le gouvernement de Michel Rocard a su, après la vague de grèves dans la fonction publique, relancer la négociation avec les syndicats de fonctionnaires.
Nous observons un malaise persistant dans la fonction publique, illustré encore récemment par les conditions dans lesquelles a été définie la rénovation de la grille.
La persistance de ce malaise contraste avec l'ampleur des efforts - notamment financiers - accomplis par le gouvernement en faveur des fonctionnaires.
Mais aujourd'hui, il apparaît de plus en plus clairement que le malaise a des causes plus profondes que la situation financière, des causes qui sont politiques, voire culturelles. Il est devenu de bon ton de critiquer les fonctionnaires, de considérer a priori qu'un service public est inefficace, que le mode de gestion public ne saurait l'emporter sur l'entreprise privée.
De telles critiques ne sont pas neutres politiquement. C'est bien ainsi que l'on

annonce les privatisations à tout va et, en attendant, que l'on démobilise les agents publics.
Nous, Socialistes, devons combattre avec acharnement ces attaques qui ne correspondent pas à la réalité d'aujourd'hui ni à notre histoire.
Pouvons-nous vivre, chers camarades, dans une société qui reconnaît toujours en retard les mérites de sa fonction publique ?
La fonction publique, les services publics, sont non seulement un élément capital de la société d'économie mixte, mais ils constituaient également un atout et non un handicap pour la réalisation de la modernisation du pays.
(Applaudissements).
Je souhaite enfin, mes chers camarades, que notre débat porte sur l'identité du Parti.
Dans quel esprit ?
Nous sommes les continuateurs du grand mouvement lancé au début du siècle dernier. Ne perdons jamais de vue que, dans ce combat historique, nous sommes sans doute une génération privilégiée. Au pouvoir, nous profitons du travail patient et obscur de ceux dont nous sommes les héritiers.
Tous autant que nous sommes, nous n'avons pas à nous demander : qu'est-ce que le Parti peut m'apporter ? Nous avons à nous interroger sur ce que nous pouvons apporter à notre parti. Voilà, mes chers camarades, ce qui devrait être l'essentiel de notre conduite.
(Très vifs applaudissements)
Oui, nous avons besoin et nous souhaitons tous un parti plus fort, plus puissant, plus présent. Qui négligerait ces objectifs ? Pour ma part, depuis près de deux ans, je m'y suis efforcé, avec des moyens financiers toujours insuffisants, croyez-le bien.
Je n'ai jamais fixé de limite à notre progression. 30%, 40% de l'électorat ? Ce serait souhaitable. 300 000, 400 000 militants ? Et vous en êtes tous ! Oui il le faudrait. Si c'est cela la rénovation, eh bien j'en suis ! J'en suis dans le concret, en parlant des moyens, en affichant autre chose que des intentions.
A tout cela, nous devons réfléchir autrement qu'en nous déchirant. Prendre garde aux dérives, certes, mais aussi proposer, construire, et pourquoi pas recomposer. Décider ensemble de la tenue d'une Convention nationale qui après débat dans les fédérations aura mission de rénover le Parti, d'améliorer son fonctionnement. Lionel Jospin avait commencé au Pré-Saint-Gervais. Il faut poursuivre, et surtout poursuivre ensemble. S'il s'agit de rénover le Parti, on n'y arrivera qu'ensemble ! Voilà la condition impérative de la rénovation de notre Parti !
(Très vifs applaudissements)
Certes, mes camarades, le militantisme doit évoluer à l'instar de la médiatisation croissante de notre société, de son urbanisation, des habitudes prises dans le domaine des loisirs. On ne milite plus aujourd'hui comme il y a quarante ans, c'est vrai.
Mais cette évolution n'a pas à se faire au prix d'un abandon des principes. Parti de supporters, parti de militants, j'en donne acte à Laurent Fabius, c'était sévère.

Fondation Jean Jaurès

Mais cela traduisait un état d'esprit, ou tout au moins un risque...
(Protestations et sifflets)
Eh bien ! Mes camarades, c'est ce risque-là.
(Protestations et sifflets)
Mes camarades, la France nous regarde ! Nous avons le plaisir de recevoir des journalistes... (mouvements divers, rires et huées)
Il n'est pas correct que des Socialistes puissent siffler d'autres Socialistes ! Applaudissons-nous entre nous !
(Très vive ovation)
C'était peut-être sévère, cher Laurent, mais s'il s'agit d'un risque, eh bien ! Tous ensemble faisons en sorte que ce risque ne nous amène pas à une triste réalité et faisons tous ensemble les réformes nécessaires pour que notre Parti puisse se rénover avec la participation de chacun et de tous.
(Applaudissements)
Car (et sur ce point nous sommes tous d'accord) adhérer à un parti politique, c'est pour moi, c'est pour vous, c'est pour chacun des Socialistes qui sont dans cette salle, je le suppose, un acte grave, un engagement au sens vrai de ce terme, c'est autre chose qu'adhérer à un simple club, même d'idées.
Venir au parti, mes camarades, c'est un choix éthique, c'est un choix moral. Il donne des droits, mais il impose des devoirs.
(Très vifs applaudissements)
Il les impose à ses militants, à tous ses militants, mais il les impose aussi à ses responsables et la contre partie de notre démocratie interne, qui doit être libre, et plus développée encore, est une obligation d'authenticité. Notre règle c'est l'expression totale à l'intérieur de nos instances et non pas le silence à l'intérieur et la médiatisation à l'extérieur !
(Vifs applaudissements)
Mes camarades, au-delà des péripéties cependant je vous invite à une autre perspective, il est bien vrai que le Parti Socialiste a toujours souffert dans son développement de la division de la Gauche.
Souvenez-vous, il nous a fallu dans les années 70 renforcer en notre faveur le déséquilibre des forces, oui nous étions le second parti à gauche ; aujourd'hui, l'effacement du Parti Communiste nous donne l'occasion de bâtir le grand Parti auquel nous avons toujours rêvé. Nous pouvons élargir notre base sociologique à un électorat populaire aujourd'hui désarçonné ; cet élargissement nous permet en outre de dialoguer avec ceux qui ont une autre approche de la politique, ces militant de l'écologie, ces militants tiers-mondistes, ces militants associatifs.
Cette organisation là, capable de s'élargir sans se renier, devrait, mes chers camarades, en dessiner ici et maintenant l'architecture.
(Applaudissements)
Voici, mes chers camarades, beaucoup de travail, beaucoup de travail pour tous les Socialistes, et c'est la question centrale de ce Congrès. Je termine par là. Le Parti est-il capable de se rassembler pour affronter les échéances majeures qui sont devant nous ? Nous pouvons à Rennes choisir la division, mais mes camarades, au nom de quoi et pourquoi ?

Fondation Jean Jaurès

Nous nous réclamons tous de François Mitterrand. Or son message a toujours été un message de rassemblement, rassemblement des Socialistes, rassemblement de la Gauche, rassemblement d'une majorité de Français. C'est cette vision d'unité qui rend si exceptionnel le parcours de François Mitterrand.
(Applaudissements)
Alors si Rennes n'est pas le Congrès de la division, il pourra être celui de la mobilisation. Je suis sûr qu'il y a dans cette salle immense une aspiration non moins immense à l'unité.
Car d'une certaine façon, mes chers camarades, nous ne sommes vraiment nous-mêmes que quand nous sommes unis.
Oh bien sûr, quand nous disons unité, nous n'avons pas en tête je ne sais quelle menace d'éclatement. Et il est même exceptionnel que depuis 20 ans, quelles que soient les différences et les difficultés à surmonter, au pouvoir comme dans l'opposition, à aucun moment notre unité ne se soit trouvée ébranlée. Non, cette unité là n'est pas en cause.
Ce qui est en cause, c'est en définitive notre cohésion, et donc la qualité de notre démarche militante. J'oserai même dire une certaine façon de vivre ensemble, dans l'amitié, le respect mutuel et la solidarité.
(Applaudissements)
Il fut un temps, c'est vrai, où la vie du Parti irradiait d'une autre chaleur, d'une autre qualité de relation. Non point qu'à l'époque les débats aient été sans passion.
Certains d'entre vous se souviennent des difficultés qui ont surgi entre nous, les fleurets n'étaient pas toujours mouchetés. Mais par-delà ces divergences, ces femmes quand l'intérêt du Parti l'exigeait, ces hommes, savaient se retrouver.
Nous aussi ! Aurions-nous aujourd'hui perdu ce réflexe ? Je ne le crois pas !
Et je veux terminer par-là mes camarades. Chacun ici peut se réclamer de la légitimité Socialiste.
Dois-je rappeler que nous n'étions pas tous du même côté ? Et pourtant, la nécessité du rassemblement s'est imposée. Elle a été notre chance et celle du Parti.
Puis est venu le moment de rassembler encore au-delà. Les assises du Socialisme, je les ai menées avec l'appui de François Mitterrand. Cela a été la chance du Parti. Le regretterait-on, au moment où Michel Rocard est notre Premier Ministre, et Jacques Delors le président de la Commission européenne ? Avons-nous eu tort ? Bien sûr que non !
(Applaudissements)
Quelques années plus tard, le Congrès de Metz, suivi par le rassemblement de la victoire de 1981 où je devenais Premier Ministre. Ensuite, Laurent Fabius. Et maintenant Michel Rocard. Là encore, le rassemblement a triomphé. Il a été notre chance et celle de notre Parti.
(Applaudissements)
Nous sommes tous nourris de cette histoire, nous portons tous un profond attachement d'affection et de fidélité au Président de la République, nous sommes profondément attachés à notre Parti. C'est pourquoi lorsque le moment

Fondation Jean-Jaurès

est venu, même lorsque le combat a été rude, et il a été rude sans doute pendant ces deux mois, eh bien le temps est venu nécessairement de faire une synthèse, cette synthèse je l'ai souhaitée en ouvrant le débat de ce Congrès de Rennes, et c'est la raison pour laquelle je n'avais pas signé de contribution le 13 janvier au Comité directeur, j'ai passionnément défendu la synthèse.
(Sifflets)
Et oui... mais j'ai tout à fait accepté qu'il en soit autrement, mais nous nous retrouvons tous ici, à Rennes, c'est vrai que nous nous sommes affrontés, quelque fois durement, et même parfois trop durement, mais c'est là le risque de notre engagement militant. Mais aujourd'hui l'exigence de cet engagement c'est de faire certainement une synthèse.
C'est pourquoi j'appelle Laurent Fabius et ses amis à la synthèse, et bien sûr Michel Rocard et ses amis, et bien sûr Jean-Pierre Chevènement, Jean Poperen, sans oublier tous les autres camarades, sans vous oublier, quelles que soient ici vos responsabilités dans le Parti et votre qualité de militants, sans oublier surtout ceux qui sont restés chez eux, ceux qui attendent de la télévision, ceux qui attendent de la radio, ceux qui attendent des journaux la bonne, oui la bonne nouvelle de Rennes, celle de notre synthèse et de notre rassemblement, oui parce que le Parti, et personne ne peut se tromper sur ce plan là, souhaite le rassemblement !
(Vifs applaudissements)
Et mes camarades, permettez-moi de vous ajouter que je me fiche un peu de savoir s'il y a des gagnants, ou s'il y a des perdants, mais ce que je sais c'est que si nous nous rassemblons, nous serons tous des gagnants pour les échéances, qui nous attendent, pour notre Parti, et pour l'avenir du Socialisme !
(Vifs applaudissements)

(Jean-Marc Ayrault cède la présidence à Catherine Trautmann)

La présidente (Catherine Trautmann)
Merci à notre camarade premier secrétaire, Pierre Mauroy, qui a su, je crois, faire vibrer profondément notre cœur de militant.
(Sifflets)
Je passe maintenant la parole à Michel Rocard.
(Vifs applaudissements)

Michel Rocard
De Lille à Rennes, d'un Congrès à l'autre, il n'y a pas seulement trois ans, il y a une page d'histoire !
François Mitterrand achevait son premier septennat. Il en a commencé un second.
Nous étions dans l'opposition. Nous sommes au pouvoir.
Nous partions en campagne municipale. Nous avons conquis plus de villes et de villages que jamais dans notre histoire.
Et puis aussi, quel fabuleux bicentenaire ! Qui d'entre nous, aurait osé, il y a

Fondation Jaurès

seulement un an, rêver un aussi magnifique anniversaire ?
La statue de la Liberté dressée par les étudiants de la place Tienanmen, le mur de Berlin abattu à mains nues, Mandela libre et l'apartheid moribond, Patricio Aylwin démocratiquement élu président du Chili, quel irrésistible mouvement rassemble ainsi 1789 et 1989 dans un même élan vers la liberté, l'égalité et la fraternité !
Oh, bien sûr, il reste de par le monde des états totalitaires et des foyers de tension.
Mais qui oserait bouder sa joie et son émerveillement, de voir ainsi en quelques mois, tant et tant de peuples recouvrer avec la liberté, la dignité et la démocratie ?
Et Paris, capitale de la liberté !
Et notre pays, notre Président, notre Parti sollicités du monde entier, parce qu'au-delà des frontières, on n'oublie pas que les droits de l'Homme ont une patrie - la France - que l'humanisme et la culture ont une référence - François Mitterrand -, et que le Parti Socialiste a toujours répondu présent dans la solidarité contre l'oppression, la dictature et l'injustice !
Et moi, comme Premier Ministre, je vous dis que toutes ces victoires sont vôtres. Les unes, parce que vous les avez remportées. Les autres, parce que vous avez pris votre part dans la conjuration mondiale et pacifique des militants du Socialisme démocratique ! Où, soixante-dix ans après le Congrès de Tours, le mouvement des peuples donne raison aux héritiers de Jaurès et de Blum contre ceux de Lénine et Staline, allons-nous pouvoir, allons-nous savoir donner un sens à notre combat et à notre engagement ?
Sans doute n'est-ce pas simple quand, de partout, on proclame la mort des idéologies. Jamais pourtant la nécessité d'idées fortes et la demande d'idéal n'ont été aussi grandes.
(Applaudissements)
Non, en vérité, ce que les années récentes ont consacré, c'est la mort des théologies politiques. Et 1989 en a dressé l'acte de décès.
(Applaudissements)
A l'Est comme à l'Ouest, le mouvement de l'histoire a mis fin à un système - Communisme ou libéralisme -, qui cléricalisait la politique, avec ses dogmes et ses rites, avec ses docteurs de la foi et ses hérétiques, avec ses inquisitions et ses miracles, que l'on inventait au besoin chaque fois que le monde réel ne se pliait pas au dogme.
Nous sommes entrés au contraire, et il faut nous en réjouir, dans l'âge d'une politique laïcisée.
Une ère nouvelle où le libre examen et la délibération démocratique sont la loi, où l'autonomie des groupes et des individus est le principe, où la démarche contractuelle est la règle.
C'est la chance et le défi du Socialisme démocratique. Mais si nous avons tous applaudi à cette mort des théologies de l'histoire, combien d'entre nous ont-elles laissés orphelins ?
Comment en effet "aller à l'idéal" si nous ne savons plus "comprendre le réel" ?

Fondation Jean Jaurès

Notre société moderne est traversée de clivages multiples, ceux qu'introduisent l'argent, bien sûr, mais aussi la naissance, la formation, la dépendance, les discriminations ethniques ou sexuelles. Et tous ces aspects ne peuvent être réduits à un seul, sauf à passer à côté de la réalité sociale.
Longtemps, nous avons vécu selon un modèle social, qui en dépit de toutes ses injustices, malgré toutes ses inégalités, offrait une sorte de promesse d'ascension.
Le médecin ou le professeur, fils d'instituteur, petit-fils d'ouvrier ou de paysan, constituait souvent la référence de cette conception de la réussite. Les parents savaient que le sort de leurs enfants, que leur statut social, avaient de bonnes chances d'être meilleurs que le leur. Eux-mêmes pouvaient raisonnablement espérer acquérir leur logement, et se constituer ainsi un petit patrimoine.
Ils n'en espèrent pas d'autre récompense : sachons au moins leur donner celle-là, à travers la fierté de ce que nous avons déjà accompli ensemble et la volonté d'aller de l'avant, dans la camaraderie et la fraternité.
Jamais en fait, depuis 1905, les Socialistes n'ont été aussi unis sur le fond : l'unanimité qui a marqué la redéfinition de notre déclaration de principes en atteste.
Qui donc pourrait alors imaginer que, pour gagner les échéances qui nous attendent, on ne trouvera pas ensemble les trois Premiers Ministres Socialistes de François Mitterrand et les deux Premiers secrétaires qui lui ont succédé à la tête du Parti ?
(Applaudissements)
Voyez-vous, chers camarades, en ce moment où triomphent les principes et les valeurs qu'il avait défendu au Congrès de Tours, et que sa vie de militant et d'homme d'Etat a illustré, je songe à Léon Blum, apostrophant aux lendemains de la libération son parti renaissant, et pourtant déjà saisi par le doute, le nôtre
"Le dynamisme, disait-il aux militants, qu'est-ce que vous croyez donc que c'est ? Croyez-vous que ce soit une drogue pharmaceutique ou un engin mécanique ? Est-ce que vous croyez que c'est quelque chose de concret ? Mais non ! Le dynamisme, ce sont les hommes, c'est la conviction des hommes !"
Le pays se mobilisera à nos côtés parce que nous saurons lui faire partager la confiance que nous devons avoir en nous-mêmes, la confiance que justifient aujourd'hui les premiers résultats engrangés et celle que nous vaudra demain l'accomplissement des chantiers engagés.
En 1933, au plus fort de la crise de l'entre-deux guerres, Roosevelt disait au peuple américain : "la seule chose dont il nous faut avoir peur, c'est la peur elle-même".
Aujourd'hui, je vous l'affirme, c'est d'abord en nous-mêmes qu'il faut trouver les ressorts de la mobilisation, de la foi et de la volonté de réussir.
Parmi nous, quelques-uns ont répété, au cours des débats préparatoires à ce Congrès : "nous ne gagnerons les élections législatives que si..." beaucoup de considérants. Chers camarades, on ne gagne pas des élections avec des "si" !
Moi, je vous dis ma certitude que nous gagnerons les élections législatives de 1993.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Parce que nous allons continuer à créer des emplois et à faire diminuer durablement le chômage.
(Vifs applaudissements)
Parce que la rénovation de l'école, celle des programmes, de la formation et de la condition des élèves…
Les résultats déjà obtenus n'appellent ni triomphalisme déplacé, ni fausse modestie. Mais ils exigent la ténacité et la sereine conviction qu'ils sont nécessaires pour mettre en œuvre le pacte de croissance que nous avons passé avec les Français.
Un tiers pour l'emploi, un tiers pour la formation et la recherche, un tiers pour l'amélioration du pouvoir d'achat : l'avenir, la solidarité, la justice sociale, et dans ces trois directions, la réduction des inégalités.
Désormais une nouvelle étape nous attend. Le recul du chômage doit maintenant concerner davantage d'une part les chômeurs âgés et les chômeurs de longue durée, et d'autre part les femmes. Les dispositifs de retour à l'emploi seront renforcés dans ce sens.
(Applaudissements)
Le crédit-formation offre une seconde chance aux jeunes de 16 à 25 ans qui, chaque année, quittent l'école sans diplôme. La négociation engagée avec les partenaires sociaux cherchera à étendre ce dispositif aux salariés, puis aux chômeurs sans qualification. Ainsi, comme le Président de la République l'a demandé, il y a quelques jours, le nombre des bénéficiaires pourra passer de 100 000 à 200 000 chaque année. Nous veillerons particulièrement à ce que les femmes puissent avoir accès dans une plus grande proportion au crédit-formation, pour que l'égalité professionnelle passe des principes et de la loi à une réalité concrète et vécue.
(Applaudissements)
Une formation qualifiante ou un emploi : voilà ce que doit être la situation pour chaque jeune dans les deux ans qui viennent !
(Applaudissements)
Nous voulons que les emplois créés soient de vrais emplois, pas des petits boulots, que les formations offertes soient des formations qualifiantes, pas des stages-parkings.
Pour lutter contre le développement de l'emploi précaire, nous avons, parce que c'est notre règle, donné la priorité à la négociation collective. Mais les partenaires sociaux, et notamment le patronat, sont avertis : en tout état de cause, dès la session de printemps du Parlement, une loi viendra soit consacrer les résultats de cette négociation, soit pallier son échec ou combler ses insuffisances. Parce qu'il n'y a pas de croissance solide, d'emplois durables, qui se construiraient sur les décombres du progrès social.
(Applaudissements)
Dans la même volonté, j'appelle aussi les partenaires sociaux à accélérer, et à engager là où elles ne le sont pas, les négociations pour le réexamen des classifications dans le secteur privé, notamment là où les minima sont inférieurs

Fondation Jean Jaurès

au SMIC.
Relancer la politique d'aménagement du temps de travail est un quatrième axe de la lutte contre le chômage.
Beaucoup, et pourtant, chacun en a conscience, rendre à l'école publique la place qui doit être la sienne dans la société ne se mesure pas uniquement en termes quantitatifs.
L'école n'a pas été mise en situation de s'adapter aux évolutions de ces trente dernières années, à la demande généralisée de scolarisation, à l'exigence d'égalité devant le savoir. L'école d'hier était l'élément majeur de la promotion sociale. Il faudra plus de deux ans, pour reconstruire durablement une école de la réussite, pour restaurer la considération que le corps enseignant mérite de la part du corps social, pour que démocratisation de l'enseignement ne soit pas antinomique de qualité et d'excellence.
C'est d'autant plus nécessaire que le projet d'amener 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat d'ici l'an 2000 n'est plus un objectif volontariste. C'est devenu un fait de société.
C'est aussi un défi. Et nous n'avons pas le droit à l'échec, parce que notre démarche est un refus du déclin. Ce que Lionel Jospin a engagé doit permettre, j'en ai la conviction, d'enregistrer dans les deux ou trois années qui viennent, des résultats significatifs dans la rénovation du système scolaire.
(Applaudissements)
Des rythmes d'apprentissage plus adaptés au niveau de chaque enfant, des programmes respectueux des savoirs fondamentaux et ouverts aux évolutions de la connaissance, un calendrier scolaire plus harmonieux, un enseignement technique mieux reconnu, des maîtres toujours plus disponibles pour aider les élèves à surmonter leurs handicaps dans les zones d'éducation prioritaires, une école plus ouverte, voilà ce que les parents, les enseignants et les jeunes attendent concrètement de nous.
Parce que nos valeurs sont d'abord de tolérance et de respect de l'autre, le combat contre l'exclusion est la dimension moderne du combat laïque.
Or, l'échec scolaire est la forme la plus durable de l'exclusion.
Avoir fait sensiblement reculer l'échec scolaire, voilà ce qui nous permettra de rassembler les Français lorsque le moment sera venu de leur rendre compte de notre action !
Là, une logique d'exclusion, ici, une volonté d'intégration. Exclusion par l'argent, par la naissance, par la couleur de la peau. Intégration par la solidarité, par une plus grande égalité des chances, par davantage de justice.
Mis en œuvre dans les six mois suivant la réélection de François Mitterrand, le revenu minimum d'insertion a bénéficié à près de 500 000 ménages, soit un million de personnes.
L'objectif que s'est fixé le gouvernement est la remise en état, d'ici à 1995, du patrimoine HLM, soit un million de logements sociaux, à rénover. Dès 1988, le rythme de réhabilitation a été porté à près de 200 000 logements par an. En 1990, le budget du logement social a progressé de 17%.
(Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Une loi a rétabli la protection des locataires et permis le freinage des hausses de loyers en région parisienne. Une autre loi, en cours d'adoption, fixe des orientations ambitieuses à l'Etat et aux collectivités locales pour le droit au logement des plus démunis.
Oui désormais, une nouvelle étape nous attend. Elle doit donner à cette politique de la ville toute sa dimension de solidarité quotidienne. Le rejet de l'autre, la logique de l'exclusion, trouvent plus souvent leur origine dans de petites choses que dans les idéologies : des voisins issus de communautés étrangères que l'on trouve trop bruyants, des jeunes qui se rassemblent dans les caves ou les halls d'immeubles faute de lieux qui leur soient accueillants, des personnes âgées qui prennent peur d'une société qui les abandonne.
Cette dimension de solidarité appelle la mobilisation la plus large : municipalités, départements, offices d'HLM, associations sont appelés à y prendre leur part, à travers la démarche contractuelle qui a été mise en place. 420 Conventions de quartier, 10 contrats de ville retenus en 1989, des programmes plus spécifiques d'aménagement urbain. Voilà pour les mois qui viennent une démarche que j'attends des Socialistes, avec leurs élus, ou dans les associations de locataires, en direction du monde du travail.
La perte de perspective de promotion sociale, que j'évoquais, il y a un instant, nourrit une autre logique d'exclusion : le racisme, qui commence par le rejet de tout ce qui est différent.
Trois jeunes gens en sont morts la semaine dernière. Non pas parce qu'ils étaient étrangers, l'un d'eux était français, mais parce qu'ils étaient différents d'âge, d'allure, de couleur de peau.
Je m'adresse à vous, hommes et femmes de mon pays, vous les parents, les copains de classe, des jeunes de St Florentin, la Ciotat, ou Roanne. Que pourrez-vous répondre quand vos propres enfants vous demanderont : est-ce la France, est-ce mon pays, ce pays où l'on tue mes copains à cause de la couleur de leur peau ?
(Applaudissements)
La révolte monte de toutes les fibres de notre être devant ces crimes inexpiables de bêtise et de lâcheté. Nous savons ce qui les inspire et je me réjouis, comme vous, que le Parlement de Strasbourg, ait à deux reprises, levé l'immunité parlementaire de celui qui s'est fait un fonds de commerce de la haine de l'autre.
(Très vifs applaudissements)
Pour empêcher que le venin ne pénètre plus profondément la société française, un sursaut de toutes les forces démocratiques est indispensable. Un débat a lieu au Parlement dès la prochaine session. Le haut Conseil de l'Intégration où toutes les sensibilités politique sont présentes, s'est mis au travail. Aucun concours n'est de trop quand il s'agit de combattre le racisme et l'exclusion.
Mais je vous confesse que les propositions de l'opposition m'apparaîtraient plus convaincantes si elle était allée à Dreux ou au Luc, faire campagne contre les alliances locales avec le Front National, ou si un ancien Président de la République ne cherchait pas à se faire délivrer des brevets de courtoisie par M.

Fondation Jean Jaurès

Le Pen !
(Applaudissements)
La lutte contre les inégalités est au centre du combat contre les exclusions. J'ai évoqué celles qui touchent à l'emploi, au logement, à l'école. J'aurais garde d'oublier celles qui touchent à l'argent.
L'inégalité entre les revenus du travail et ceux du capital est une des injustices les moins acceptables. Bien sûr, il ne s'agit pas de la rémunération de l'épargne, qui est légitimes puisqu'elle résulte du travail et soutient les investissements collectifs. Il a d'ailleurs fallu attendre 1981 pour que l'épargne populaire, longtemps spoliée, reçoive enfin une juste rémunération.
Il s'agit de l'argent spéculatif, l'argent qui attire l'argent, les fortunes qui s'accumulent sans l'effort ni du travail, ni de l'intelligence, ni de l'investissement. Dans ce domaine, un seuil inacceptable a été franchi, car nos concitoyens n'ont jamais admis l'enrichissement sans cause.
Le partage de l'effort et de la solidarité doit donc trouver là aussi sa pleine application.
Le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes rapportera 6 milliards de F. en 1990.
Les cotisations sociales d'allocations familiales et d'accidents du travail ont été déplafonnées. La réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles passe progressivement du revenu forfaitaire au revenu réel. C'est plus juste.
Le plafonnement de la taxe d'habitation à 4% du revenu imposable, lance la réforme de la fiscalité locale. C'est déjà engagé.
La réduction des taux de TVA s'inscrit dans la volonté de réduire une fiscalité indirecte injuste.
La déduction fiscale du revenu foncier a été ramenée à un plafond de 10%.
Les décisions déjà prises ont une cohérence et s'inscrivent dans une démarche à long terne : à la fois simplifier et rendre plus équitables les prélèvements sur le patrimoine qui, de l'impôt foncier à l'ISF, des droits de succession aux prélèvements sur l'épargne, sont à la fois nombreux et contradictoires.
Mais une nouvelle étape nous attend. Elle commencera avec l'instauration d'une cotisation généralisée à l'ensemble des revenus, destinée au financement de la protection sociale. Son objectif est double : rendre le prélèvement social plus juste, en faisant participer les revenus du capital à l'effort de solidarité nationale, et éviter que les cotisations sociales ne découragent l'embauche en alourdissant le coût de travail.
Elle continuera avec la concertation que nous mènerons avec le groupe parlementaire sur la proposition d'asseoir l'impôt local départemental sur le revenu des gens et non plus sur la propriété. Je suis également favorable à une étude approfondie mais rapide de la proposition d'Henri Emmanuelli d'instaurer le prélèvement de l'impôt à la source : si le mécanisme en est bien adapté aux revenus non-salariaux, ce sera un facteur de simplification, d'équité et de lutte contre la fraude fiscale.
Chers camarades, il n'y a pas plus de grande réforme fiscale que de grand soir social. Mais il y a un mouvement continu, déterminé, cohérent pour que l'effort

nécessaire soit plus équitablement partagé.
Davantage de solidarité par la fiscalité, l'inflation toujours maîtrisée, une croissance retrouvée, voilà ce qui nous donne les marges de manœuvre nécessaires pour entreprendre cette nouvelle étape sociale que je vous ai annoncée, il y a trois mois. J'en ai indiqué ici les engagements essentiels dans le domaine de l'emploi, de la formation, du logement et de l'intégration.
Faire reculer durablement le chômage, assurer à chaque jeune soit une formation qualifiante, soit un emploi, garantir une deuxième chance à tous ceux qui sont sortis de l'école sans diplôme, réduire de façon significative l'échec scolaire, rénover l'ensemble du parc locatif HLM, développer le logement social et les équipements urbains, améliorer, avec les fonctionnaires, les moyens et les missions du service public.
La direction est tracée, les moyens sont là, la volonté est claire. Il s'agit, en quelques années, d'assurer à tous nos concitoyens une véritable égalité des chances dans l'accès à l'emploi, à la formation et à un meilleur revenu. Il s'agit d'assurer la modernisation efficace du pays dans la solidarité retrouvée. Cette nouvelle étape sociale, n'est-elle pas à la fois l'esprit et la lettre de la "France unie" de François Mitterrand ?
Moderniser le pays, ce n'est pas seulement moderniser l'économie, c'est aussi moderniser l'Etat.
La place et le rôle de l'Etat ont été au cœur de l'affrontement séculaire entre les théologies politiques aujourd'hui moribondes. Le Communisme et le libéralisme ne nous offraient d'alternative qu'entre l'Etat Moloch tout puissant, omniprésent, et l'Etat médiocre.
Nous ne voulons ni de l'un ni de l'autre. Et nous ne croyons ni qu'un état moderne soit voué à être un état modeste, ni que la restauration des droits des usagers passe par l'abaissement de l'Etat.
"Mieux d'Etat" plutôt que "moins d'Etat" a été longtemps une formule. C'est en train de devenir une réalité
L'Etat est plus efficace quand il sait dialoguer et négocier avec ses agents. Trois accords essentiels ont été signés depuis deux ans : sur les salaires, sur la formation et sur la refonte de la grille de la fonction publique. Une quatrième négociation est en cours sur la mobilité.
L'Etat est plus efficace quand ses fonctionnaires voient leurs responsabilités mieux reconnues. D'ici à la fin de l'année, une charge de la déconcentration des décisions aura été généralisée à tous les ministères.
Dès aujourd'hui, des centres de responsabilités ont été créés pour que l'amélioration du service public bénéficie tout à la fois aux usagers, aux finances publiques et aux conditions de travail des fonctionnaires.
L'Etat est plus efficace quand il accepte aussi d'être jugé sur ses résultats. Nous avons mis en place pour cela des procédures d'évaluation des politiques publiques.
En gagnant tous ces défis, le défi majeur de la modernisation de l'Etat aussi, c'est au bout du compte, mes camarades, les principes du Socialisme démocratique que nous ferons triompher.

Fondation Jean Jaurès

Rendre à l'Etat sa juste place est d'autant plus urgent que nous sommes citoyens du monde, et notamment citoyens d'Europe.
Cette Europe qui retrouve si soudainement les territoires et les peuples qui n'appartenaient plus qu'à son histoire, cette Europe, quel visage aura-t-elle ?
L'histoire avance à grands pas. Les premières élections libres qui auront lieu dimanche en Allemagne de l'Est et le 25 mars en Hongrie illustrent l'urgence de relever le défi qui nous est ainsi lancé.
Ce ne sont pas des attitudes frileuses qui nous mettront en situation de répondre aux enjeux nouveaux que fait naître l'aspiration du peuple allemand à retrouver son unité. Elle est un droit. Et quels pauvres internationalistes nous serions devenus si nous n'étions pas capables de l'accueillir avec joie d'abord, avec sérénité ensuite, et aussi avec la lucidité vigilante que nous devons à tant de siècles d'histoire commune !
L'unification allemande est l'affaire du peuple allemand lui-même. Mais ses implications nouvelles, en termes de sécurité collective, de respect des frontières existantes, d'édification communautaire, ne pourront être résolues que par l'ensemble des parties concernées. Cette unification, nous aurons d'autant moins à la redouter que nos résultats économiques - l'indice des prix est tombé hier - grâce à la ténacité de Pierre Bérégovoy, sont sur certains aspects meilleurs même que ceux de l'Allemagne.
(Applaudissements)
Ce langage de fermeté que le Président de la République et le ministre des Affaires étrangères ont tenu, commence à être entendu, c'est bon signe;
Mais qui croira un seul instant que la Communauté telle qu'elle est, avec encore trop d'arrière pensées, de réticences et de fragilité, pourra relever le défi qui lui vient de l'Est si l'Europe n'accomplit pas un puissant effort sur elle-même ?
Il nous faut avancer fermement.
L'union économique et monétaire constituera, comme le chef de l'Etat l'a rappelé devant le Parlement de Strasbourg - et je me réjouis, et vous aussi sans doute, que le Parlement européen reste le Parlement de Strasbourg (Applaudissements)... un pas décisif en direction de l'union politique.
Il nous faudra batailler pour que l'avancée vers l'Europe sociale se fasse au même rythme et avec la même force.
La conjonction du retour des pays de l'Est à la démocratie et de l'accélération de la construction européenne représente une chance historique. Une transition démocratique est en effet engagée, à l'Est bien sûr, mais aussi à l'Ouest, car seule la réalisation d'une véritable citoyenneté européenne pourra donner corps au projet d'union politique.
Le besoin d'une Europe forte et cohérente est d'autant plus ressenti qu'il est de moins en moins de problèmes dont la solution se trouve à un niveau strictement national, ni même au niveau d'un continent.
Aussi, c'est au plan international que la France a pris depuis vingt mois des initiatives majeures dans le domaine de l'environnement.
- L'adoption par 24 pays d'une déclaration invitant les Etats à créer une autorité planétaire pour lutter contre le réchauffement de la planète.

Fondation Jean Jaurès

- La décision européenne de réduire de 85% d'ici dix ans les substances qui attaquent la couche d'ozone.
- La réduction de 30% des émissions d'oxyde d'azote responsables des "pluies acides" qui détruisent les forêts.
- L'obligation, décidée au niveau communautaire, de pots d'échappement à essence sans plomb, dès à présent pour les voitures de grosse cylindrée et à partir de 1993 pour les autres véhicules.
- Le renforcement des moyens juridiques de contrôle sur les mouvements de déchets.
- Le refus, conjointement avec l'Australie, de laisser se transformer l'Antarctique en zone industrielle ou touristique.

(Applaudissements)

Chacun sait bien qu'il n'y aura d'avenir vivable pour nos enfants que sur une planète plus propre, plus économe de ses ressources naturelles, plus respectueuse de son environnement.

Certains nous parlent d'écologie comme d'un problème d'alliances politiciennes dans un chef-lieu de canton. A ceux qui placent véritablement l'écologie au premier rang de leurs préoccupations, j'apporte au contraire les résultats concrets d'une politique, dont les effets seront mesurables dans les années qui viennent.

(Applaudissements)

L'Europe, le monde. Que dire ici de plus que ce que nous savons déjà ? Que faire de mieux que ce qu'a conduit François Mitterrand au nom de notre pays ?

Guère davantage, si ce n'est dire à Jacques Chirac que la démocratie et le pluralisme politique ne sont pas un luxe, mais un besoin vital pour les pays d'Europe, comme pour ceux du tiers-monde.

(Applaudissements)

Rappeler à l'Afrique, que le despotisme n'est pas une fatalité, ni la misère un hasard.

Rappeler aux Européens de l'Est qu'entre le Communisme oppressif et le libéralisme sauvage il y a le Socialisme démocratique.

(Applaudissements)

Rappeler enfin aux Etats du monde entier, que l'organisation collective de la planète n'est plus tout à fait une utopie, que ce sera l'enjeu du 21ème siècle, et que dépendent d'elle, autant le soulagement des misères du tiers-monde, que la préservation durable des conditions écologiques de la vie sur terre.

Voilà, chers camarades, le message que je voulais, en tant que Premier Ministre, vous adresser.

Un message de confiance parce que, dans l'Europe entière, le Socialisme démocratique est une idée dont le temps est venu.

Un message de fraternité parce qu'après le moment du débat, vient celui du rassemblement.

Un message d'espérance parce que les succès de demain sont inscrits dans l'action d'aujourd'hui.

(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Pour ce gouvernement qui est le vôtre, pour ce parti qui est le mien, j'ai à la fois une grande ambition et une grande exigence : nous gagnerons ensemble !
(L'assemblée, debout, acclame le Premier Ministre)

La présidente - Merci, Michel Rocard.
Je veux annoncer les orateurs suivants, mais avant qu'ils prennent la parole, puisque quelques-uns d'entre vous ont eu des malaises, nous allons procéder à une pause de cinq minutes.
Après la pause de cinq minutes, nous entendrons Claire Dufour, Laurent Fabius, Jean-Pierre Chevènement, Jean Poperen, Julien Dray et d'autres orateurs.
(La séance est suspendue)

(La séance, suspendue à 18 h 15, est reprise à 18 h 20)

La présidente - Chers camarades, nous allons reprendre. Je vous invite à vous asseoir et à faire preuve de célérité, s'il vous plaît.
Je rappelle l'ordre des orateurs qui vont suivre : Claire Dufour, pour cinq minutes, ensuite Laurent Fabius, pour quarante minutes, Jean-Pierre Chevènement, pour trente minutes, Jean Poperen, Julien Dray, et d'autres...
Chers camarades, je vous invite à rejoindre vos places rapidement. Nous avons déjà pris beaucoup de retard, nous avons dû faire cette pause pour ceux qui avaient besoin de se "requinquer", mais je souhaiterais que, pour notre camarade Claire Dufour, tout le monde soit assis et qu'il n'y ait pas de différence entre les orateurs.
Notre camarade Claire Dufour a la parole.

Claire Dufour
Chers camarades, dans ce Congrès nombre de discussions et de débats; nous ont rassemblés. Il est vrai que certains éléments nous ont divisés.
Il est un domaine qui ne devrait pas poser de problème entre nous, tout simplement parce que nous y sommes peu présents : je veux parler de la jeunesse.
Oui, camarades, nous n'avons pas su capitaliser et nous ne savons pas capitaliser la sympathie des jeunes à notre égard. Je crois que, sur ce point, nous pouvons nous rassembler et nous mettre d'accord sur l'urgence de la situation.
Chacun connaît ici le phénomène d'abstention des jeunes qui se poursuit au fil des élections et qui mine notre démocratie. Chacun a pu apprendre, dans un dernier numéro de "Vendredi", que seulement 7% de nos adhérents ont moins de 30 ans. Chacun doit savoir que notre organisation de jeunesse, le MJS, est resté une organisation à l'état sclérosé avec seulement 6000 adhérents et seulement 3000 jeunes qui se sont prononcés dans leur assemblée sur leurs choix politiques. Seulement 3000 jeunes, camarades...
Voilà trois éléments sur lesquels nous pourrions revenir et qui sont significatifs de notre manque à ce niveau.
Il faut aujourd'hui se poser, bien sûr, la question du pourquoi.

Fondation Jean-Jaurès

Il est vrai qu'il existe un malaise social des jeunes, il est vrai qu'il existe un désarroi général des jeunes, vis-à-vis des organisations politiques traditionnelles et vis-à-vis de la classe politique dans son ensemble.
Les jeunes perçoivent souvent les partis politiques comme des lieux de pouvoir, comme des lieux d'affrontement, parfois même comme de simples machines à produire des élus, mais certainement pas comme des lieux où peut vivre le débat !
Notre responsabilité de Socialistes est ici totalement engagée. Quel message avons-nous su adresser aux jeunes, à cette jeunesse qui, pourtant, est prête à se mobiliser pour défendre les valeurs qui sont traditionnellement incarnées par la Gauche ?
La réponse, effectivement, risque d'être mince.
Croyez-vous sincèrement, camarades, que le spectacle que nous avons donné parfois dans ce Congrès soit de nature à répondre aux aspirations des jeunes ?
(Applaudissements)
Il ne s'agit pas ici d'engager une polémique vaine. Je voudrais résolument me tourner vers l'avenir, car notre Congrès peut permettre d'ouvrir un nouveau champ de réflexion, mais aussi d'action, en direction des jeunes.
Un parti qui réfléchit et agit aujourd'hui sur sa rénovation ne peut pas faire l'impasse sur cette question importante qu'est la jeunesse, ne peut pas passer à côté de cet enjeu.
La jeunesse, il est vrai (son âge le lui impose), peut incarner la rénovation. Mais attention, camarades, la rénovation ne se résume pas à une mode, elle ne se discute pas en termes de "look", la rénovation doit avant tout avoir un contenu, et un contenu politique bien avant que structurel.
Cette rénovation, pour nous, passe avant tout par une nouvelle réponse aux exigences de réforme sociale des jeunes.
Nous l'avons dit, nous l'avons répété, les jeunes ne nous auront connus que dans l'exercice du pouvoir et ne pourront nous juger que sur nos actes. Nous nous devons aujourd'hui de répondre à leurs aspirations, aux aspirations des jeunes à plus de partage, à plus d'égalité, à plus de justice sociale.
Je n'ai, hélas, pas le temps de m'étendre aujourd'hui sur cette question, alors je voudrais simplement, à la tribune de ce Congrès, faire une proposition, proposition qu'un certain nombre de jeunes ont avancée depuis quelques mois et ont inscrit dans notre motion.
Nous souhaitons que notre parti mette en place des Etats généraux des jeunes qui permettraient une véritable ouverture sur l'ensemble de la jeunesse.
Y participeraient des jeunes, bien sûr, leurs représentants, des représentants de notre parti, mais aussi les ministres concernés, car s'il s'agit de nouer un nouveau dialogue avec la jeunesse, s'il s'agit de discuter, il s'agit aussi de proposer et de concrétiser.
Ces Etats généraux seraient préparés sur plusieurs mois par l'élaboration de cahiers de doléances où tous les problèmes cruciaux que rencontrent les jeunes seraient abordés : lutte contre la précarité, lutte contre les inégalités, lutte pour l'intégration des immigrés, lutte contre les exclusions, lutte pour un meilleur

Fondation Jean-Jaurès

cadre de vie, réforme du service national, lutte pour l'accès au logement autonome des jeunes... la liste n'est, bien sûr, pas exhaustive. Mais je souhaite vivement que notre Congrès prenne en compte dès aujourd'hui cette proposition et que notre Commission des résolutions y réfléchisse sérieusement, car c'est nous, Socialistes, c'est nous qui devons rassembler tous les jeunes qui veulent agir pour plus de justice sociale, pour plus d'égalité, qui veulent agir pour le Socialisme.
Changer la vie reste leur objectif. La transformation sociale est notre objectif. C'est avec les jeunes que nous gagnerons les élections législatives de 1993, c'est donc en répondant d'abord à leur attente sociale ! C'est avec les jeunes que nous devons engager aujourd'hui notre nouvelle étape !
(Applaudissements)

La présidente - Merci à Claire Dufour, qui a dû parler dans un brouhaha général. Je vous prie, chers camarades, de vous asseoir maintenant et de ne pas pratiquer les conversations particulières et bruyantes, de façon à ne pas gêner les orateurs.
Je voudrais vous dire que le Parti Socialiste guyanais, par l'intermédiaire de notre camarade Bichot, nous a adressé un message par lequel il nous indique "qu'ils comptent sur nous pour prendre en compte les problèmes qui les préoccupent et qu'ils nous assurent aussi de leur soutien".
Merci, chers camarades du Parti Socialiste guyanais, pour votre message chaleureux.
(Applaudissements)
La parole est maintenant à Laurent Fabius.
(Très vive ovation prolongée)

Laurent Fabius
Chers camarades, trois ans à peine nous séparent de notre dernier Congrès et, en trois ans, le siècle a basculé !
A l'Est, le Communisme s'effondre, mais la suite n'est pas claire pour autant. Une Allemagne plus forte, une Union soviétique qui sait ce qu'elle ne veut plus mais qui ne sait pas encore où elle ira. A coup sûr, de tout cela, notre politique européenne et de sécurité va en porter l'empreinte. Mais la question que nous nous posons tous est celle-ci : le scénario de sortie du Communisme n'est pas écrit, est-ce que ce sera une sortie par le haut ? Nous l'espérons tous, c'est-à-dire une transition pacifique et l'avancée vers la démocratie sociale, ce que Walesa appelle, dans un autre contexte, "le scénario à l'espagnol". Ou bien est-ce que ce sera une sortie par le bas, voire pas de sortie du tout ? La révolution, qui est en cours, y compris en Union soviétique, peut réussir, nous le souhaitons tous, mais il faut avoir l'honnêteté de dire qu'elle peut aussi déboucher sur l'affrontement des groupes ethniques et sociaux, sur l'effondrement de l'économie et de l'Etat. Rien n'est écrit, tout est ouvert, et beaucoup dépendra aussi de nous.
Une chose est certaine, c'est qu'il faut soutenir ces pays, et nous le faisons : technologie, formation, financement, accélération de la construction européenne, c'est tout cela que sous l'autorité du Président de la République accomplit le

Fondation Jean-Jaurès

gouvernement de Michel Rocard, que je salue avec amitié.
(Applaudissements)
Il ne faut pas, car c'est un piège, que nous troquions l'appui nécessaire à l'Est contre l'affaiblissement de notre soutien au Sud qui est indispensable pour le développement du tiers-monde.
(Applaudissements)
Car, chers camarades, si le seul choix laissé à tous ces peuples c'était d'échanger les garanties sociales qu'ils avaient contre les droits civiques qu'ils désirent, alors, à coup sûr, ce serait un jour ou l'autre l'explosion. L'unification de l'Allemagne est inscrite dans le cadre de la Communauté ; le respect des frontières héritées de 1945, François Mitterrand et le gouvernement l'ont exigé, et ils ont eu raison ; la perspective à moyen terme d'une Confédération européenne Est-Ouest : là sont réunies les conditions pour que nous puissions raisonnablement espérer.
Je dis "raisonnablement" car vous serez d'accord avec moi, j'en suis sûr, pour dire que sur ces sujets, il faut éviter, tant la situation demeure fragile, toute naïveté, et il n'est pas question d'abandonner la vigilance. Chacun de nous ici, est un partisan fervent de la paix. Aucun d'entre nous n'oublie que cette recherche passionnée de la paix fonde l'idéal Socialiste et que le plus grand d'entre nous, Jaurès, a été assassiné pour elle.
(Applaudissements)
Mais dans un continent européen qui reste encore meuble, quel responsable, voudrait prendre le risque d'amoindrir notre sécurité ? Engageons-nous donc résolument vers le désarmement. Décidons les ajustements nécessaires avec leur traduction en termes d'économie financière. Une Convention a été proposée sur ce point, c'est excellent, mais n'ayons évidemment pas l'illusion de trouver là je ne sais quelle caverne d'Ali Baba.
Oui, ces trois ans ont changé le monde, faisant en sorte que ce qui paraissait impossible hier devienne le quotidien d'aujourd'hui.
Il y a trois ans, je me rappelle, nous apportions notre soutien au peuple tchécoslovaque, mais Vaclav Havel était en prison, Dubcek en exil intérieur, aujourd'hui ce sont des hommes libres et notre pays, la France, les accueille en Présidents.
(Applaudissements)
Il y a trois ans, nous disions les uns et les autres notre solidarité au peuple chilien, alors sous la botte de Pinochet, aujourd'hui nos compagnons, les opposants d'alors sont libres, plusieurs sont présents ici à Rennes et beaucoup participent au gouvernement du Chili.
(Applaudissements)
Mais il faut le dire ici, il y a trois ans nous espérions aussi voir la Chine aborder à son tour les rivages de la démocratie. Aujourd'hui un pouvoir sénile, obsédé par sa propre survie, a étouffé cette lueur d'espoir - j'en suis convaincu - pour un temps seulement. Car la leçon de ces trois ans est claire : la liberté est plus forte que tout. Il y a trois ans, il croupissait en prison et l'on ne connaissait de son visage qu'une photo, toujours la même, prise il y a plusieurs décennies.

Aujourd'hui, il est libre, vieilli par les années, mais jeune par la formidable poussée de sa cause symbole d'une Afrique du Sud qui finira par chasser l'apartheid un jour, je suis sûr, je l'espère, nous l'accueillerons en chef d'Etat, je pense à Nelson Mandela.
(Vifs applaudissements)
Si je commence cette intervention en parlant ainsi, c'est aussi parce que l'effondrement du Communisme nous pose, comme Socialistes, des questions idéologiques majeures.
Avez-vous remarqué que par un renforcement formidable, ce que dit Gorbatchev aujourd'hui c'est à peu de chose près ce que disaient les mencheviks au début même de ce siècle ? La social-démocratie l'emporte sur le Communisme.
Le 21ème siècle peut être le siècle des libertés, à condition que nous sachions montrer par notre action, contre le collectivisme et le capitalisme débridé, qui tout deux, de manière différente, blessent la personne humaine, il y a - hommage à Blum à soixante dix ans de distance - ce Socialisme de la liberté.
On parle souvent de l'approfondissement de la démocratie, de son extension à la sphère économique et sociale, le Socialisme est évidemment cela, mais c'est davantage, le refus d'une société qui fait chez nous de l'argent-roi, de l'argent-fou, de la production et de la consommation effrénées de marchandises le seul jalon et le sens de la vie.
A Paris, certains immeubles se vendent 200 000 F le mètre carré, ce qui veut dire qu'avec ces seuls critères, comme le remarquait l'autre jour un journal, un instituteur vaut aujourd'hui un demi-mètre carré par an !
(Applaudissements)
Avec la misère pour tant de peuples à travers le monde, ce qui veut dire que le double échec du Communisme et du capitalisme sauvage ne dispense pas d'agir plus vigoureusement pour donner plus de chair à notre Socialisme de la liberté. Mais c'est ici, mes camarades, et là est peut-être le poids le plus nouveau, que nous rencontrons un trait désormais constitutif de notre identité. J'estime que notre réflexion et notre action ne peuvent plus se limiter à ce qui, jusqu'ici, en a fait l'essentiel, c'est-à-dire les rapports entre le capital et le travail, mais qu'il nous faut prendre en compte la troisième donnée essentielle, et qui s'appelle l'écologie.
Le problème de l'environnement va dominer les temps qui viennent. les technologies de l'environnement seront plus importantes que les technologies de la guerre des étoiles. La nouvelle évolution technologique souligne l'absurdité d'un système, le nôtre, qui subordonne tout à produire de plus en plus vite, sans cesse davantage de biens, qui se révèlent souvent de moins en moins utiles et de plus en plus éphémères.
La conséquence, à mon sens, que nous devons tirer c'est que nous devons faire de l'écologie un axe majeur de notre action. Alors, dans ces conditions, car là aussi c'est un point important de notre Congrès, qu'est-ce que c'est aujourd'hui qu'être Socialiste ?
Je le disais : défendre, consolider, approfondir partout dans le monde l'Etat de droit et la démocratie, y compris dans notre société bien sûr où la force prime

souvent le droit, et la démocratie sociale reste un rêve.
Agir pour l'égalité, la justice, les libertés, libérer la société de la mainmise de l'économique, nous opposer à l'expansion des rapports marchands dans la totalité de la vie sociale, préserver un certain nombre de secteurs qui ne doivent pas dominer - je pense à la culture, à l'éducation, à la santé, à la communication ou à la politique. C'est pour cela que nous défendons le service public, le secteur public, l'action publique. C'est aussi en relations avec cela que nous maintenons notre aspiration à une civilisation du temps libéré, vieille utopie du mouvement ouvrier qui se bat depuis deux siècles pour réduire le temps de travail, et que la nouvelle révolution industrielle place enfin à portée de mains.
Les syndicats et le Parti social-démocrate allemand ont repris avec efficacité l'action pour les 35 heures, nous devons en faire le mot d'ordre de l'Internationale Socialiste, et donc aussi le nôtre pour la totalité du continent.
(Applaudissements)
Dans cette bataille pour ce qui sera une civilisation nouvelle, les écologistes, mais aussi les Communistes dans leur majorité, ont leur place à nos côtés.
(Applaudissements)
Car le choix, quand on y réfléchit bien, c'est contre la croissance anarchique, le choix d'une croissance propre, contre le laisser-aller, laisser-polluer, au nom d'un profit à tout prix, la recherche d'une croissance sociale et équilibrée, source de création d'emplois.
Nous avons, dans toute une série de secteurs, des responsabilités évidentes, au gouvernement, évidemment dans le Parti, dans les régions, les départements, les communes. Je pense, mes chers camarades, que par nos propositions - je vais y venir dans un instant - par notre action, ce qui est sans doute plus important encore, les Socialistes doivent sur le terrain être les premiers écologistes de France.
(Applaudissements)
Ce qui veut dire de renforcer notre législation, d'accentuer notre effort de recherche, de bâtir une fiscalité écologique, d'encourager les associations de défense de l'environnement, cela veut dire aussi que l'urbanisme, les transports, la politique agricole et rurale, la politique énergétique, tout cela doit être passé au tamis de la préoccupation écologique.
Cela veut dire aussi - on a commencé de le faire - renforcer le droit international, définir des procédures et des responsabilités internationales créer l'autorité mondiale capable d'intervenir et de sanctionner.
Le vrai succès de nos idées et de nos actes, ce ne sera pas seulement de montrer que le Socialisme doit incarner, veut incarner, une dimension écologique nouvelle. Ce sera, et la tâche est devant nous, mes camarades, de montrer que l'écologie n'a de sens et de portée, et de capacité d'action, que dans une logique d'ensemble qu'exprime le Socialisme dont, précisément, nous sommes porteurs.
(Applaudissements)
Bref, et cela est le point essentiel que je voulais apporter à notre débat idéologique, je souhaite que, parmi d'autres tournants, le Congrès de Rennes marque de la façon la plus nette, le tournant écologique des Socialistes français.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Depuis notre dernier Congrès, une autre évolution majeure s'est produite, c'est que nous sommes entrés à nouveau après plus de quinze ans, dans une période économique de croissance. Nous avons, je veux dire les gouvernements de Pierre Mauroy et le mien, fait face à la crise de façon, me semble-t-il, moins injuste que les gouvernements conservateurs
Aujourd'hui, nous devons gérer la reprise avec une ambition forte de justice sociale et d'approfondissement démocratique, je le dirai plus nettement encore de notre capacité à faire un bond en avant sur le plan de la justice sociale dépendent nos chances de faire un bond en avant sur le plan de la reconquête, et donc comme l'a bien dit Michel Rocard tout à l'heure, d'emporter les élections législatives de 1993... (applaudissements)... car là est le but, et j'imagine qu'ici aucun d'entre nous ne se berce d'illusions.
Ce but ne sera pas facile à atteindre. La Gauche assurément, et il faut s'en réjouir, bat aujourd'hui la Droite dans les sondages, mais reconnaissons que la Droite, malheureusement, bat aujourd'hui souvent la Gauche dans les élections partielles.
(Applaudissements)
Cela veut dire que la tâche qui est devant nous, cela s'appelle la reconquête, qui demande d'abord moins d'inégalités et plus de justice.
Aujourd'hui, beaucoup des nôtres s'abstiennent. Certains votent aux marges. Nous devons écouter ce qu'ils veulent nous dire. Certaines mesures ont été prises, comme le revenu minimum d'insertion ou l'impôt sur la fortune, qui sont excellentes. D'autres doivent suivre, en particulier l'amélioration de la situation des salaires modestes ou moyens, car n'oublions pas, mes camarades, que c'est d'abord là que se situe notre électorat.
(Applaudissements)
De même pour rééquilibrer revenu du travail et du capital, une réforme de la fiscalité et des prélèvements sociaux.
Nous devons amplifier ce mouvement pour que, peu à peu, il devienne perceptible à chacun. Et à toutes, car encore aujourd'hui, malgré notre engagement, les femmes sont en proportion plus nombreuses que les hommes au chômage, et quand un homme travaille une fois, il est fréquent qu'une femme travaille deux fois, par ses charges de famille ou d'entretien du foyer...
(applaudissements)
Abstentions, disais-je, ou vote aux marges. Nous ne pouvons pas durablement accepter une société qui est morcelée en trois tiers.
La zone blanche des emplois stables, la zone grise du travail précaire, et la zone noire du chômage.
Les créations d'emplois reprennent, bravo, mais le chômage n'est pas encore réduit assez, c'est notre effort à tous d'y parvenir car cela reste la priorité numéro un.
Nous devons montrer qu'ayant su renouer avec une croissance saine, nous savons donner à chacune et à chacun sa part en métropole et Outre-mer. Cela passe, nous le savons, par des réformes de fond, ce sera notre thème central

Fondation Jean Jaurès

d'action, gouvernement et Parti rassemblés, pour les mois et les années à venir.
Dans cet esprit, je suis sûr que chacun sera d'accord pour que nous poursuivions le redéploiement de notre système productif vers les secteurs où la technologie est la plus avancée et la croissance la plus forte.
Nous constatons tous qu'il y a pénurie de personnels formés, et souvent pléthore de main d'œuvre non-formée. Ce sont les laissés pour compte du système scolaire et de la formation qui, dans notre société des trois tiers, grossissent d'abord les rangs du chômage. Il faut donc adapter notre système de formation aux besoins de l'économie et de la société moderne. Cela a été fort bien commencé, nous devons désormais avancer.
Si j'avais sur ce point un argument, et un seul, sur lequel insister en faveur du Socialisme démocratique, ce serait simplement celui-ci. Aucune réflexion sur l'organisation économique et sociale ne me paraît aussi adaptée que l'approche Socialiste à la troisième révolution industrielle. Car notre approche veut moderniser le marché en l'encadrant pour qu'il soit plus efficace, économe en énergie, plus conforme aux besoins des salariés et des consommateurs. Car notre approche Socialiste veut moderniser l'Etat, pour qu'il joue à plein son rôle d'investisseur dans l'éducation, les infrastructures, de transport, le logement pour qu'il remplisse sa fonction d'orientation économique dans les technologies d'avenir, pour qu'il soit vraiment un aménageur efficace du territoire, pour les régions laissées pour compte.
Notre approche Socialiste consiste à moderniser la négociation collective, en élargissant les droits des salariés et de leurs organisations, en développant la concertation, en décentralisant aux partenaires sociaux le maximum de décisions.
Nous savons qu'il n'y a pas de véritable démocratie sociale sans puissant mouvement syndical. Bref, la lutte contre toutes les inégalités est le premier chemin de la reconquête, elle implique la mobilisation de tous, elle nécessite un plus large recours au contrat, au dialogue, à la négociation sociale. Elle appelle un bilan et une action du Parlement, Ce doit être notre affaire à tous, ce doit être l'affaire de la nation.
Mes camarades, la deuxième clé, aussi importante que la première, la deuxième clé de notre reconquête, c'est de mener une action en profondeur contre l'extrême droite.
(Applaudissements)
Je dirai les choses telles que je les pense.
D'une certaine manière, je crois que, souvent, nous nous sommes laissés piéger. Lorsque Le Pen nous parlait d'immigrés, nous répondions par un discours global antiraciste. Aujourd'hui, il tient des propos racistes, et nous répondons : politique d'immigration. Cette politique est essentielle, et le gouvernement est clairement résolu à la mettre en œuvre, mais soyons tout aussi clairs; ne laissons pas croire que 7% d'immigrés dans la population expliquent 15% de votes pour le Front National.
(Applaudissements)
Je veux, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïtés, préciser plus avant ma pensée.

Fondation Jean Jaurès

Dans l'Allemagne de l'avant-guerre, la montée de l'extrême droite était liée à l'humiliation nationale du traité de Versailles, à la misère d'une fraction de la population dans la crise, à la désunion du mouvement ouvrier incapable de reconnaître ses vrais adversaires.
La situation est évidemment différente, mais nous ne connaissons malheureusement pas une vraie unité du mouvement ouvrier. Nous constatons l'affaiblissement du Parti Communiste et nous savons, sans faire de procès à personne, que les couches sociales qu'il organisait trouvent en partie refuge au Front National.
Eh bien ! Nous devons les reconquérir par une politique qui directement les touche, les concerne, et par une très forte présence militante, car là où des militants Communistes autrefois encadraient un électorat, souvent, l'encadrement a disparu, sommes-nous assez présents ? Pas toujours. Et c'est parfois l'encadrement du Front National qui a pris la place du Parti Communiste.
(Applaudissements)
Nous ne connaissons évidemment pas non plus la situation économique des années 1930, mais nous constatons le creusement des inégalités, nous savons tous que c'est dans le dernier tiers dont je parlais tout à l'heure, celui du chômage et de la précarité absolue, que l'extrême droite fait d'abord des ravages, ce qui veut dire que la lutte pour une plus grande justice sociale n'est pas seulement une exigence de la démocratie et de notre combat en tant que Socialistes, la lutte contre les inégalités sociales est le premier instrument du combat contre l'extrême droite.
(Applaudissements)
Nous ne connaissons évidemment pas, bien au contraire, ce qui était au moment des années 25 ou 30 l'humiliation nationale, mais nous savons, et je veux vous en parler, qu'il existe une crise larvée de l'identité nationale qu'exploite trop habilement Le Pen.
Dès lors, lutter contre toutes les manifestations de racisme, des plus anodines aux plus ignobles, comme ces derniers jours, est une tâche absolument centrale. Elle ne porte pas sur un seul secteur. Faire barrage à l'extrême droite, cela commence en faisant barrage à la désyndicalisation, à la dépolitisation, à l'abstentionnisme. Faire barrage à l'extrême droite, cela commence en faisant partout barrage à la misère. C'est peut-être notre tâche prioritaire en tant que gouvernement et que Parti.
Ce que je veux dire, c'est qu'il n'y a pas qu'à l'Est de l'Europe que la question nationale ressurgit avec force. Souvenons-nous du caractère passionné, y compris dans nos rangs, trop médiatisée, de la question du foulard. Derrière la controverse qui a été ramenée à de plus justes proportions sur ce morceau de tissu, s'exprimaient à travers les positions des uns et des autres, non seulement la question de la laïcité, celle des droits des femmes, mais une certaine interrogation sur la nation.
Qu'est-ce qu'être français ? Qu'est-ce que la France ?
A l'heure de la domination culturelle des Etats-Unis de l'édification de l'Europe,

Fondation Jean-Jaurès

de l'enracinement de l'Islam au cœur de nos villes ?
L'habileté honteuse de Le Pen est d'avoir su déceler ce retour en force de la question nationale et de l'avoir tordue pour lui donner des réponses odieuses, mais simples. La préférence nationale contre l'effort d'intégration, la haine de l'autre et le rejet de l'étranger, le droit du sang contre le droit du sol.
Nous devons avec vigueur combattre ce qui est un recul de la raison démocratique devant la passion nationaliste par des actions concrètes : elles relèvent de nous tous, mais aussi en proposant à notre peuple une certaine figure de la France, l'identité française ce n'est jamais celle du repli, c'est celle de la révolution de 1789, celle de 1848, de la Commune, de 1936, de la résistance et de la libération.
Il faut dire partout avec encore plus de force que nous l'avons fait jusqu'ici que la France, c'est la terre des droits de l'Homme, la France de la terre d'asile, n'oublions jamais la terre de la laïcité, la France ouverte, la France intégratiste, la France solidaire et je propose pour être plus clair encore qu'à la sortie de notre Congrès, la première campagne qu'ensemble le Parti Socialiste engagera soit menée contre le Front National et sur les valeurs de la démocratie contre le racisme.
(Très vifs applaudissements)
Mes camarades, on a dit tout à l'heure avec juste raison et cela avait d'autant plus de force que cela venait d'une des plus jeunes d'entre nous, que la jeunesse n'était pas toujours assez présente parmi nous, et c'est vrai. Réunions de sections, souvent nous nous regardons, il y a des jeunes, mais ils ne sont pas toujours les plus nombreux. Posons-nous la question : est-ce que nous leur parlons toujours le langage qu'ils attendent ? Est-ce que nous faisons porter l'action concrète toujours sur les thèmes auxquels ils sont les plus sensibles ?
Engageons, pas seulement pour une semaine ou deux semaines, mais d'une façon puissante, aux débats permanents une grande campagne contre l'extrême droite, contre le racisme, pour la tolérance et vous verrez que la jeunesse se mobilisera à nouveau et qu'elle verra qu'elle a dans le Parti Socialiste son plus vif défenseur.
(Très vifs applaudissements)
Mes camarades, le troisième axe de la reconquête c'est la construction européenne. Il n'y a pas de contradiction entre la France de la solidarité et de la justice sociale telle que je viens d'en parler et la construction européenne, car pour penser Socialiste, il faut désormais penser en européen. Reconnaissons que le cadre national est devenu aujourd'hui trop étroit pour faire face à beaucoup de défis.
La lutte contre la pollution, la maitrise des mouvements financiers, l'action contre la drogue, la réflexion puis l'action sur les manipulations génétiques, toutes ces immenses questions d'aujourd'hui et de demain ont en commun d'enjamber les frontières.
Nous devons être capables d'agir internationalement dans tous ces domaines et l'un des principaux défis qui se posent à nous, c'est que nous continuions à agir en termes strictement nationaux, alors que la plupart de ces problèmes sont

devenus transnationaux.
Sachons sortir de nos préoccupations nationales et comprendre, allant au-delà de nous-mêmes, que le Socialisme ne pourra réussir que si nous sommes capables de bâtir des autorités transnationales, de céder parfois un-peu de ce qui est notre propre tissu national pour être plus efficaces au niveau international qui a toujours été la dimension première du combat des Socialistes.
(Applaudissements)
Cela suppose que nous soyons capables de peser d'abord véritablement sur les décisions de la Communauté en introduisant plus de démocratie dans son fonctionnement et en obtenant, ce qui, reconnaissons le, n'est pas le cas, que l'Europe sociale avance du même pas que l'Europe financière.
Nous ne le pourrons que si nous sommes fermement résolus et si nos amis Socialistes espagnols, italiens, portugais, ou des Partis socio-démocrates d'Europe du Nord qui, j'en suis convaincu, Noxe (?) s'exprimait, il y a quelques jours, Lafontaine s'exprimera demain avec nous, ces partis d'ici peu reconquièrent le pouvoir dans ces grandes démocraties... (applaudissements) cela exige que nous soyons capables de travailler ensemble à un projet Socialiste pour l'Europe et qu'ensemble nous sachions mener à bien la réorientation de la Communauté européenne à gauche.
Bref, si j'avais à résumer, le chemin, tel que je le vois, du succès que nous souhaitons tous en 1993, ce serait celui ci.
Faire entendre concrètement, comme nous avons commencé de le faire, tous ensemble, notre différence par rapport aux autres, montrer non seulement par les mots, mais par les actes, que notre souci de la justice sociale, l'idée que nous nous faisons de la France et de l'Europe tracent une toute autre perspective aux Français que celle que leur offre la Droite.
Cela n'exclut nullement que nous nous élargissions politiquement ; ceci est évidemment souhaitable, mais cela exclut clairement toute confusion avec une droite qui serait rebaptisée pour la circonstance.
(Applaudissements)
Nous sommes pour une Europe ambitieuse sur le plan social, pas eux.
Nous sommes pour un nouvel effort de justice fiscale, pas eux.
Nous sommes pour une France qui intègre au lieu de rejeter, pas eux.
Bref, comme le veut le gouvernement, il l'a montré par son discours tout à l'heure, que la Gauche soit la Gauche en prise sur le monde, sans démagogie, mais sans faiblesse et le terrain sera regagné.
(Vifs applaudissements-)
La dernière condition de la reconquête, ou la première, comme on le voudra, concerne notre parti.

Dans la salle - Ah ! Ah !

Laurent Fabius - Les jeunes qui voteront la première fois aux élections législatives de 1993 avaient 6 ans quand François Mitterrand a été élu pour la première fois. Ce qui veut qu'à la différence des générations précédentes,

Fondation Jean Jaurès

l'appréciation ne se fera pas en comparant les bilans des uns et des autres, pour eux, pour les jeunes, le pouvoir, c'est la Gauche, et cela les rend d'autant plus exigeants.
De ce point de vue aussi, peut-être même d'abord, il est important que nous réussissions notre Congrès.
Un Congrès, on l'a vu, n'est pas un exercice d'autosatisfaction, nous devons dire à la fois nos atouts et nos faiblesses et faire le nécessaire collectivement pour les surmonter.
Pour être ce qui, on l'a bien compris, est l'essentiel, le Parti Socialiste du renouveau, nous devons être capables me semble t-il, sans abandonner rien de notre tradition, de nous rénover nous-mêmes. C'est sur ce point qu'ont porté, dans la préparation du Congrès, beaucoup de nos propositions - dont je veux dire un mot - et je pense que cela explique pour l'essentiel la façon dont les militants ont voté.
(Applaudissements)
Eliminons du débat, si vous le voulez bien, comme l'a fort bien fait Pierre Mauroy tout à l'heure, ce qui serait caricature. Je reprends ton expression, Pierre, je ne saurais mieux dire, le Parti démocrate à l'américaine, il n'y a aucun risque.
(Applaudissements)
Mais puisque la question du Parti est posée, et elle doit l'être, je veux revenir sur ce qu'on peut entendre par Parti Socialiste moderne de masse, car il me semble que c'est un instrument essentiel pour permettre la reconquête de l'électorat et au-delà pour redonner tout son contenu et toute sa force au Socialisme des temps futurs.
Oui, nous voulons un parti moderne, non par amour du mot ou de la mode, mais parce que dans notre démocratie internationalisée, médiatisée, urbaine, et aussi, d'une certaine manière, nous le regrettons, mais c'est comme cela, individualiste, les conditions de l'action politique ont changé.
Dans une société où les plus de 60 ans vont être de plus en plus nombreux, où les jeunes ont des sollicitations innombrables, les partis, les syndicats, les associations, ne se sont pas encore tous suffisamment adaptés aux nouvelles conditions de leur intervention. C'est l'une des causes, pas la seule, de la crise de la représentation et parfois de la crise du militantisme.
Les partis, eux aussi, ont besoin s'ils veulent anticiper les transformations de la société, d'être modernisés.
Nous voulons un parti, de masse, parce que le Parti, le nôtre, est le seul moyen permanent de transformation de la société dont nous disposions, parce qu'on ne lutte pas de la même façon, je parlais tout à l'heure de l'extrême droite, contre elle, avec 150 000, 200 000, 300 000 ou 400 000 militants, c'est une tâche très difficile, elle ne dépend évidemment pas d'une seule mesure, en tout cas, nous sommes convaincus qu'il est des barrages qu'il faut faire sauter.
C'est pourquoi nous avons proposé, et nous proposons, à l'issue du Congrès, que des décisions soient rapidement prises pour revoir une question aussi matérielle, mais c'est très important, lorsqu'il s'agit de savoir si on va ouvrir le

Fondation Jean-Jaurès

Parti ou faire barrage, la question, mes chers camarades, des cotisations dont il faudra bien parler.
(Applaudissements)
La question des sympathisants, non pas à l'évidence que les sympathisants aient les mêmes droits que les militants sinon il n'y aurait pas de différence. Mais nous tous, nous rencontrons dans nos campagnes électorales, partout, des amis qui n'ont pas encore franchi le pas, qui hésitent à entrer au Parti Socialiste, qui veulent venir près de nous, avant de franchir le pas.
Nous souhaitons qu'ils soient associés plus étroitement que par le passé, à nos travaux : Parti moderne, Parti de masse, Parti pleinement ouvert aux autres, Parti ouvert sur la vie.
La question qui est posée à nous tous, c'est celle-ci : pourquoi en 1990, adhère-t-on à un parti ?
Comment attirer, intéresser aujourd'hui davantage les militants ?
L'énergie, le dévouement existent. Il n'est pas vrai de dire que les jeunes ne s'intéressent pas à la politique. C'est d'une certaine façon de faire de la politique souvent qui les déçoit.
(Applaudissements)
Les mouvements caritatifs, humanitaires, ont souvent avec des hauts et des bas, des succès et les Partis n'ont pas toujours en suffisamment grand nombre, un assez grand succès non pas qu'il faille opposer le succès des uns et des autres, mais si vous voulons amplifier le nôtre, alors comprenons tous ensemble ce qui se passe.
Vouloir un parti de militants, c'est par exemple, et c'est essentiellement mettre en place, comme nous l'avons proposé, un système de formation qui fasse des militants à la fois des animateurs, et des organisateurs sans cesse plus efficaces de leur milieu de vie, des porte-parole de la population vis-à-vis du gouvernement, des défenseurs de la politique Socialiste à la base malgré les efforts à tous, ce système de formation n'existe pas encore, mes camarades.
Faisons-le !
Vouloir un parti de militants, c'est stimuler le travail des adhérents dans les associations, des mouvements sociaux dans lesquels ils sont insérés.
Nous avons demandé l'adhésion de chaque membre du Parti Socialiste à une organisation de masse. C'est déjà très difficile, mais même si c'est très difficile, c'est en même temps insuffisant.
Nous devons ouvrir, aux militants, des lieux de confrontation, d'échanges, d'expériences afin que dans ces organisations de masse, et dans le respect de leur autonomie, les Socialistes constituent une force de proposition et non pas souvent des adhérents qui se trouvent en difficulté, Faute de moyens, la Commission nationale "entreprise" n'a pas pu encore collectivement assumer assez ses fonctions. Nous proposons que cela désormais soit fait.
(Applaudissements)
Vouloir un parti de militants, c'est respecter scrupuleusement, notre principe fondateur qui fait des militants la source de la légitimité. C'est à l'occasion des Congrès et entre les Congrès, parce que nous le souhaitons, par des Conventions

Fondation Jean Jaurès

d’initiative militante, donner la parole aux militants s’en remettre à eux pour définir la ligne du Parti et désigner les équipes dirigeantes. Faisons-le !
(Applaudissements)
Vouloir un parti de militants, c’est vouloir un parti de droit, où les textes soient respectés où les excès soient évités. J’imagine qu’ici tout le monde souhaite éliminer ces excès. Il est une façon simple de le faire et que nous proposons d’instituer : un présent, une voix. Faisons-le !
(Très vifs applaudissements)
Vouloir un parti de militants, c’est aussi vouloir un parti de militantes.
(Applaudissements)
Nous avons proposé, les uns et les autres, de nous imposer des mesures précises pour assurer aux femmes toute leur place dans nos organisations. Sur ce point, nous devrions être tous d’accord. Il s’agit non pas seulement j’allais dire non pas tellement de voter les textes, il s’agit de les appliquer. Faisons-le !
(Applaudissements)
Vouloir un parti de militants, c’est refuser de voir se perdre la capacité militante accumulée au cours de décennies au sein du Parti Communiste.
Ouvrir les portes de notre maison à ceux qu’il y a déjà longtemps sont partis pour une certaine aventure, nous proposons d’organiser dans l’année du Congrès de nouvelles assises du Socialisme. Faisons-le !
(Applaudissements)
Vouloir un parti de militants, enfin, c’est aujourd’hui plus que jamais bâtir un parti internationaliste puisque la plupart des grands problèmes, je l’ai dit, n’obtiendront pas de solution facile dans des limites de l’hexagone.
C’est donc, et on a commencé de le faire, renforcer la présence du Parti Socialiste en Internationale Socialiste. Organiser au niveau international un ensemble de fonctions que chaque Parti assume aujourd’hui à son niveau, mais souvent, ignorant un peu trop ce que fait pour lui son voisin.
Jamais la dimension internationale du Socialisme n’a été aussi nécessaire.
Nous proposons de rendre le Parti Socialiste organiquement plus présent partout dans le monde, et en particulier car on a besoin de nous, très vite, à l’Est de l’Europe.
Mes camarades, là aussi, faisons-le !
(Applaudissements)
Mes camarades, longtemps nous avons été un parti minoritaire. Vous vous rappelez, le temps où on nous appelait par une périphrase "la principale formation de la Gauche non Communiste".
Grâce à vous tous, grâce à l’action formidable de François Mitterrand (Applaudissements)... nous sommes désormais devenus le Parti dominant de la Gauche, et l’axe la vie politique française.
Il faut nous donner les moyens durables de cette responsabilité. Tout se tient. Pour amplifier une politique de gauche, nous avons besoin d’un grand Parti Socialiste moderne et de masse.
Un Parti pleinement implanté partout, créatif, augmentant son influence.
Pour développer notre Parti, il nous faut, dans la fidélité au message de François

Fondation Jean Jaurès

Mitterrand, ancrer la résolution de notre action, de notre gouvernement à gauche.
(Applaudissements)
Nous pouvons avoir, entre nous, sur tel ou tel point, des différences. C'est par la confrontation des points de vues et la compétition des équipes qu'un parti démocratique trouve son chemin, choisit ses dirigeants. Mais après, l'heure de la confrontation et de la compétition démocratique doit venir.
Je vous le demande... doit venir celle du rassemblement dans l'action (applaudissements)... à condition bien sûr que pour rassembler, et c'est notre demande, on ne commence pas par écarter.
(Très vifs applaudissements)
Nous avons, dans le débat, proposé une démarche. Elle est évidemment toujours la nôtre. Elle a été approuvée par beaucoup et je pense, au-delà de cette salle, et au-delà de notre propre promotion. Cette démarche qui reste la nôtre, si j'avais à la résumer de façon simple, je dirai ne surprenant personne "Unité mitterrandiste, Unité du Parti tout entier".
(Très vifs applaudissements)
L'équipe, qui sortira du Congrès, et qui animera le Parti devra concentrer tous ses efforts, toute son énergie sur la façon de renforcer notre Parti, de mieux encore l'enraciner dans la société, de mieux encore travailler avec le gouvernement.
La France a besoin de la Gauche, la Gauche a besoin du Parti Socialiste. Les tâches sont trop vastes et les attentes placées en nous tous sont trop hautes pour que nous ne sachions pas tous les comprendre.
Mes camarades, la mission des femmes et des hommes de gauche, n'est pas achevée tant que durent des inégalités, tant que sont niés des droits, tant que des êtres humains sont exclus, accablés par l'injustice, ravagés par la pauvreté, ou assassinés par le racisme. La France, sous l'impulsion de nos gouvernants de gauche, a avancé, mais il reste beaucoup à faire, et tellement, tellement dans le monde...
Ce n'est pas parce que notre Parti Socialiste a acquis une culture de gouvernement qu'il doit éteindre en lui sa culture de révolte, et sa culture de progrès.
(Très vifs applaudissements)
Il n'y a pas ici d'un côté de bons militants et de l'autre, de moins bons en fonction de la motion votée. Il n'y a que des militants Socialistes à égalité d'amour et d'ambitions collectives pour leur Parti. Pour un siècle nouveau qui s'ouvre, il faut un Parti Socialiste et plus de renouveau. Notre seul débat porte sur la meilleure façon de servir celui-ci dans le futur. Rassemblement, renouveau, reconquête, sachons garder dans nos mains rassemblées le talisman de la jeunesse, du rassemblement, de l'égalité et de l'avenir, et à ces conditions là, je vous le dis, au bout de la route, sera tous ensemble, pour nous tous, gouvernement et Parti rassemblés, au bout de la route, pour nous tous, mes camarades, mes amis, le succès.
(Très vifs applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

La présidente - Nous allons continuer. Je vous rappelle l'ordre suivant des orateurs.
Nous allons maintenant entendre Jean-Pierre Chevènement pour 30 minutes.
Ensuite, chers camarades, nous entendrons Jean Poperen et Julien Dray. Je vous invite à leur accorder, autant d'attention que vous en avez accordé aux orateurs précédents.
Jean-Pierre Chevènement

Jean-Pierre Chevènement
Chers camarades, je souhaite sincèrement une synthèse générale...
(Protestations, brouhaha)
... sur la base d'une orientation politique claire.
(Sifflets, brouhaha)
Il n'y a pas eu à proprement parler de débat politique avant le Congrès, et vous le savez bien, il faut par conséquent qu'il y ait un débat politique à ce Congrès et à la Commission des résolutions.
Un texte clair et lisible sera déposé sur la table de la Commission des résolutions, et je l'espère, dimanche sur la table de chacun des délégués.
C'est là, c'est devant le Congrès, devant les militants, devant vous-mêmes, chers camarades, que les choix politiques doivent intervenir, pas à l'applaudimètre !
(Protestations, sifflets, tumulte)
Chers camarades, Laurent Fabius à l'instant nous disait, et il a tout à fait raison, qu'il n'y a pas de bons militants d'un côté et de moins bons militants de l'autre en fonction de la motion votée. Mais je lui ferai remarquer qu'à ce compte, il n'y a pas parmi nous des militants qui pourraient se targuer d'être Mitterrandistes tandis que les autres ne le seraient pas... (protestations)… il y a avant tout des Socialistes !
C'est pourquoi je vous le dis très clairement, s'il doit y avoir un axe majoritaire et, je l'espère, une synthèse générale dimanche, ce doit être sur la base d'une analyse politique, d'orientation politique.
Peut-être certains d'entre vous se souviennent-ils du Congrès d'Epinay, du Congrès de Nantes, on parlait à l'époque de grandes idées, c'était le discours de Michel Rocard sur les deux cultures, c'était intéressant. A Metz, c'était deux conceptions de l'action Socialiste qui s'affrontaient, c'était intéressant et cela honorait les militants et le Parti tout entier.
Eh bien, chers camarades, il y a des choix politiques sur lesquels nous devons être capables de nous départager. Ce serait nous honorer, quelle que soit la position des uns et des autres que je respecte, et naturellement l'appel que nous avons lancé avec nos camarades de la motion 1, il est ouvert à tous sans exclusive.
(Protestations, brouhaha)
Chers camarades, il faut bien que le Congrès commence, souffrez qu'il commence de cette façon.
Dimanche, le 18 mars, le grand événement sera peut-être notre Congrès si nous

Fondation Jean Jaurès

sommes capables de nous rassembler sur des idées claires ou de rendre lisible le résultat du Congrès, le cas échéant, avec une majorité et avec une minorité, cela n'a rien de dégradant, bien au contraire, et la loi de la majorité au Parti Socialiste s'impose à la minorité qui a naturellement le droit de pouvoir s'exprimer.

Mais, camarades, ce qui se passera le 18 mars, le grand événement, ce sera surtout le résultat des élections en Allemagne de l'Est, et puisque nous devons faire de la politique, je voudrais vous rendre sensibles au grand défi que nous avons à affronter.

Laurent Fabius a eu raison de dire que les trois années qui viennent de s'écouler, que dis-je, les six derniers mois, ont complètement bouleversé la donne, et c'est à cela que collectivement nous devons réfléchir, car un parti comme le nôtre, le Parti Socialiste, ne vaut que s'il est, comme on disait autrefois, un intellectuel collectif, que s'il est mu par une pensée commune, par une conviction commune.

Eh bien la nouvelle donne internationale, c'est le grand défi, chers camarades, auquel nous allons devoir répondre. L'Europe n'est plus ce qu'elle était, elle n'est plus exactement ce qu'on nous disait d'elle.

L'Europe que nous avons connue depuis un peu plus de vingt ans, celle que nous avons entrepris de construire au sein de la Communauté européenne, elle portait les marques de son temps, la division de notre continent et la guerre froide. Eh bien aujourd'hui il ne suffit pas de faire brûler des cierges pour célébrer la conquête de la liberté à l'Est, il faut comprendre ce qui se passe, et pour le comprendre, François Mitterrand nous a justement invités à ne pas nous occuper seulement de ce qui se passe à notre porte, en Allemagne, mai de porter plus loin notre regard sur ce qui se passe en URSS même, parce que c'est de là que tout vient.

La Perestroïka en effet est ce qui a rendu possible les événements en Europe de l'Est et en Europe Centrale.

Qu'est-ce que c'est que la Perestroïka ? C'est la réponse apportée à la crise de l'URSS par la direction soviétique elle-même.

L'URSS en effet a ployé au début des années 80, face à la conjonction de tous les occidentaux, du Japon, de la Chine.

Le défi de la guerre des étoiles, la mise en place des Pershing II face aux SS 20, l'enlisement dans des guerres coloniales sans avenir, en Afghanistan par exemple, et surtout le blocage de l'économie et de la société soviétique, ont convaincu les dirigeants de l'URSS qu'ils se trouvaient engagés dans une impasse à la fois stratégique, économique et sociétale, et c'est cela le grand événement. Car le choix de la Perestroïka mis en œuvre par Mikhaïl Gorbatchev est un choix immense, courageux, à la fois terriblement risqué et fantastiquement audacieux. C'est le choix d'une sortie par le haut du Communisme. C'est la remise en cause des dogmes marxistes léninistes, c'est l'affirmation d'un état de droit distinct du Parti, la création d'un espace de débat public, l'éclosion de la citoyenneté dans une société sans tradition démocratique.

Ce choix courageux, vous vous en souvenez sans doute, il était en germe dans le

Fondation Jean-Jaurès

rapport Khrouchtchev de 1956. C'est la raison pour laquelle quand nous avons choisi l'union de la Gauche, nous avons fait un choix stratégique qui était valable hier, même si on ne le voyait pas, et qui reste valable aujourd'hui.
Mais ce choix risqué, et on le voit tous les jours, avec les grèves, le mécontentement d'une population qui attend enfin l'amélioration immédiate de ses conditions de vie, et surtout l'explosion des nationalismes et la sécession déjà d'une République, la Lituanie, fait que nous pouvons penser que demain l'URSS ne sera plus l'URSS.
Et en même temps c'est un choix fantastiquement audacieux, parce qu'il anticipe sur une occidentalisation réussie, parce qu'il anticipe sur la capacité de progrès de l'économie soviétique, sur la transformation possible de l'URSS en une confédération de peuples libres.
C'est donc un choix d'une audace extrême parce qu'il implique une immense confiance dans les capacités de la Russie.
Alors j'aimerais, chers camarades, que nous y réfléchissions un peu ensemble.
Qu'est-ce que c'est que la stratégie de la Perestroïka, sinon l'éternelle stratégie russe, celle de Koutousof, celle du repli dans la profondeur pour préparer des jours meilleurs, celle de Lénine à Brest-Litovsk, celle de Staline en 1941 ?
Qui ne voit que l'URSS, en laissant s'effondrer volontairement son glacis en Europe de l'Est, en laissant se refaire l'unité de l'Allemagne, poursuit sans doute aussi un vieux dessein ?
Rappelez-vous, parce que cela nous intéresse diablement, c'est au cœur de notre aventure, c'est au cœur de l'entreprise des Socialistes, le choix qu'a fait l'URSS au début des années 20, du Socialisme dans un seul pays. C'était la rançon de l'échec de la Révolution allemande en 1919, Rapallo en 1923, le pacte germano-soviétique en 1939, la déclaration de Staline le jour même de la victoire, le 9 mai 1945, "Les idéologies passent, la nation allemande reste", la proposition du même en 1952 d'échanger l'unité de l'Allemagne contre sa neutralisation.
Tous ces faits, chers camarades, illustrent un tropisme aussi vieux que la Russie elle-même, que la Russie en tous cas de Catherine II. M. Gorbatchev vient de le rappeler dans une interview récente.
Il faut trouver entre l'URSS et l'Allemagne, dit-il, les voies d'une coopération privilégiée.
Chers camarades, l'Allemagne a toujours exercé sur la Russie une certaine fascination, celle d'un pays beaucoup plus avancé sur un pays plus arriéré, malgré la valeur de ses élites.
L'URSS aujourd'hui espère y trouver les capitaux, les technologies dont elle a besoin pour se moderniser. Elle croit se garantir, et je voudrais attirer votre attention sur ce point, elle croit se garantir pour l'avenir en cherchant la neutralisation de l'Allemagne, ou à tout le moins le retrait des armes nucléaires à courte portée et les forces étrangères stationnées sur le sol de l'Allemagne.
L'URSS, en poursuivant le vieux rêve de la dénucléarisation de l'Europe et du découplage de celle-ci d'avec les Etats-Unis, creuserait un vide stratégique dont elle peut espérer tirer parti, car elle restera une superpuissance militaire. Elle peut donc exercer un effet de domination sur le continent.

Fondation Jean Jaurès

Mais ce vide stratégique peut aussi, chers camarades, se retourner contre elle.
Comment croire en effet qu'à la question de savoir qui assurera la sécurité de l'Allemagne, celle-ci ne répondra pas un jour tout simplement : c'est l'Allemagne ?
Comme à d'autres époques, du choix que fera l'URSS en faveur d'une sécurité collective ou en faveur de la neutralisation de l'Allemagne, dépendront l'équilibre, la sécurité future de l'Europe, et par conséquent la paix, et à cette affaire là, nous ne pouvons pas rester indifférents, car il en découle pour la France une responsabilité particulière dans l'organisation politique et économique de l'Europe, pour soutenir les démocraties naissantes ou renaissantes à l'Est et pour le maintien de l'équilibre de sécurité stable sur le continent.
Dès aujourd'hui, l'effondrement du Communisme projette à notre face deux immenses questions. La première, c'est celle de notre identité, la seconde la question allemande.
L'avenir du Socialisme en Europe, il est aujourd'hui entre nos mains.
L'effondrement du Communisme sans doute est une bonne chose pour les peuples qui vivaient sous son joug. Nous pouvons en tirer une certaine satisfaction intellectuelle. Mais si l'échec du Communisme donne raison à Léon Blum, beaucoup l'ont dit avant moi, qui avait prévu l'inévitable dérive autoritaire du bolchevisme, il ne confère pas pour autant un titre de réussite au Socialisme démocratique.
(Applaudissements)
Pour que Blum ait raison, chers camarades, encore faut-il que nous réussissions. C'est là notre responsabilité. Ne crions pas victoire trop vite. La subversion de l'ordre stalinien ne profitera pas forcément à la social-démocratie.
Le croyez-vous vraiment ?
Même en Allemagne de l'Est, le SPD, qui peut-être, dimanche soir, gagnera les élections (ceux qui le connaissent le savent), est plus un mouvement évangélique qu'un mouvement héritier de la social-démocratie classique et la Droite n'a pas dit son dernier mot. La chute du Communisme, chers camarades, risque d'entraîner un formidable coup de balancier à droite. L'anticommunisme déchaîné ne s'embarrassera pas de subtiles, distinctions. Qu'importe que les Socialistes se soient définis au lendemain de la Révolution d'octobre, par opposition aux Communistes, en refusant les 21 conditions de Lénine ! Tout ce qui est rouge, voire simplement démocrate, héritier des lumières, partisan du progrès, sera rejeté. L'ultra libéralisme d'abord, la réaction d'extrême droite ensuite, mettront dans le même sac toutes les gauches.
Pour parer à ce danger qui ne menace pas seulement les pays de l'Est, mais nous aussi, il est important que nous ne jetions pas le bébé avec l'eau du bain ! Nous devons maintenir les références du Socialisme démocratique et d'abord pour les générations futures. Ne laissons pas la Droite utiliser la lecture Communiste de l'histoire pour mieux nous discréditer ! Restons nous-mêmes ! Et pour cela, passons à l'offensive, affirmons clairement notre ligne ! Il ne s'agit pas seulement de corriger quelques défauts du capitalisme, il s'agit de transformer le

Fondation Jean-Jaurès

capitalisme, d'incarner dans la société les valeurs de justice... (applaudissements)... d'égalité, de fraternité, auxquelles nous sommes tous attachés. Au moment d'ailleurs où s'effondre le mythe marxiste-léniniste, la synthèse anticipatrice opérée par Jaurès au début du siècle entre, d'une part, la République des lumières, avec ses valeurs, et d'autre part, l'analyse marxienne des sociétés, est sans doute sur le plan idéologique notre base la plus solide pour résister d'abord et reprendre l'offensive ensuite.
(Applaudissements)
C'est à nous, chers camarades, de le montrer dans l'action et c'est là notre défi, le défi auquel nous devons impérativement répondre aujourd'hui.
La deuxième question provoquée par l'effondrement du Communisme, c'est la question allemande.
L'Allemagne, dont il m'était arrivé de vous dire qu'elle serait la principale question de politique étrangère dans les vingt ans à venir... eh bien ! La revoilà !
L'unification des deux états allemands n'était pas imprévisible. Nous avons toujours affirmé le droit à l'autodétermination du peuple allemand, dès lors qu'il se réaliseraient démocratiquement et pacifiquement. Que le jour où l'URSS le permettrait ou ne pourrait plus s'y opposer, ce droit dût être utilisé par ce grand peuple, il n'y avait vraiment là rien que de très naturel.
Bien sûr, les choses ne se passent pas tout à fait comme on l'avait prévu... plus tôt, et plus vite, avec la pression de la rue et l'exploitation électorale du vieux fond national allemand. La voie rapide empruntée par le peuple allemand (vous lisiez hier sur les banderoles : "Wir sind das volk" - "Nous sommes le peuple" - et aujourd'hui : "Wir sind ein volk" - "Nous sommes un peuple" - eh bien, tout cela nous le montre sûr de son droit et sûr de son fait.
Autant nous devons nous garder de tout procès d'intention à l'égard de l'Allemagne, autant l'amitié commande également avec elle la franchise.
L'unité allemande, en effet, n'intéresse pas que l'Allemagne. Par ses conséquences, elle intéresse toute l'Europe.
L'Allemagne ne peut pas faire que la géographie ne soit pas ce qu'elle est, ni l'histoire ce qu'elle a été.
La reconnaissance de la frontière Oder-Neisse ne peut pas souffrir de tergiversations.
(Applaudissements)
Je lisais un article de Günter Grass qui montrait, il y a quelques semaines, comment la presse de son pays entend voir dans l'unité allemande le triomphe du capitalisme ouest-allemand et la défaite définitive de toute forme de Socialisme, fût-il démocratique ou à visage humain. A cela, chers camarades, il faut que vous soyez attentifs.
L'unité de l'Allemagne pose, aussi bien, quelques problèmes devant lesquels il serait bien lâche et bien sot de se voiler la face.
A partir d'elle, c'est tout l'équilibre de l'Europe qui est en cause, l'équilibre économique aussi bien que stratégique. Nos cadres de pensée sont devenus obsolètes.
Non seulement l'équilibre stratégique qui, aussi détestable qu'il fût, a maintenu

la paix en Europe depuis quarante-cinq ans, et qui est en train de se déliter sous nos yeux sans qu'aucun autre système de sécurité ne soit encore en vue, mais aussi l'équilibre économique du continent sont rompus. Certains d'entre nous étaient déjà attentifs aux risques que nous courions depuis la fin des années 70 à nous aligner toujours sur les décisions prises à Bonn ou à Francfort en matière économique et financière, au détriment de notre croissance et de notre commerce extérieur. Avec la grande Allemagne, chers camarades, les rapports de forces économiques vont quitter la sphère un peu abstraite de la monnaie et des taux d'intérêt pour s'inscrire dans des réalités plus sensibles : 80 millions d'habitants, une industrie deux fois plus puissante que la nôtre, une zone d'expansion quasi naturelle à l'Est, un espace économique soudain élargi, à la mesure d'une formidable puissance financière, technologique et industrielle. Est-ce que nous pouvons nous y tromper aujourd'hui ? L'Allemagne est devenue le Japon de l'Europe.

Comme le dit encore Günter Grass, nous serons de nouveau unis, forts, et notre voix portera loin même si nous nous efforçons de parler doucement. Nous serons à nouveau craints et isolés.

Eh bien, chers camarades, pour que l'Allemagne évite ce terrible danger, il faut qu'elle mette sa force retrouvée au service non pas de l'Allemagne, mais au service de valeurs universelles. : la paix, la démocratie, le développement.

Mais il y a aussi une part de la réponse qui nous incombe et il faut en prendre conscience maintenant. Nous devons tenir notre place dans la construction d'une Europe européenne, ni soviétique, ni allemande, ni anglo-saxonne, ni française bien sûr. Mais cette Europe européenne a besoin d'une France forte.

Je vous le dis tout net, par rapport à la situation nouvelle qui se crée il y a deux manières de réagir.

- Ou bien l'indifférence, ou bien nous nous résignons : les Allemands sont décidément les plus forts, nous allons nous épuiser à vouloir les rattraper, mieux vaut s'incliner, à eux le travail et la discipline, à nous l'industrie des loisirs. Alors, utilisons au mieux la place qu'ils veulent bien nous laisser...
- Ou bien nous relevons le défi d'une Europe européenne où il y aura place pour plusieurs grandes nations, comme le disait Jaurès, d'une Europe organisée non pas au bénéfice des puissants, comme celle qui se fait aujourd'hui, mais au bénéfice des peuples, avec des politiques structurelles et des choix sociaux.

(Applaudissements)

Et pour cela aussi, mobilisons la France.

Oui, il faut mobiliser la France, car nous avons pris une longueur de retard. Qu'à cela ne tienne ! Nous avons des atouts à jouer. Nous pouvons trouver en nous-mêmes l'énergie pour rebondir. Ce sera difficile. Et alors ? Nous avons cette chance que cette compétition soit aujourd'hui une compétition purement pacifique, une compétition amicale, qui peut déboucher sur des coopérations fécondes. Il n'y aura ni sang, ni larmes, seulement un effort qui, pour être mieux soutenu, devra être aussi mieux partagé. C'est pourquoi nous devons mobiliser la France au service de valeurs universelles et faire que sa voix soit entendue. N'écoutons pas, chers camarades, ceux qui font comme si la France avait déjà

Fondation Jean Jaurès

disparu, comme si elle appartenait au passé, alors que partout ailleurs éclate la vitalité du fait national !
Ce ne serait rendre service ni à la France, bien sûr, ni à l'Europe non plus, ni à l'humanité.
Rappelons-nous Jaurès, pour qui l'internationalisme véritable suppose le patriotisme bien compris.
C'est en existant que la France aidera le mieux l'Allemagne à surmonter la tentation de l'ethnocentrisme qui est sa vieille tentation, c'est comme cela qu'elle pourra nouer avec l'Allemagne de vastes et fructueuses coopérations, au service de l'Europe tout entière, au service de l'humanité.
Comment répondre aux défis des temps nouveaux si nous croyons vraiment à nos idées ?
Il y a un grand rôle pour notre pays, s'il sait se faire l'ardent propagandiste de cette grande Confédération européenne dont François Mitterrand a lancé l'idée au début de l'année et s'il sait maintenir sur le continent l'équilibre de la paix.
Mais, pour cela, il faut une France forte et mobilisée, et cela dépend de vous, parce que c'est au Parti Socialiste, qui assume la responsabilité de la France, d'en être l'âme, d'en être le moteur, l'inspirateur.
La grande Confédération européenne, c'est le grand dessein de notre temps.
Nous devons résoudre une double difficulté : d'une part, nous sommes engagés dans la construction d'une petite Europe, celle de la CEE, au sein de laquelle le couple moteur franco-allemand risque de se transformer en un tête-à-tête inégal et, d'autre part, nous devons aider les pays qui, à l'Est, sortent de la dictature. Nous l'avons bien fait pour la Grèce, pour le Portugal, pour l'Espagne. Il faut le faire pour les pays de l'Est qui frappent à notre porte, il faut les associer, il faut organiser la vie des nations européennes dans un cadre politique nouveau, respectant l'identité de chacune d'elles.
La Confédération répond à cette exigence. Elle peut être le cadre de coopérations: multiples, à géométrie variable.
Nous avons tout à gagner à cet élargissement et sans doute aussi faudra-t-il approfondir les politiques communes au sein de la Communauté, y compris l'union économique et monétaire, en envisageant certains transferts de compétences, à condition (et il faut que ce soit clair, parce que, pour nous, c'est une condition et il n'y aura pas de synthèse sans cela) que ce soit pour des objets bien définis et non pour laisser encore plus libre cours au libéralisme !
(Applaudissements)
La Confédération, c'est le moyen de passer de l'Europe des marchands à l'Europe des peuples. N'est-ce pas ce que nous voulons ?
Cette Europe, nous ne la voulons pas repliée sur elle-même, nous ne voulons pas qu'un rideau de fer tombe entre le Nord et le Sud, alors que celui qui existe entre l'Est et l'Ouest s'efface.
Nous avons, au Sud (et François Mitterrand nous le rappelait tout à l'heure dans son message), des responsabilités historiques, humaines et politiques, vis-à-vis du Maghreb, du Proche-Orient, de l'Afrique. Ce ne sont pas seulement des intérêts économiques, vous le savez bien, qui sont en cause, c'est le sort de

peuples entiers, menacés par le sous-développement, la misère, la dictature, la guerre et l'obscurantisme.
Est-ce qu'on peut laisser ces peuples livrés à eux-mêmes ? Non, l'Europe n'a pas intérêt, elle n'a pas vocation à rester un club de nantis. Elle a été dans le passé le creuset de valeurs universelles, nous avons un message à porter au monde et la seule manière de lutter contre l'immigration clandestine chez nous, par exemple, n'est-ce pas de faire que, dans ces pays, se multiplient, avec notre aide, les usines et les activités ?
(Applaudissements)
Sinon, nous irons vers une véritable fracture de l'humanité. Elle entraînera de part et d'autre de terribles régressions : là-bas, l'intégrisme et, ici, le racisme, le racisme bestial, le racisme qui tue.
C'est une nouvelle forme de fascisme, chers camarades, qui menace à l'horizon et nous ne devons pas nous tromper sur Le Pen. Ce n'est pas Pierre Poujade, c'est un phénomène beaucoup plus grave, beaucoup plus profond, qui est là pour beaucoup plus longtemps et nous devons nous armer pour le combattre jour après jour.
(Applaudissements)
Nous le combattrons chez nous, et aussi par une grande initiative méditerranéenne dans, laquelle la France doit entraîner l'Europe.
Comme la France a aussi un rôle à jouer pour fonder en Europe un durable équilibre de paix.
Chers camarades, j'ai toujours été favorable à ce qu'on parle de la défense, pour qu'on en parle sérieusement, parce que c'est de la paix pour nous-mêmes, pour les générations futures, qu'il s'agit.
En Europe les blocs militaires se délitent. Mais on ne voit pas le système de sécurité qui remplacera l'ancien. Or la paix, François Mitterrand l'a souvent rappelé, nécessite l'équilibre ; cet équilibre n'est jamais allé de soi en Europe. Il ne va pas de soi pour l'avenir.
L'Union soviétique, pour des raisons d'ailleurs légitimes restera une des grandes puissances militaires, quels que soient les accords sur la réduction des armements.
La résurgence des nationalités à l'Est pose de nouveau bien des problèmes que nous connaissons depuis longtemps.
Au cœur de l'Europe un vide militaire risque de se créer dans les années qui viennent. Qui assurera à l'avenir, si les troupes stationnées sur le territoire de l'Allemagne quittent son sol, la sécurité de l'Allemagne ?
Telle est la grande question qui déterminera pour le siècle à venir la paix de l'Europe toute entière, et quand on parle des questions de défense, il faut avoir cette grande affaire à l'esprit, sinon on ne peut rien dire de très intelligent et on risque au contraire de cruelles déconvenues.
Si la sécurité de l'Allemagne n'est pas garantie par un système de sécurité collective, l'Allemagne voudra assurer elle-même sa défense, elle retrouvera une autonomie stratégique, un jour elle voudra acquérir à nouveau tous les moyens de sa défense. Est-ce que ce sera une bonne chose pour l'équilibre, pour la paix

Fondation Jean Jaurès

de l'Europe ? Certainement pas.
Une chose est sûre, en tout cas, l'Allemagne ne sera pas neutre, elle est d'ores et déjà une trop grande puissance pour cela.
Il n'y aura donc pas d'équilibre stratégique en Europe si à l'Ouest du continent nous n'édifions pas un solide môle de défense, môle dissuasif.
La France est, avec la Grande-Bretagne, en effet en mesure d'apporter à cet édifice une pierre essentielle, sa clé de voûte véritable, car elle dispose de l'arme nucléaire et d'un outil militaire convenablement diversifié. Notre doctrine stratégique, qui est celle de la dissuasion minimale dans le cadre de la stricte suffisance, qui ne postule en aucune façon la désignation d'un adversaire privilégié, est étonnamment moderne.
Si la France n'avait pas choisi la voie de l'indépendance, il y a une trentaine d'années, où en serait sa défense, l'avenir de sa sécurité ?
En réalité, l'effort que la France a consenti pour se doter d'une dissuasion moderne, depuis près de quarante ans, trouve aujourd'hui sa justification.
La paix de l'Europe jusqu'à présent, vous le savez bien, a surtout été assurée par la protection américaine.
Chers camarades, je voudrais vous y rendre sensibles : avec le retrait engagé des troupes américaines, l'Europe doit maintenant trouver en elle-même et ailleurs qu'en Allemagne le principe de son équilibre futur. La France en Europe a un atout essentiel, elle ne doit pas le brader à la légère. Nous sommes pleinement engagés dans plusieurs négociations sur le contrôle des armements, et cela souvent à l'initiative de François Mitterrand. Le moment venu, nous prendrons notre part, toute notre part aux réductions qui seront collectivement décidées.
Mais je vous le dis, il serait irresponsable d'opérer ces réductions avant qu'un accord soit conclu, et surtout de laisser se créer des illusions dans l'opinion publique.
(Applaudissements)
En 1932, nous avons signé un grand accord sur le désarmement, c'est l'année où est mort Aristide Briand, apôtre de la paix, en 1932 personne ne prévoyait 1933.
Je ne suis pas du tout hostile que nous débattions à la fin de l'année de l'avenir de notre défense et de notre sécurité, mais je voudrais vous faire observer que douze ans après avoir accepté le principe de la dissuasion nucléaire, il n'y aurait rien à gagner pour le Parti Socialiste de renier sa culture de gouvernement.
Il nous faut au contraire réfléchir à ce que peut être notre défense, à la sécurité européenne, à l'aube du 21ème siècle. C'est une grande responsabilité, soyons en dignes.
La tâche que j'accomplis, chers camarades, je l'accomplis en votre nom, sous l'autorité du Président de la République chef des armées et je voudrais vous rappeler que d'une certaine manière, à travers cela, c'est aussi l'avenir du Socialisme démocratique qui se joue, car il n'y a pas de force politique majoritaire, il n'y a pas de régime politique durable qui en France ne se soit fortifié s'il ne reconnaissait pas les exigences de la défense nationale, ni la 1ère République avec Carnot, ni la 3ème République avec Gambetta, et le gouvernement de la défense nationale, ni la 5ème avec le Général de Gaulle.

Fondation Jean Jaurès

L'avenir de la France ne saurait bien évidemment se réduire à son atout de défense, il est d'abord et surtout dans ses forces vives humaines, économiques, sociales qu'il nous faut mobiliser et nous savons que nous ne remobiliserons pas les Français si nous n'accomplissons pas un progrès social substantiel et perceptible, nous n'aurons pas les moyens si notre politique économique n'est pas plus dynamique. Nous le savons bien, le progrès économique et le progrès social sont indissolublement liés.
(Applaudissements)
La monnaie doit être mise au service de l'économie, parce que la croissance est la condition de tout le reste, évitons la paupérisation de l'Etat, l'Etat doit disposer de ressources suffisantes pour assurer à tous des services publics de qualité.
(Applaudissements)
En France, les services publics sont un facteur d'égalité Quand ils sont défaillants, les riches recourent au privé, les pauvres en pâtissent.
La formation, la santé, l'aide au logement, les transports, les télécommunications, dans les mains de l'Etat sont de puissants instruments de lutte contre les inégalités sociales. Nous aurions tort de réduire les ressources qui leur sont nécessaires pour satisfaire au dogme de la baisse du prélèvement obligatoire.
L'Europe ne doit pas être le prétexte d'une harmonisation qui se ferait au rebours des intérêts du monde du travail. De la même manière, nous ne devons pas abandonner les instruments d'une politique industrielle volontaire. L'objectif stratégique de la France cela doit être, dans le monde tel qu'il est, de dégager des excédents commerciaux. Cela implique que l'Etat prenne ses responsabilités sur ce plan politique, industriel, qu'il mène des actions déterminées pour combler nos handicaps spécifiques dans la recherche, la formation continue, l'exportation, la formation par alternance, et dans les entreprises il ne suffit pas de dire que l'économie française est une économie mixte, il faut en tirer partie.
Troisièmement, la fiscalité est pour nous un levier dans l'action, dans la justice sociale, elle peut être un puissant outil d'incitation économique. Est-ce que nous n'avons rien à dire sur la taxation de l'enrichissement sans cause ?
Est-ce que nous ne sommes pas en mesure de formuler des propositions audacieuses pour imposer les patrimoines et les gains spéculatifs ?
(Applaudissements).
N'y aurait-il pas là aussi un bon sujet de réflexion pour une Convention nationale programmatique à la fin de l'année ?
Enfin, une France forte, c'est une France fraternelle, bien intégrée.
Le gouvernement a pris, il y a quelques semaines, d'excellentes mesures en faveur de l'intégration, c'est une retombée positive de l'affaire du foulard. Pour combattre le racisme, il faut rassembler nos concitoyens sur les valeurs de la République et d'abord sur l'égalité qui est une notion peut-être plus complexe que le droit à la différence.
Mais vous le savez bien, il s'agit là d'une idéologie ambiguë avec laquelle nous

Fondation Jean-Jaurès

avons eu raison de rompre, car c'est au nom de cette différence que se repaissent également les racistes.
Nous devrons travailler au plan idéologique mais en même temps œuvrer au quotidien pour réussir l'intégration, et nous n'y parviendrons que s'il y a le désir d'intégrer à la République ces valeurs.
C'est bien pourquoi il faut maintenir quelques règles simples et éprouvées parmi lesquelles la laïcité qui est une bonne idée, une idée solide, une idée neuve qui distingue soigneusement le domaine privé ou communautaire et le domaine public.
On ne peut combattre le Front National, chers camarades, qu'en affirmant l'identité républicaine de la France.
(Applaudissements)
Et c'est le rôle du Parti Socialiste, c'est le rôle du Parti Socialiste que de rappeler ce qui fonde depuis deux siècles l'identité nationale.
L'adhésion aux valeurs républicaines, qui fait que la France est la messagère de l'universel, ou qu'elle est vouée à la déchéance. Chers camarades, sachons opposer le patriotisme républicain au nationalisme xénophobe et je suis d'accord pour que nous lancions une grande campagne sur ce thème, dès la fin de notre Congrès, c'est la seule manière de ne pas laisser le Front National dévoyer les valeurs de la patrie, c'est la seule manière de vaincre cette résurgence hideuse du fascisme qui est devant nous.
(Applaudissements)
Chers camarades, je conclus…
(Réactions dans la salle)
Vous avez été plus patients, chers camarades, avec d'autres, et il faut que vous entriez dans la logique d'un certain nombre d'idées avant que nous parlions de ce qui nous réunit, c'est-à-dire le Parti. Je dirai même que nous pouvons être en désaccord, ce n'est pas très grave, et j'ai eu des débats souvent assez vifs avec quelques camarades. Cela ne me gêne pas du tout, encore faut-il pour cela qu'il y ait un cadre, où nous puissions nous exprimer, un cadre qui s'appelle le Parti Socialiste, que nous n'avons pas le droit de laisser se dégrader… (applaudissements)… comme il s'est dégradé hélas, oui, dans la préparation de ce Congrès. J'ai eu l'occasion de dire que de graves faiblesses se sont révélées, qui, si elles se confirmaient, sanctionneraient un véritable changement de nature du Parti Socialiste.
Bien sûr il y a l'élection présidentielle, mais enfin même si elles pèsent sur la vie du Parti Socialiste, nous sommes des Socialistes d'abord héritiers de la tradition républicaine, nous misons sur l'intelligence de nos concitoyens, et moi je mise toujours sur l'intelligence de mes camarades, je fais en sorte de vous respecter, chers camarades.
(Applaudissements)
Car je pense que les idées, les choix politiques passent avant l'image des personnes, le Parti n'est pas un instrument.
(Applaudissements)
Ce n'est pas un tremplin, ce n'est pas un moyen. C'est aussi enfin d'une certaine

Fondation Jean Jaurès

manière une institution de la République, c'est le lieu d'une culture démocratique, qu'il nous incombe de préserver pour l'avenir de la République, et c'est à ces conditions que nous pourrons mobiliser le meilleur des énergies de notre peuple. Ce qui est grave, c'est moins les méthodes détestables qui ont été utilisées que l'absence de débat politique sur quelques questions de fond décisives que j'ai abordées.
Réduire le Parti au rôle d'instrument, ce serait l'abaisser. Laurent Fabius a dit "au rôle d'un parti démocrate à l'Américaine" en sommes-nous si loin ?
Ce serait plus grave de détendre le ressort de la vie démocratique dans le pays et nous ne le voulons pas.
(Applaudissements)
Restons dignes, chers camarades, du beau nom de militant, restons d'abord des républicains, faisons vivre d'abord dans le Parti Socialiste l'idéal du citoyen, préservons la culture du débat. C'est à cette condition que nous resterons attractifs. C'est ainsi que nous redresserons le Parti Socialiste, parce que nous avons devant nous une page blanche de l'histoire à écrire.
Je ne veux pas y revenir, c'est un redoutable défi. Pour la remplir dignement, nous allons devoir élaborer un projet, pour répondre aux défis de l'an 2000 c'est ce que je vous propose avec Lionel Jospin, Pierre Mauroy, mais aussi Laurent Fabius, à Jean Poperen, à Michel Rocard, et à ses amis, à vous tous, fraternellement discutons, la Commission des résolutions est faite pour cela. Débattons d'idées mettons-nous d'accord, c'est de cela seul que nous voulons parler. De rien d'autre.
(Applaudissements)
Les élections de 1993, qui sont tout près de nous, si nous n'opérons pas ensemble à ce Congrès le redressement, nous serons minoritaires à la prochaine échéance électorale. Je sais bien à quoi on pense, susciter l'introuvable centre, arracher à la Droite divisée quelques députés du CDS et fabriquer une majorité au Parlement. mais moi qui ai adhéré à la SFIO il y a vingt cinq ans pour la sortir du bourbier de la 3ème force, je vous le dis cette voie serait une impasse,
(Applaudissements)
Je vous disais tout à l'heure : Le Pen n'est pas Poujade. Prenons garde à la fusion des électorats de la Droite et de l'extrême droite que révèlent plusieurs élections partielles. Il y a là un immense danger. Nous ne battrons la Droite que si nous rassemblons d'abord la Gauche, toute la Gauche, que si nous rallions les électeurs perdus par le Parti Communiste, les nouvelles générations pas encore entrées dans la vie politique, tous ceux qui, à gauche, viennent grossir à chaque consultation les rangs des abstentionnistes...

La présidente - Tu conclus, Jean-Pierre.

Jean-Pierre Chevènement - ... La Gauche a des réserves, il faut rendre à nouveau la politique et par conséquent, notre Parti respectables, rendre confiance aux militants à Rennes d'abord, et ensuite demain dans le Parti, puis au pays, rendre confiance dans le Parti Socialiste, dans sa capacité de propositions, dans sa

générosité.
C'est cela que je vous demande. Aidez-nous à le faire, ensemble, nous nous rassemblerons, et à ce moment-là, nous pourrons rassembler la Gauche et, autour d'elle, dans le pays, une majorité de progrès.
(Applaudissements)

La présidente - Avant de donner la parole à Jean Poperen, j'ai deux brèves communications à vous faire.
La première concerne le départ des délégations étrangères pour l'Hôtel de ville, qui se fera tout de suite, par bus.
La deuxième : la réunion de la motion "Egalité", dès la fin de la séance, même lieu qu'hier soir, c'est-à-dire le restaurant hall 2.
La parole est à Jean Poperen.

Jean Poperen
Chers camarades, évidemment, c'est un peu long, mais c'est tellement riche, et vous êtes tellement patients ! Et l'objet de nos débats est tellement important !
Malgré tout, comme j'ai l'impression qu'il se fait tard, je vais essayer d'aller à l'essentiel, d'autant que nous avons eu une bonne journée, une très bonne journée, et il me se mble qu'elle aura contribué à nous faire progresser vers nos décisions que nous allons commencer à mettre en œuvre dans leur phase finale dans maintenant à peine quelques heures.
Alors, l'essentiel, encore aujourd'hui, toute la journée, l'intervention de Jean-Pierre à l'instant s'est terminée là-dessus, et tout ce qui s'est dit pendant la campagne préparatoire, au Congrès, l'essentiel, c'est le défi des inégalités sociales, c'est de casser la pente générale vers l'aggravation des inégalités en France et dans le monde.
(Applaudissements)
Alors, me direz-vous, et notamment, j'ai entendu cela à l'occasion de certains débats, quelques petits futés m'ont dit : mais après tout, tu es au gouvernement ; donc, si cela ne suffit pas, fais des propositions au gouvernement !
Intéressante objection.
Nous avons entendu Michel Rocard, le chef du gouvernement, et il vous a dit tout ce qui est fait dans des domaines très divers, pour lutter contre cette société inégalitaire. Donc, beaucoup est fait, et beaucoup a été fait depuis que la Gauche, il y aura bientôt dix ans, a accédé au pouvoir, et je vous demande, chers camarades, au-delà de nos débats, d'abord de défendre, de promouvoir tout ce que nous avons fait, si les Socialistes ne le font pas, qui le fera ?
(Applaudissements)
Soyons fiers de ce qui a été réalisé, dès l'époque où l'on posait le socle du changement, une nouvelle vague de grandes réformes comme savent le faire les Socialistes lorsqu'ils sont au pouvoir, inaugurée par le gouvernement de Pierre Mauroy, poursuivie dans les conditions de l'aggravation de la crise, le dollar et le pétrole au plus haut, par le gouvernement de Laurent Fabius, et repris aujourd'hui dans des conditions nouvelles, après la fâcheuse parenthèse des

Fondation Jean-Jaurès

deux années de la Droite, par le gouvernement de Michel Rocard, et tout cela, toutes les étapes, y compris ce qu'il a fallu faire et qu'il fallait faire en 1982, 1983, pour sauver l'équilibre économique monétaire du pays, tout cela, nous l'avons assumé ensemble, et il faut continuer de l'assumer ensemble et d'en faire valoir tout le prix aux yeux des Français.

Alors, me direz-vous, que manque-t-il ?

Chers camarades, au-delà de tout cela, de ce qui a été rappelé par Michel Rocard de cette tribune il y a quelques heures, nous le savons bien et il l'a dit d'ailleurs lui-même, il y a la poursuite, même s'il y a eu, Michel, et c'est vrai, au moins pour certaines catégories de salariés, un début de rééquilibrage ces derniers mois, mais tu en seras d'accord, sur la période longue, et notamment au travers de toute la période de la crise, et même dans les premiers mois de la reprise, la tendance générale, elle est dans l'aggravation des inégalités aux dépens des revenus salariaux.

(Applaudissements)

Mais, mes chers camarades, si le Congrès n'apporte pas réponse claire sur ce point, si le message qui sort d'ici n'est pas une direction pour faire reculer cette inégalité croissante, moi, je ressentirai que nous n'avons pas réussi notre Congrès.

(Applaudissements)

Oui, il s'agit, en effet, d'un effort de redistribution, je l'énonce ainsi, je ne pense pas qu'il puisse y avoir désaccord entre nous, d'un effort de redistribution du produit national dans notre pays, comme d'ailleurs dans la plupart des pays industriellement avancés ; actuellement, la répartition se fait pour l'essentiel aux dépens des revenus salariaux. Pouvons-nous redresser cela ? Le pouvons-nous ? Et le pouvons-nous autrement que par la voie contractuelle ? Je n'ai pas entendu non plus de désaccord sur ce point, et il me semble que si le Congrès décidait que nous avons, nous, les Socialistes, à réaliser cette espèce de contrat entre la croissance économique et la justice sociale, nous aurions apporté la réponse de fond, non pas nécessairement la réponse pratique, mais la direction générale sur laquelle nous devons aller. Et faisant cela, mes chers camarades, j'ai le sentiment que nous commencerions à faire vivre cette formule, avancée en 1983, justement, au moment où l'effort était demandé au pays pour surmonter les difficultés du moment, formulée par François Mitterrand de la société mixte économiquement, et à quoi il faut donner son contenu social.

La société mixte, ce n'est pas seulement la répartition entre un secteur privé important, resté prépondérant, et un puissant secteur public, c'est aussi de faire que nous mettions en pratique l'une des idées clés de la lettre à tous les Français, il n'y a pas de croissance économique durable sans cohésion sociale, il n'y a pas de cohésion sociale sans justice sociale.

(Applaudissements)

Alors, oui, le message peut être celui-ci.

Et, me direz-vous, mais n'est-ce pas justement encore une fois l'affaire du gouvernement de le mettre en œuvre ? Sans doute. Et il s'y emploie au travers des difficultés,

Fondation Jean-Jaurès

Mais, mes chers camarades, nous sommes le Congrès du Parti Socialiste, pas du gouvernement, nous avons à donner les indications pour que le Parti joue son rôle, dans la mise en mouvement des forces sociales.
(Vifs applaudissements)
Et cela, c'est le rôle du Parti.
Mais, justement, mes chers camarades, je pense qu'au-delà d'autres significations - chacun a donné la sienne, et dans un grand élan oecuménique qui m'est habituel, je suis assez d'accord avec chacune des définitions qui ont été données - la signification que devrait avoir ce Congrès de Rennes, c'est que, près de dix ans après que nous soyons arrivés au pouvoir... mais ce n'était pas facile, nous avons donc beaucoup tâtonné et il n'y en avait pas de beaucoup plus malins les uns que les autres, enfin, peut-être un peu quand même de temps à autre, vous verrez lesquels, enfin chacun jugera... près de dix ans après être arrivés au pouvoir, est-ce que nous allons situer plus correcte ment - ce qui est très difficile à faire - le rôle du Parti Socialiste quand nous sommes au pouvoir ?
Oh, quand nous sommes dans l'opposition, on sait faire, ce n'est pas difficile, on cogne sur ceux qui sont au pouvoir, mais quand nous sommes au pouvoir, c'est un peu plus compliqué, et pourtant, notre rôle d'entraînement des forces sociales dont nous avons besoin pour réussir, dont le gouvernement a besoin pour réussir, ce rôle d'entraînement, il nous faut le jouer, et c'est cela que nous devons définir ici...
(Applaudissements)
Je ne suis pas sûr qu'il n'y ait pas eu parfois - il n'est jamais trop tard pour dissiper les malentendus s'il y en a eu - quelques malentendus sur le sens profond, vrai, des propositions que j'ai renouvelées lors de la préparation de ce Congrès, qui avaient pu être avancées d'une façon ou d'une autre précédemment. C'est avant tout l'appel à mettre en mouvement sur l'objectif de cette formule contractuelle les forces sociales du monde du travail sans lesquelles, naturellement, nous ne réussirons pas. Il ne peut pas y avoir de succès d'une politique de justice sociale si les intéressés eux-mêmes ne sont pas dans le coup. Vous le savez bien, c'est un des problèmes que nous avons rencontrés et d'ailleurs, dès 81, c'est qu'à la différence des autres circonstances où la Gauche s'était trouvée au pouvoir, il n'y a pas eu de mouvements profonds dans le pays. On a pu, d'une certaine façon, s'en réjouir, en disant : nous avons le calme. Mais ce calme a peut-être aussi signifié que le relais de l'engagement de ces forces-là nous manquait et qu'à certains moments, nous nous en sommes trouvés démunis devant nos adversaires qui, eux, sont descendus dans la rue, se sont battus, parce que s'il est vrai qu'en démocratie, ce sont d'abord les urnes qui parlent, n'oublions jamais que les forces profondes du pays doivent aussi agir, peser, pour mettre en œuvre ce qu'a été le choix des urnes, ce qu'a été le choix électoral.
(Applaudissements)
Alors, y aura t-il un tel mot d'ordre ?
Je n'ai rien ressenti de désaccord insurmontable pour que nous le formulions

Fondation Jean Jaurès

ensemble et la fonction du Congrès en cette réunion plus restreinte qui est l'émanation du Congrès, sur laquelle on ironise parfois mais il faut bien s'amuser un peu de nos propres comportements, ils ont leurs petits côtés, comme toute chose en ce bas monde qui est la Commission des résolutions, c'est justement, après le débat, de dégager les points d'accord.

Inégalités en France, inégalités dans le monde… je m'y arrêterai peu car plusieurs avant moi, Pierre Mauroy, Michel Rocard, Laurent Fabius, Jean Pierre Chevènement en ont traité, mais ayons cela présent à l'esprit que si nous ne pouvons entrainer, et vous savez combien il le dit d'ailleurs dans le message qui a été lu tout à l'heure, il le répète une fois de plus, c'est la volonté constante du Président de la République énoncée, alors même qu'il venait d'arriver à la responsabilité des affaires en été 1981 : si nous n'arrivions pas à faire qu'avec nous les autres pays industriellement développés, avancés, créent des conditions de plus de justice pour les peuples du tiers-monde, c'est un avenir sombre qui s'ouvrirait pour eux, naturellement, qui est déjà, hélas, très engagé, mais pour l'ensemble de la planète. Et, en tout cas, pour revenir à nos problèmes hexagonaux, là seulement est la vraie réponse au désespoir de tant de jeunes de ces pays qui, parce qu'ils n'ont pas d'avenir chez eux, ne le trouvent qu'en essayant de venir dans les pays avancés.

C'est là la cause profonde et incompressible tant que durera cette société des pays du tiers-monde de l'immigration dans nos pays et quand ils restent chez eux maintenant, regardez les nouvelles qui, hélas, nous viennent de cette terre qui nous est chère, de ce peuple d'Algérie, que nous sommes quelques-uns ici à avoir contribué et aidé à sa libération… (applaudissements)… elles sont atterrantes, ce sont des progrès fulgurants de l'intégrisme, de l'extrémisme religieux, mais dont il faut comprendre qu'il est un ressort puissant pour une jeunesse qui se sent sans avenir, c'est arrivé d'ailleurs en d'autres temps et nous savons hélas jusqu'où cela peut aller.

(Applaudissements)

Alors, oui, cette réponse est la seule au fond qui nous aidera à apporter réponse à l'une des grandes questions de notre société. L'un des mérites de la préparation de ce Congrès, c'est qu'on l'aura abordé avec un peu plus de courage et de franchise que d'ordinaire... pas peut-être assez encore, Marie-Noëlle tu dois le penser, et beaucoup d'autres comme toi, mais je voyais que tu m'approuvais à l'instant quand je disais : un peu plus que précédemment.

C'est de ces populations d'origine étrangère qui sont sur notre sol et pour lesquelles dès lors que ces immigrés ont choisi, et c'est le cas du plus grand nombre, de rester chez nous, qu'on peut parler d'intégration, oui, et il faut d'abord - et à mon tour après Jean Pierre Chevènement, je veux devant vous attirer votre attention pour m'en féliciter, sur les mesures prises ces dernières semaines par le gouvernement - créer les conditions matérielles de plus de justice pour cette intégration, pour ceux qui sont deux fois victimes des inégalités, d'abord comme travailleurs, ensuite ou en même temps, parce qu'ils sont travailleurs d'origine étrangère et nous savons qu'ils cumulent ces deux injustices.

Donc, d'abord, en effet, apporter réponse aux causes matérielles de leur exclusion, mais en même temps, chers camarades, poser clairement, nous allons progresser à ce Congrès, mais je ne crois pas que nous soyons au bout de la réflexion commune, la question que nous devons débattre avec eux sur laquelle nous devrons nous exprimer envers eux sans démagogie, car c'est d'abord devant ses amis qu'on doit bannir la démagogie, devant ceux que l'on veut aider.

Il faut poser clairement la question des conditions culturelles pour employer un mot passe partout, mais comme il est passe partout, il dit un peu tout, chacun y met ce qu'il veut, mais vous voyez bien les conditions culturelles de l'intégration et c'est vrai que je suis de ceux qui disent que si même pour des raisons que nous connaissons tous, c'est plus difficile qu'avec d'autres de ces migrations qu'a connues notre pays depuis qu'il existe, toute son histoire s'est faite comme ça d'apports successifs qui, peu à peu, l'ont transformé, et qui chaque fois l'on enrichi, la même méthode vaudra cette fois, elle enrichira ce qui nous est commun, c'est-à-dire ce qui s'appelle la communauté nationale.

(Applaudissements)

Et, ayant peut-être un peu manqué de vigilance et d'attention, je m'en fais reproche, je n'avais sans doute pas observé comme il aurait fallu ce qu'a dit hier soir, ici à cette tribune, Max Gallo, et je l'en remercie, il est regrettable, puisqu'il parait que c'est ainsi, mais le vote est acquis... enfin la réflexion ne s'arrête pas pour autant... qu'on ait reculé devant cette formule de la communauté nationale et qu'on ait fait, mes chers camarades, parce que les bicentenaires ce n'est pas seulement fait pour les commémorations, cela a un sens et un sens actuel, qu'on ait fait à quelques mois du 14 juillet 1990, que pour ma part je crois quasiment aussi important que le 14 juillet 1989, la fête de la fédération, c'est-à-dire la fête de l'unité française... comment oublierait-on ici, à Rennes, à quelques dizaines de kilomètres de Pontivy où il y a deux siècles, à quelques jours près, à la fin de février 1790, les Angevins et les Bretons se rencontraient solennellement et disaient : "Nous restons Angevins et Bretons, c'est le respect des différences, mais nous sommes d'abord membres de la communauté nationale, nous sommes d'abord des patriotes français".

(Applaudissements)

Mes chers camarades, ce qui fut vrai alors l'est toujours, même, je le répète, si c'est plus difficile.

Alors, continuons donc à célébrer et à faire vivre les grandes idées de la Révolution, de ceux d'il y a deux siècles.

Alors que l'année 89/90 aura été - 1989 déjà, 1990 - quel extraordinaire éclairage, nous l'avons tous ressenti, sur notre bicentenaire, celle de l'explosion de la liberté, même s'il subsiste, Laurent Fabius le rappelait, hélas, l'horrible tache de la Place Tienanmen... tout de même, quelle année extraordinaire, mais quelle année... et le Président de la République nous le disait dès l'automne, parce qu'ils sont libérés, les peuples nous posent tant de problèmes, tant de difficultés nouvelles... l'oppression, l'asservissement étaient finalement plus reposants, la liberté, oui, nous pose des problèmes... Vive le problème que nous

pose la liberté !
(Applaudissements)
Mais peut-on répondre à tout ?
J'ai entendu beaucoup de belles et bonnes choses sur la situation nouvelle de l'Europe et j'observe qu'on nous somme, parce que nous sommes gouvernement, qu'on somme le Président de la République de répondre à toutes les questions que pose la situation nouvelle créée en Europe par l'explosion de la liberté. Non, il y a des réponses que nous ne sommes pas encore en état de donner, que le gouvernement, que le Président qui a la responsabilité principale de ce pays, n'est pas encore en état de donner, et ceux qui nous font la leçon, qui lui font la leçon, devraient plutôt se féliciter de sa prudence, de sa sagesse. Dans un monde qui bouge chaque jour, où chaque jour nous apporte des nouvelles, le plus souvent réjouissantes, parfois préoccupantes, il faut y regarder à deux fois avant de rendre je ne sais quel oracle.
Mais il y a une chose qui est sûre, et je pense que le document final de notre Congrès le dira, c'est que ce qui se passe de l'autre côté de l'Europe rend plus nécessaire, plus impératif, et d'une certaine façon plus urgent, l'effort pour construire l'Europe, à condition que nous soyons capables de faire progresser en même temps que l'Europe des capitaux, que l'Europe des marchands, l'Europe sociale dont il faut bien admettre que ces derniers mois, elle a été un peu le parent pauvre de la progression de l'unité européenne, et qu'elle ne se fera pas seulement dans les Conseils de gouvernements, même si naturellement, il faut y agir, et notre gouvernement le fait avec l'efficacité que nous savons, qu'elle ne se fera pas seulement à Bruxelles, même si Bruxelles agit sous la présidence de Jacques Delors. Elle se fera, elle aussi, sur le terrain si nous savons, nous, l'un des plus grands Partis Socialistes d'occident, prendre les initiatives qui mettront les forces sociales, les forces syndicales de l'Europe des douze en mouvement sur ces objectifs de l'Europe sociale.
(Applaudissements)
Avec les espérances que nous avons, mais je ne voudrais pas tenter le sort à quelques heures du vote qui va intervenir en RDA, et contrairement peut-être aux craintes qui étaient les nôtres à l'automne, craintes qu'après la chute des dictatures staliniennes, le balancier partirait très loin d'un autre côté, aujourd'hui, la chance va peut-être être donnée aux Partis Socialistes, aux Partis socio-démocrates de ces pays qui viennent de se libérer... Nous le saurons.
Mais pour nous, sachons aussi tirer la leçon, il en a été beaucoup question, et depuis déjà quelques mois. J'ai entendu la référence à "la page de 1920 tournée", et comme c'est vrai !
Mais je vais prolonger un peu cette réflexion par une autre, que je n'ai pas trop entendue jusqu'ici. Je crois que c'est la chute sans appel, cette fois, du système stalinien, et de sa référence dans les partis Communistes de l'Ouest, qui les frappe à mort - parce que tout leur système politique, idéologique, était basé sur la référence de ce qui se passait à l'Est, la pierre de touche, disait un ancien Secrétaire général du Parti Communiste - c'est la fidélité à l'Union soviétique. C'est donc le système qui est atteint au cœur, et à partir de là, un espace

immense est libéré, qui est ouvert à notre propre effort, à notre propre initiative politique, et permettez-moi de le dire, le jeu de complicités qu'il y a eu trop souvent entre certains appareils staliniens, et certaines estimations que pouvait avoir Jean Poperen…
Pour certains ? Ce jeu de complicités ne sera plus possible et pour un courant Socialiste profondément ancré à gauche, c'est déjà une chance formidable qu'il nous faut saisir.
(Applaudissements)
Alors oui, nous y voilà... à nouveau et dans des conditions différentes sans doute, rassemblés à gauche.
J'ai beaucoup apprécié que Fabius ait répété son accord avec la proposition que j'avais avancé des assises du mouvement Socialiste, et j'y vois là un signe d'une convergence parmi tant d'autres qui s'expriment... comme apparemment quelques camarades assez nombreux ne veulent entendre que ce qu'ils ont envie d'entendre et ne me laissent pas finir... j'ai dit parmi tant de convergences qui s'expriment entre nous tous.
(Applaudissements)
Cela ne change rien... ou plutôt c'est encore mieux, non ? Donc, faisons cela mais revenons sur cette idée.
Je voudrais dire à Lionel Jospin, qui a exprimé quelques objections, combien je ne pense pas - pour avoir lu attentivement ce qu'il a dit à plusieurs reprises sur le sujet - qu'il n'y ait pas là encore de désaccord.
Jamais en tout cas, dans l'esprit des camarades qui ont signé la même motion que moi, il n'y eu cette idée... Parce que le Parti Communiste est ce qu'il est aujourd'hui en France... il a le comportement que nous déplorons en ce moment, c'est-à-dire que l'essentiel de son activité c'est de se tourner contre le Parti Socialiste et contre le gouvernement animé par les Socialistes. Jamais à partir de là, je n'ai pensé qu'il fallait, si j'ose dire, tirer un trait, au contraire.
La proposition que j'ai avancé des assises du mouvement Socialiste c'est de créer les conditions pour qu'à nouveau, comme ce fut le cas en d'autres circonstances au début des années 70, après l'épreuve ouverte en 77, en vérité il n'y ait pas d'autre choix que de s'inclure dans les grands combats que nous animons, sans avoir la prétention de mener les choses seul, simplement faisons cet effort car mes chers camarades les protestations, dont je ne mets à aucun moment en doute la sincérité, sur le refus de chercher des alliances de ce genre ailleurs qu'à gauche et à droite, ne pèserait pas grand chose si dans les dix huit mois ou dans les deux ans qui viennent, nous n'avions pas créé les conditions de rendre à nouveau la Gauche en position d'être majoritaire.
C'est pourquoi il nous faut prendre des initiatives parce que la nature politique a horreur du vide. Si nous n'arrivons pas à créer ces conditions, alors on viendra nous dire qu'il n'y a pas d'autre issue que de rechercher d'autres alliances, c'est-à-dire en fait de changer notre stratégie d'alliance.
(Applaudissements)
Mes camarades, nous y voilà ! Vous applaudissez ce passage après quelques-autres, j'ai donc le sentiment que les bases existent... là d'accord. Comme il faut

bien que chacun prenne sa part de l'effort préparatoire, nous avions rédigé un petit document, soutenant la motion n°2, un document préparatoire au travail que nous allons entreprendre dans quelques heures, mais au train où je vais, ce sera dans quelques minutes en Commission des résolutions. Ce document d'ailleurs vous a été distribué, je crois, mais si par malheur il ne l'avait pas été, demandez-le nous, on se fera un plaisir de vous le donner.

Donc une plateforme d'action qui serait la base du travail de rassemblement et de recherche d'une synthèse d'ensemble, alors me direz-vous "mais quelle prétention, puisqu'il y a eu des votes !" A coup sûr...

Et quelque aient été les conditions de la campagne, j'en dirai deux mots dans quelques instants, les chiffres sont les chiffres. Mais pour autant, il y a Congrès chers camarades, et c'est à vous de dire si vous voulez en effet un large accord, et à partir de la quelques propositions principales - je n'ai pas été exhaustif car j'aurais été encore plus long que je ne le suis - semblent devoir trouver leur place dans cette synthèse, dans cette plateforme d'action.

C'est à vous les délégués au Congrès d'abord au travers de ceux que vous désignerez en Commission des résolutions, puis dimanche dans les votes finals, d'en décider... bien entendu à partir de ce qu'ont été les votes militants, et en jouant votre rôle, il est nécessaire de donner ce que je viens d'appeler une plateforme d'action au Parti Socialiste.

Si nous ne le faisons pas, si nous continuons ce que j'appellerai ces critiques à l'égard de personne en particulier - nous sommes tous sur le bateau, nous en sommes tous solidaires, quelles que soient nos positions respectives à un moment ou à un autre, ceux qui ont particulièrement des responsabilités, les uns au gouvernement, les autres au parti... hier c'était l'inverse, demain qui sait... N'abordons pas ce genre de querelle, nous gagnerons comme beaucoup l'ont dit avant moi, excusez de répéter l'évidence, nous gagnerons ou nous perdrons ensemble. Mais on aime quand même mieux gagner.

Alors, créons les conditions pour ce succès. Cela veut dire quand même quelques changements, je ne veux pas tirer argument de nos dernières consultations électorales, surtout à un moment où les camarades se battent dans des conditions difficiles, mais avec tous nos encouragements et toute leur volonté, malgré les premiers tours difficiles, nous gagnerons après-demain.

J'ai entendu ce qu'a dit Pierre, et naturellement il a raison sur les municipalités conquises. Naturellement qu'il a raison sur le fait qu'aux cantonales il y a eu des progrès, mais Pierre tu le sais comme moi, sur ces trois derniers mois nous avons constaté qu'une partie des nôtres, de notre électorat, était à l'écart du vote de gauche, soit qu'ils s'abstiennent, soit qu'ils aillent vers les "écolos", soit qu'hélas dans certains cas ils aillent jusqu'au Front National, malheureusement.

Alors, chers camarades, cela veut dire qu'il faut changer un certain nombre de choses. Il faut se mettre d'accord sur ce qu'il y a à changer. On nous a expliqué qu'il y avait dès maintenant tous les éléments d'une synthèse à partir d'un pôle de gauche, je me demande ici dans ce Congrès un pôle pourrait être ailleurs qu'à gauche, mais c'est mieux de le dire. C'était une pré-synthèse et alors je dois dire, sans vraiment mauvais esprit, comme cela, que voyant un peu ceux qui

assument un peu cette pré-synthèse, mais je ne veux citer personne, je ne veux faire de réclame à personne... pas plus aux uns qu'aux autres, c'est toujours un terrain dangereux… mais si vraiment ceux-ci et ceux-là se sont mis d'accord sur le désarmement... (applaudissements)... sur l'Europe… (applaudissements)... je dis cela sans malice mais j'ai le souvenir d'une émission importante et d'un plateau de télé, sur le rassemblement à gauche… (applaudissements)... merci, mais je vais abréger quand même car sinon Nicole va me faire les gros yeux... et avec les beaux yeux qu'elle a, ce serait quand même difficile... alors si tout cela a pu, en une demi-nuit aboutir, si tous ces camarades ont pu aboutir à une pré-synthèse, on devrait n'avoir aucune difficulté à faire une synthèse générale.
(Applaudissements)
Mais alors pourquoi avoir tant tenu à se mettre d'accord à quelques-uns ?
Je sais bien qu'on nous avait désignés parmi les heureux élus qui auraient dû en être, mais nous, nous avons dit : il n'y a aucune raison, et c'est vrai ce soir comme cela l'était hier, comme cela l'était il y a huit jours, il n'y a aucune raison de se réunir à part. Tous ensemble, cherchons la synthèse, pas d'exclusive !
(Vifs applaudissements)
Chers camarades, je le dis à nos camarades qui ont élaboré ce document, par rapport à la démarche, cela ne peut pas être un texte qui rassemble puisqu'il a commencé par séparer.
(Vifs applaudissements. L'assemblée scande "Fabius ! Fabius !")
C'est pourquoi je pense de mon devoir de le dire devant le Congrès, car c'est lui qui est souverain, pour notre part, nous qui avions présenté la motion II, nous ne pourrons pas prendre ce texte comme base de travail pour la Commission des résolutions.
(Applaudissements. L'assemblée, debout, scande : "Unité ! Unité !")
Mes chers camarades, je veux quand même vous le dire parce que cela a été un des sujets beaucoup évoqués dans la préparation de ce Congrès aujourd'hui, mais je ne veux pas abuser de mon temps de parole - je l'ai déjà dépassé -, j'aurais souhaité, mais il y aura d'autres occasions, m'exprimer sur le grand débat sur la nature du Parti que j'ai trouvé... pas toujours net dans ses considérations.
En tous cas, puisque vraiment il y a nécessité de le garder, alors il y a au moins une chose que je veux dire : il y a vraiment une mesure qui sera déjà un signe fort, un signe très fort par rapport à ce que nous avons vécu, il y a encore quelques jours, c'est un présent, une voix.
(Vifs applaudissements, bans d'applaudissements)
Chers camarades, je crois comprendre que nous approchons d'un large accord : faisons-le !
(Vifs applaudissements. L'assemblée scande : "Unité ! Unité ! ")

La présidente - Dernier orateur de cette journée, Julien Dray.
A l'issue de son intervention, je vous demanderai encore quelques minutes de patience pour vous communiquer la composition de la Commission des

Fondation Jean-Jaurès

résolutions.

Julien Dray

Je voudrais commencer par remercier les délégués et les auditeurs qui ont accepté ce soir de retarder leur dîner pour écouter les propositions de la Nouvelle Ecole Socialiste, et je pense que pour l'avenir, ceux qui dénoncent les méthodes, ceux qui s'indignent contre certaines pratiques, devront réfléchir eux aussi à la manière dont ils protègent les droits des minorités.

(Applaudissements)

Au début de ce Congrès, les militants de la NES savaient qu'il est toujours dangereux de vouloir tirer la moustache d'un tigre en colère mais ils pensaient qu'il allait être plus facile de tenir cinq éléphants dans ses bras, qu'un petit renard.

Eh bien, après huit mois de débats, nous restons persuadés que les chemins des cimes est souvent le plus court car moins fréquenté. Voilà pourquoi nous restons déterminés à mener le débat à régénérer la réflexion. Les questions que nous avons posées ne sont pas une mode. Elles sont l'avenir même du Parti Socialiste.

1993 : voilà pour nous, Socialistes, la ligne première d'horizon.

1993 : cela fera douze ans que nous serons au pouvoir. Pour la société, pour la population, pour la jeunesse, pour l'électorat, en 1993, le pouvoir, ce sera la Gauche et la Gauche, c'est essentiellement les Socialistes.

Le pays sera alors en droit de nous demander les comptes sur nos engagements.

Nous, nous vivons encore trop souvent comme des détenteurs illégitimes ou temporaires du pouvoir, alors que pour tout le pays, le pouvoir, c'est nous.

Pouvons-nous invoquer la parenthèse de l'alternance ? Non.

Pouvons-nous invoquer encore l'obstruction des forces économiques ? Non.

Pouvons-nous encore et toujours invoquer le temps et la nécessité de la durée ? Non.

Pour les Françaises et les Français, la parenthèse, ce fut la Droite. Les forces économiques, nous nous sommes donné les moyens de les diriger. Le temps, la durée, nous les avons eus. Celles et ceux qui sortaient de l'école primaire en 1981 sont des adultes en 1990.

Alors arrêtons !

La présidente - Mes chers camarades, je souhaiterais que vous vous asseyiez pour écouter Julien Dray, s'il vous plait !

Julien Dray - Nous voulions changer la vie. Qu'avons nous changé dans leur vie? Voilà à quoi se résumera la question de notre bilan en 1993.

Les inégalités se sont accrues. La responsabilité de Pierre, Laurent, ou Michel m'importe peu. La vérité est glacée.

10% de la population possédait en 1981 51% des richesses. Aujourd'hui, ces 10% en possèdent 54%. Et nous ne sommes plus au 19ème siècle des fortunes secrètes. Non, l'étalement de l'argent, c'est l'étalement des différences que l'argent crée et qui les rend encore plus insupportables.

Fondation Jean Jaurès

Ces inégalités, nous sommes sans doute tous attachés à les résoudre. Mais, il y a des différences de méthodes, car il y a des différences d'analyse, entre nous, ne le cachons pas. Le gouvernement de Michel Rocard, nul ne le nie, s'est attaqué à la lutte contre les exclusions sociales : le RMI, l'insertion, le contrat formation jeunesse. Demain, le fonds pour la vieillesse dépendante. Autant de preuves dont nous pouvons être légitimement fiers.
Mais voilà, je ne pense pas que ce saupoudrage sur des catégories déterminées agisse en profondeur sur la structure sociale, ni qu'il transforme cette réalité que nous savons si injuste et si dure pour le plus grand nombre. "Tenir la tête hors de l'eau de ces catégories n'en fait pas pour autant encore de bons nageurs".
Qu'avons-nous changé dans la vie de tous ces jeunes et ces femmes qui plus que d'autres font les frais de la précarisation du travail ?
Nous applaudissons au nombre d'emplois créés, à ces 9 millions de contrats de travail signés en deux ans. Mais combien sont aussi éphémères que le printemps ? Et la précarité est dangereuse quand elle est, par exemple, la cause de l'augmentation des accidents du travail.
Et dans combien de cas l'intégralité du droit du travail et des droits sociaux sont-ils respectés ?
"Entre le fort et le faible, c'est le droit qui libère et la liberté qui asservit", disait Lacordaire.
Le moins que l'on puisse dire, c'est que les règles tardent à venir. Il serait illusoire de croire que la volonté des partenaires sociaux correspondra à l'urgence sociale et à notre volonté politique. Là comme ailleurs, la discussion n'a de sens en France que si l'Etat joue son rôle et assume ses responsabilités, surtout quand ce sont les Socialistes qui le dirigent.
Quelle place aura en 1993 la France dans le concert des nations? Au moment où les peuples qui se libèrent se tournent vers nous, qu'avons-nous à leur dire ? Que le Socialisme démocratique est encore un grand élan, un devenir qui s'appuie sur une justice indépendante, un exécutif contrôlé, un législateur ambitieux et déterminé. Encore faudrait-il que nous leur prouvions par notre action au gouvernement.
Pour l'instant, hélas, ce que nous nous répétons et qui leur parvient aux oreilles, c'est notre fierté de savoir gérer les grands équilibres.
La Gauche gouverne sous cette contrainte comme si nous devions nous laver du péché originel d'incapacité de gestion dont nous a affublé la Droite.
Dix ans pour faire cette preuve, mes camarades, ne pensez-vous pas que c'est long ? Il est grand temps de substituer à la Gauche de la contrainte, la Gauche du possible. Le constat des contraintes n'a jamais fait une politique. Bien au contraire, il est le point de départ sur lequel s'appuie une volonté pour essayer de lever progressivement le poids de ses contraintes.
Au bout de dix ans, à partir de cette réalité inégalitaire que nous constatons, il y a mieux à faire que de regarder tous les jours les grands équilibres économiques sans voir que les grands équilibres, comme l'a montré le conflit des infirmières, par exemple, sociaux sont au bord de la rupture, et que les grands équilibres industriels sont plus fragiles qu'il n'y paraît.

Fondation Jean Jaurès

Prenons garde, mes camarades, au bilan que nous présenterons en 1993. Et rappelons-nous le gaullisme de 1969. "Dix ans, cela suffit" disions-nous. La Droite la plus bête du monde se voyait au pouvoir pour trente ans. Elle s'était fabriqué une Constitution à sa mesure, qui ne sera d'ailleurs jamais la nôtre.
Prenons garde que les nouvelles générations ne crient à leur tour "dix ans, ça suffit" et que le rejet du pouvoir en place ne soit le rejet des Socialistes au pouvoir.
Pas plus que le gaullisme n'avait de légitimité historique, les Socialistes n'ont une légitimité morale à rester au pouvoir.
Redéfinir des objectifs, nous redonner de nouveaux moyens et obtenir des résultats, plutôt que d'ouvrir des chantiers, voilà ce à quoi notre Congrès aujourd'hui et notre action commune demain doivent nous conduire.
La Gauche, si elle veut réussir, la Gauche doit à nouveau entreprendre.
Au nom de la réalité, mes camarades, c'est souvent la soumission à la fatalité qu'on essaye de nous vendre.
Qui peut croire que nous fermerons la parenthèse libérale ou que nous instaurerons un pacte social de progrès, voire que nous définirons une nouvelle étape sociale plus partageuse ou plus égalitaire, en nous en tenant à cette fatalité.
Réinstaurer un Etat volontaire, voilà le socle du cours nouveau que nous souhaitons.
Il y a longtemps que nous ne considérons plus que l'antagonisme entre le vice et la vertu s'appliquerait aux différences entre le secteur privé et le secteur public industriel.
Nous avons même tenté une théorisation tout au long de nos débats de Congrès : "L'économie mixte".
Pour ne pas avoir été l'un des derniers à l'employer, et au risque de paraître iconoclaste, je trouve aujourd'hui ce terme impropre.
Non pas impropre à rendre compte de la réalité. De ce point de vue, il est juste : la France est une société d'économie mixte, mais le Japon avec MITI aussi, la RFA ou la Grande-Bretagne également. A ce titre, il n'y a pas une économie de marché pure et parfaite à laquelle il faudrait tendre mais des économies de marchés différentes.
Le problème est là justement : l'économie mixte reste un constat photographique de la situation, ce n'est pas une orientation ni un modèle économique ou industriel.
Savoir quel est notre projet de société, savoir comment nous allons utiliser les outils économiques, financiers ou industriels dont nous disposons, c'est à l'opposé du cas par cas ou du coup pour coup.
C'est redonner un sens à l'intervention de l'Etat autre que celui d'un bailleur de fonds sans âme.
Pour nous, entre le modèle de la main invisible du marché ou de la main visible du gosplan, il y a place pour une nouvelle démarche. C'est cette démarche que nous devrions mettre en œuvre si nous voulons représenter une alternative à la faillite du Communisme militaire et au libéralisme sauvage reagano-thatchérien.
Les journaux ont beaucoup parlé de l'accord Renault-Volvo. Mais ils ont oublié

Fondation Jean-Jaurès

ou moins insisté sur l'accord Air Inter/Air France-UTA, qui est une nationalisation rampante.
Ces deux accords, vous me l'accorderez, nous font sortir du ni nationalisation-ni privatisation qui, lorsque nous étions les seuls à le proposer, faisait partie pour le Premier Ministre et ses amis, qui sont partis de cette salle, de notre "pouvoir de nuisance".
(Quelques applaudissements)
Mais c'est une vision simplificatrice des choses que de vouloir réduire la fin du "ni-ni" à une loi de respiration du secteur public. Pour nous, il s'agit, bien au-delà, de retrouver le chemin de l'économie concertée, dans le secteur public comme dans le secteur privé, dans l'industrie comme dans les services.
Ne pensez-vous pas que les salariés d'Air Inter ou de Renault seraient plus motivés si l'instance dans laquelle ils sont représentés, le Comité central d'entreprise, avait été consulté sur les choix industriels que représentent ces fusions et accords.
(Applaudissements)
L'Etat volontaire à l'heure où nous assistons à une restructuration économique mondiale dans un contexte de relance et de croissance globale doit justement savoir d'appuyer sur une société mobilisée au travers des choix discutés démocratiquement et donc assumés par tous les acteurs de cette collectivité.
Voilà le chemin de l'économie concertée qui redonne un sens à l'esprit public, s'émancipe des lobbies et s'oppose à l'opacité des décisions du fameux savoir de la techno-structure énarchique, même Socialiste.
Pendant les années de crise, nous avions ironisé sur le saupoudrage industriel de Valéry Giscard d'Estaing, mais sommes-nous sûrs d'avoir aujourd'hui une méthode différente ?
Des succès de nos industries existent à travers le monde. Des points forts sont constitués. Mais ils vont être désormais soumis à une concurrence plus rude, quand ils ne sont pas déjà obsolètes, comme c'est le cas de notre industrie d'armement.
Voilà pourquoi nous disons, nous, qu'il faut rompre avec tous les dogmatismes et tous les conservatismes.
Il faut savoir et privatiser et nationaliser.
(Quelques applaudissements)
Reprendre l'initiative, c'est reconquérir des marges de manœuvre, c'est retrouver une véritable politique industrielle qui seule créera des emplois à terme et surtout permettra d'augmenter le fameux "gâteau" à partager.
Sans industrie forte, la politique du franc fort n'est que la gestion de la rente !
A l'Etat volontaire aussi de savoir emprunter. Il nous faudrait, pour pouvoir subvenir aux nombreuses interrogations, environ deux fois; le déficit budgétaire annuel. Impossible quadrature du cercle, tous nos bons gestionnaires nous rappellent à la raison.
Voilà pourquoi nous pensons que, justement, il faut faire naître une nouvelle approche de l'emprunt. Pas celui que l'on fait lorsqu'il n'y a plus d'autre solution, lorsqu'on est dos au mur, non, celui que l'on fait justement pour

Fondation Jean-Jaurès

conquérir. Planifier aujourd'hui ses emprunts, c'est réussir demain. C'est la seule voie pour répondre aux formidables demandes d'infrastructures modernes, dans l'éducation, dans la santé, dans les transports, que seul l'Etat peut animer et concevoir.
La société duale, la société triale, n'est pas une menace. C'est, hélas, devenu une réalité. Un véritable apartheid social émerge dans notre pays, et nous, pendant que nous réintégrons les exclus, un autre dispositif se met en place qui continue à exclure.
Il devient dès lors évident que nous devons être capables d'inventer et de mettre en place un nouveau modèle de répartition sociale.
Nous constatons tous qu'au sortir des années de crise économique, notre système de redistribution, inventé par le Conseil national de la résistance, ne remplit plus son rôle.
Si les inégalités s'accroissent, c'est que la répartition sociale est insuffisante.
La croissance des salaires directs que le gouvernement contient dans un souci de rigueur économique est trop faible, notamment dans la fonction publique.
Là aussi, la règle reste : "Dis-moi combien tu me payes, je te dirai comment tu me considères". Et comment, alors, ne pas être avec les ouvriers de Peugeot qui réclament le minimum vital, ou avec les contrôleurs des impôts, qui interpellent l'Etat Socialiste ?
(Applaudissements)
Nous devons avoir une politique de lutte contre les exclusions qui s'articule avec une politique de réduction des inégalités. Ne mettre en œuvre que le premier terme de cette politique sociale, c'est-à-dire la lutte contre les exclusions, c'est certes faire preuve de générosité, mais c'est insuffisant et cela ne répond pas à l'aspiration actuelle.
Camarades, n'êtes-vous pas troublés par le rappel à l'ordre que vient de nous adresser Alain Minc ?
Quand les agents du marché, et parmi les plus forts, tirent la sonnette d'alarme et nous disent qu'il faut maintenant inventer, produire des règles de comportement et de redistribution, quand même les prédateurs trouvent la jungle trop sauvage, que doivent alors penser les victimes de cette jungle ?
Il nous faut donc reprendre l'initiative. L'ensemble de ces questions est au centre des débats du Congrès. Mais il est au centre des débats qui animent, qui parcourent la société française et il sera au centre des nouveaux enjeux électoraux.
Les salariés, notre bas sociale, le peuple de gauche comme nous l'appelons, attend de nous un signe de notre volonté.
Ces réformes que nous vous proposons, ce cours nouveau pour l'action des Socialistes, permettra de sortir d'un discours de gestion pour retrouver les chemins d'une ambition collective pour la société française.
"Dis-moi quel est ton projet, je te dirai avec qui tu veux t'allier". Si notre seule ambition, c'est de défendre les grands équilibres, alors pas de doute, nous prônerons le rassemblement des forces qui s'identifient à la défense de ces grands équilibres.

Fondation Jean Jaurès

Mais nous savons tous que l'adage "dis-moi qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es" sera, dans les années à venir, déterminant. Et la question des alliances que nous nouerons pour les prochaines échéances électorales est posée dès ce Congrès.
On ne peut l'esquiver par une pirouette en proclamant que nous avons vocation à être le Parti de toute la gauche.
Toute la Gauche se retrouve-t-elle dans le vote Socialiste ? Assurément non. Une partie d'entre elle s'abstient, une autre vote écologiste, La montée électorale du courant écologiste n'est pas un accident de parcours conjoncturel, c'est un phénomène européen de la fin du 20ème siècle. C'est une réponse collective nouvelle à des problèmes collectifs nouveaux.
Arrêtons de croire que le vote écologiste ne fait que traduire le déficit du Parti Socialiste. Il exprime le choix d'autres priorités industrielles, notamment sur le plan du nucléaire, il exprime le choix d'autres priorités agricoles, d'une utilisation différente de la croissance, et il exprime aussi l'usure des institutions de la 5ème République et du rôle qu'elles assignent inéluctablement aux partis politiques.
(Quelques applaudissements)
Alors, camarades, qu'est-ce qui est le plus important pour demain ? Les aspirations à un nouveau model de développement que révèle cet électorat et que nous souhaitons, nous aussi, ou les débats métaphysiques que la nature de Waechter ou de tel autre dirigeant écologiste ?
L'électorat "vert" a voté à 80 ou 90% pour François Mitterrand en 1988. Chaque semaine, un nouveau sondage révèle que l'électorat Socialiste est favorable à une alliance avec les "Verts". Si nous n'entendons pas cet appel, l'électorat Socialiste d'aujourd'hui sera l'électorat "vert" de demain et l'alliance se fera dans les urnes et contre nous par le même phénomène que celui qui, en 1981, a amené l'électorat Communiste à faire l'unité avec François Mitterrand, dans les urnes, contre le Parti Communiste Français !
(Quelques applaudissements)
En 1993, ce sera le centre ou les "verts", le conservatisme ou la transformation sociale. Cette alternative est inévitable et elle se joue dès aujourd'hui dans ce Congrès.
Lançons un appel aux écologistes pour élaborer ensemble le projet que nous soumettrons ensemble, avec les écologistes, en 1993.
Mes camarades, au terme de cette intervention, au moment où nous en sommes de notre Congrès, je pense, comme un ancien dirigeant responsable de la fédération de la Seine entre les deux guerres : tout est possible.
Le Parti et les Socialistes peuvent choisir la gestion plate, en espérant tirer leur victoire de la crise de la Droite. Ils peuvent aussi choisir l'audace, la transformation de la société, et un grand mouvement pour la réduction des inégalités.
C'est avec ceux-là que nous serons.
Et puisque la question a été posée à l'entrée de ce Congrès : "Quelle majorité dirigera le Parti ?", les militants de la Nouvelle Ecole Socialiste n'esquiveront

Contribution Jean Jaurès

pas la question. Nous n'avons pas attendu les différentes propositions, les différentes enchères auxquelles se sont livré un certain nombre de composantes de ce Parti dans le cadre des discussions préalables.
Nous avons constaté la réalité de la situation et nous ne pensons pas qu'un pôle de gauche qui regroupe Jacques Delors et Jean-Pierre Chevènement soit véritablement un pôle crédible pour diriger ce Parti !
(Applaudissements)
Ou alors, c'est que l'ensemble des questions politiques de fond aurait été esquivé et qu'il s'agirait d'un front du refus. Or, ce n'est pas d'un front du refus que le Parti Socialiste a besoin, c'est d'un front de conquête, d'un véritable front du mouvement !
Voilà pourquoi nous rejoindrons les propositions faites parla motion Egalité, autour de Jean Poperen, pour créer une nouvelle dynamique dans ce Congrès.
(Vifs applaudissements)
Camarades, nous assumerons toute la représentation de la Nouvelle Ecole Socialiste dans les instances du Parti et ceux qui prendront la responsabilité, au nom de prétendus statuts, d'exclure la Nouvelle Ecole Socialiste du Parti prendront la responsabilité d'exclure plus de 3000 militants du fonctionnement démocratique des instances du Parti.
Camarades, je fais partie d'une génération qui a perdu ses certitudes, mais j'ai gardé au fond de moi une conviction : un Socialiste a le droit d'être utopiste, mais il n'a pas le droit d'être résigné !
(Vifs applaudissements)

La présidente - Chers camarades, je vous informe que la motion 6 se réunit maintenant dans la salle C, la motion 1, demain matin, à 9 h, dans cette salle.
La plénière débutera à 10 heures.
Claude Estier va vous lire la composition de la Commission des résolutions.

Claude Estier - Je vous donne les noms des 101 membres de la Commission des résolutions qui se réunira à 23 heures à l'Hôtel de ville de Rennes.
(Lecture de la liste)

La présidente - La séance est levée.

Parti Socialiste
10ème Congrès
Rennes 15, 16, 17 et 18 mars 1990

Séance du 17 mars 1990

La séance est ouverte sous la Présidence de Claude Estier.

Fondation Jean-Jaurès

Le président (Claude Estier)
J'ouvre la séance et je donne la parole à Edmond Hervé qui présidait la Commission des résolutions, qui s'est réunie hier soir, et qui va vous en faire le rapport.

Edmond Hervé
Chers camarades, je m'engage à être aussi objectif et précis que possible, et je souhaite être parfaitement fidèle aux travaux de la Commission.
La Commission des résolutions s'est réunie hier soir, elle a suspendu ses travaux à 2 heures trente ce matin, un échange a eu lieu sur les travaux de la Commission de vérification des mandats, conformément à sa mission. La Commission des résolutions a engagé le débat sur la méthode à suivre pour aborder, dans les meilleures conditions, les travaux de la synthèse.
D'autre part, la motion IV ayant fusionné avec la motion V, Laurent Fabius a demandé la reconnaissance du droit de vote pour le représentant observateur de la motion IV.
Cette proposition... (sifflets)... n'a pas été retenue étant jugée... (applaudissements) contraire à la composition de la Commission des résolutions et à la décision unanime d'un Comité directeur antérieur.
Après accord des représentants des différentes motions, il a été décidé de procéder à 4 votes de prise en considération portant sur les 4 textes d'orientation déposés sur le bureau de la Commission des résolutions.
A la suite de ces 4 votes de prise en considération, un groupe de travail, chargé de faire des propositions à la Commission des résolutions, en vue d'une synthèse, devait être mis en place.
Les 4 textes déposés étant :
- Le texte 1-7, c'est-à-dire pour le texte 1, le texte de la motion Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Lionel Jospin, et 7 Jean Pierre Chevènement.
- Le texte 2 : Jean Poperen.
- Le texte 3 : Michel Rocard.
- Le texte 5 : Laurent Fabius.
- Le texte 1-7 a recueilli 25 voix "pour", et 40 "contre".

Au vue du résultat, les représentants de la motion V ont décidé de se retirer.
(Sifflets)
La procédure des votes a continué.
Le texte 2 a obtenu 4 voix "pour", 41 "contre". Il y avait 20 absents.
Le texte 3 a obtenu 16 voix "pour", 29 "contre", il y avait 20 absents.
Le texte 5 a obtenu 0 voix "pour", 41 voix "contre. Il y avait 20 absents et les 4 camarades de la motion 2 ont décidé de ne pas prendre part à ce vote.
Compte tenu du départ des camarades de la motion V, les membres présents de la Commission des résolutions ont décidé, à l'unanimité, de suspendre leurs travaux, et ont mandaté le président de la dite Commission des résolutions pour reprendre les contacts en vue d'une nouvelle réunion de la Commission des résolutions.
Voilà, chers camarades, le rapport que je devais faire au Congrès souhaitant

avoir été en tous points fidèle aux travaux de la Commission.
(Applaudissements)
Merci.

Le président - Merci à Edmond Hervé pour ce rapport à la fois objectif et succinct.
Je donne aussitôt la parole au premier secrétaire, Pierre Mauroy et je vous demande encore une fois, chers camarades de vous asseoir.
(Applaudissements)

Pierre Mauroy
Mes camarades... (applaudissements)… s'il vous plaît, je voudrais faire une proposition, et je suis persuadé que cette proposition devrait obtenir l'approbation de tous les délégués du Congrès.
Voici cette proposition : la Commission des résolutions s'est réunie hier soir, Edmond Hervé vient de vous donner le compte rendu des travaux de cette Commission. En réalité, nous n'avons pas pu commencer à travailler au texte de la résolution finale.
Tout au long de la journée d'hier, on a demandé la synthèse, nous y avons été invités par le Président de la République lui-même, par le Premier Ministre, et tous les délégués qui sont intervenus et moi-même je vous ai dit ma volonté de travailler à cette synthèse finale. Nous ne pouvons pas perdre de temps !
Une journée, ce serait une journée perdue pour la synthèse si nous en restions là. C'est pourquoi je demande au Congrès de décider qu'un groupe de travail se mette en place immédiatement. Ce groupe de travail naturellement de membres de la Commission des résolutions serait constitué sur la base d'une répartition correcte entre les différentes motions, et pourrait se réunir et travailler toute la journée, ainsi lorsque la Commission des résolutions se réunira ce soir, elle pourra au moins être saisie des travaux de ce groupe de travail. Ainsi nous n'aurons pas perdu une journée pour aller vers la synthèse.
(Vifs applaudissements)
Donc voici quelle est ma proposition : je pense qu'il serait judicieux de mettre en place un groupe de 15 camarades, sur la base suivante :
Pour la motion 1 : 4
Pour la motion 5 : 4
Pour la motion 3 : 3
Pour la motion 7 : 2
Pour la motion 2 : 2
Je demande au président de soumettre cette proposition au Congrès. Et je demande au Congrès de la voter. Il n'est pas possible qu'on puisse enrayer la marche vers la synthèse. Nous la voulons, et nous ne voulons pas perdre une journée.
(Vifs applaudissements)

Le président - Mes camarades, le premier secrétaire vient de faire une

Fondation Jean Jaurès

proposition. Sur cette proposition, qui demande à intervenir ?
André Billardon...

André Billardon
Chers camarades, nous venons d'entendre les propositions de Pierre Mauroy.
Pourquoi en sommes-nous là à cet instant ? Parce que la nuit dernière, en Commission des résolutions, aucun des textes qui a été soumis au vote des camarades de la Commission des résolutions n'a été adopté. Et le texte qui nous a été présenté, hier, comme un texte de pré-synthèse…
(Brouhaha)

Le président - S'il vous plaît, voulez-vous vous asseoir camarades !
(Applaudissements)

André Billardon - L e texte qui nous a été présenté hier comme étant un texte de pré-synthèse, n'a pas été pris en considération par la Commission des résolutions par 40 voix contre 25, cela est une donnée politique essentielle.
(Sifflets)
Chers camarades, c'est la donnée politique essentielle de la Commission des résolutions, à partir de là, il faut reprendre le travail.
Nous recherchons la synthèse, nous voulons la synthèse… (sifflets)… nous ferons tout pour rechercher la synthèse… (réactions dans la salle)… mais cela ne peut pas passer, cher Pierre Mauroy, par une réunion à la sauvette, dans des conditions politiques... (sifflets)... non précisées.
Je propose, par conséquent, au nom de notre motion, qu'avant de parler de groupe de travail, s'établissent des contacts politiques entre les différents responsables pour explorer les conditions d'une véritable synthèse.
Et s'il faut se prononcer, mes camarades, sur le principe de la constitution immédiate d'un groupe de travail, alors je demande, au nom de notre motion, que cette proposition soit soumise au vote par mandat national.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Guidoni.

Pierre Guidoni
Mes chers camarades, je ne peux qu'approuver les propos que vient de tenir notre camarade Billardon... (mouvements divers)... En effet, depuis quelques jours, quelques semaines et quelques mois, s'il y a quelque chose qui manque, ce sont bien les contacts politiques entre les uns et les autres...
(Applaudissements, mouvements divers)
Il y a, en effet, urgence à ce qu'on reprenne aussitôt que possible les conciliabules, les entretiens, les rencontres et les rendez-vous.
Mes camarades, jusqu'à nouvel ordre, ce Congrès est un Congrès du Parti Socialiste... (applaudissements, mouvements divers)... Jusqu'à nouvel ordre, ce Congrès est un parti de délégués mandatés par leurs sections et leurs

Fondation Jean Jaurès

fédérations...
(Applaudissements)
Jusqu'à nouvel ordre, ce Congrès est un parti où nous devons parler politique pour dégager ensemble et en commun une ligne politique qui nous engage pour les deux ans à venir... (applaudissements)... et qui représente l'opinion, le sentiment, la politique de notre Parti, face à l'opinion, face à la population, face aux travailleurs, face à tous ceux qui nous font confiance, qui nous regardent et qui jugent, croyez-le, sévèrement, le spectacle que, par moment, nous leur offrons...
(Mouvements divers)
Oui, mes camarades, c'est tous ensemble que nous devons chercher un accord politique...

Dans la salle - Tous !

Pierre Guidoni - Tous, et aucun d'entre nous, sous aucun prétexte, ne doit être exclu de la recherche de la synthèse.
Mais cette synthèse, mes camarades, est-ce qu'elle doit résulter de tractations obscures, menées ici ou là, ou être, au contraire, présentée devant le Congrès, sur la base de textes que vous avez votés ?
Nous avons, à la Commission des résolutions, hier soir, constaté qu'il y avait entre nous encore aujourd'hui plus de débats de procédure que de débats de fond, que nous n'arrivions pas à engager le débat de fond.
Eh bien ! Mes chers camarades, ce débat, il est temps de l'engager, et il n'y a qu'un moyen de le faire, c'est que la Commission des résolutions, telle qu'elle est, telle qu'elle a été élue par le Congrès, se réunisse et enfin débatte. Nous aurons, à ce moment-là, sur nos bases, sur nos textes, sur nos positions politiques, des propositions à lui faire.
Au point où nous en sommes de ce Congrès, mes camarades, ce ne sont pas d'artifices de procédure que nous avons besoin, c'est de loyauté et de volonté de chercher ensemble ce qui peut nous réunir.
(Applaudissements)

Le président - Marcel Debarge.
(Applaudissements, bans d'applaudissements, mouvements divers)
S'il vous plaît, camarades ! S'il vous plaît ! Un peu de calme, s'il vous plaît ! La parole est à Marcel Debarge.

Marcel Debarge
Mes camarades, j'espère que nous allons nous entendre. En attendant, sachons nous écouter.
Moi, mes camarades, quand je ne suis pas d'accord avec un orateur, je n'applaudis pas et je n'ai aucune autre manifestation extérieure !
(Mouvements divers)
Parce que vouloir commencer un chemin pour la synthèse avec des réactions

Fondation Jean-Jaurès

diverses, ce n'est pas là non plus la bonne méthode !
(Applaudissements)
Je vous dis ça comme ça, parce que ça ne m'impressionne pas du tout !
J'ai écouté Pierre Guidoni...

Dans la salle - Micro !

Marcel Debarge - Les micros sont peut-être bas pour ma taille...
J'ai écouté Pierre Guidoni et je me faisais une observation. Il y en aurait qui tracteraient dans l'ombre, qui monteraient des complots, tandis que les autres seraient purs et sans tache ! C'est formidable, cela !
Mais, mon cher Guidoni, il m'est arrivé de discuter avec toi avant-hier du devenir du Parti Socialiste et de sa direction. Cela pourrait être interprété comme une tractation
Non. Les contacts entre responsables politiques, ou alors, on se joue la comédie, c'est normal dans le cadre de l'environnement d'un Congrès !
(Applaudissements)
Je n'ai pas l'exclusivité d'être un bon ou un mauvais Socialiste pas plus que d'autres. C'est comme cela que cela se passe, et c'est comme cela que cela doit se dérouler...
(Mouvements divers)
Nous avons demandé pour la proposition de Pierre Mauroy un vote par mandats. Nous maintenons cette demande, c'est de droit, c'est comme ça !
La lucidité, c'est de savoir quels mandats. Alors, il faut d'abord que la Commission de vérification des mandats fasse son travail, fasse son office et vienne rapporter, car nous sommes dans une situation paradoxale de ne pas savoir comment on peut voter par mandats...
(Sifflets, applaudissements, mouvements divers).
Je regrette. Sur ce terrain-là, ce sera notre position.
Et ensuite, il y a eu, nous le constatons - mais nous restons fidèles à ce que nous sommes, à nos propositions, à notre projet, sans rejeter qui que ce soit, sans dédain à l'égard de personne, nous avions demandé et nous continuons le pacte d'unité des mitterrandistes - le préalable à une synthèse générale, et nous n'acceptons pas de nous trouver devant des contacts qui ont lieu avec des représentants de motions, devant des faits accomplis, devant des pré-synthèses qui sont autant d'exclusions des autres !
(Acclamations, mouvements divers)
Alors, mes camarades, c'est très simple. C'est la règle. 10% des délégués. On est un peu plus. C'est comme ça. Nous demandons le vote par mandats, que cela se passe dans le calme. Nous n'avons pas du tout l'intention d'être agressifs à l'égard de quiconque, mais avec la fermeté, la force tranquille qui conviennent, nous défendrons nos positions
Je vous remercie de votre attention.
(Applaudissements, mouvements divers)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Chers camarades, j'ai annoncé au début de cette séance que les membres de la Commission de vérification des mandats devaient se réunir immédiatement. Daniel Vaillant me fait savoir qu'on attend les membres de cette Commission. Or, vous comprenez bien l'intérêt, la nécessité même que cette Commission de vérification des mandats termine ses travaux le plus tôt possible, pour que nous puissions y voir clair sur ce plan.
Alors, je demande, encore une fois et instamment, à tous les camarades membres de la Commission de vérification des mandats de bien vouloir se réunir immédiatement dans la salle habituelle. C'est très important, vous le sentez bien.
Je donne la parole à Michel Sapin.
(Applaudissements)

Michel Sapin
La vie est passionnante, les nuits de Commission des résolutions aussi.
On s'aperçoit que, dans ces nuits de Commission des résolutions, certains font des découvertes extraordinaires. Qu'avons-nous découvert cette nuit, après de longues heures de discussions ?
Nous avons découvert ce que vous savez tous depuis le début de ce Congrès : aucun texte adopté par les militants, aucun texte déposé devant la Commission des résolutions n'est, à lui tout seul, majoritaire.
C'est une grande nouvelle, c'est une découverte ! En tous les cas, cela semble être une découverte pour certains, puisque André Billardon a qualifié de "donnée politique essentielle" cette découverte, comme si le fait que la lune brille la nuit était une découverte politique essentielle !
(Applaudissements, mouvements divers)
C'est justement parce qu'aucun texte n'est majoritaire, parce qu'aucun texte n'est arrivé de manière manifeste en tête, que se pose un problème d'organisation de notre travail.
C'est pour résoudre ce problème qu'hier, nous avons discuté en termes de procédure. C'est pour résoudre ce problème qu'aujourd'hui, ce matin, des propositions vous sont faites.
On ne peut partir d'un texte, on ne peut pas partir d'une base, en tous les cas, nous ne voulons pas partir d'un texte ou d'une base, car rien n'a été jusqu'à présent joué de manière manifeste et déterminante.
Alors, comment faire ? Il n'y a qu'une seule solution, discuter, se réunir, avoir tous les contacts que l'on veut, faire en sorte que tous les textes déposés devant la Commission des résolutions - quatre textes, on a déjà progressé, on avait sept textes, on n'en a plus que quatre - que ces quatre textes soient examinés, soient lus à la ligne, soient peu à peu pétris par les uns et les autres, de façon à arriver à ce que vous voulez tous, un seul texte au bout du compte.
Ce travail, on ne va pas le faire tous ici, comme ça. Il faut que certains, dans un premier temps, y réfléchissent, et il n'y a qu'une seule solution de ce point de vue, c'est la proposition qu'a faite Pierre Mauroy, d'un groupe de travail.
(Applaudissements nourris)
Il n'y a qu'une seule solution, c'est la proposition qu'a faite Pierre Mauroy d'un

Fondation Jean Jaurès

groupe de travail qui est mandaté par la Commission des résolutions, l'organe politique bien entendu, celui qui s'est réuni hier, qui est mandaté par la Commission des résolutions, pour travailler à la synthèse, pour avancer sur le chemin de la synthèse.
Voilà ce qu'au nom des camarades de la motion 3, je voulais vous dire.
Mes camarades, la situation n'est pas facile. Avancer sur la synthèse, on le voit bien, c'est un travail minutieux, compliqué. Il ne faudrait pas que, sur le chemin de la synthèse, à chaque pas, il y ait une mine qui éclate et qui ralentisse la progression sur ce chemin de la synthèse.
Les débats de procédure, c'est parfois utile, le problème de savoir si on peut commencer à discuter maintenant avant que la Commission des mandats ait commencé ses travaux, c'est bien agréable, moi je pense qu'on doit avancer sur tous les fronts à la fois : la Commission des mandats doit se réunir, elle le fait, travailler rapidement et conclure ; le groupe de travail doit se réunir, travailler, avancer pour faire des propositions à la Commission des résolutions ce soir et ainsi, tous ensemble, nous irons vers l'unité et la synthèse.
(Vifs applaudissements)

Le président - J'ai encore, inscrits dans ce débat, Philippe Bassinet, Mélenchon et je vous propose de clore ensuite.

Philippe Basssinet
Chers camarades, la relation faite par Edmond Hervé était exacte, mais s'apparentait aux minutes d'un greffier. Il n'a pas relaté le fait essentiel, c'est-à-dire que pendant longtemps on a cherché à imposer la discussion sur le texte des motions 1 et 7 dont on voulait obtenir par un vote de prise en considération qu'ils étaient la base de la discussion.
Voilà le fait majeur c'est que ce texte présenté hier comme une pré-synthèse, qui était en fait un texte d'exclusion et de division, a été rejeté.
(Applaudissements et protestations)
Et je dirai à Michel Sapin, qui vient de dire : nous avons progressé, il y avait 7 textes, nous n'en avons plus que 4, que nous n'avons plus aucun texte, sinon les motions soumises au vote des militants.
Aucun texte n'a eu un vote favorable de la Commission des résolutions. Qu'est-ce que cela montre ? Que la méthode retenue était mauvaise et que si d'aucuns n'avaient pas cherché à imposer à d'autres une orientation définie dans le secret des couloirs, nous n'en serions pas là.
(Applaudissements et protestations)
Si nous en sommes là, mes camarades, c'est à cause de la méthode que l'on a voulu nous imposer.
Nous, nous disons : la Commission des résolutions a été élue par le Congrès, c'est à la Commission des résolutions de se réunir, de définir sa méthode de travail, de reprendre ensuite ensemble la longue marche qui doit nous faire aboutir à la synthèse que nous recherchons tous.
Il n'y a pas d'autre méthode pour les délégués au Congrès et ce que je voudrais

Fondation Jean Jaurès

ajouter, c'est qu'aujourd'hui, samedi matin, en fin de matinée, nous ne connaissons toujours pas les résultats du vote indicatif exprimé par les militantes et militants.
Il n'y a pas de précédent dans nos Congrès ! Depuis Epinay, jamais, nous ne nous sommes trouvés dans cette situation.
La Commission de vérification n'a pas terminé son travail, la première chose, c'est qu'elle le fasse, sinon quand va t-on transmettre ses résultats ? Va t-on nous les transmettre par la poste la semaine prochaine ou dans quinze jours ?
(Protestations et applaudissements)
J'en appelle a la sagesse du Congrès, il est important que d'abord nous terminions le travail de la Commission de vérification des mandats, et même s'il n'y a jamais eu autant de contestations, de litiges, de réclamations, il n'est pas acceptable encore une fois que la volonté exprimée par les militants ne soit pas connue et que la Commission des résolutions n'ait pas ces indications à sa disposition.
Nous réclamons la réunion de la Commission des résolutions, d'une part, et nous demandons que le Congrès exige que la Commission de vérification des mandats termine son travail aujourd'hui de façon à connaître l'ensemble des données.
(Applaudissements)

Le président – Jean-Luc Mélenchon, puis Henri Emmanuelli et nous terminerons ce débat.

Jean-Luc Mélenchon
Quelle folie nous saisit ? A peine arrivés, voilà déjà la chicane ! On ne peut plus opiner ici sans se valoir des cris, des sifflets.
Chers camarades, certainement le Congrès de Metz est loin derrière nous, mais le constater, ce n'est pas accepter qu'il soit refait à l'envers, sans nous le dire.
(Applaudissements et protestations)
Quoi ! A chaque étape, avec le vocabulaire du rassemblement, un peu plus d'exclusions. Hier, on a commencé avec un nouvel axe politique à écarter la motion qui a recueilli le plus de voix devant les militants.
(Vifs applaudissements).
Ce matin, voici les bénédictins sortis de leur boîte avec leur grimoire et qui décident une nouvelle fois que deux autres sont exclus de la discussion. Un groupe de travail, oui, mais ceux qui étaient déjà hier seulement observateurs, ne sont plus rien ce matin. Encore exclure, toujours exclure, repousser, est-ce vraiment cela la voie du rassemblement et de la synthèse ?
Est-ce cela que nous voulons ? Non, bien sûr, et par conséquent cela ne se fera pas.
Chers camarades, quelle figure auriez-vous dans vos fédérations si deux jours après le début de votre Congrès vous étiez dans l'incapacité d'annoncer quels sont les résultats des votes de vos sections ? Eh bien, nous sommes là-dedans et ce n'est pas neutre, car aussi longtemps que nous ne le savons pas, la démocratie

Fondation Jean-Jaurès

militante ne peut se prononcer, car la démocratie militante, le Parti des militants, c'est le Congrès, ceux qui sont là, ceux qui sont dans la salle avec un carton, qui doivent pouvoir au bout du compte, si la Commission des résolutions se trouve bloquée, donner eux leur avis. C'est cela le Parti des militants, c'est ceux qui sont là.
(Applaudissements)
Il n'y a pas d'espoir que soient arrachés autour du tapis vert, ce qui avait d'abord été acquis dans le vote des militants.
(Applaudissements)
Et nous verrons bien alors si les attelages et les combinaisons décidés ici et là au sommet se vérifieront dans la salle, avec le cœur et l'esprit des militants qui ont eux le pouvoir avec leurs cartons.
Chers camarades, oui le vote des militants... alors qu'on commence à connaître la répartition exacte des mandats et qu'on n'essaye pas, par un artifice, de crier que nous sommes porteurs de 100 mandats, et que ceux-là ils ont choisi.
(Applaudissements)

Le président - Henri Emmanuelli...

Henri Emmanuelli
Très rapidement, mes chers camarades. Beaucoup de choses ont été dites, mais je voudrais, par rapport à un propos qu'a tenu Philippe Bassinet, rectifier un peu les choses.
Personne n'a essayé hier soir d'imposer un texte pour la raison très simple que tout le monde avait convenu que si aucun texte n'avait la majorité absolue, il ne pourrait pas servir de base de discussion.
A partir de là vous comprendrez que la démonstration qui tend à prouver le contraire me parait non-avenue.
Chers camarades, la vraie question, c'est de savoir si on veut avancer ou pas. J'entendais tout à l'heure Marcel Debarge dire : nous voulons d'abord l'unité des mitterrandistes...

Dans la salle - Oui !

Henri Emmanuelli - …moi aussi, moi aussi, camarades.
(Applaudissements)
Seulement quand on veut l'unité des mitterrandistes, Marcel, on ne commence pas à les faire voter les uns contre les autres… (protestations). C'est trop facile de mener la guerre pendant des mois, d'obliger nos militants à se battre, sans d'ailleurs qu'ils se reconnaissent toujours dans ce combat, et de dire dans le même temps : on les pousse à la bataille mais c'est pour renforcer l'union... je n'ai jamais entendu dire… (applaudissements et protestations)... cela.
Mitterrandiste, Marcel, je le suis depuis 1971, et je l'ai été dans tous les Congrès ; je crois d'ailleurs qu'en termes de fidélité au Président de la République, nul ici n'a à recevoir de leçons.

Fondation Jean Jaurès

Mais ceux qui ont pris la responsabilité de faire voter les mitterrandistes les uns contre les autres portent une lourde responsabilité.
(Applaudissements et protestations)
Chers camarades, il est bon que dans un Congrès on se dise des choses même sur un ton un peu vif, il est bon qu'on manifeste notre approbation, notre désapprobation, mais nous sommes le premier parti de France, nous sommes le Parti de la majorité et nous devons avancer pour sortir unis de ce Congrès, pour donner à ceux qui nous regardent un message politique clair, si c'est ce que nous souhaitons.
Peut on m'expliquer à la fin ce qu'il y a qui ne va pas dans la proposition de Pierre Mauroy, qui consiste à dire : que l'on prenne à la proportionnelle, y compris, pourquoi pas, Jean-Luc Mélenchon avec les observateurs, dans la Commission des résolutions qui a été désignée par le Congrès, un groupe d'une quinzaine de personnes qui se mette au travail.
J'ajoute que, moi, je veux bien qu'on ait des contacts politiques et j'y suis disposé, mais qui, pendant trois mois, nous expliquait qu'il ne fallait pas qu'il y ait de conciliabules, qu'il ne fallait pas qu'il y ait de réunions d'états-majors, d'apparatchiks, disait-on même, et là alors que nous proposons une méthode sur une base qui me parait légale, voilà que l'on nous reparle de conciliabules et de tractations dans les corridors ?
Chers camarades, moi je fais appel à la responsabilité des responsables de motions : si on veut que demain matin nous ayons un texte sur lequel nous ayons pu nous rassembler, on ne le rédigera pas en deux heures cette nuit, vous le savez parfaitement, et il faut que des camarades se mettent au travail.
La procédure, comme cela vient d'être dit, a ses limites. Le premier Parti de France ne peut pas vivre de querelles procédurières et ceux qui prétendent rassembler devraient comprendre que par moment il faut savoir prendre ses responsabilités.
Merci.
(Vifs applaudissements et protestations)

Le président - Le premier secrétaire a fait une proposition précise de la constitution la plus rapidement possible d'un groupe de travail dont il a proposé également la composition numérique.
Sur cette proposition, des camarades de toute évidence qui sont plus de 10% ont demandé un vote par mandats. Je leur demande si leur demande est toujours maintenue ?

Dans la salle - Oui.

Le président - Si cette demande est maintenue, elle est de droit. Le vote par mandats est de droit, et comme nous ne pouvons pas à l'heure actuelle, en l'absence des conclusions de la Commission de vérification des mandats…
(Protestations et applaudissements)
Mais oui, camarades, c'est comme cela, cela ne sert à rien d'applaudir ou de

Fondation Jean Jaurès

siffler, ce sont nos règles, nous ne pouvons pas voter autrement que par mandat à partir du moment où c'est demandé par plus de 10% des délégués, ce qui est le cas, et nous ne pouvons pas, je le regrette, voter par mandats tant que la Commission de vérification des mandats n'a pas apporté ses conclusions. Alors, nous n'avons qu'une seule solution, c'est de demander à la Commission de vérification des mandats de travailler très rapidement et de suspendre la conclusion de ce débat jusqu'au rapport de la Commission de vérification des mandats et en attendant nous allons reprendre le débat de politique générale et pour ce débat, je repasse la présidence à Bernard Dullac (?).
(Bernard Dullac prend la présidence)

Le président (Bernard Dullac)
Cers camarades, nous commençons notre débat de politique générale.
J'appelle tout de suite... il y a une petite modification dans l'ordre de passage. J'appelle Henri Nallet pour 10 minutes.

Henri Nallet
Mes chers amis, mes chers camarades, je n'ai pas l'intention de vous parler des problèmes de procédures qui nous préoccupent à l'heure actuelle mais peut-être, si je le peux, et si j'en suis capable, de ce qui me paraît être maintenant la question politique de fond qui est posée à notre Congrès.
Moi, aussi, comme beaucoup qui se sont exprimés à cette tribune avant moi, je sens que mon cœur et ma raison s'accordent pour souhaiter que nous parvenions rapidement à une synthèse, au sein de notre Parti. Oui, comme d'autres, je suis pour la synthèse générale qui n'exclut personne, et dans ce travail, il ne peut y avoir bien sûr, ni vainqueur, ni vaincu. Mais je constate aussi, comme beaucoup, que cette synthèse est difficile, laborieuse, que cette nuit nous avons cherché à avancer et les délégués s'interrogent sur les demandes ou se discutent les questions de fond.
Il me paraît inutile ici, ce matin, de reprendre tous les arguments qui ont déjà été développé; dans le débat général.
Je ne veux pas, moi non plus, rabâcher toutes les raisons qui militent en faveur d'une synthèse.
Je voudrais seulement, mes chers amis, mes chers camarades, vous présenter deux arguments qui me paraissent forts pour une synthèse rapide.
Le premier, c'est que je crois que nous avons besoin d'unité, de convergence, et de rassemblement pour répondre aux problèmes que nous pose la société française, c'est-à-dire pour faire notre travail, de Parti politique.
Je voudrais, devant vous, évoquer deux exemples qui me touchent directement.
D'abord, la question de l'environnement qui hier a été évoqué par plusieurs de nos grands dirigeants.
J'en ai beaucoup entendu parler hier avec grande satisfaction. Et je suis heureux que nous nous préoccupions enfin, en terme politique, de la terre que nous laisserons à nos enfants.
Je n'ai pas eu non plus hier le sentiment que nous étions encore complètement

Fondation Jean-Jaurès

prêts pour intégrer les revendications écologiques à nos propositions politiques.
Il me semble que sur ce point nous avons besoin de travailler encore ensemble durement.
Deuxième question qui me touche directement et sur laquelle je crois que nous avons aussi besoin d'unité et de rassemblement, c'est le problème de l'immigration.
Avant hier-soir j'étais à St Florentin, dans mon département avec les copains de Saïd Mani et les copains de Saïd Mani m'ont dit qu'ils souhaitaient continuer à vivre sur le sol où ils sont nés, mais ce qu'ils souhaitaient aussi, c'est que les responsables politiques, tous les responsables politiques soient capables de les entendre.
Je crois que nous avons aussi besoin d'être unis pour écouter le message, pas toujours facile, que les copains de Saïd Mani veulent nous faire passer.
(Applaudissements)
Je crois enfin que nous avons aujourd'hui besoin d'unité et de rassemblement pour des raisons politiques et institutionnelles fortes.
Je voudrais d'abord évoquer le nécessaire soutien au gouvernement, au gouvernement de Michel Rocard. Oui, nous sommes le Parti Socialiste, son principal soutien, pour poursuivre l'action entreprise et pour mener cette action, il a besoin de nous. Même si je suis nouveau dans le Parti Socialiste, j'ai bien entendu hier que certains considéraient que je gouvernement n'en fait peut-être pas assez, alors disons-le-lui clairement... discutons avec lui, mais il a besoin de nous tous, notre gouvernement.
Et puis, je crois que nous avons besoin de nous réunir et de nous rassembler rapidement et clairement pour soutenir l'action du Président de la République.
Je crois qu'il ne suffit pas d'invoquer son nom pour lui apporter le soutien dont il a besoin.
Il faut clairement le soutenir dans un moment où tant de choses reposent sur lui.
Alors que tout bouge à l'Est, comme beaucoup l'ont rappelé hier, dans leur introduction alors qu'on attend à l'Est des initiatives de la France, et du président de la Communauté européenne, est-ce que nous allons continuer à consacrer toutes nos forces à des débats internes sans fin et à des discussions de procédures auxquelles je ne comprends pas toujours grand chose ?
(Applaudissements)
Je crois que cela aussi devrait nous aider à passer par-dessus les débats... que nous avons eus depuis deux jours pour nous y mettre vite à cette synthèse, c'est-à-dire à cet accord politique où chacun d'entre nous a le droit de dire son mot, où chacun d'entre nous doit dire sa part de vérité.
Ayez le sentiment que le plus vite sera le mieux et que nous n'avons que trop attendu. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, je vais demander à Louis Le Pensec de venir s'adresser maintenant aux militants pour 15 minutes.
J'indique, le temps qu'il arrive à la tribune, que la motion n° 3 se réunira en fin

Fondation Jean-Jaurès

de séance et non pas à 11 h, comme cela a été prévu. Par ailleurs, plusieurs de nos camarades demandent s'il ne pourrait pas y avoir un petit peu moins de fumée et donc de fumeurs dans la salle ?
On le fait bien dans les avions, on peut le faire ici.
Enfin, est-ce que les délégués qui seraient sollicités pourraient remplir les questionnaires distribués parle centre de recherches, administration et politiques ? C'est une équipe de recherche associés au CNRS qui dépend de l'université de Rennes I... Si vous êtes sollicité, soyez aimables de remplir, ce questionnaire.
La parole est à Louis Le Pensec.

Louis Le Pensec

Chers camarades, j'aurais quelques peines à comprendre que le débat de ce Congrès ne consacre pas à l'Outre-mer la place qui lui revient.
(Applaudissements)
Car l'Outre-mer est bien un défi pour le Socialisme démocratique en France aujourd'hui.
La complexité des problèmes à résoudre, peut nous inciter à la prudence, à la conscience de nos responsabilités, et peut nous déterminer à agir résolument. C'est que la situation des départements et territoires d'Outre-mer nous pose, à nous, Socialistes, de graves questions en référence à chacune de nos valeurs fondamentales.
La liberté... qu'est-ce que la liberté ? En cette fin de siècle pour les peuples de l'Outre-mer Français ? Est-ce l'indépendance ? Est-ce la décentralisation ? Est-ce l'égalité ?
On en est encore trop loin. Comment y parvenir, comment progresser vers l'égalité sans renforcer l'assistance. Qui les responsabilise ?
La solidarité, elle se manifeste parfois de manière éclatante. Pensons à Hugo, au magnifique élan de solidarité qui a complété la mobilisation gouvernementale en faveur de nos compatriotes éprouvés de Guadeloupe. Devons-nous en faire plus, pouvons-nous faire mieux ? C'est notre île... que l'Outre-mer nous provoque et nous interroge…
Il y a, c'est l'évidence, beaucoup à faire.: le chômage, l'exclusion, le manque de perspectives pour trop de jeunes, le risque d'appauvrissement culturel, les injustices ne nous laissent ni indifférents, ni démunis, ni fatalistes.
L'Outre-mer n'est-il pas un écheveau de problèmes jamais résolus ? Un entrelacs de contradictions décourageantes ?
Quel bon test alors que la détermination du politique, de la pertinence des méthodes, quel bon exemple pour débusquer la gestion routinière sans grand dessein, ou la recherche paresseuse du consensus mou.
Chers camarades, il est des approches dangereuses de l'Outre-mer. Il n'est point besoin de s'attarder sur cette approche folle, meurtrière, qui a conduit Chirac-Pons à penser que le sang versé à Ouvéa changerait le sens des urnes ?
D'autres approches n'en sont pas moins porteuses de danger.
Certains regardent l'Outre-mer avec gêne, sinon avec honte comme les confettis de l'empire, voués à une indépendance rapide, au besoin, malgré eux.

Fondation Jean Jaurès

D’autres portent sur l’Outre-mer, un regard assimilateur pour se rassurer. Les problèmes, ils connaissent à problèmes identiques, solutions semblables. Et si l’Outre-mer n’en est pas convaincue, c’est que ces doutes font partie de ce schéma. (inaudible)...

Le président - …Un peu de respect à l’égard de l’orateur. Louis, tu peux continuer.

Louis Le Pensec - Je te remercie pour ton soutien, président.
…Réserve électorale, territoires d’exportations, cette idée trop usée pour la métropole, occasion d’appareils patriotes, voire martiales, l’Outre-mer a beaucoup fourni à la Droite pour la réanimation de schémas politiques dépassés.
Les Socialistes, eux, ne se servent pas de l’Outre-mer, comme d’une force d’appoint pour des combats métropolitains étrangers aux intérêts de ceux qui y vivent.
Quel est aujourd’hui l’objectif des Socialistes pour l’Outre-mer ?
Il est clair. C’est l’égalité dans le respect de l’identité.
Dès lors que les habitants des départements et territoires d’Outre-mer sont citoyens français et qu’il n’ya pas de doute sur leur volonté d’appartenance à la République, leur dignité est égale à celle des Français de métropole, elle doit donc se traduire dans les droits et dans les faits.’
Pour la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion, que l’histoire a rattachées depuis si longtemps à la communauté nationale, l’objectif est l’égalité sociale exprimée dans sa Lettre aux Français par François Mitterrand.
Pour les lointains territoires du Pacifique, l’autonomie est constitutionnellement reconnue. La reconnaissance d’identité et la recherche de l’égalité doivent se poursuivre selon des voies particulières. Il n’y a pas un Outre-mer ou deux catégories juridiques, il y a dix territoires qui appellent chacun une solution adaptée à ses problèmes spécifiques.
Mais notre volonté est de faire en sorte que les valeurs de liberté, d’égalité, de solidarité se réalisent partout Outre-mer.
(Applaudissements)
Mais puisque l’objectif est clair, comment s’y prendre pour l’atteindre ? Où en sommes-nous ?
Parlons méthode.
Trois conditions me paraissent essentielles pour réussir Outre-mer : la révolution tranquille qu’il faut y accomplir, le recours au dialogue, le respect de l’autonomie et la prise en compte de la durée.
Il n’y aura pas de changement Outre-mer par décret; sans dialogue, sans durée, sans mobilisation sociale par la responsabilité, il ne peut y avoir que des coups spectaculaires, mais sans lendemain, ou des ravalements de façades institutionnels, et puis après quelques soubresauts et pas mal de cris et de fureur, tout redevient comme avant.
Cette méthode, nous l’avons mise en œuvre et nous la mettons en œuvre pour la Nouvelle Calédonie.

Fondation Jean-Jaurès

Je pensais, chers camarades, qu'il n'était pas utile d'expliquer longuement devant les militants du Congrès que nous avions choisi la bonne voie, je pensais que pour la Nouvelle Calédonie cette méthode avait montré ses vertus. En lisant les deux pages que certains de nos camarades consacrent à critiquer ce qu'ils appellent la vitrine publicitaire de la politique du consensus, je me dis qu'il faut vraiment avoir recours à une pédagogie de soutien !
En Nouvelle Calédonie, notre premier principe d'action a été le dialogue comme substitut à la violence, comme méthode de changement social, non comme résignation à un consensus timoré, car la vérité surabondamment démontrée en Nouvelle Calédonie, c'est qu'il ne suffit pas de crier "Vive la France" ou "à bas la situation coloniale" pour avancer d'un pouce dans la résolution du problème.
(Quelques applaudissements)
La vérité, c'est que les Mélanésiens sont minoritaires et que le rapport de forces est donc tel qu'aucune solution n'est viable si elle nie l'existence des autres communautés.
On pourrait préférer que les Canaques soient seuls, d'autres auraient préféré qu'il n'y ait plus de Canaques ou presque en Calédonie. L'histoire en a décidé autrement. "Je ne crois pas que l'antériorité historique des Canaques sur cette terre suffise à fonder le droit", écrivait François Mitterrand, et c'est pour éviter la guerre civile que le dialogue était et reste nécessaire.
C'est pour cela que la mission du dialogue mise en place par Michel Rocard a réussi.
Mes chers camarades, le principe d'autonomie inspire aussi les Accords de Matignon. L'autonomie est une condition de l'émancipation, et après un an d'administration par les représentants de l'Etat, trois provinces largement autonomes auraient eu compétence pour s'administrer, engager le développement. La durée aussi est une condition du succès.
Oui, il faut en Nouvelle Calédonie une profonde transformation des structures socio-économiques, des mentalités, des comportements. La durée, ce n'est pas pour s'assoupir, nous savons que l'immobilisme conduirait à de nouvelles secousses, mais la précipitation ne modifierait que les apparences. C'est donc d'un commun accord que les Calédoniens ont choisi une durée de dix ans.
Ne sont-ils pas les meilleurs juges de la capacité d'évolution de leur société ?
Jean-Marie Tjibaou avait-il tort de vouloir que les Canaques se préparent aux responsabilités qu'ils revendiquent ?
Je revendique moi aussi le silence !

Le président - Mes chers camarades, s'il vous plait, un tout petit peu de calme !
Louis Le Pensec, tu termines, s'il te plait, tu es presque dans les temps. Il te reste une minute.

Louis Le Pensec - Quant à l'Etat, chers camarades, il est arbitre, ce qui ne veut dire ni inerte, ni lointain, ni indifférent.
L'Etat doit être l'arbitre, car s'il penche pour un camp, la violence renaîtra et il n'y aura pas de vainqueur.

Fondation Jean-Jaurès

Chers camarades, restons vigilants sur la Nouvelle Calédonie. Rappelons les exigences du partage, maintenons l'allure, n'oublions pas qu'il s'agit dès maintenant d'engager la décolonisation économique et sociale.
Mes chers camarades, pour la deuxième fois dans l'histoire, grâce à des Socialistes, les Accords de Matignon sont synonymes de paix et de progrès. Nous devrions en être fiers. Pourquoi rougirions-nous de la paix reconnue ? Du rééquilibrage engagé ? De la dignité retrouvée des Mélanésiens ?
(Applaudissements)
Cher président, je réponds à ton souci de cohésion, je ne ferai que citer les autres thèmes que j'aurais voulu évoquer devant l'ensemble du Congrès, et qui sont les grands thèmes porteurs de la politique à l'égard de l'Outre-mer. Je cite l'égalité sociale, je cite la coopération régionale pour une meilleure insertion des départements et territoires d'Outre-mer dans leur environnement géographique, je cite l'Europe, je cite la décentralisation et je conclus.
La décentralisation est depuis la départementalisation de 1946 le plus grand changement pour les départements d'Outre-mer. Il faut l'approfondir, clarifier, simplifier, donner aux collectivités les moyens d'être acteurs pour les tout prochains mois.
La priorité est à la réflexion sur l'égalité et le développement, car il faut se garder de réouvrir prématurément un débat institutionnel qui masquerait l'autre.
Ceux qui ont intérêt à l'immobilisme en matière économique et sociale en seraient trop heureux.
Mais notre volonté de décentraliser davantage les responsabilités Outre-mer nous conduira à réouvrir ce grand chantier. C'est la volonté du chef de l'Etat, c'est celle du Premier Ministre.
Je voudrais simplement dire aux camarades du Congrès que l'exemple de l'Outre-mer démontre combien est artificielle l'opposition entre gestion et réalisation d'un grand Congrès. Les idéaux Socialistes, nos valeurs, trouvent sans mal pour l'Outre-mer matière à mobiliser les énergies. L'égalité des droits et des chances, la démocratie, le respect des identités, voilà pour les objectifs. Le dialogue, la décentralisation des décisions, la maîtrise du temps, voilà pour la méthode.
C'est la démocratie qui concilie l'exigence morale et l'efficacité. Nous serons jugés sur notre capacité à inscrire notre volonté politique dans les faits. La volonté politique, nous l'avons, elle s'inspire des valeurs des Socialistes et de nos références. N'ayons pas peur de les affirmer en Métropole et Outre-mer.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Louis Le Pensec, de ce plaidoyer pour l'Outre-mer.
J'indique que les camarades de la motion n° 2 se réuniront Salle D à 12 heures 15.
Je donne tout de suite la parole à Jean Auroux pour cinq minutes, et j'insiste encore pour que les orateurs tiennent les délais.

Fondation Jean Jaurès

Jean Auroux
Chers camarades, chers amis étrangers, puisqu'il semble difficile de désigner l'équipage, permettez-moi de dire quelques mots sur l'état de la mer et le cap de notre bateau.
Quand nous sommes confrontés aux inégalités croissantes du monde, à la montée des intégrismes et de l'intolérance, aux agressions de l'environnement, aux interrogations sur le devenir génétique de l'homme, quand nous sommes confrontés à l'explosion des technologies de plus en plus éphémères, à la mondialisation d'une économie plus spéculative que productive, quand nous sommes confrontés dans notre propre pays au drame de 2 millions et demi de chômeurs et aux inégalités persistantes devant les revenus, la formation...

Le président - Mes chers camarades, s'il vous plait, un peu de silence !

Jean Auroux - ... Quand nous sommes confrontés à l'inégalité croissante entre une agglomération parisienne hypertrophiée, où l'on vit de plus en plus mal, et des zones rurales où l'on risque de ne plus vivre du tout, quand nous sommes confrontés à tous ces défis, à tous ces problèmes, nous ne pouvons pas, camarades, nous contenter d'un Socialisme de veilleuse. Nous pouvons et nous devons tous ensemble nous engager dans un Socialisme de réveil, de renouveau et de reconquête.
Il nous faut, comme on l'a demandé, un message clair et fort, qui soit une réponse à l'attente de notre peuple et à l'espérance de tous les peuples du monde.
La France des droits de l'Homme impose aujourd'hui à Rennes à tous les Socialistes, avec tous les partis progressistes du monde, des devoirs de clarté, de conviction dans notre projet, des exigences de rigueur dans l'action.
Chers camarades, nous proposons à tous les Socialistes comme à tous les hommes de progrès cinq repères clairement distinctifs d'une politique de Gauche, enrichie de son expérience de gestionnaire, mais plus que jamais fidèle à ses valeurs humanistes fondamentales.
Premier point, un Socialisme vigilant sur toutes les libertés. Il nous faut avec force, non pas défendre, mais promouvoir la laïcité, valeur moderne pour l'école, la fonction publique, l'Etat même puisqu'elle conjugue la tolérance, la liberté, l'égalité et l'universalité.
Il nous faut sans hésitation entreprendre la destruction intelligente et démocratique des thèses racistes et fascistes du Front National qui font honte à notre histoire !
Nous avons tous, camarades, contribué, applaudi à la libération de Nelson Mandela. Sommes-nous incapables de nous mobiliser quand des jeunes de France sont assassinés dans une de nos cités ?
Le message récent du chef de l'Etat est parfaitement clair sur ce sujet.
Cela dit, je sais par triste expérience que non seulement il faut réussir l'intégration, mais qu'il faut aussi faire accepter cette intégration.
Deuxième point, un Socialisme de responsabilité.

Fondation Jean Jaurès

Il est urgent de réhabiliter le politique, seule fonction qui tient sa légitimité du suffrage universel.
Certes, le statut de l'élu comme le financement public de notre vie démocratique apportera plus de liberté et de transparence. Mais il convient d'aller plus loin en conjuguant intelligemment décentralisation et déconcentration, et surtout, camarades, clarification et simplification.
Notre société, notre administration, nos procédures, deviennent de plus en plus illisibles et lointaines pour nos concitoyens confrontés aux problèmes de la vie quotidienne.
Et puis, de grâce, un peu moins de Commissions d'experts, personnages utiles auprès des élus, mais jamais à leur place. Il y va de la démocratie même !
(Applaudissements)
Il est urgent aussi de réhabiliter la citoyenneté et le syndicalisme dans l'entreprise.
S'il est vrai qu'il faut une unité de direction, en vertu de quel principe les représentants des actionnaires auraient-ils seuls le droit, la capacité, la compétence de définir la stratégie de l'entreprise, l'organisation du travail et sa rémunération ?
La compétition internationale ne doit pas, en la matière, nous rendre frileux et nous priver d'initiative et d'imagination pour faire appliquer et avancer nos lois et surtout, camarades, pour être exemplaires dans nos entreprises et notre fonction publique, vitrine devenue parfois incertaine de notre projet Socialiste.
C'est pourquoi je pense aussi qu'un gouvernement de gauche ne peut pas être neutre dans les conflits sociaux.
Troisième point...

Le président - Camarades, s'il vous plaît, un peu de silence !
Jean Auroux, il va falloir conclure...

Jean Auroux - Alors, je vais aller à l'essentiel.
Troisième point, nous sommes favorables, tous, à un Socialisme de partage : partage de l'avoir, du savoir et du pouvoir.
Encore faut-il le mettre en œuvre.
Quatrième repère sur lequel je voudrais insister : un Socialisme de création partagée est nécessaire, mais n'est plus aujourd'hui suffisant. Il nous faut être les pionniers de l'innovation, de la création et du projet.
Camarades, ce ne sont pas des actionnaires inspirés qui sont à l'origine du TGV, d'Airbus ou d'Ariane, mais bien des créateurs. Ce n'est pas l'idéologie libérale qui a vocation à lutter contre le chômage. Plus grave, il serait même dangereux pour nous de laisser accréditer l'idée que seuls les libéraux seraient les créateurs de richesses et que nous, Socialistes, nous serions seulement un peu plus qualifier pour les redistribuer.
C'est faux. D'ailleurs, nos prédécesseurs l'avaient bien compris, qui avaient créé le mouvement coopératif, le mouvement mutualiste et d'économie sociale, secteurs qui sont aujourd'hui bien mal traités par l'évolution actuelle et fort

Fondation Jean Jaurès

libérale de la construction européenne.
Il nous faut de toute urgence, camarades, retrouver ce chemin-là, défendre nos acquis et nous engager résolument, avec imagination, dans un Socialisme créateur, s'appuyant, au-delà des nationalisations, sur les nouvelles capacités publiques créées par la décentralisation.
Les Socialistes ne peuvent se contenter d'être les régulateurs d'une économie totalement soumise à l'idéologie libérale dont on sait les excès et les limites.
Dans le cadre pluraliste d'une véritable économie mixte, nous acceptons une démarche économique libérale fondée sur le profit, mais nous devons revendiquer hautement et mettre en œuvre une démarche économique d'inspiration Socialiste, créatrice de biens, de services et d'emplois, fondée sur le projet.
Les jeunes, les cadres et l'opinion nous rejoindront sur ce point.
Cinquième repère, qui sera aussi ma conclusion : un Socialisme de la vie, de la convivialité, c'est-à-dire savoir mieux vivre ensemble entre les hommes, retrouver plus d'authenticité, de chaleur, dans des relations humaines qui s'atrophient au moment même où explosent les moyens de communication technique. C'est-à-dire ne pas abandonner le devenir génétique de l'homme et des espèces vivantes à des ambitions de chercheurs ou à des compétitions de laboratoires, c'est-à-dire ne pas laisser se développer un écologisme politiquement ambigu mais une véritable écologie dynamique et intelligente, fondée sur le respect de la vie et la valorisation de la nature, au service de tous les hommes de la planète.
A ce propos, il me semble inacceptable que cette richesse qu'est l'eau soit abandonnée, notamment dans sa ressource, au secteur privé et lucratif, cependant que l'Etat se contenterait de sa police !
(Quelques applaudissements)
L'eau, c'est la vie, elle doit être proclamée et gérée comme un bien public.
(Applaudissements)
Camarades, si nous sommes capables, tous ensemble, d'avancer sur la voie d'un progrès et d'un projet attendus, notre Congrès aura été utile. Le Socialisme aura montré sa capacité à répondre aux défis de notre temps et les Socialistes leur volonté d'être à la hauteur de leur histoire, celle de Jaurès, de Léon Blum, de François Mitterrand, notre Président, qui fait honneur à nos. idées et à notre pays et à qui nous resterons fidèles dans l'action, dans l'amitié et dans l'unité.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, la réunion de la motion n° 6 aura lieu à 12 h 30, salle F.
La parole est à Christian Bataille pour cinq minutes Je rappelle aux orateurs l'importance de tenir les délais.

Christian Bataille
Chers camarades, ceux qui nous soutiennent, nos fidèles, les nôtres, attendent beaucoup de la résolution finale et de l'importance qu'elle accordera à la

Fondation Jean Jaurès

question sociale et aux problèmes sociaux.
Je consacrerai le court temps de parole qui m'est accordé au dialogue social, pour faire suite aux propos de Jean Auroux.
Qu'avons-nous constaté dans le privé ?
Des crispations réactionnaires, "ringardes", d'un patronat, bien illustré par Jacques Calvet.
Il est certain, comme le disait Jean Auroux, qu'il faut renforcer le dialogue dans les entreprises privées. Mais l'Etat-patron, l'Etat-employeur doit aussi donner le ton.
Le fait-il ?
Des efforts concrets, cela a été souligné à cette tribune, ont été faits sur les salaires, sur la re-discussion de la grille des salaires. Ces efforts sont tangibles, extrêmement concrets comme je vous le disais. Et pourtant, nous constatons un malaise, avec des causes profondes, psychologiques, culturelles. Louis Le Pensec disait à l'instant qu'il faut avant toute chose nouer le dialogue dans les départements et territoires d'Outre-mer. Le faisons-nous bien avec les nôtres, dans l'hexagone ?
Je ne le crois pas.
Certains membres du gouvernement n'ont pas toujours fait preuve du souci du dialogue.
Certes, les Socialistes qui, a priori, revendiquent, n'ont pas toujours raison. Mais leurs, revendications doivent être examinées, discutées avec intérêt et dans un souci d'apaisement.
Je ne prendrai qu'un seul exemple. Hier, à l'entrée de ce Congrès, on vous parlait d'un problème posé par les postiers du centre de tri de Lezennes, dans le Nord.
(Applaudissements)
Ces travailleurs, qui représentent souvent les catégories les plus modestes, sont menacés de sanctions disproportionnées par rapport aux fautes qui leur sont reprochées. En la matière, on a, hélas, privilégié une fois de plus la procédure, une approche administrative et procédurière, plutôt que politique, et même utilisé l'amendement Lamassoure, que nous avons dénoncé en son temps, contre le monde du travail, contre les nôtres. !
(Applaudissements et sifflets)
Le pire des arguments utilisés, c'est de supposer que ceux qui protestent, ceux qui revendiquent, sont manipulés par on ne sait quelles forces obscures, par on ne sait quel complot, pour faire oublier ou taire le contenu des revendications concrètes qui sont formulées.
Sur l'informatisation et le fichage des procès, le Premier Ministre a, il y a quelques jours, pris une décision courageuse en rapportant ce qui a été considéré comme une erreur. Eh bien ! Il faudrait que nous ayons le courage de considérer aussi que les sanctions contre des travailleurs syndicalistes ou qui revendiquent sont une erreur et que ces sanctions soient rapportées !
(Applaudissements)
Le gouvernement peut avoir ce courage. Je le disais au début de mon propos, et

Fondation Jean Jaurès

j’en termine, cher président.
Personne à cette tribune n’a dit que le Congrès ne devait pas avoir une sortie à gauche. Eh bien ! Apportons des exemples concrets de notre bonne volonté.
Les représentants du monde du travail, les nôtres, tous ceux qui nous ont soutenus et continuent à nous soutenir, attendent du Congrès des Socialistes, des signes positifs. Ils attendent, nous en discutions tout à l’heure, c’est sûr, notre unité. Mais au-delà, c’est surtout dans la manière dont nous saurons nouer le dialogue social, dans le respect que nous témoignons au monde du travail, que nous saurons nous montrer des Socialistes, que nous saurons montrer que ce Congrès était un Congrès de Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - Merci, cher camarade, d’avoir très bien tenu les temps.
La parole est à Pierre Brana pour dix minutes.

Pierre Brana
Chers camarades, de Lille à Rennes, le chemin parcouru par notre Parti a été, je le crois, à la hauteur des espérances, que nous pouvions formuler en 1987…

Le président - Chers camarades, je vous invite à nouveau à vous asseoir et à écouter Pierre Brana !

Pierre Brana.-… François Mitterrand a été réélu Président de la République, le Parti dispose à l’Assemblée de la majorité, fût-elle relative, nous avons gagné les élections municipales, enfin le Parti Socialiste est la formation politique qui dispose, et de loin, de la meilleure image dans l’opinion publique.
Mais nous sommes confrontés à un problème important : celui de l’apparition sur la scène politique du phénomène "Vert", qui de dimanche en dimanche réduit dangereusement notre assise électorale.
Si les raisons de ce vote sont extrêmement variées, la crise des partis politiques traditionnels qui avait frappé la Droite avant nous n’en étant pas la moindre, il est certain que les préoccupations écologiques de la population contribuent grandement à cette évolution.
Cette attention à l’environnement n’est d’ailleurs pas un phénomène purement français, puisqu’on le retrouve dans tous les pays industrialisés : en République fédérale Allemande, où Kohl a pris un vernis, "vert", aux Etats-Unis, où les autorités se sont crues obligées d’y répondre avec le plan Bush, aux Pays-Bas, où le gouvernement a préféré démissionner plutôt que de renoncer à son plan pour l’environnement, et maintenant en France, où le gouvernement manifeste d’ailleurs le même souci de prendre en compte cette dimension avec une politique internationale dynamique, une série de mesures nationales et surtout l’élaboration du plan national pour l’environnement, dit "plan Vert".
Il est d’ailleurs frappant de constater que lorsqu’une chaîne privée de télévision veut faire de l’audience à 20 h 30, elle n’hésite pas à programmer deux émissions consacrées à ce thème, ce qui était impensable il y a encore un an.

Fondation Jean-Jaurès

Vous me permettrez d'attirer l'attention du Congrès sur la nécessité pour le Parti de prendre encore mieux en compte l'écologie au niveau des sections et des élus locaux comme au niveau de nos instances dirigeantes.
Au niveau des sections et des élus locaux, car c'est là que se situent véritablement les enjeux. Même si la politique nationale connaît une nouvelle dimension depuis 1988, il n'en demeure pas moins vrai que la lutte pour l'environnement est internationale, puisque chacun le sait, la pollution ignore les frontières, et mondiale, puisque c'est le cadre de vie qui est menacé de dégradation...

Le président - Chers camarades, s'il vous plaît, c'est un manque de correction de notre part à l'égard de l'orateur ! Un peu de silence, et moins d'agitation !

Pierre Brana - L'évolution de l'électorat local à la fin des années 80 est d'ailleurs caractéristique. Alors que la crise économique depuis 1973 avait ôté aux thèses écologiques leur crédibilité (la croissance zéro, on la vivait et on ne lui trouvait pas franchement les vertus que lui avait prêtées le Club de Rome !), l'embellie économique, et plus encore le sentiment de cette embellie économique, ont radicalement modifié les données du problème.
Il y a quelques années, si un élu local avait refusé l'implantation d'une industrie polluante, il aurait pu être battu aux élections ; ses concitoyens lui auraient reproché de ne rien faire pour l'emploi. C'était l'époque où il fallait tout faire, sans tenir compte des autres critères pour la qualité de la vie.
Aujourd'hui, on est presque à la situation inverse. C'est pourquoi le Parti Socialiste ne pourra rien faire sans l'appui de ces militants et ces élus locaux, qui ne doivent pas tomber bien sûr dans le piège d'une surenchère écologique, mais répondre en revanche à l'attente; légitime de la population.
Ce soutien, nous l'avons rencontré pour lutter contre le projet Royer, contre le site de Saint Cergue de Lafarre (?), ce soutien nous l'avons rencontré avec la lutte de la fédération de Maine et Loire, de ses conseillers généraux contre les projets lambda en matière de stockage de déchets nucléaires.
Et dans ces deux cas là nous avons eu l'écoute de notre gouvernement. C'est comme cela qu'il faut agir, c'est comme cela que nos élus et nos sections doivent se mobiliser.
Au niveau de nos instances nationales, pendant longtemps l'environnement n'a pas été, il faut bien le dire, une priorité, mais peu à peu les choses évoluent, nous avons adopté en mars 1988 des propositions Socialistes pour l'environnement tout à fait intéressantes. Nous avons de plus en plus de débats, de rencontres, de colloques, de prises de position, de propositions, mais des efforts restent à faire, pour que le Parti apparaisse à l'avant-garde du combat pour l'environnement.
Les principales motions de notre Congrès, convergentes sur ce point, comme d'ailleurs sur bien d'autres, s'accordent à réclamer la synthèse du Socialisme et de l'écologie;
Le président - S'il vous plaît ! Chers camarades, ce n'est pas possible...

Pierre Brana - Peut-être nous faudra-t-il aller encore plus loin en revendiquant l'écologie au cœur du Socialisme.
L'Internationale Socialiste avec laquelle nous avons collaboré dans la rédaction de son manifeste pour un environnement sûr, a raison d'affirmer que le combat pour un environnement propre et habitable est une tâche aussi importante pour le Socialisme démocratique que le combat contre l'exploitation des travailleurs à la naissance du capitalisme, parce qu'elle est la forme contemporaine de contestation du profit individuel, lorsqu'il s'effectue au détriment de l'intérêt collectif.
L'écologie peut être et doit être une autre, nouvelle utopie mobilisatrice. La déclaration de principes, que nous venons d'adopter, rappelle que le réformisme est au service de l'espérance révolutionnaire. Eh bien, le droit à un environnement propre et habitable est au cœur de cette espérance.
La gestion du cadre de vie, en effet, n'est pas neutre, ce sont toujours les plus défavorisés qui se trouvent les plus atteints par la pollution et les dégradations de l'environnement. Il suffit pour s'en convaincre de se souvenir que le gouvernement de Jacques Chirac décidait d'enterrer les nouveaux axes routiers à Neuilly-sur-Seine et de les laisser à ciel ouvert à Sarcelles !
Aux plus riches un environnement de qualité, aux plus défavorisés toujours plus de nuisances.
Pour lutter contre l'aggravation des inégalités sociales, il faut aussi remettre en cause cette gestion de notre environnement.
Je voudrais dire deux choses en conclusion : la première et vous vous en doutez, portera sur nos alliances électorales
Résoudra-t-on le problème avec des ralliements individuels sur les listes électorales ?

Le président - Mes chers camarades, ce n'est pas correct décidément ! Je vous demande de regagner vos places et de diminuer ce brouhaha qui prend des proportions absolument inacceptables pour les uns et pour les autres, et pour l'orateur.
(Applaudissements)
C'est un problème de correction et de démocratie. Je vous demande donc de regagner vos places et de parler de façon plus susurrée.
Pierre tu as encore deux minutes.

Pierre Brana - Faut-il, comme certains camarades nous invitent à le faire, contracter des alliances privilégiées avec les Verts ?
Mon intervention répond pour moi, faire des Verts des sous-traitants pour un domaine ainsi laissé à l'abandon par le Parti, on se demande bien pourquoi, ce serait faire preuve d'un manque de confiance en nous et pire d'un manque d'ambition indigne du Parti que nous voulons construire.
(Applaudissements)
La deuxième enfin, c'est que la chute du Communisme engage une bataille idéologique entre le libéralisme thatchérien et la Social-Démocratie dont l'issue

Fondation Jean Jaurès

conditionne pour longtemps le modèle de développement des sociétés européennes.
Eh bien, je pronostique pour ma part que la demande écologique des gens, qui ne peut être satisfaite par le seul intérêt privé, sera in-fine un des instruments pour faire triompher le Socialisme démocratique sur le libéralisme. On voit bien l'intérêt pour nous de ne pas rater ce rendez-vous avec l'histoire.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci Pierre Brana. La parole est maintenant à Yvette Roudy et elle ne prendra la parole que s'il y a le silence dans la salle.
(Applaudissements)
Yvette, tu as la parole pour dix minutes.

Yvette Roudy
Merci beaucoup cher président, mes chers camarades, la question que je je pose à cet instant, et que nous pouvons nous poser tous, est : qu'est-ce qu'un Congrès du Parti Socialiste ?
A quoi sert le Parti Socialiste ? Et qu'est-ce qu'un Congrès du Parti Socialiste ?
En 1971, à Epinay, François Mitterrand se demandait, non sans humour, s'il fallait y voir une fête, un rite ou une commémoration, à cet instant je crois qu'il faut y voir plutôt un lieu de palabres générales (applaudissements), mais il y a des endroits pour palabrer à l'extérieur.
Dix neuf ans plus tard, je crois que nous pouvons nous poser cette question à nouveau.

Le président - Je demande à Yvette de rapprocher les micros et je demande aux camarades de diminuer encore ce brouhaha infernal, et je demande aux services d'ordre d'inciter les camarades à s'asseoir.

Yvette Roudy - Donc, à quoi sert un Parti Socialiste, à quoi sert un Congrès ?
Mais à quoi pourrait servir en effet une telle manifestation sinon je dirai et plus sérieusement à établir le bilan du chemin parcouru, à poser les questions urgentes que se posent les Français et si possible d'y répondre, à élaborer un projet et à décider de l'art et la manière de conduire ce projet, c'est-à-dire de l'art et la manière de mettre l'instrument, qui est le Parti Socialiste au service de ce projet.
Un parti est là pour mettre en œuvre un projet. Il doit donc s'adapter en fonction du projet. Il faut donc savoir comment on va l'organiser.
De 71 à 81 le Parti Socialiste a su faire, il a su conquérir la confiance des Français et porter le premier des siens à la magistrature suprême. Il a su ensuite aider d'une manière formidable à conduire les affaires du pays sur une base programmatique.
Nous avions les 110 propositions, mais aujourd'hui, alors que s'effondrent les régimes de l'Est, que du même coup il devient urgent d'accélérer la construction

Fondation Jean-Jaurès

de l'Europe, et de parler enfin autrement du désarmement, que propose le Parti Socialiste ?
A quoi pense le Parti Socialiste ?
Ce Congrès va être l'occasion de poser et de répondre aux questions du moment.
Ainsi pourquoi tant d'élections perdues alors que notre popularité nous dit-on n'a jamais été aussi élevée ?
Pourquoi tant d'abstentions ?
Pourquoi les jeunes, les femmes, les travailleurs même nous boudent-ils ?
Il faut répondre à ces questions.
Le Parti Socialiste, par ses militants, ses élus est par vocation proche des problèmes du quotidien, problèmes que nous rencontrons chaque semaine, sur le terrain, il revient au Parti de traduire les besoins de tous et de toutes, singulièrement des plus faibles et des plus démunis.
Le Parti Socialiste doit exprimer ces aspirations, ces urgences, haut et fort, et se faire mieux entendre du gouvernement.
N'est-ce pas là une de ses missions ?
Le fait-il suffisamment ?
Chers camarades, que le Marxisme soit devenu obsolète, archaïque, ou démodé, n'altère en rien les grandes idéaux du Socialisme.
Il y a toujours des inégalités à réduire, toujours des injustices, des oppressions, des exploitations à combattre pour un Socialisme qui n'a pas oublié sa vocation, vocation qui n'est pas seulement de gérer au mieux le quotidien, mais de conquérir de nouveaux espaces de liberté, de nouveaux espaces de justice, de nouveaux espaces d'égalité.
Oublier notre esprit de conquête, relâcher notre attention, s'imaginer qu'il suffit de faire voter une loi pour régler un problème, sans se préoccuper de ses applications, c'est laisser le champ libre au vieux démon du conservatisme qui revient au galop.
Nos fragiles avancées sont trop récentes pour ne pas exiger notre attention constante, car en matière de progrès culturel, ou social, rien n'est jamais définitivement acquis.
Le Parti Socialiste est là pour veiller, alerter, stimuler le gouvernement, lui dire, quand il le faut, "ici est le chemin", selon l'expression heureuse de Pierre Mauroy.
Chers camarades, les grands chantiers ne manquent pas, j'en citerai brièvement trois : des inégalités, la question écologique, la solidarité envers les pays du Sud que les formidables bouleversements à l'Est de l'Europe ne doivent pas nous faire oublier, les inégalités enfin comme vient de le démontrer un rapport du CERC qui se sont accrues.
Formidable défi pour le Parti Socialiste qui, par vocation en est le premier pourfendeur. N'est-il pas urgent de traquer pour de bon le mal à sa racine, à commencer par le sauvetage de ces jeunes enfants issus de familles défavorisées, à qui seuls les Socialistes peuvent opposer une seconde chance.
Le revenu minimum d'insertion c'est bien, les zones d'éducation prioritaire c'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Présentons des projets précis au gouvernement.

Fondation Jean-Jaurès

Quand la lignée, la culture, le milieu social d'origine restent, deux cents ans après l'abolition des privilèges, les meilleurs atouts de la réussite, le Parti Socialiste ne peut pas se satisfaire complètement des mesures aujourd'hui.

Le président - Chers camarades, un peu de silence, s'il vous plaît.
Tu as encore 4 minutes.

Yvette Roudy - Il faut faire plus, mais c'est aussi à l'échelle du territoire que les inégalités devront être corrigées.
Oserons-nous poser la question des effets pervers de la décentralisation. La loi de Gaston Deferre était une grande loi, comme tous les prototypes elle a besoin d'être améliorée à l'ombre de son application.
Nous ne pouvons accepter que le développement des capitales régionales entraîne l'appauvrissement des régions les moins favorisées des villes moyennes éloignées des centres d'investissements.
Enfin, le CERC souligne non sans raison que l'écart des salaires entre les hommes et les femmes après avoir sensiblement diminué est stabilisé depuis quelques années autour de (?).
La loi sur l'égalité professionnelle n'est que très partiellement appliquée, sinon parfois déviée. Le Parti Socialiste doit faire là des propositions, par exemple subordonner l'octroi de toute aide publique de l'Etat aux entreprises à l'établissement d'un plan d'égalité. Nous ne pouvons accepter le développement accru de la précarité du travail pour les femmes. Nous ne pouvons accepter que le chômage féminin augmente, alors que le chiffre des demandeurs d'emploi est en régression.
S'agissant de la volonté politique du Parti Socialiste à faire une plus grande place dans ses instances dirigeantes aux femmes, dans les élections à la proportionnelle, nous venons heureusement de décider de donner acte et de répondre à la demande des femmes qu'il y ait 30% de présence féminine dans nos instances dirigeantes et dans les élections à la proportionnelle.
C'est le résultat de dix ans d'efforts et de luttes. Cette décision doit ancrer le Parti dans un processus de féminisation qui pourra, je l'espère, permettre le retour des femmes vers nous.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, s'il vous plaît ! je pense que ce que dit Yvette Roudy actuellement est très important, et les auditeurs semblent quelquefois plus intéressés que les délégués, c'est dommage !
(Applaudissements)
Yvette, tu conclus quand même.

Yvette Roudy - Tu m'as dit encore trois minutes.
D'ores et déjà, à la sortie de ce Congrès, nous aurons plus de femmes au Comité directeur qu'en y entrant. C'est un progrès. On a inversé la spirale du retour, et nous avons deux ans pour nous mettre en règle avec les décisions. Ce serait une

bonne indication de décider très vite de doubler d'un coup la présence féminine au Sénat et de passer de 1 à 2, par exemple.
(Applaudissements)
Un mot rapide sur l'écologie, On en a parlé. La question que nous posent les Verts est urgente. Le Parti doit comprendre qu'il s'agit d'abord d'une formidable inquiétude des Français. Un rapport de TDF dont la presse s'est faite l'écho affirme que les risques d'accidents nucléaires graves constituent bien un réel danger. Ne gagnerait-on pas à promouvoir à ce sujet la plus grande transparence ? Lorsqu'on parle, ici ou là, de déclassement nécessaire d'un certain nombre de centrales, ne faut-il pas s'y préparer, envisager la réutilisation des sites et des enceintes ? N'est-il pas temps de parler vrai, si j'ose dire ? Au moment où les populations se mobilisent, où les industriels prennent conscience de l'ampleur de la tâche, le Parti Socialiste ne peut plaquer un simple concept d'environnementalisme à son discours traditionnel. Il doit comprendre la dimension universelle de l'aspiration écologiste, l'appréhender dans toute son urgence et peser sur le gouvernement, exiger même s'il le faut.
Troisième chantier : la solidarité avec le Sud. Ce chantier est non des moindres. S'agissant des droits de la femme et de la dimension internationale de ce combat, la question de la pauvreté du tiers-monde, du poids de la dette, de la situation des femmes victimes de la renaissance de l'intégrisme, le journal "Le Monde" vient de le souligner récemment, l'application paradoxale de l'ultra libéralisme pratiquée par la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International, mènent les Pays en voie de développement sur le chemin de la paupérisation.
Les mesures préconisées alliées au conservatisme de certains états membres ont des conséquences désastreuses sur l'ensemble des populations, en particulier sur les femmes.
Ici, il ne s'agit plus simplement de féminisme, mais de droit humain. Il faut savoir que, dans leur souci de rembourser la dette, les Etats concernés ont coupé les crédits à des services comme l'éducation ou la santé, les femmes en sont les premières victimes. Or, nous le savons, le redressement économique du tiers-monde passe par l'amélioration de leur statut. François Mitterrand a montré la voie quant à la solidarité avec le Sud. Le Parti à son exemple, doit faire des propositions, par exemple, qu'une partie des prêts soit attribuée en priorité à l'éducation et à la santé.
De même, et je le dis avec force à cette tribune, je veux saluer et je souhaite apporter le soutien du Parti Socialiste à nos sœurs algériennes en lutte pour la défense de leur autonomie, de leurs droits devant la montée des intégrismes...
(Applaudissements)
Elles attendent des pays des droits de l'Homme un soutien plus actif. Par ailleurs, comment ne pas dénoncer avec force cet état bâtard, ce pays qui vient, il y a quelques jours, de donner le droit, par le Conseil révolutionnaire, à tout homme irakien de tuer toute femme adultère de sa famille, mère, sœur, fille, tante ou cousine. Comment pouvons-nous entretenir des relations avec un tel régime ? Je vous le demande.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Sans doute, nous souffrons aussi du racisme ordinaire dans notre hexagone, un racisme meurtrier qu'il faut dénoncer avec fermeté et vigueur. Plus que jamais, l'intégration des populations immigrées est à l'ordre du jour, et sans omettre, s'il vous plaît, de préciser qu'il n'y a pas de politique d'intégration possible si elle n'est pas accompagnée de mesures particulières, s'agissant de la population immigrée féminine confrontée trop souvent aux dérapages du sexisme. L'égalité des sexes est inscrite dans notre Constitution. La France est une société de droit, laïque, ne l'oublions pas,
Chers camarades, je termine. Le Parti Socialiste me semble-t-il, doit faire ici et maintenant une nouvelle révolution culturelle, comme il a su le faire avec François Mitterrand à Epinay. Il lui faut s'adapter aux temps nouveaux, préparer l'avenir. Le Parti Socialiste et les Socialistes doivent retrouver leur audace à proposer, leur ardeur à convaincre, doivent retrouver leur esprit de conquête, pour un nouveau départ, pour une nouvelle étape, une étape sociale et culturelle pour gagner.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Yvette Roudy, d'avoir parlé avec tant d'énergie et d'avoir défendu encore une fois la cause des femmes.
Je donne la parole à une autre femme, Geneviève Domenach-Chich, pour dix minutes.
(Applaudissements)

Geneviève Domenach-Chich
Chers camarades, j'ai l'immense prétention de vous déranger. J'ai l'immense prétention de faire comme si nous étions au Congrès, comme si nous étions au moment du débat sur la politique générale.
Cher Pierre, cher Edmond, chers camarades, Chers amis invités, premier Parti de France, Parti de gouvernement, nous tenons notre Congrès de Rennes devant le pays, ne l'oublions pas, et non seulement devant nous-mêmes. C'est au pays que nous avons, que nous aurons des comptes à rendre.
Que nous dit le pays ?
Le pays renvoie de nous l'image d'un parti tolérant, proche des préoccupations des gens, démocratique, fidèle à ses idées, moderne, ouvert à la discussion, bref proche d'eux. Divine surprise ? Non. Réalité. N'en déplaise à nos masochistes professionnels, à nos auto-flagellateurs systématiques.
Camarades, nous sommes beaucoup plus durs à l'égard de notre Parti, à l'égard de notre gouvernement, que nos concitoyens. Qui aime bien, châtie bien ! Certes. Mais sachons raison garder, sachons jusqu'où ne pas aller trop loin dans l'autdestruction.
Le Parti dispose d'un capital de sympathie réel dans le pays, mais cette adhésion est plus rationnelle qu'enthousiaste, elle est presque résignée et s'explique notamment par l'état de décomposition de nos concurrents à droite.
Bref, cette adhésion manque de tonus. Et nous voilà nous accusant les uns les

Collection Jean Jaurès

autres de ne plus faire rêver la France. Le Parti accuse le gouvernement de gérer. Nous nous accusons les uns les autres de ne point présenter de grand dessein. Et il n'y a rien comme la période des Congrès pour réveiller le lyrisme, pour réveiller les appels à l'utopie, pour rappeler les grands principes et les valeurs intangibles.

Je suis quant à moi un peu fatiguée d'entendre certains d'entre nous lancer des appels vibrants au grand dessein et muets en termes de propositions et de concepts.

(Applaudissements)

Pour moi, la Gauche demeure la Gauche des lumières, la Gauche libertaire, humaniste et universaliste, la Gauche de l'affaire Callas ou de l'affaire Dreyfus, la Gauche anticolonialiste.

Bien sur, nous n'avons plus de combat anticolonialiste ou presque plus. Bien sûr, nous n'avons plus ou presque plus de combat anti-totalitaire, peut-être plus d'ennemi extérieur désigné, mais nous voilà orphelins de grandes causes.

Eh bien, moi, je ne me sens pas orpheline de grandes causes et j'estime que des questions comme l'éducation, comme le travail, comme la qualité de la vie, comme la santé, comme le SIDA, comme la justice, comme la prison, la police, la toxicomanie, la précarité, la lutte contre le racisme et l'immigration, sont de grandes causes et qu'elles posent toutes le problème, à mes yeux central, de notre société qui est celui de l'intégration, comme le disait le Premier Ministre hier, de la mobilité sociale, des vecteurs d'ascension sociale, bref de la promotion sociale.

Les effets désorganisateurs de la crise économique ont affaibli la capacité d'intégration de notre société, sa mobilité interne. La France des années 70 a fonctionné comme une pompe aspirant, notamment en direction des classes moyennes. Aujourd'hui, cette pompe aspirante a des ratés, elle est même souvent devenue refoulante.

Aujourd'hui, trop nombreux sont ceux qui décrochent et qui se retrouvent sans filet : chômeurs en fin de droits, femmes isolées chargées de familles, jeunes, personnes âgées.

Je prétends donc que la question sociale est toujours au centre de la vie politique, au centre des préoccupations de nos concitoyens et que ces questions ont une réponse de gauche, une réponse libertaire, une réponse humaniste, une réponse universaliste, bref une réponse de solidarité.

Mais j'aperçois, chers camarades, comme l'ont dit d'autres orateurs hier, un grand danger. C'est que, sur les questions lourdes de société, l'idéologie Le Pen ne soit en train d'envahir nos intelligences, voire nos cœurs.

Sommes-nous encore capables d'être libertaires, humanistes, universalistes sur de telles questions ? N'avons-nous pas tendance à intérioriser le discours sécuritaire, le discours de peur, le discours de frilosité pour chacune de ces questions ? Où en est notre réflexion sur l'armée, sur la justice, sur la police, sur la toxicomanie, sur la prison, sur la France plurielle ?

A propos de notre politique d'intégration, bien sûr que nous rêvons tous à une politique globale en direction des Français ou des étrangers en difficulté, et ce,

Fondation Jean Jaurès

sur le terrain du logement, de l'éducation, de la formation. Bien sûr qu'il fallait intensifier la lutte contre les employeurs clandestins, mais pourquoi avoir inversé l'ordre des priorités ? Pourquoi avoir d'abord parlé des clandestins, comme si nous avions eu besoin de donner des gages sécuritaires avant d'oser présenter notre politique d'intégration ? Pourquoi tant d'atermoiements sur le droit de vote local ? Nous avons tous dérapé, chers camarades.

Je nous adjure d'y réfléchir. Nous sommes en train d'intérioriser les pseudo-bonnes questions de Le Pen. Pour moi, le danger qui est devant nous, c'est la formation d'une droite populaire, d'une droite populiste organisée autour de la défense, de l'identité nationale, au sens étroit, au sens frileux, jouant sur la peur, peur de l'Europe, peur de l'avenir, peur de l'autre, du différent, du basané, du juif, du jeune, de l'homosexuel, du drogué, du malade du SIDA. Aujourd'hui, cette droite est représentée par le Front National. Il n'est pas exclu qu'autour de Charles Pasqua, elle s'élargisse. Cette droite, comme le disait tout à l'heure Jean Auroux, ne sera pas la Droite des châteaux. Elle sera la Droite des assassins de Saint Florentin, de Roanne, de La Ciotat, la Droite des braves gens qui vivent dans des banlieues laides, c'est la Droite de la solitude, c'est la Droite où l'on crève de solitude et d'ennui, c'est la Droite des saouleries du samedi soir, où l'on se paie un Arabe, la Droite des expéditions punitives. C'est là le danger, chers camarades

Alors, face à ce danger, le grand dessein consiste à investir le terrain des banlieues, le terrain des cités. Ces cités sont enlaidies, elles ont leur tissu social disloqué. Y redonner beauté - comme dit Roland Castro - vie, lieux de rencontres, salles de musique, chaleur, telle est la politique de la Délégation Interministérielle à la ville, telle est la politique lancée par Michel Rocard, telle est la politique de Banlieue 89. Mais tout cela ne sera possible que si se développe un mode de participation des habitants, que si un tissu associatif s'organise.

A cette cause, chers camarades, les Socialistes ne peuvent pas ne pas participer par des initiatives de terrain au niveau local, car la réconciliation de nos concitoyens avec la politique, elle passe par le local.

C'est par le développement des politiques locales, de la ville, du quartier, auxquelles les militants Socialistes doivent participer que se développera pour notre Parti une stratégie de réhabilitation de la politique.

Nous ne réconcilierons nos concitoyens avec l'action militante, avec l'action politique, qu'à partir d'actions concrètes, de solidarité, de proximité, de quartier.

Nos concitoyens ont démontré leur capacité de mobilisation pour la Roumanie, pour la lutte contre la myopathie. La télévision leur a proposé des formes magiques, lointaines de participation. Mais cette forme narcissique, molle consumériste de solidarité peut, doit, être poursuivie, transformée en actions de solidarité active, de proximité de rencontre.

Enfin, je suis convaincue qu'il est possible de conjuguer le "moi je" avec le "moi nous", sous des formes nouvelles de militantisme, à champ déterminé, voire à durée déterminée. Un militantisme du faire, de l'agir, et non du verbe.

Un militantisme de rencontre, de chaleur humaine, d'entraide. Pourquoi croyez-

vous que les sectes augmentent, que des communautés religieuses attirent du monde ? C'est qu'elles offrent cette chaleur, cet être entre soi.
C'est à la condition que le Parti comprenne cette évolution, ces besoins, c'est à la condition' qu'il y réponde par une modification de ces formes de militantisme, qu'il trouvera une assise populaire.
Il ne sert à rien de s'autoproclamer à gauche dans le Parti, à la tribune du Congrès, si on n'est pas à gauche dans sa rue, dans sa commune, avec ses voisins.
(Applaudissements)
C'est à la condition d'une telle évolution que le PS pourra combattre Le Pen en restant lui même, c'est à cette condition qu'il élargira sa base sociale et remplira cette fonction d'encadrement qui a fait la force du PC dans le passé.
C'est enfin à la condition qu'il établisse, avec un réseau de mouvements sociaux, d'associations proches de lui, une collaboration, un partenariat vivant, renouvelé, ni clientélisme, ni dominateur, que le Parti se régénérera.
Notre Parti a besoin d'une mouvance, de prolongements sociaux dans le pays pour mener à bien sa politique de transformation sociale à laquelle nous adhérons tous.
A cette condition et dans l'unité, je dis bien dans l'unité, nous resterons le premier Parti de France.
Merci.
(Applaudissements)

Le président La parole est à Jean Pierre Joseph.

Jean Pierre Joseph
Pour faire la France, il aura fallu un pouvoir fort et centralisé. Pour ne pas défaire la France aujourd'hui, il faut un pouvoir décentralisé ; les Français ne supportent plus d'être traités en sujets d'un pouvoir lointain et bien souvent aveugle ; ils aspirent à participer.
Après huit ans de décentralisation, le chantier se reforme parce qu'au travers des critiques excessives, c'est le principe même de la réforme qui est mis en cause.
Ce qui surprend, et attriste, c'est que trop souvent les censeurs les plus sévères sont parmi nous. Ils dénoncent périodiquement l'irresponsabilité des élus, leurs dépenses somptuaires ou démagogiques, les constructions de "palais" le pseudo dérapage des finances locales; on en déduit la nécessité d'un renforcement des pouvoirs de contrôle, voire d'un retour à la tutelle.
De tels propos apportent de l'eau au moulin des nostalgiques d'avant 1982 ; je veux bien admettre que ceux qui les tiennent ne le font pas gratuitement, mais je m'interroge sur la finalité poursuivie.
S'agit-il de mettre fin à des excès commis ici ou là ?
Ne s'agit-il pas de déconsidérer une réforme, la plus importante sans doute du premier septennat de François Mitterrand, en s'attaquant à ceux qui détiennent des responsabilités à la tête des assemblées locales ?
Tout se passe comme si on voulait briser l'élan donné en 1982. Les méfaits du

Fondation Jean Jaurès

centralisme technocratique sont pourtant bien connus.
J'en viens à me dire parfois que le pouvoir réel s'exerce dans les bureaux des ministères plutôt que dans celui des ministres. Ne sait-on pas que les véritables censeurs des élus locaux sont le juge des comptes et le corps électoral ? Les ministres sont de trop dans cette distribution hebdomadaire de l'éloge et du blâme, le Canard Enchaîné y pourvoit largement le mercredi.
En vérité, je crois que la décentralisation est bien loin d'avoir encore porté ses fruits.
Il est vrai que trop souvent elle a plus accru le pouvoir des élus locaux qu'elle n'a favorisé l'association des citoyens à la gestion des affaires ; il est vrai aussi que la décentralisation, c'est plus de liberté, mais si on n'y prend garde, moins d'égalité et de solidarité entre les départements et les régions ; il est vrai également qu'on ne peut simultanément militer au nom du principe égalitaire et revendiquer le droit à la différence ; il est vrai enfin que des présidents de région ou de Conseil général se comportent en proconsuls de l'Empire, mais ne soyons ni angéliques, ni démoniaques ; il revient à l'Etat Socialiste d'assurer les équilibres.
En poursuivant l'œuvre de décentralisation, qu'il s'agisse de la fonction publique territoriale, du statut des élus locaux ou de la réforme des finances locales, en l'accompagnant d'une politique hardie de déconcentration, de telle sorte que la technostructure s'affirme, en véritable défenseur d'une vision politique au lieu de se réfugier derrière une froide et précautionneuse pseudo-neutralité.
En organisant mieux la solidarité entre les départements riches et les plus défavorisés ; les transferts financiers vers les collectivités locales doivent être adaptés ; l'accroissement des compétences transférées, justifie une révision des bases de calcul de la dotation générale de décentralisation.
Le ministre du Budget a, certes, annoncé des compensations, mais celui des collectivités n'est pas au courant ! Ce qu'un maire a traduit en parlant de "comédie technico-fiscale".
Il importe aussi de se préoccuper davantage de la situation des régions et départements défavorisés ; la notion de ruralité doit être enfin clairement définie et affirmée.
On nous dit trop que la région parisienne est surpeuplée.
On ne dit pas assez que 3 régions de France ont moins de 50 habitants au km² alors que la moyenne nationale est de 100 habitants au km².
On ne dit pas assez que 19 départements sont au-dessous du seuil de 50 habitants au km².
On ne dit pas assez que 8 départements comptent moins de 30 habitants au km² ; tous sont dans cette France défavorisée celle du Centre et du Sud.

Le président - Chers camarades, s'il vous plait, écoutez ces remarques sur la décentralisation ; nous sommes un parti décentralisateur, ce que dit l'orateur est très important.

Fondation Jean Jaurès

Jean-Pierre Joseph - Le maintien des populations rurales ne coûte pas plus cher que la gestion des effets pervers de la concentration urbaine.
Il est urgent de définir des critères adaptés aux zones rurales défavorisées avec des seuils concertés d'équipement et de service.
On ne dira jamais les méfaits du …(illisible) …l'Education nationale ? Du redéploiement des perceptions, de la redéfinition des missions de la gendarmerie, de la délocalisation des recettes des impôts ?
Autant de mots ampoulés et dérisoires qui cachent le repli du service public.
L'aménagement du territoire signifie d'abord, pour les Socialistes en tout cas, solidarité : il s'agit notamment d'anticiper sur les grandes évolutions économiques et démographiques et de les maitriser.
Jacques Chérèque envisage de recentrer le FIDAR sur le maintien des services au public, la pluri-activité et l'intercommunalité ; j'ajouterai l'inter-départementalité qui permettrait à des départements constituant une unité économique et une communauté d'intérêts de travailler ensemble, par delà les frontières administratives, ce qui aujourd'hui relève de l'exploit ou du parcours du combattant.
Mais le FIDAR et Jacques Chérèque n'y suffiront pas si chaque ministère continue imperturbablement à mettre en œuvre des grilles, des schémas technocratiques et des politiques qu'il définit seul et qu'il est seul à comprendre.
La volonté politique et l'action interministérielle sont la seule voie.
Je ne crains pas de dire que si les Socialistes sont perçus comme porteurs de bonnes idées pour la solidarité et la justice, ils sont trop souvent impuissants à les mettre en œuvre.
Il faut donner une nouvelle impulsion à la démocratie locale. Michel Rocard et Pierre Joxe ont défini des orientations claires dans ce domaine:

- Accroître la représentativité des élus.
- Regrouper les scrutins locaux.

En ce qui concerne les départements, il importe de mettre fin au renouvellement par moitié des Conseils généraux qui est un facteur d'instabilité.
Les inégalités de représentation doivent à mon sens être examinées avec une préoccupation d'équité. La sous-représentation des zones urbaines dans les Conseils généraux n'est plus acceptable.
Je propose qu'en milieu rural la désignation majoritaire soit maintenue et qu'en milieu urbain la représentation proportionnelle soit instaurée.
Le rapport de Marcel Debarge sur le statut de l'élu local contient des propositions positives et réalistes ; la Commission chargée par le gouvernement d'établir un projet s'en inspire ; j'espère que le Parlement sera bientôt appelé à en débattre.
C'est la seule façon d'assurer la représentation de toutes les couches de la société, sans quoi les salariés, les petits artisans ou commerçants sont écartés des mandats publics.
Mais il faudra parallèlement accroitre la démocratie locale en modernisant les règles de la vie politique dans les collectivités territoriales par la reconnaissance de l'élu social, de l'élu syndical, de l'élu associatif, de l'élu mutualiste.

Contribution Jean Jaurès

(Applaudissements)
Enfin, il faut accroitre la démocratie locale en modernisant les règles de la vie politique dans les collectivités locales, comme je le disais, par la reconnaissance des minorités politiques par l'introduction de la proportionnelle dans la désignation des instances internes aux collectivités, par la meilleure information des citoyens, par l'association des populations concernées aux décisions touchant à leur vie quotidienne et à la gestion des services publics, en un mot substituer le partenariat au clientélisme.
Cette obligation de modernisation s'impose à nous au moment où deux enjeux majeurs nous interrogent:
- La construction européenne.
- Le développement économique et social et la solidarité.

Transformer la société avec une démocratie locale forte qui gère bien, mais qui soit aussi imaginative et créative, réduire les inégalités par une redistribution du pouvoir, c'est l'ambition des Socialistes, c'est agir en Socialistes authentiques.
(Applaudissements)

Le président - Lorenzi pour 5 minutes, il est indispensable maintenant de tenir les délais, et, Jean Pierre, je te remercie d'avoir tenu le temps et d'avoir fait des rappels importants.

Pierre Lorenzi
Les Socialistes se sont prononcés sur les motions nationales d'orientation et le vote qu'ils ont exprimé est clairement porteur d'un message pour le Parti: ancrage résolument à gauche de notre politique pour faire progresser partout l'égalité, la démocratie et la justice, esprit de renouveau, volonté de reconquête.
Sur la vérification de ces votes, je n'étonnerai personne en disant qu'il y a encore quelques difficultés et quelques contentieux. Mais, tous ensemble, sous l'impulsion du secrétaire national à la jeunesse, et je remercie tous les camarades qui ont rejoint notre proposition, nous avons su adopter une règle simple, une règle sage que nous demandons aujourd'hui au Parti de faire sienne : un homme = une voix.
(Applaudissements)
Alors, maintenant, la parole est au Congrès. A nous d'adresser un message à la jeunesse, un message de renouveau et de reconquête, lui dire qu'on a besoin d'elle pour aller de l'avant, pour résister au racisme, à l'intolérance, pour résister à l'égoïsme, à l'indifférence, pour résister à la tristesse et au pessimisme.
Voilà le message qu'attend la jeunesse. Voilà le combat des Socialistes. Allons de l'avant, chers camarades, modernisons notre Parti, pour en faire un grand Parti moderne et de masse, capable de rassembler les militants sans relâche, pour la démocratie, la clarté et la transparence. Retrouvons l'esprit de conquête qui a fait la force de nos aînés.
Alors, chers camarades, les jeunes qu'on dit et bien souvent à tort, blasés, résignés, attendent des Socialistes, une espérance.
Ils attendent un signe, un geste, un quelque chose qui leur montre le chemin.

Fondation Jean Jaurès

C’est ce que François Mitterrand rappelait après Jaurès et après Blum, la nouvelle alliance du Socialisme et de la liberté. Voilà le chemin de la reconquête.
(Applaudissements)

Le président - Merci Pierre Lorenzi d’avoir été même au-dessous du temps qui vous était donné.
Je voudrais inviter les délégations françaises à se rendre à l’entrée de notre Congrès ou des cars sont mis à leur disposition, pour aller à l’Hôtel de ville où un cocktail les attend sous la présidence de Pierre Mauroy, et de Gérard Colomb.
Les délégations françaises se rendent à la porte du Congrès, pour prendre des bus. Il y en a quatre qui les conduiront à l’Hôtel de ville pour le cocktail qui est offert en leur honneur par Pierre Mauroy et Gérard Colomb.
De même, à la fin de cette séance, le GSE des PTT se réunira, aujourd’hui à 15 heures, je dis bien aujourd’hui à 15 heures, salle E, en présence de Paul Quilès. Je répète 15 heures, salle E.
La parole est à Jean-Claude Boulard pour dix minutes.

Jean-Claude Boulard
Mes chers camarades, nous sommes devant un étrange paradoxe. En effet, jamais dans l’histoire de nos Congrès, les Socialistes n’ont été aussi d’accord sur les idées et aussi divisés.
Je souhaite, pour ma part, que ce large accord sur les idées, nous permette de nous désembourber des querelles de pouvoirs.
Et je voudrais illustrer sur deux ou trois questions, notre capacité à être ensemble, comme nous le sommes au gouvernement, en responsabilité, à être ensemble sur un certain nombre d’idées qui intéressent beaucoup plus les Français que les querelles politiciennes, auxquelles nous assistons depuis le début de ce Congrès.
Première question et première illustration de cette capacité.
Comment assurer la sauvegarde de notre protection sociale ? On n’en a pas parlé depuis le début de ce Congrès.
Sur ce point, un très large consensus, un très large accord sur les orientations.
Nous sommes tous d’accord pour défendre le droit à la retraite à 60 ans. Nous sommes également tous d’accord pour maintenir le niveau le plus élevé possible de remboursements des soins en matière de maladie.
Nous sommes aussi tous d’accord pour assurer dans la dignité, la prolongation de la vie face au développement d’un nombre de personnes âgées dépendantes.
Nous sommes enfin tous d’accord pour faire de la lutte contre toutes les formes d’exclusion, notre priorité. Mais il ne suffit pas, mes camarades, d’être accord sur les orientations. Il faut aussi définir ensemble les conditions de leur mise en œuvre. Et là, très honnêtement, nos textes deviennent quelquefois un peu imprécis et même un peu prudents.
Regardez notamment, c’est un texte intéressant à faire, face aux problèmes de la

Fondation Jean-Jaurès

retraite qu'est le problème essentiel des années qui viennent, la brièveté de la plupart de nos motions qui sont pourtant extraordinairement abondantes sur les faux sujets.
Alors sur cette question de la retraite, il ne suffit pas de proclamer l'attachement à un vote. Nous sommes tous attachés à cette conquête.
Il faudra bien que l'on réfléchisse ensemble sur les conditions dans lesquelles nous dégagerons les financements nécessaires qui seront de l'ordre de 10 milliards par an, dans les années qui viennent.
En ce qui concerne l'assurance-maladie, il nous faudra également ensemble définir les conditions dans lesquelles il est possible de maîtriser l'évolution des dépenses de santé, dans la sauvegarde de la qualité des soins.
En ce qui concerne les personnes âgées dépendantes, il est urgent de définir les conditions d'une prise en charge dans le cadre de la solidarité.
Enfin, en matière de financements de la sécurité sociale, il est souhaitable que les Socialistes se rassemblent sur l'idée d'instauration d'un prélèvement social généralisé, permettant d'asseoir, sur des bases plus justes, le financement de notre protection sociale.
Voilà autant de points sur lesquels j'ai le sentiment que - je ne sais pas si ces points intéressent - ces points intéressent les français.
Sur ces questions-là, il serait intéressant que les Socialistes montrent leur capacité à se rassembler.
Deuxième thème : le pouvoir d'achat des salariés et la lutte contre les inégalités.
Le rapport du CERC a été beaucoup utilisé pendant la période du pré-Congrès, a montré que les inégalités en France, pendant la période 1987, s'étaient accentuées et que les Français avaient effectivement fait les frais de la crise.
Il est donc normal que la croissance retrouvée, les Socialistes fassent du rééquilibrage au profit des salariés, du partage de la croissance, unes de leurs priorités même si mes camarades nous pouvons, dès cet après-midi, et dès ce soir en Commission des résolutions nous rassembler.
Il ne suffit pas de parler de partage de la croissance, de partage du surplus.
Il faut également réfléchir sur les conditions d'une meilleure répartition de la richesse existante dans un pays où 10% des français, détiennent plus de 50% du patrimoine. Cette question est totalement incontournable.
Une orientation sur ce point : il faut que les revenus de l'effort soient fiscalement mieux traités que les revenus de la passivité et les revenus de la spéculation. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. L'enrichissement de l'effort est plus taxé que l'effort dû à la spéculation. Cette orientation doit être inversée. Ca n'est pas simplement justifié par le souci d'équité, c'est également justifié par le souci d'efficacité économique.
Voilà, mes chers camarades, un deuxième sujet sur lequel sous réserve d'écouter un peu, nous pourrions nous rassembler.
Venons-en maintenant à une troisième question : celle du recul du chômage. La Gauche au pouvoir, a suffisamment longtemps assisté de façon impuissante à la montée du chômage, pour se réjouir du renversement de la tendance constatée depuis 1988.

Fondation Jean Jaurès

Cependant, si le chômage diminue, la durée du chômage s'allonge. Il nous faut donc maintenir et accroître notre effort, à l'égard des chômeurs de longue durée, à l'égard des chômeurs sans qualification, à l'égard des jeunes à la recherche d'un premier emploi.
Voilà, également, mes camarades, un certain nombre de questions sur lesquelles nous pourrions nous rassembler.
Et si nous savons nous rassembler, et si nous savons, comme le proposent le slogan au-dessus de la tribune, franchir une nouvelle étape, alors, mes camarades, j'en suis convaincu, nous pouvons gagner les élections de 1993. Evidemment, il faudrait peut-être arrêter de conjuguer à tous les temps, et à tous les moments, le mot "déficit" car on créé un trou politique dans lequel on pourrait tous collectivement sombrer.
Il y a, c'est vrai, un certain masochisme de la part de nos camarades à annoncer par avance l'échec de 1993, alors que la popularité du Président de la République, du Premier Ministre, n'ont jamais été aussi élevées que la croissance retrouvée, nous a permis de franchir une première étape dans le recul du chômage, dans la recherche d'une meilleure répartition du fruit de l'effort des Français.
Je suis, pour ma part, mes camarades, convaincus que nous gagnerons les élections de 1993. Pourquoi ?
Tout simplement, en comparant l'état de la France, en mars 1988, quand la Droite a dû nous rendre le pouvoir, et l'état de la France en mars 1993.
Si en 1993, face à l'amplification de la politique engagée par l'ensemble des Socialistes, la France va mieux, c'est-à-dire qu'il y a moins de chômage, qu'en mars 1988, c'est-à-dire que, année après année, le pouvoir d'achat des salariés a progressé, c'est-à-dire que si notre protection sociale est sauvegardée, c'est-à-dire si la priorité à l'Education nationale, a commencé à porter ses fruits, nous pouvons dire aux Français "comparez, comparez après 6 ans, d'exercice du pouvoir... l'état de la France en 1988, et l'état de la France en 1993 et répondez à une seule question : est-ce que la France va mieux ?
Certes, tous les problèmes ne seront pas alors réglés mais nous pourrons demander aux Français s'ils souhaitent continuer sur la bonne voie, ou choisir de reculer avec la Droite.
A cette question simple, fondée sur une comparaison objective de l'évolution de l'état de la France, j'ai pour ma part confiance dans la réponse des Français.
Ils confirmeront la majorité présidentielle afin de permettre au Président de la République, de terminer son mandat en appliquant les orientations de "La Lettre aux Français".
Mes camarades, pour cela, il faut remplir une condition et il faut la remplir à ce Congrès, dès maintenant. Il faut nous rassembler.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jean-Claude. La parole est maintenant pour 5 minutes, et il en sera de même pour les trois derniers orateurs, à Mohamed Mebtoul. Ensuite Catherine Mabru, et enfin Michel Raffet.

Fondation Jean Jaurès

Ceci va clore la séance de ce matin.
J'indique la motion n° 3 se réunira, salle D, après la fin du débat de ce matin.
Donc, Mohamed, Mebtoul, pour 5 minutes.

Mohamed Mebtoul

Chers camarades, chers amis, je n'ai pas préparé de discours. Je voudrais simplement vous dire quelques mots.
Je me souviens de certaines affiches du Parti Socialiste notamment, celle de Georgina Dufoix qui disait "le cœur battre toujours à gauche".
Alors j'ai envie de vous parler le langage du cœur et j'espère toucher le vôtre.
Vos grands-parents, chers camarades, chers amis, quelles que soient les motions dont vous êtes signataires, ont partagé avec nos grands-parents les tranchées de 14-18 à Verdun, et les sous-sols du Fort de Dout (?) au Mans. Vos parents, chers camarades, et chers amis, ont partagé avec nos parents, le Front de Monte Cassino et les montagnes des Ardennes, et ce partage qu'ils ont eu avec vos grands-parents et vos parents était le partage de la mort.
Ces mêmes parents, les nôtres, cette fois-ci, ont partagé les sous-sols et les tunnels des mines des Charbonnages de France, du Pas de Calais, mon cher Pierre, et celles de l'Est.
Aujourd'hui, chers camarades, et chers amis, leurs enfants qui sont aussi vos frères - car ce sont des français - continuent à partager la mort alors qu'il n'y a plus de guerre.
Depuis 1981, nous avons compté 150 jeunes Français d'origine maghrébine qui sont morts d'attentats racistes.
Je vous le dis, chers amis, quelle que soit la portée des discours, ce que j'appelle des discours "bien coiffés", avec en plus un peu de laque pour éviter qu'on se défrise, il faut passer aux actes !
Soyons un peu plus économes de mots et de discours, et un peu plus généreux en actes, chers camarades, chers amis...
(Applaudissements)
… Et au-delà des motions et des contributions.
Je le dis tout de suite pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, je suis signataire de la motion 1, de Pierre Mauroy, de Louis Mermaz et de Jospin.
(Applaudissements)
Mais s'il vous plait, l'espérance que j'ai, moi, et avec moi, les 1 million 500 000 Français d'origine maghrébine, c'est l'unité du Parti Socialiste, ce ne sont pas simplement des motions et des textes.
J'ai écouté, chers camarades, chers amis, avec beaucoup de respect et beaucoup d'attention le discours de Laurent Fabius, et je n'ai pas entendu de camarades ni siffler ni envoyer de quolibets, et je ne voudrais pas qu'on s'envoie des sifflets et des quolibets.
Vous savez, très sincèrement, je me suis retrouvé dans cette motion, mais j'avais frappé à toutes les portes du Parti Socialiste depuis 1986. j'ai vu Georges Fillioux, qui est ici, j'ai vu Pierre Mauroy, j'ai vu tout le monde. Je suis un jour tombé, dans une Convention, sur un monsieur qui s'appelle Henri Emmanuelli.

J’ai l’impression, je vous le dis du fond du cœur, qu’au-delà des contributions et des motions, c’est peut-être ses origines espagnoles et méditerranéennes qui font qu’on s’est compris.
(Applaudissements)
Alors il m’a dit: est-ce que tu es capable de regrouper des Français d’origine maghrébine ? Est-ce que vous pouvez vous rassembler dans le Parti Socialiste ? Parce que c’est peut-être en entrant dans ce Parti et en militant que vous pourrez faire entendre votre voix.
J’ai fondé le club Emergence, dont je vous invite - excusez-moi pour la pub - à recueillir les actes du colloque que nous avons fait, et je vous assure que les gens concernés disent ce qu’ils veulent pour une politique d’intégration.
(Applaudissements)
Je voudrais encore vous dire, chers camarades et chers amis, que j’espère de tout cœur, parce que toute la France nous regarde, que de ce Congrès sortira une unité, ce qu’on appelle une synthèse.
Mettez-vous d’accord, je vous en supplie, mettez-vous d’accord sur le partage des postes, sur le partage de la direction, mettez cartes sur table et dirigez ensemble ce Parti !
(Applaudissements)
Hier Pierre Mauroy citait Aragon. Je voudrais dédier la fin d’un poème de Jacques Prévert à ces jeunes qui sont morts à Marseille, Saad Saadi. Saad veut dire la chance, chers amis, et Saad est mort par racisme ! A Saint Florentin, Saïd Miloud. Saïd veut dire "heureux", Miloud veut dire "naissance", il est mort par racisme !
A eux et à ces 150 Français d’origine maghrébine qui sont morts d’attentats racistes, je voudrais dédier la fin de ce poème de Jacques Prévert :
"Etranges étrangers, vous êtes de la ville, vous êtes de sa vie, même si mal en vivez, même si vous en mourez".
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci, Mohamed, pour ce témoignage et ce message d’une grande portée humaine, qui a soulevé parmi nous une grande émotion.
Je donne la parole soit a Catherine Mabru pour cinq minutes si elle est là, soit à Michel Raffet pour cinq minutes également.
Catherine Mabru semble ne pas être là, je donne la parole à Michel Raffet.
On me signale que les camarades de la motion 6 se retrouvent Salle F en sortant de la salle, à la fin de la séance.
Les camarades de la motion n° 5 se retrouvent aussi à la fin de la séance dans une salle qu’on va nous préciser de façon imminente.
Michel Raffet a la parole.

Michel Raffet
Mes chers camarades, je voudrais vous parler des entreprises, et plus particulièrement du secteur entreprises du Parti.
Lorsque les sections d’entreprise disparaissent et que les militants d’entreprise

Fondation Jean-Jaurès

sont de moins en moins nombreux, il est peut-être temps de se poser la question simple et grave : quel est l'avenir du secteur entreprises dans le Parti ?
Pouvons-nous prétendre représenter le monde du travail dans toutes ses composantes si notre implantation dans les couches sociales que constitue notre base électorale reste aussi minoritaire ?
Le mal est profond. Il n'est pas la conséquence de la carence de tel ou tel responsable ou de telle ou telle équipe, il est la conséquence logique de l'indifférence manifestée depuis plusieurs années par le Parti vis-à-vis de son secteur entreprises. Ce désengagement réduit notre influence dans le monde du travail. Il n'a sans doute jamais été aussi faible.
Pourquoi ?
Les décisions à prendre étaient nombreuses quand nous sommes arrivés au pouvoir en 1981 : restructurations, fusions, relance de l'investissement.
Les militants du secteur entreprises avaient regroupé autour d'eux une équipe venue de la base. Sauf exception, ils n'ont pas été écoutés. Trop souvent lassés par leurs propres camarades arrivés au pouvoir, ils ont perdu les sympathisants qui s'étaient regroupés autour d'eux dans l'espoir que l'attente de la base remonterait vers le pouvoir.
Or les militants du secteur entreprises surtout présents dans les grands groupes industriels, surtout présents dans les banques, ont bien souvent été éliminés comme des gêneurs au cours des restructurations industrielles, et devant cela, le Parti est resté souvent silencieux et impuissant, même quand cela se passait dans des groupes nationalisés dont on pouvait être en droit d'espérer une attitude plus exemplaire.
Oui, mes camarades, le secteur entreprises est aujourd'hui en danger. Il faut qu'à l'issue de ce Congrès la direction du Parti dise clairement si oui ou non, elle veut un secteur entreprises fort et représentatif du monde du travail.
Si, comme nous l'espérons, la réponse est oui, il faut que la direction du Parti se donne les moyens de reconquérir les positions que nous avons perdues dans le monde du travail, à un moment où la vie de notre Parti est marquée par des débats qui jusqu'à maintenant ont mis davantage en valeur ce qui divise que ce qui rassemble.
Il n'est donc pas inutile de rappeler que le secteur entreprises a su le premier trouver le chemin de l'unité et du rassemblement en adoptant à l'unanimité une résolution qui est aussi un appel.
Que cette démarche unitaire soit venue des camarades du secteur entreprises n'a-t-il pas valeur de symbole ?
Mais notre capacité de proposition ne saurait se borner à disserter sur des problèmes généraux. Elle est une force de transformation de nos pratiques internes.
Agir pour la citoyenneté ne s'arrête pas au bord des usines et des bureaux.
Telle doit être l'action irrésistible d'un secteur entreprises rénové et entreprenant.
Dans l'entreprise, nous avons beaucoup de choses à faire : renforcer la concertation, réactiver les lois Auroux, accroître la participation des salariés à la

Fondation Jean Jaurès

gestion de leur entreprise et aux décisions stratégiques qui les concernent, valoriser la société d'économie mixte, inciter les entreprises à répartir équitablement les fruits de la croissance, anticiper les conséquences des mutations technologiques par une gestion prévisionnelle des emplois.
Au sein du Parti, nous avons aussi beaucoup à faire : faire du secteur entreprises une des composantes de la stratégie globale du Parti, prendre en compte les attentes du monde du travail, se donner les moyens en permanents et en formation des militants, renforcer les échanges avec les secteurs entreprises des autres pays Socialistes.
Voilà ce qui est aujourd'hui notre objectif pour demain.
Aussi, pour permettre - et je vais conclure - la mise en œuvre de ce programme, il faut que se tienne dans les meilleurs délais une Convention nationale qui examine les moyens à prendre pour réorienter l'action du Parti en direction des entreprises et du monde du travail.
Nous sommes aujourd'hui réunis à Rennes pour notre Congrès. Nous avons derrière nous cette expression "une nouvelle étape pour la liberté, la justice et la solidarité". Pouvons-nous espérer, camarades, être porteurs de ces valeurs sans le relais des forces vives que représentent les camarades du secteur entreprises ? Certainement pas.
Alors, chers camarades, toutes sensibilités confondues, donnons au secteur entreprises la place qui lui revient au sein de nos instances dirigeantes, rien que sa place, mais toute sa place !
Faut-il, faute d'avoir un présent...

Le président - Un peu de silence ! On a l'impression que l'hypoglycémie réactive à nouveau le brouhaha ! Il n'y en a plus pour longtemps.

Michel Raffet - Moi j'ai fini. Je voulais conclure en disant que faute d'avoir un présent, mais riche de son passé, je suis sûr, nous sommes sûrs, tous les camarades du secteur entreprises, que si nous le voulons, le secteur entreprises peut avoir un avenir.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Très bien.
Chers camarades, il y a un dernier orateur prévu, Catherine Mabru. Apparemment elle n'est pas là.
Nous en avons donc terminé pour ce matin. J'indique que la séance commencera cet après-midi à 15 heures précises.
Je rappelle que les camarades de la motion Egalité, la motion 5, se retrouvent maintenant dans la partie droite de cette salle quand on regarde la tribune.
Les membres du Bureau du Congrès se réunissent également autour de Claude Estier maintenant sur la tribune.
Les camarades de la motion 6 se retrouvent Salle F, la motion 3 Salle D.
Le GSE Entreprises des PTT se réunira à 15 heures autour de Paul Quilès.

Fondation Jean Jaurès

La motion n° 4, Dray-Mélenchon, se réunit ici même, face à la tribune, immédiatement, dès qu'on aura évacué la salle.
A tout à l'heure, et bon appétit !

Parti Socialiste
10ème Congrès
Rennes 15, 16, 17 et 18 mars 1990

Séance du samedi 17 mars 1990 (après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)
Camarades, prenez place rapidement, parce que nous avons encore beaucoup d'orateurs dans le débat de politique générale et il faut que nous arrivions à démarrer.
Je demande au premier orateur de se préparer, le camarade Prisiek (?).
Camarades, j'ouvre la séance. La parole est à Prisiek, pour cinq minutes, ensuite à Cadiot.

Prisiek
Chers camarades, je vous apporte d'abord le salut fraternel des camarades savoyards.
Je désire témoigner également ici que, dans notre fédération, nous continuons à travailler sereinement, de concert, sur des questions de fond.
Le message que je voudrais faire entendre sera forcément bref, compte tenu du temps imparti. Il sera donc incomplet en dépit de l'ampleur du problème à examiner.
Il s'agit de la défense de la démocratie et, par voie de conséquence, de la démocratie dans la défense.
Nous applaudissons, bien sûr, à l'initiative de la tenue d'une future Convention nationale sur les problèmes du désarmement.
En revanche, nous sommes consternés de ne pas y voir figurer au premier rang des thèmes abordés la question de la démocratisation des armées. Il y a là, me semble-t-il, une contradiction entre notre volonté affichée depuis le début du Congrès de transformer la société et la survivance dans notre pays d'un système difficilement qualifiable de démocratique.
Les Socialistes deviendraient-ils, par hasard, frileux après un hiver aussi doux ?
Nous avons le sentiment, en effet, qu'en parlant d'abord et surtout de désarmement et en faisant l'impasse sur la démocratie, nous faisons fausse route.
Cette approche semble confondre causes et conséquences.
La réduction de l'armement est, certes, souhaitable, elle est sans doute possible, mais elle ne peut être couronnée de succès que si elle est une conséquence logique, la contrepartie en quelque sorte d'une augmentation préalable de la

Fondation Jean Jaurès

démocratisation de toutes les structures sociales.
Bien entendu, je fais référence aux structures internationales mais, avant tout, aux structures nationales sans exception.
L'institution militaire est justement une organisation sociale d'une importance considérable dans laquelle la démocratie pénètre mal. Il s'agit d'un système clos, mais plus par tradition acceptée que par volonté de ses membres.
La part du produit national brut (et je regarde Pierre Bérégovoy) qui est affectée au budget des armées, le fait que le pays leur confie ses armes, et, surtout, qu'il leur confie ses fils, et depuis peu ses filles, me conduit à affirmer avec force que le Parti Socialiste devrait faire preuve de plus d'intérêt pour les armées et cet intérêt devrait se traduire par une résolution ferme, camarades, de ne pas laisser l'écart se creuser entre l'armée et la nation dans la marche vers la démocratie. Sans quoi, camarades, nous serions responsables de certains risques que je ne décrirai pas ici, parce que vous les connaissez déjà.
Sur le plan des dépenses (et je regarde encore Pierre Bérégovoy), il est vrai que l'efficacité fondée sur le sur-armement s'avère pour le moins douteuse. Les défaites successives de ces dernières années des armées suréquipées face à des armées populaires en quête de démocratie semblent bien signer l'échec de la pure puissance matérielle...

Le président - Il te reste une minute.

Prisiek - ... Dans une France qui se veut pays-phare en matière de démocratie et alors que nous nous honorons dans le Parti d'en entretenir la flamme, il nous incombe en toute logique de procéder aujourd'hui à la mutation de l'archétype du concept de la défense tel que nous le considérons, dans l'intérêt de la République et dans l'intérêt des armées.
Je passerai donc rapidement sur le besoin qui se fait sentir à l'intérieur même du système, ainsi que les mouvements de l'été dernier nous l'ont fait apparaître.
Dans le cas où nous aboutirions à une résolution favorable en ce sens, je ne pense pas qu'il y ait lieu de s'inquiéter quant à la mise en pratique de telles décisions car l'introduction de principes démocratiques élémentaires dans la fonction publique militaire, même si elle a suscité des émois, a déjà permis de très timides avancées démocratiques.
Je vous informe enfin, chers camarades, que des réflexions, ont déjà lieu ailleurs, dans des cercles d'initiés, sur ces problèmes.
Je vais donc conclure, chers camarades, mais ne vous en déplaise, je dois quand même vous rappeler que "militant" et "militaire" ont la même origine étymologique : "mines", le soldat, en latin. C'est pourquoi, chers camarades militants, si nous ne voulons pas être en retard d'une guerre dans la lutte pour la démocratie, faisons preuve de courage et de détermination, manifestons notre volonté sans équivoque, décidons de créer enfin les véritables conditions du développement de la démocratisation dans nos armées républicaines
C'est une nécessité pour en renforcer l'efficacité.
La défense de la démocratie passe forcément par la défense de la défense de la

Collection Jean Jaurès

démocratie dans la défense !
(Applaudissements)

(Colette Deforeit remplace Claude Estier à la présidence)

La présidente (Colette Deforeit)
Merci, camarade.
J'appelle maintenant à la tribune Bernard Cadiot, pour une intervention de cinq minutes. Ensuite, Gustave Talbot se prépare.

Bernard Cadiot
C'est Rennes qui vous accueille, avec son maire, mon ami Edmond Hervé, mais c'est aussi l'Ouest de la France, 233 000 exploitations agricoles, une agriculture associative développée, beaucoup de GAEC, de CUMA et d'entraide, un complexe agroalimentaire important, avec un système coopératif puissant, un syndicat mixte agricole bien implanté, combatif, et une présence forte de la Confédération paysanne.
Sur le plan politique, cette grande région de l'Ouest se tourne progressivement vers le Socialisme.
En plus des grandes villes conquises, beaucoup de petites communes rurales traditionnellement tenues par des notables de droite sont tombées en 1989.
Il faut reconnaître que les actions menées par la Gauche au pouvoir depuis 1981 ont prouvé qu'elle était capable de gérer en alliant justice, solidarité et efficacité.
Je ne rappellerai que quelques grandes décisions prises par les Socialistes au pouvoir concernant l'agriculture : bien sûr, l'ONIC en 1936, bien sûr, le statut du fermage, avec un Breton, Tanguy Prigent...
(Quelques applaudissements)
Mais c'est aussi, avec la Gauche, la suppression des montants compensatoires, c'est l'instauration des quotas laitiers. Qui remettrait aujourd'hui en cause cette mesure tant décriée alors ? C'est aussi l'instauration de la proportionnelle pour les élections aux Chambres d'agriculture, la reconnaissance de la pluralité syndicale obtenue dans le calme, enfin l'importante loi de modernisation des exploitations agricoles qui modifie, entre autres, le mode de calcul des cotisations sociales.
Malgré cet excellent travail, il reste encore beaucoup à faire.
La production s'accroît plus vite que la consommation. Les prix ne suivent pas les charges. 7% environ de la population active totale, les agriculteurs se partagent 3,6% du produit intérieur brut, avec une inégalité forte au sein du secteur.
Bref, tout n'est pas résolu, nous le savons.
Mais nous faisons confiance au gouvernement de la Gauche, au gouvernement de Michel Rocard, avec Henri Nallet, notre ministre de l'Agriculture, pour transformer en profondeur les rapports de forces dans un secteur difficile, dont beaucoup de décisions dépendent de Bruxelles, avec de fortes contraintes internationales.

Fondation Jean Jaurès

Au Parti Socialiste, au sein de nos Commissions agricoles, nous faisons des propositions.
Je les résume.
Détacher des quotas laitiers du foncier.
Pas de concession aux USA. au cours des négociations du GATT et affirmer clairement notre volonté politique de taxer les produits de substitution aux céréales.
Répartir les aides publiques en les modulant encore plus, afin de corriger les effets négatifs du marché, et des handicaps structurels ou géographiques, comme le propose d'ailleurs notre contribution unitaire sur l'agriculture.
Enfin, nous souhaiterions que l'Etat prenne des dispositions pour aider et pour faire en sorte que de véritables contrats soient rendus obligatoires et négociés entre producteurs et sociétés privées ou coopératives, afin que la grosse partie des risques ne repose plus uniquement sur le maillon du plus faible et du plus vulnérable, le producteur.
Nous connaissons les problèmes actuels de l'eau, de l'environnement. Traiter les agriculteurs de pollueurs ne résout rien. Dans ce domaine, il faut inventer, innover avant d'accuser et aussi trouver d'autres formes de production. L'environnement sera, avec les refus des exclus, l'enjeu majeur de cette fin de siècle, et si vous me permettez deux mots sur l'espace rural, son développement fait partie des enjeux et des paris que nous devons gagner, l'aménagement de notre territoire ne peut s'envisager par le seul développement tentaculaire de grosses métropoles reliées entre elles par des autoroutes et des TGV traversant des déserts.
C'est vrai, nous ne sauverons pas les 36 000 communes de France, c'est vrai que certains pays ruraux ont déjà dépassé le seuil de la non-croissance, mes camarades jamais rien n'est définitif, il nous faut encourager l'intercommunalité pour la création de zones d'emplois, pour la création d'équipements scolaires, sportifs, culturels, et pour qu'enfin les concertations avec les pôles urbains soient possibles, fructueuses et efficaces.
Pour terminer, mes camarades, de cette tribune d'un Congrès Socialiste, dont les origines sont ouvrières, je voudrais en tant que paysan lancer, avec mes amis ruraux et paysans, un appel solennel pour que vive l'espace rural en cette période de concentration, en cette période de concentration urbaine, de concentration industrielle. A nous camarades de convaincre, à nous de prouver qu'il y a plus d'avenir pour une réalité vivante et dynamique avec les Socialistes qu'avec les libéraux conservateurs.
(Applaudissements)

La présidente - Je demande à Gustave Talbot de venir à la tribune pour cinq minutes. Je vous demande de respecter les temps de parole, car nous avons de nombreux orateurs inscrits cet après-midi.

Gustave Talbot
Merci de me donner la parole.

Fondation Jean-Jaurès

Je vais m'exprimer cet après-midi dans un contexte qui n'est peut-être pas favorable à la réflexion, au nom d'une équipe de camarades des Deux Sèvres. Dans la motion 3, nous avons réfléchi sur les collectivités territoriales en particulier.
Je rappellerai d'abord que le milieu rural représente environ 45% de la population française et dont on dit que ce milieu crée des emplois, plus 2%, mais cette situation est très variable suivant que les communes sont proches ou éloignées de la ville.
Par exemple entre 1962 et 1985, si je compare la situation de deux cantons des Deux Sèvres, l'un où l'on veut stocker des déchets nucléaires, a vu sa population légèrement diminuer, et vieillir. En effet, le quart des habitants ont plus de soixante ans. L'autre, proche de Niort, a vu la sienne doubler, pourtant dans les autres cas la population agricole a également diminué entre les deux recensements de 1979 et 1989, à moins 25 ou 30% pour les jeunes ménages qui sont partis, pour l'ensemble de la population agricole, et moins 37% pour les jeunes de moins de 15 ans, ce qui veut donc dire que le phénomène va s'amplifier.
On connaît le processus des classes qui ferment les unes après les autres, on arrive à la classe unique, et demain ce sera le tour des collèges. Certains ont déjà moins de 200 élèves.
Les services disparaissent à leur tour, et c'est toute la vie sociale, la vie culturelle, la vie économique qui disparaissent.
Ainsi beaucoup de communes n'auront plus les moyens par manque de ressources, de financer ne serait-ce que l'entretien du patrimoine communal.
Il faut donc réaménager les collectivités territoriales et les objectifs d'une réforme des collectivités sont les suivants:

- Aménager les territoires.
- Harmoniser les rapports villes-campagnes.
- Donner le pouvoir au peuple par le suffrage universel.
- Avoir des structures ayant les moyens notamment financiers de faire des choix sur le plan économique, social et culturel.

La situation actuelle ne permet pas toujours d'atteindre ces objectifs. Les communes rurales dans lesquelles il faut souligner la vie démocratique intense sont trop petites, avec un budget trop étroit.

Le président - S'il vous plaît, je vous demande de vous asseoir et d'écouter l'orateur.

Gustave Talbot - Les districts, s'ils associent les communes rurales à la ville proche de leurs dirigeants sont (inaudible).
Le département, où tous les pouvoirs sont devenus importants, apparaissent souvent comme la somme des petites politiques cantonales des Conseillers généraux moyennent quoi on saupoudre les crédits.
Enfin les régions, dont la nôtre - Poitou-Charentes - pour soutenir la comparaison avec les grandes régions européennes, auront beaucoup de mal.

Coll. Fondation Jean Jaurès

D'autre part, le partage des tâches semble trop saucissonné entre les différentes structures.
Sur le plan de l'éducation par exemple, nous connaissons l'exemple d'un lycée trop exigu qui ne peut utiliser des classes libres dans un collège voisin, puisque le patron n'est pas le même.
Pour des raisons diverses, il faut sans doute conserver les communes actuelles, avec le système électoral nominal à deux tours. Elles pourraient conserver les actions suivantes : état civil, entretien de l'environnement, répartition de l'aide sociale.
Il faut se donner comme objectif d'aboutir à une structure ouverte...

La présidente - Il te reste une minute. Je te demande de conclure, camarade.

Gustave Talbot - ... sur les micro-régions, un bassin d'emploi, un pays sur lequel la petite ville et la zone rurale environnante regroupant 50 000 habitants, sont interdépendants. Leur mission serait de fixer l'impôt, de faire la politique d'investissement dans les domaines sociaux, économiques et culturels, qui seraient alors judicieusement répartis sur le territoire.
Dans ce cas, le département conserverait alors la répartition des établissements scolaires, des hôpitaux, et le soutien des communautés locales, par exemple. Il assurerait également les rapports avec l'Etat.
Pour donner concordance à tout cet ensemble, ces différentes élections auraient lieu le même jour, et le système électoral devrait s'inspirer de celui utilisé actuellement dans les communes de plus de 3500 habitants.
Enfin, il nous faut tenir un statut des élus, de manière à ce que chaque citoyen, quelle que soit son activité professionnelle, puisse assumer des responsabilités politiques et de gestion locale.
Merci de votre attention.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est maintenant à Jacques Chérèque pour huit minutes, et ensuite, ce sera Claude Evin.

Jacques Chérèque
Chers amis, chers camarades, notre Congrès se tient dans un contexte particulièrement nouveau. La crise est passée par là. Elle a bouleversé bien des situations et des acquis, des comportements et des modes d'action.
Après les longues et difficiles années, rappelons-nous la période critique des années 80, celle des grandes restructurations industrielles, avec leur cortège de drames sociaux, de nouveau, l'espoir d'un développement durable, porteur d'efficacité économique, de justice sociale et de progrès, est au rendez-vous.
La croissance s'affirme plus continûment, l'emploi redémarre, la liberté embrase les pays de l'Est, la démocratie regagne ses droits dans le monde en Amérique du Sud notamment, en Afrique où l'Apartheid chancelle. Même si toutes les séquelles de la crise ne sont pas encore dissipées, le chômage de longue durée

Fondation Jean Jaurès

persiste. Les exclusions frappent toujours, trop massivement, les femmes et les jeunes. Les inégalités de développement entraînent dans la récession trop de nos territoires, mais le contexte est de nouveau dynamique, plein de potentialités, donc ouvert à l'action.
Ce Congrès vient donc au bon moment, pour dégager les vrais défis qui se posent au monde et à notre société aujourd'hui.
Quels en sont les enjeux pour un parti qui prétend toujours transformer la société et changer la vie ?
Je vois pour moi-même trois défis majeurs qui sont autant d'interpellations pour notre Parti.
Le premier défi, c'est celui du changement.
Le changement est devenu une donnée permanente de nos sociétés. Alors, que faire lorsque tout bouge, l'économie, la technique, les peuples, les idéologies, les territoires et même l'histoire ? Le monde change. Alors, changeons aussi.
Comment prévoir le changement pour mieux le maîtriser l'anticiper, le conduire, et non le subir ?
Deuxième défi, l'internationalisation.
Le monde a fait irruption dans nos vies quotidiennes. La compétition internationale exacerbe les affrontements d'intérêt et de pouvoir. Le profit insolent tente de s'imposer comme la référence de l'efficacité. Comment faire en sorte que, de l'effondrement des systèmes d'état, inefficaces et oppressifs, ne surgisse pas le concept de l'argent roi ? Alors, quelle perspective à notre action dans un espace de plus en plus large ? Quelle priorité d'action pour être efficace et conjointement solidaire à l'échelle du monde ?
Troisième défi, la décentralisation ou l'autonomie des accords du terrain.
Par la décentralisation, les acteurs du terrain se sont affirmés. Ils prennent de plus en plus leur place dans l'explosion du développement local. Elu, associatifs, syndicalistes, entrepreneurs, fonctionnaires, ils construisent ensemble devant les réalités du terrain les nouveaux projets qui traitent de la vie et des problèmes des gens.
Mais ces nouveaux acteurs, par rapport à nous, qui sont-ils ? Où sont-ils ? Sont-ils chez nous ? Militent-ils avec nous, militent-ils sans nous, et même contre nous ? Dans ces nouveaux champs de luttes écologiques, internationales, sociales et culturelles, qui sont-ils ? Sommes-nous présents ou sommes-nous ailleurs, trop accaparés par nos querelles internes ou trop occupés à compter l'audience de nos chefs jusqu'à la troisième décimale ?
(Applaudissements)
Pourtant, notre action est réelle, c'est celle du gouvernement, c'est celle du Parti, c'est celle de Michel Rocard, efficace et bien perçue parce qu'en prise avec la réalité, porteuse des vrais problèmes, de l'avis des gens, novatrice parce que tournée vers l'avenir.
Alors, où est le problème, sinon que nous devons, sans attendre, répondre aux grands défis qui s'imposent à nous et aussi agir dans les réalités du terrain avec les gens concernés ?
Toute notre stratégie doit tendre en permanence à conjuguer de façon équilibrée

Fondation Jean Jaurès

l'efficacité économique, avec la réduction des inégalités et la lutte contre l'exclusion. Son succès suppose l'affirmation d'une volonté politique forte... (applaudissements)… le temps et la mobilisation de tous. Le gouvernement de Michel Rocard a, de façon déterminée, engagé cette bataille fondamentale.
(Applaudissements, sifflets, mouvements divers)
Oui, le succès de notre politique, je le répète, suppose l'affirmation d'une volonté politique forte, le temps et la mobilisation de tous, le renouvellement et le renforcement de la politique d'aménagement du territoire est dans ce contexte un instrument capital pour trouver les moyens concrets de lutte contre les mécanismes qui génèrent les inégalités de développement, le chômage et l'exclusion sociale.
Cette politique est plus nécessaire que jamais, car elle est porteuse d'espoir pour les bassins ruraux, pour les bassins industriels de vieille tradition, et pour les villes moyennes et petites.
Il n'y a pas de territoire ou de population condamnés. Il n'y a pas une fatalité du déclin s'il y a une volonté politique, mais cette stratégie, qui conjugue en permanence modernisation et solidarité, n'est pas que l'action du gouvernement. Nous sommes encore bien trop prisonniers d'une conception de l'action par le haut, et bien trop frileux devant les changements qui, s'opérant sur le terrain, au plus près des réalités, nous provoquent.
Les problèmes sont concrets, mes camarades, ils sont rebelles au traitement macro-économique, il faut les traiter en finesse et au plus près du terrain. C'est tout l'enjeu et l'importance du développement local.
Bien sûr. l'Etat a la responsabilité de conduire des actions fortes, d'assurer une cohérence, celle de l'intérêt collectif, mais il a aussi la responsabilité d'impulser l'action d'en bas et de la favoriser, pour respecter l'autonomie des acteurs du terrain.
Moderniser l'appareil d'Etat, c'est d'abord le mettre dans l'incapacité de nuire à l'action d'en bas, car c'est d'elle que dépend la réussite de la lutte, contre le mécanisme d'exclusion. Le monde change, la société bouge. Alors, bougeons nous aussi, relevons les défis aujourd'hui, assumons les enjeux d'aujourd'hui, et alors, nous mobiliserons et nous gagnerons.
(Applaudissements)

La présidente - Merci, Jacques Chérèque.
C'est le tour maintenant de Claude Evin qui vient au pupitre pour dix minutes.
(Applaudissements)

Claude Evin
Chers camarades, lundi dernier, j'avais l'honneur de représenter le gouvernement français à l'installation du nouveau Président de la République du Chili, Patricio Aylwin... (applaudissements)... et comme vous, chers camarades, en 1973, je m'éveillais à la politique, et près de vingt ans plus tard, vous pouvez imaginer l'émotion ressentie dans ce stade national où furent assassinés Victor Jara et tant d'autres martyrs anonymes, victimes d'une atroce sauvagerie.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Près de vingt ans plus tard, j'ai été heureux de porter aux Chiliens le témoignage du gouvernement et des Socialistes français.
(Bans d'applaudissements)

La présidente - Nous sommes heureux de saluer notre ami Oskar Lafontaine.
(Acclamations, applaudissements)
Claude, tu as la parole.

Claude Evin - Oui.
Nos amis Chiliens retrouvaient dans la joie ce problème de la misère et de la pauvreté laissé par Pinochet qui les préoccupait au premier chef.
Oui, j'ai ressenti combien était grande leur attente et combien ils y croyaient, ceux qui, pour beaucoup, trouvèrent refuge chez nous, aux pires moments de la dictature. J'ai entendu leur demande, adressée aux Socialistes français. Oui. Comme hier quand nous avons accueilli les militants pourchassés, aujourd'hui encore, nous n'avons pas le droit de les décevoir.
Comme nous n'avons pas le droit de décevoir ceux qui, à travers le monde, retrouvent aujourd'hui la démocratie ou qui luttent pour son développement.
Mais, mes chers camarades, vues d'Amérique latine, vues de ce pays qui a tant souffert, de cette démocratie fragile en train de renaitre, que nos querelles apparaissent bien dérisoires !
(Applaudissements)
Aujourd'hui, notre Parti rassemble de nombreuses branches du Socialisme, nous avons au sein de notre Parti des histoires différentes, des sensibilités différentes, sans doute, mais elles se sont beaucoup rapprochées au cours de ces dix dernières années et arrivés aujourd'hui à ce stade de notre Congrès, maintenant que la confrontation a eu lieu, maintenant que les comptes sont plus ou moins faits, oui, chers amis, chers camarades, la synthèse est possible, la synthèse est souhaitable.
(Applaudissements)
Oui, chers camarades, tous les Socialistes sont d'accord pour parler d'une nouvelle étape, afin d'amplifier les réformes qui ont déjà été mises en ordre. Pierre Mauroy a parlé à juste raison de nouvelle étape sociale.
Oui, chers camarades, nous pouvons en effet à ce Congrès aujourd'hui parler de nouvelle étape et non pas d'une pause grâce à la façon dont le gouvernement de Michel Rocard a parcouru les vingt premiers mois d'exercice du pouvoir.
(Applaudissements)
Oui, chers camarades, nous les Socialistes sommes d'accord pour amplifier le mouvement de réduction des inégalités que nous avons entamé depuis vingt mois.
(Applaudissements)
Tout cela, comme le disait Pierre Bérégovoy dans un article, sachant qu'il est plus facile de mieux répartir quand on produit plus.
Oui, il est nécessaire de répondre aux attentes sociales que le retour à la

Fondation Jean Jaurès

croissance suscite en ne prenant pas le risque de casser cette croissance.
Oui, aujourd'hui, l'idée d'un partage en trois des fruits de la croissance est acceptée par tous, que ce soit le pacte de croissance évoqué par les uns, que ce soit le contrat pour le progrès social proposé par d'autres, que ce soit la négociation à échéances lancée par un troisième pour un meilleur partage, ce sont des formules qui recouvrent toutes, peu ou prou, la même chose.
La démarche de compromis et la logique sociale démocrate que cette démarche implique sont aujourd'hui partagées par tous.
Tous les Socialistes sont aussi d'accord pour construire un grand Parti Socialiste ouvert aux déçus du Communisme, aux écologistes, aux femmes et aux hommes de progrès qui rejoignent la majorité présidentielle ; encore faut-il que notre Parti soit plus accueilli, qu'on y retrouve encore davantage cette camaraderie, cette convivialité qui font qu'on s'y trouve bien.
(Applaudissements)
Mais si nous voulons construire un grand Parti Socialiste il nous faudra alors nous demander pourquoi les grandes mobilisations de ces dernières années se sont faites en dehors de notre Parti, je pense à la lutte anti-racisme, à l'écologie, je pense à la solidarité à travers les Restaurants du Cœur. Pourquoi ces mobilisations ont-elles rencontré un tel impact dans l'opinion pendant que nous dissertions sur un prétendu déficit social ou que nous voulions nous essayer à un grand ravalement de façade après rénovation ?
Chers camarades, oui la solidarité par exemple est un gage pour les militants et les jeunes notamment qui font tant défaut au Parti Socialiste mais qui s'investiraient volontiers dans ce combat contre l'exclusion et c'est cette mobilisation concrète qui permettrait aussi de contrer les discours d'exclusion dont certains font profession.
Face à leurs discours démagogiques, face à ces démagogues qui jouent sur les peurs diffuses de l'opinion il nous faut réaffirmer sans aucun complexe les valeurs fondamentales qui nous réunissent, nous les Socialistes.
Lutter contre le racisme, lutter contre les discriminations c'est d'abord réaffirmer notre identité. Trop d'exclusions sont aujourd'hui fondées sur l'exploitation de l'inquiétude, de l'inquiétude de celles et de ceux qui se sentent menacés ou qui voient l'avenir de leurs enfants menacé. Et c'est bien parce que depuis des années, nous avons mis en place, dans notre pays, nous les Socialistes, les dispositifs de prévention de la délinquance, les dispositifs contre la toxicomanie que malgré tous les problèmes qui se posent et sur lesquels nous travaillons, nous sommes plutôt moins touchés que d'autres pays qui ont des politiques fondées sur la répression et l'exclusion comme la Grande Bretagne.
Lutter contre les inégalités c'est aussi et peut-être même surtout lutter contre toutes les formes d'exclusion.
Oui, chers camarades, bien plus que le déficit social notre Parti souffre surtout d'un déficit sociologique. Lorsqu'on ne sait plus attirer à nous tous ceux qui se mobiliseraient sur ces grandes causes, mais qui refusent tout embrigadement, comment nos débats de procédure, que nous connaissons au cours de cette journée, comment l'image du Parti Socialiste que nous sommes en train de

Fondation Jean Jaurès

donner, comment cette image peut-elle être attractive pour celles et ceux qui sont à l'extérieur du Parti ?
(Applaudissements)
Pour ces femmes et ces hommes de gauche, qui nous regardent, effarés sans doute, sombrer dans un nombrilisme le plus pervers.
(Applaudissements)
Oui, chers camarades, la synthèse pour toutes ces raisons est non seulement possible, mais aussi souhaitable, et même nécessaire.
(Applaudissements)
Elle est nécessaire pour l'image que les Socialistes doivent donner d'eux-mêmes au pays.
Que signifieraient des divisions réduites à des concurrences entre individus, puisqu'elles n'existent pas ces différences sur le fond ?
Quel sens pourrait-on donner à ces divisions, alors que les grands défis nous attendent en France, en Europe et dans le monde ?
Oui, notre Congrès serait alors bien dérisoire comparé aux événements des pays de l'Est, d'Afrique du Sud et du Chili.
Il y a peut-être encore aujourd'hui quelques-uns dans ce Parti qui croient que le dimanche 18 mars le destin de la France et de l'Europe se joue à Rennes, mais 55 millions de Français savent, eux, que le destin de la France et de l'Europe se joue bien davantage à Berlin, à Dresde, ou à Leipzig et je ne doute point que dans quelques instants Oskar Lafontaine nous le rappellera.
(Applaudissements)
Nous avons besoin, chers amis, chers camarades, d'un parti unique et d'un gouvernement cohérent autour du Président de la République et du Premier Ministre.
Le temps est venu d'une véritable intégration entre tous pour améliorer l'efficacité du creuset Socialiste. Comment vouloir rassembler les Français et adopter pour notre comportement des pratiques de clan ?
Nous gagnerons 1993 chers camarades parce que les Françaises et les Français auront l'image de Socialistes rassemblés, de Socialistes forts, de leurs différences, mais unis dans une même volonté de justice et de progrès social. Toute autre sortie de notre Congrès risquerait de nous conduire à bien des désillusions.
Un Parti fort, un parti ouvert, un parti rassembleur, pour une France unie, dans une Europe en mouvement, voilà une perspective susceptible de créer un réel élan autour de nous.
C'est en tout cas le souhait que nous pouvons, que nous devons formuler tous ensemble.
(Vifs applaudissements)

La présidente - Merci Claude Evin.
Nous allons maintenant écouter Louis Mermaz, Pierre Bérégovoy et Lionel Jospin.

Fondation Jean-Jaurès

Louis Mermaz

Chers camarades, quel projet pour les Socialistes ? Quel programme ?

Un climat un peu rude entre nous, certes, mais enfin, nous en avons parfois vu d'autres… souvenez-vous !

Des inégalités, la précarité, les problèmes de l'immigration, la montée des haines raciales stigmatisée par Mohamed Mebtoul ce matin, la nécessité de réussir l'intégration de tous les exclus, d'où qu'ils viennent, l'exigence écologiste, le logement social, le développement industriel de la France, la construction de l'Europe, la communauté, la confédération, les changements à l'Est, que de problèmes ! Hier, le Premier Ministre apportait ici un message d'espoir.

La situation nationale et internationale requière du Parti Socialiste qu'il soit fort et vigoureux pour soutenir d'abord l'action de François Mitterrand. Il faut que notre Parti soit en situation de dialoguer avec le gouvernement de Michel Rocard que nous devons soutenir activement... (applaudissements)... avec lequel le dialogue doit être franc, mais toujours positif, car c'est d'abord aux Socialistes de soutenir l'action du gouvernement que le groupe soutient à l'Assemblée Nationale et que le Parti soutient.

Mais pour réussir cela, et le soutien au gouvernement, et la libre et démocratique participation de dialogue, il faut un parti uni qui sorte de ce Congrès raffermi, rassemblé pour accomplir tous ensemble l'effort de modernisation profonde voulu par tant de militants, voulu par les militants.

Mes chers camarades, unir les militants, c'est d'abord réussir dans le calme et dans le sang-froid à avoir entre nous une lecture objective du Congrès, et rappeler à tout moment, et nous rappeler ensemble, ce que nous avons écrit les uns et les autres.

Avec plusieurs camarades qui avaient rédigé une contribution, débattre, débattre mais pas découdre, pour rassembler les Socialistes, avec de nombreux camarades, nous sommes signataires d'un texte commun avec Pierre Mauroy et Lionel Jospin, motion n° 1. (applaudissements) et page 23, nous écrivions exactement cela, et c'est sur ce texte que nous avons mené campagne, et c'est sur ce texte que nous avons été élus, que nous avons recueilli des suffrages.

Nous regrettions, à ce moment-là, que la synthèse ne soit pas réalisée, entre tous ceux qui appartiennent ou qui appartenaient alors à l'axe majoritaire du Parti et nous disons que un premier accord entre ceux qui se réclament de l'axe majoritaire du Parti, aurait permis d'aller plus loin, réunir les mitterrandistes, mais engager immédiatement le dialogue et je cite, avec tous les autres, puisque cette synthèse ne s'est pas faite le 13 janvier, nous poursuivrons nos efforts pour rassembler tous ceux qui jusqu'alors se sont réclamés de l'axe majoritaire, et nous recherchons aussi l'unité de l'ensemble des Socialistes.

C'est ce contrat là qu'il faut aujourd'hui entre nous, appliquer.

(Applaudissements)

Des conversations, entre-temps, se sont nouées avec nos camarades de "Socialisme et République".

Personne d'ailleurs ne sera hostile à l'idée d'élargir l'axe majoritaire à condition

Fondation Jean Jaurès

que les résultats que nous connaissons, et qui sont montés des fédérations soient tous et intégralement pris en considération.
(Applaudissements)
Soyons tous d'accord pour prendre ensemble, l'ensemble de ces résultats sans biaiser avec les réalités. Je suis pour la synthèse qui rassemble. Je suis, comme vous tous, contre une synthèse qui exclurait qui que ce soit.
(Applaudissements)
Je suis pour une synthèse qui rassemble contre toute synthèse qui exclurait qui que ce soit, qui n'en serait donc pas une, et qui aboutirait en fait à mutiler la future direction du Parti.
Il faut en effet asseoir la modernisation de notre Parti sur des bases saines, si nous voulons le mettre en état de jouer pleinement son rôle.
Nous sommes un certain nombre et sûrement l'ensemble des camarades de la motion n° 1... je suis aussi prêt à prendre toute initiative dans le cadre de la Commission des résolutions ce soir, pour aider, avec vous tous, d'abord, avec les camarades de la motion, que j'ai signée avec vous tous, pour aider à la nécessaire clarification pour contribuer avec cette synthèse, étant entendu qu'il faut se pencher que le texte que nous devons élaborer ensemble, sur la constitution des futurs organes de direction et sur les responsabilités que les uns, et les autres, prendront à la tête des fédérations.
Cette synthèse générale souhaitée d'ailleurs par le Premier Ministre, hier, et on le comprend, cette synthèse en d'autres termes, bien entendu, cette unité plus exactement que nous avons applaudie hier, en écoutant ensemble le message du Président de la République.
Il faut transformer le Parti, dans la fidélité à son histoire et à ses racines. Nous ne le transformerons pas les uns contre les autres. Nous le transformerons tous ensemble.
(Applaudissements)
Unité des Socialistes, modernisation, esprit d'invention, dialogue, avec le gouvernement, je l'ai dit... dialogue avec l'opinion... il faut nous donner les moyens nécessaires pour dynamiser, démocratiser, moderniser tous ensemble.
Mais le Parti doit très vite agir car l'état de l'opinion ne nous est pas aussi favorable que nous le souhaiterions.
Nous sommes en présence d'une accélération dans le changement des faits de société. La société de plus en plus exigeante, de nouvelles sensibilités apparaissent partout. Les exigences populaires se font plus fortes.
Ne trouvez-vous pas extraordinaire et dangereux que dès 1988, c'est-à-dire quelques semaines, trois semaines après la réélection de François Mitterrand, déjà 13 millions et demi de français se soient abstenus alors que trois millions et demi ne sont même pas inscrits sur les listes électorales ?
Les élections partielles nous sont plutôt défavorables depuis l'automne dernier et, cependant, nous avons l'impression non seulement de bien gérer, mais d'avoir un gouvernement qui fait des réformes.
Le RMI, l'effort exceptionnel pour l'Education nationale, la recherche scientifique, la formation professionnelle, le logement social, et cependant, les

inégalités sociales sont encore là.
La frustration des nôtres est souvent grande et nous avons parfois aussi l'impression que notre Parti également nous touche, nous sommes parfois un peu coupés de notre base.
Il faut bien gérer. Nous le faisons. Nous avons appris à le faire mais il faut aussi réformer, et saluons les grandes réformes, de 1980 à 1982, entreprises par le gouvernement de Pierre Mauroy, dont s'est souvenue l'opinion populaire.
(Applaudissements)
Ces grandes réformes du gouvernement de Pierre Mauroy qui ont permis la réélection de François Mitterrand en 1988 et la victoire des Socialistes, trois semaines plus tard.
(Très vifs applaudissements)
Les réformes poursuivies avec le gouvernement de Laurent Fabius et la modernisation de l'économie française, la nouvelle étape sociale que nous nous apprêtons après les premières réformes des 20 mois du gouvernement de Michel Rocard à engager avec lui."Toute vraie réforme est révolutionnaire " écrivait Léon Blum... toute vrai réforme digne de ce nom change les conditions de vie, les rapports entre les hommes.
Nous voulons être au rendez-vous de la réforme fiscale... pour laquelle il ne faut pas improviser, mais pour laquelle il ne suffit pas de voir qu'il faut demander plus aux revenus du capital qu'aux revenus du travail, comme jadis on disait qu'il fallait demander plus à l'impôt, et moins aux contribuables.
Il va nous falloir préciser notre pensée mais avec responsabilité et sérieux sans faire naître des peurs inutiles, qui seraient néfastes à l'économie française.
Il vaut mieux taxer les revenus, mieux taxer les patrimoines. Mieux cerner les plus-values de caractère capitalistique.
Il faut poursuivre la réforme de la fiscalité locale, engagée dès le précédent budget de la nation.
Il faudra appuyer l'action de Rocard pour que désormais les cotisations de sécurité sociale prennent en compte pas seulement les revenus salariaux, mais l'ensemble des revenus.
(Applaudissements)
Il faudra avoir le courage de poser à nouveau le problème de la maîtrise foncière dans les grandes villes.
(Applaudissements)
Faute de quoi, nos cités deviendront de plus en plus inhumaines et tentaculaires, faute de quoi les habitants seront chassés de Paris, non seulement mais aussi des grandes villes.
Lorsque le dialogue entre les partenaires sociaux sera achevé, il faudra légiférer pour faire reculer de façon décisive la précarité de l'emploi qui tend en France aussi à s'aggraver.
Davantage de responsabilités pour les fonctionnaires, ils le demandent.
Un dialogue nouveau entre l'administration et le citoyen, la réforme de la justice pour qu'elle soit plus juste, et notamment aux humbles, le respect des lois Auroux, l'extension des lois Auroux pour que celui qui rentre dans son usine,

Fondation Jean Jaurès

dans son entreprise, dans son laboratoire, ne soit pas soudain sujet d'un patron de droit divin et demeure comme dans sa ville et dans son pays un citoyen... Enfin, avoir des politiques audacieuses pour intégrer l'ensemble des exclus... sur tous ces sujets, ou dans nos textes, nous fourmillons d'idées.
Oui, la synthèse est possible car nous ne sous-estimons pas nos forces.
Nous avons écrit des textes qui sont bons et qui sont aussi bons que ceux des Congrès précédents, même si des compétitions entre nous ont parfois éloigné de notre attention le débat... mais les éléments d'une synthèse prometteuse d'avenir, d'une synthèse responsable, existent dans nos textes, et je suis sûr que nous ferons, les uns et les autres, pour y parvenir, au cours de cette dernière soirée, et de cette ultime nuit de réflexion, de même sur la politique internationale, sans tomber dans des formules qui firent sourire dans le passé... vous vous souvenez de l'indépendance dans l'interdépendance pour le Maroc, il y a plus de 35 ans, nous sommes capables à la fois d'exprimer ce qu'est l'idée nationale, ce que représente la France, puissance mondiale, et qui continuera d'être une grande puissance mondiale, indépendante de rang international et aussi la nécessaire participation à la Communauté : une dialectique entre l'idée de nation et de Communauté. Une Communauté qui permette à la France, comme à ses partenaires européens, d'exister au niveau du monde de demain, une Communauté qui répondant à ce vent de liberté, qui se lève à travers le monde, et à travers les pays de l'Est, pourra s'étendre peu à peu.
Je veux saluer ici, à mon tour, la présence d'Oskar Lafontaine, et dire combien nous avons apprécié sa prise de position lucide qui a été la sienne, sur la frontière Oder-Neisse, car la stabilité des frontières est une des conditions de la grandeur et de l'Allemagne, et de l'Europe.
(Applaudissements)
Alors, chers camarades, sur l'ensemble des sujets - et je conclus - j'affirme que si nous le voulons, dans le respect des uns et des autres, sans sensiblerie excessive, dans le respect des unes et des autres, l'union est possible et alors pourra reprendre ce débat d'idées qui est l'essence même du Socialisme. La réflexion - n'ayons pas peur du mot - de caractère idéologique, qui nous permet de relier l'action quotidienne qui incite à la lutte nécessaire, indispensable sur le terrain mais qui permet de chaque moment de lutte, chaque moment d'effort, doit être rattachée à un progrès global, un processus de dimension historique, mais pour cela, dans la diversité qui est la nôtre, il faut savoir nous rassembler pour qu'à nouveau le Socialisme démocratique, tel que Jaurès, Blum, Mitterand nous l'ont enseigné, dans notre pays et au-delà de nos frontières, avec tous les autres soit à l'ordre du jour.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Merci. La parole est maintenant à Pierre Bérégovoy et ensuite nous écouterons Lionel Jospin.

Pierre Bérégovoy
Chers camarades, c'est un Congrès difficile mais c'est un bon Congrès. On y

retrouve la vitalité des grandes périodes de notre histoire. La jeunesse est présente, et elle le manifeste. Elle manifeste contradictoirement mais elle intervient dans le débat. Elle est stimulée.
Il fallait ouvrir débat et la motion de Fabius a eu raison sur ce point.
(Très vifs applaudissements et protestations)
Chers camarades, il est singulier, alors que nous souhaitons ardemment le débat, que le fait de considérer que le débat est utile à l'échange d'idées, que le débat est utile à la démocratie, il nous vient de l'Est, un souffle de liberté... alors qu'ici, lorsqu'on annonce qu'un débat a été utile, on se trouve sifflé.
(Applaudissements et protestations)
Chers camarades, je le dis d'autant plus aisément que j'ai été, que je demeure et que je demeurerai solidaire de tous les ministres du gouvernement, qu'ils s'appellent Lionel Jospin, Jean Poperen, Claude Evin ou Jean-Pierre Chevènement, que j'ai été solidaire en toutes circonstances du Premier Ministre Michel Rocard.
Je considère donc que le fait de signer la motion de Laurent Fabius m'a permis d'exercer mon action de militant !
(Protestations, sifflets et applaudissements)
Chers camarades, je remarque comme un soupçon d'intolérance !
(Protestations, sifflets)
Mes chers camarades, ce n'est pas la première fois. Le Congrès est difficile et il marque sans doute un tournant important.
Epinay, c'était dur et rien n'était écrit à l'avance. On en connait la suite, le Parti Socialiste, premier parti de France.
A Metz, c'était dur, ce n'était pas facile, rappelez-vous les huées saluant l'entrée de François Mitterrand dans la salle du Congrès le dernier jour...
(Applaudissements)
... et on connait la suite.
Deux ans après François Mitterrand était élu Président de la République.
(Applaudissements)
Le Congrès de Rennes n'est pas facile. Je crois, mes chers camarades, que nous sommes unis sur l'essentiel. Mais les mouvements de salle montrent à l'évidence qu'il faut que quelque chose se passe pour rassembler, moderniser, rénover, pour gagner les élections de 1993.
(Brouhaha, piétinements, sifflets)
Chers camarades, j'attache comme vous une grande importance aux élections législatives de 1993. Michel Rocard avait raison de dire qu'elles n'étaient pas perdues d'avance, et je pense pour ma part que si nous nous rassemblons, nous pouvons les gagner. Tout faire pour les gagner est indispensable.
Je ne spécule pas sur l'élection présidentielle à venir, nous choisirons comme toujours le meilleur des nôtres pour battre les autres, et je sais comme vous que le meilleur des nôtres rencontrerait un handicap insurmontable si nous devions perdre les élections législatives.
Alors la question à nous poser est celle-ci : comment rendre plus cohérente l'action du Parti et l'action du gouvernement? Comment éviter que l'image de

Fondation Jean-Jaurès

l'un ou de l'autre soit brouillée dans l'opinion ?
Le gouvernement gère et transforme, le Parti Socialiste impulse, il doit aiguillonner le gouvernement, je le pense sincèrement. Il doit en même temps découvrir les horizons du futur.
Oui, le dynamisme du Parti nait de la confiance des femmes et des hommes qui le composent, de celles et ceux que l'on peut rassembler, de notre capacité de réunir dans un même élan l'imagination et l'expérience des Socialistes de toutes sensibilités, de toutes les générations.
C'est, chers camarades, ce que savait si bien faire François Mitterrand. De 1971 à 1981 il a élargi, rassemblé, et voilà pourquoi j'ai signé et voté la motion de Laurent Fabius...
(Protestations, sifflets, applaudissements)
... parce qu'elle incarnait et incarne toujours... (Protestations)... parce qu'elle incarnait et incarne toujours espoir de rassemblement et volonté de modernisation.
Chers camarades, François Mitterrand dont j'ai été le secrétaire général à la présidence de la République et le directeur de campagne en 1988...
(Sifflets, brouhaha, protestations)
Franchement, je ne sais pas qui vous sifflez. Certainement pas le Président de la République... (Applaudissements)... et sans doute pas le directeur d'une campagne qui fut victorieuse !
(Bans d'applaudissements, piétinements)
Chers camarades, j'allais prononcer la phrase suivante, comme me l'a apprise François Mitterrand : en politique, il faut voir loin pour voir juste !
(Applaudissements)
Chers camarades, il faut en effet voir loin parce que 1989, c'est la victoire de la liberté, en Europe, au Chili, en Afrique du Sud, c'est le temps de l'espoir, mais ce n'est pas pour autant le temps de la facilité.
Tous les orateurs qui se sont exprimés hier l'ont dit, l'effondrement du Communisme ne dit pas quelle sera l'issue des transformations qui s'opèrent à l'Est. Il y aura, je le sais comme vous tous pour avoir rencontré des responsables des pays de l'Est, il y aura des tensions, il y aura des avancées, il y aura des reculs, il y aura des contradictions, et nous devons aider ces pays sur le plan économique, sur le plan financier, et aussi en leur montrant qu'il y a une autre solution que celle qui consisterait à concevoir un système économique où l'Etat ne jouerait plus son rôle et où le capitalisme fonctionnerait de façon débridée.
Chers camarades, oublions un instant les passions que peut susciter aujourd'hui un Congrès d'une très grande importance.
Ce qui m'éprouve le plus lorsque je rencontre aujourd'hui les dirigeants des pays de l'Est, c'est lorsqu'ils viennent me dire : quelle est la recette pour réussir le maximum de privatisations dans les plus courts délais ? Je leur explique que cela ne me parait pas être la bonne solution. Mais l'échec du collectivisme est tel qu'ils ne voient aujourd'hui pas d'autre issue que celle qui consiste à faire jouer les mécanismes du marché sans contrôle.
Alors l'effondrement du Communisme nous interpelle, de même que nous

Fondation Jean-Jaurès

interpelle la crise du capitalisme qui n'est pas terminée. Le tiers-monde, la misère, l'Afrique sub-Saharienne et même l'Afrique du Nord nous démontrent tous les jours qu'il y a là bas problèmes et difficultés, crise sociale et sans doute crise politique qui couve.
Qu'allons-nous faire ? Quelle réponse allons-nous apporter, face au désordre monétaire qui a conduit à l'endettement et bien entendu aux difficultés sociales que connaissent ces pays ?
Qu'allons-nous faire ? Qu'allons-nous répondre ?
Notre réponse est commune, et je viens encore de l'entendre par la voix de Louis Mermaz, la réponse, c'est le Socialisme démocratique, c'est l'acceptation d'un marché qui ne fonctionne pas sans règles, où l'Etat joue un rôle en garantissant le respect des règles et en animant la vie économique. C'est un système économique où le secteur public peut être en effet animateur et précurseur.
C'est pourquoi, chers camarades, notre réussite doit être exemplaire, car notre échec ne serait pas seulement le nôtre, il se ferait l'échec de tous ceux qui à travers le monde recherchent une troisième voie entre le collectivisme qui a échoué et le capitalisme qui creuse les inégalités et assure le pouvoir de quelques féodalités.
Nous sommes donc porteurs d'une grande espérance, et comme toujours, quand le destin bouge, quand le monde est compliqué, alors il y a débat, il y a interrogation, et nous sommes aujourd'hui le reflet de ces difficultés.
Le chemin n'est pas exactement perceptible.
Moi je crois qu'il nous faut en effet, dans le monde tel qu'il est, une France forte dans une Europe démocratique et sociale, ce qui veut dire plus de démocratie, moins de technocratie.
En effet, il ne faut pas se limiter à la libération des mouvements de capitaux, il faut en même temps construire un droit social européen, et la France peut jouer un rôle essentiel sur ce point.
(Applaudissements)
Une France forte, c'est aussi une économie qui marche. Notre économie est en meilleur état qu'elle ne l'était en mai 1988. On le doit, je le crois, au gouvernement de Michel Rocard, mais on le doit aussi au gouvernement de Laurent Fabius et au gouvernement de Pierre Mauroy qui a pris les décisions courageuses que vous savez en 1982 et 1983.
(Applaudissements)
Alors cette économie, elle ne peut pas marcher si la monnaie n'est pas solide.
Chers camarades, il y avait il y a quelques années un débat sur ce point.
On a salué tout à l'heure Oskar Lafontaine. On parlait hier de la puissance économique de l'Allemagne, de ses excédents, du rôle qu'elle pouvait jouer aujourd'hui ou dans l'Europe de demain. Je crois que l'Allemagne fédérale le doit pour une très large part aux choix qui ont été faits dans les années 60. Alors que chez nous la Droite et le patronat choisissaient la dévaluation comme moyen de financer la compétitivité, ils ont choisi une politique monétaire rigoureuse et ils ont eu raison.

Mais, camarades, défendant en effet notre monnaie, je le fais aussi par conviction Socialiste, car la dévaluation est toujours payée par quelqu'un et elle a toujours été payée, dans le passé, par les personnes à revenus modestes, par les petites gens. Quand on dévalue et que l'on fait ensuite un plan de rigueur, les premières victimes sont les salariés et les personnes à revenus modestes, car c'est ainsi qu'historiquement cela s'est toujours passé.
(Applaudissements)
Alors, chers camarades, voilà un débat qui mérite sans doute d'être conduit à son terme.
De même que la dévaluation entraîne l'inflation et que, suivant l'heureuse formule de François Mitterrand, l'inflation, c'est un impôt supplémentaire pour les pauvres et une subvention pour ceux qui ont des biens au soleil !
Voilà pourquoi je me réjouis, et vous savez, moi j'espère, que depuis quatre mois, grâce à vous, grâce au pays, la France fasse mieux que l'Allemagne fédérale en matière de lutte contre la hausse des prix et nous soyons parmi les meilleurs des pays industrialisés. C'est une chance pour la France... (applaudissements)... car, chers camarades, on ne construit pas une économie puissante sur une monnaie fondante.
Les inégalités dont on parle tout le temps (et l'on a raison), il faut, en effet, les réduire et l'étape sociale que nous allons engager à partir du lendemain du Congrès de Rennes pourra être plus facilement parcourue, pourra être gagnée parce qu'en effet nous avons une économie qui marche mieux.
Voilà ce que je crois possible aujourd'hui, mieux partager les fruits de la croissance et, comme l'a dit ce matin un camarade, même si la croissance était moins forte, il faudrait continuer à réduire les inégalités sociales.
On a beaucoup parlé, chers camarades, du rapport du CERC et on a eu raison. Il y a ce que l'on doit, en matière d'inégalités, à la politique qu'il nous a fallu mener de 1981 à 1986. Mais j'aimerais aussi que l'on dise de temps à autre que les inégalités ont cru sous le gouvernement Chirac/Balladur, qui avait supprimé l'impôt sur la fortune, qui avait favorisé d'une manière éhontée l'augmentation des revenus non salariaux, et les mesures prises par le gouvernement de Michel Rocard, le RMI, le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune, la limitation de la hausse des loyers, la réduction de la marge des pharmaciens (pas toujours facile, chers camarades, et je vous appelle à vous mobiliser là-dessus aussi, pour nous soutenir...)… (applaudissements)… toutes ces mesures-là n'ont pas encore été prises en compte dans le rapport du CERC, parce qu'on n'en mesurera les effets qu'en 1989 et 1990.
Voilà pourquoi je partage tout à fait le sentiment exprimé. Il faut réduire l'écart entre les revenus salariaux et non salariaux, il faut faire en sorte que l'épargne soit encouragée, mais que l'accumulation du capital soit taxée. Nous avons commencé et nous continuerons.
Et puis, il y a quelques grands dossiers auxquels il faut s'attaquer courageusement, et ils ne sont pas faciles.
Sur la réforme fiscale, je souscris à ce qu'a dit à l'instant Louis Mermaz, mais d'autres l'avaient dit avant lui et des propositions très utiles ont figuré hier dans

tous les discours.
J'ai recommandé (et je remercie Louis de l'avoir dit) un peu de prudence et pas d'improvisation, car Pierre Mauroy se rappellera sans doute qu'en 1983, certains de ceux qui, aujourd'hui, dénoncent l'argent fou, avaient titré, lorsqu'il avait pris des mesures courageuses que j'approuvais : "On en a assez de l'overdose fiscale !" Il faut se méfier des réactions simplistes de l'opinion, bien préparer notre travail, être sur ce plan là comme sur d'autres (car ce ne sera pas facile) totalement solidaires.
Il y a le dossier de la santé qui pose un problème simple mais qui prend ses racines dans notre conception du Socialisme.
Chers camarades, nous avons un système de protection sociale parmi les meilleurs du monde, qui est financé socialement, ou dont le financement est socialisé, mais qui met en œuvre des pratiques libérales auxquelles les Français sont attachés.
Il faut donc, en effet, résoudre cette contradiction si l'on veut éviter non seulement l'introduction des assurances privées, mais aussi la multiplication du premier, du deuxième secteur et du secteur à honoraires libres, qui aboutit finalement d'ores et déjà à une médecine à deux vitesses.
Voilà un dossier difficile.
(Quelques applaudissements)
Je suis, pour ma part, totalement solidaire de Claude Evin et je souhaiterais... (applaudissements)... que lorsqu'il affronte telle ou telle catégorie, nous soyons tous à ses côtés, parce que le travail n'est pas facile !
(Applaudissements)
Il y a le dossier du logement social, qui nous préoccupe tous.
Mes chers camarades, s'il n'y a pas de réforme foncière, si le prix des terrains reste libre, d'année en année on augmentera l'effort public: pour construire des logements sociaux, on en construira moins et cela alimentera la rente foncière.
Voilà un grand dossier de réduction des inégalités dont le Parti Socialiste tout entier peut se saisir aujourd'hui.
(Applaudissements)
Il y a enfin les problèmes posés par les travailleurs immigrés et leurs familles dans notre pays. Il y a la campagne que recommande Laurent Fabius contre l'extrême droite et nous pouvons, je crois, la soutenir. C'est un point qui devrait faire l'unanimité.
Oui ! Mener une campagne contre le racisme, contre l'exclusion, contre le refus de l'autre, contre un système de pensée qu'incarne aujourd'hui Le Pen et qui est attentatoire à la démocratie, là-dessus nous devons nous mobiliser courageusement et aller au-delà, au risque d'être incompris peut-être pendant un certain temps.
Oui, je le crois profondément, il faudra bien un jour que soit posé au pays le problème du droit de vote des immigrés aux élections locales... (vifs applaudissements)... parce que cela, c'est une réforme révolutionnaire !
(Vifs applaudissements)
Nous serons peut-être, chers camarades, incompris pendant un certain temps,

Fondation Jean Jaurès

mais il y a des moments (on en parle assez) où il faut savoir précéder le mouvement de l'histoire et où il faut savoir faire preuve d'audace.
Bien entendu, dans le même temps, l'effort d'urbanisme, la reconquête des villes, la sécurité assurée par une politique de prévention et de développement social des quartiers, doivent être menés. Je m'en suis tenu à l'essentiel pour montrer quels étaient les grands dossiers qui nous attendent.
Et puis, il y a le chômage.
Chers camarades, si parfois vous me jugez prudent, c'est parce que je souhaite que rien ne soit fait qui casse la croissance, à un moment où planent des incertitudes, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, et au moment où on ne sait pas encore ce que nous apporteront, en termes de croissance, les événements qui se sont bousculés à l'Est.
Alors, créer des emplois, c'est la priorité n° 1.
La croissance peut nous y aider, mais pas seulement. Il faut lutter contre la précarité, il faut sans doute demander aux salariés d'être responsables. Mais, comme le dit Jean Poperen, cela ne peut pas se faire sans contrepartie.
Voilà pourquoi l'idée du contrat social, qui s'apparente à celle du pacte de croissance, devrait sortir de ce Congrès, approuvée par l'unanimité des congressistes.
(Applaudissements)
Voilà, chers camarades, ce que je voulais vous dire. Je vous l'ai dit avec la force de mes convictions.
Je souhaite aussi que la proposition d'assises du Socialisme soit reprise. Si nous sommes d'accord, décidons-le ensemble et réaffirmons notre ancrage à gauche.
Chers camarades, il y a dans le mouvement politique, depuis toujours, les forces du progrès et les conservateurs. C'est un mouvement dialectique de l'histoire. Naturellement, la Gauche doit s'ouvrir. Il faut additionner, il ne faut pas soustraire pour autant. C'est toute la question.
Moi, je suis tout à fait favorable à ce que le Parti Socialiste puisse demain rassembler toute la Gauche et s'ouvrir au centre-gauche. Ce que je n'accepte pas, c'est que du centre-gauche on passe au centre... (protestations)... Non, chers camarades... Ce que je n'accepte pas, écoutez-moi bien (là, je pense que les. applaudissements pourraient être unanimes)... (mouvements divers)... c'est que, du centre-gauche, on passe au centre.
Je dis oui à une gauche ouverte, je dis non, résolument, à une coalition socialo-centriste !
(Applaudissements)
Beaucoup de choses mériteraient encore d'être dites et j'aurais souhaité aborder un peu plus longuement les problèmes, posés par la construction européenne et, notamment, par l'union économique et monétaire. Mais il faut savoir raison garder... J'aurai d'autres occasions de m'exprimer devant vous sur ces sujets.
Chers camarades, je disais à propos de la **G**auche qu'il fallait additionner sans exclure, élargir sans amputer. Cela vaut naturellement pour le Parti Socialiste.
Etre soi-même, dire ce que nous sommes en toute occasion, tenir bon quand la bourrasque nous affronte, quand le doute s'insinue ici ou là dans les esprits,

Fondation Jean Jaurès

c’est ce que nous a appris François Mitterrand.
C’est pourquoi je souhaite que le Congrès de Rennes se termine par une synthèse fondée, comme vient de le rappeler Louis Mermaz, sur une unité des mitterrandistes, qui peuvent naturellement s’élargir à l’ensemble du Congrès.
(Vifs applaudissements)
Chers camarades, je pense que cela sera plus facile qu’on ne le croit, si j’ai bien compris ce qu’a dit Louis Mermaz.
Il faut dire aussi, moi qui suis attentif à ce qu’expriment les leaders du Parti, parce que je les connais bien et que j’ai pour chacun d’eux reconnaissance pour ce qu’ils ont fait et estime, que lorsque j’avais entendu mon ami Lionel Jospin à "7 sur 7"... (mouvements divers)... je peux dire "mon ami Lionel Jospin", je crois qu’il l’acceptera volontiers (en tout cas, quoi qu’il advienne, chers camarades, et quelle que soit l’intensité des cris, Lionel restera mon ami et j’espère que nos chemins se rencontreront très souvent !)... (applaudissements)... permettez-moi de vous dire que je n’ai pas très bien compris ce qui s’est passé, car lorsque j’avais entendu mon ami Lionel Jospin dire à "7 sur 7" que le pacte d’unité des mitterrandistes était possible, je m’en étais réjoui...
Car s’il est vrai, chers camarades, comme le rappelait Emmanuelli, qu’il y a eu deux motions issues de nos rangs, ce n’est pas tout à fait le fruit du hasard. Oui le Comité directeur du 13 janvier 1990 ne s’est pas terminé exactement comme on aurait pu le souhaiter, mais celui du 13 mai 1988 ne s’était pas non plus terminé comme de nombreux mitterrandistes le souhaitaient.
(Vifs applaudissements)
Chers camarades, il faut me prendre comme je suis... (sifflets)… je ne parle pas souvent dans les Congrès, mais je préfère dire tout haut à la tribune, ce qui se dit tout bas dans les travées. C’est comme cela que je suis !
(Applaudissements et sifflets)
Et c’est pourquoi j’espère que dans les heures qui viennent, nous réussirons la double synthèse, à laquelle j’aspire, afin de pouvoir, comme le faisait, il y a 19 ans François Mitterrand, lancer au pays pour le Socialisme et la liberté un message de reconquête, un message qui s’adressera aux déçus du Socialisme et peut-être même aux déçus du gouvernement, aux déçus du Communisme et aux victimes du stalinisme, aux déçus du christianisme social qui ont oublié de condamner l’attitude de M. Giscard d’Estaing, qui se tait, lorsque M. Le Pen lui fait compliment après les événements de la semaine dernière.
(Vifs applaudissements)
Oui, nous allons lancer un appel à la reconquête, à la remobilisation autour des meilleurs des nôtres, et il ne m’appartient pas de les désigner. Faisons-le ensemble, c’est ce que je souhaite pour la France et pour les Socialistes.
(Vifs applaudissements)

La présidente - La parole est à Lionel Jospin.
(Très vifs applaudissements)

Lionel Jospin

Chers camarades, chers amis... (sifflets)... si vous sifflez quelque chose, cela ne peut pas être les idées, puisque je n'ai pas encore parlé !

(Applaudissements)

Chers camarades, je commencerai cette intervention, comme je la conduirai doucement, sereinement, en disant ce que je crois, en cherchant à ne choquer, ni à provoquer personne, car ma première pensée à cette tribune est pour le Congrès de Lille, il y a trois ans, où j'étais votre premier secrétaire, (vifs applaudissements), où depuis six ans déjà j'incarnais non pas le Socialisme, c'était la charge de François Mitterrand, mais au moins le Parti Socialiste, où depuis six ans, partout, dans tous les départements, sur les tribunes, auprès de nos candidats, quels qu'aient été leurs choix, quels que soient leurs choix aujourd'hui, j'allais les défendre, les soutenir, où je me suis efforcé de faire vivre cette grande formation politique qui tient son Congrès aujourd'hui en respectant chacun, chaque courant, en permettant que tous puissent s'exprimer.

Oui, il y a trois ans, j'étais le premier secrétaire du Parti.

(Applaudissements et sifflets)

Depuis 1988, je suis ministre de l'Education nationale... (sifflets)... Un Congrès c'est fait pour rendre compte notamment aux militants de ce que d'une certaine façon l'on fait en leur nom, même si on le fait au nom de la République.

Et je me suis dit personnellement que j'allais le faire, car derrière les enjeux de pouvoir, qui existent à l'évidence dans ce Congrès, je crois que deux questions sont fondamentalement présentes.

Au plan des pratiques, comment concilier notamment dans l'activité gouvernementale la gestion nécessaire et la transformation souhaitée, la transformation qui reste notre raison d'être?

Au plan théorique, ou au niveau des idées, qu'est-ce qui fait maintenant, en cette fin de siècle, notre identité Socialiste ?

Et je me suis dit que ce n'était peut-être pas de façon abstraite ou théorique qu'il fallait s'efforcer d'apporter une réponse à ces deux questions, que je n'étais peut-être pas capable de le faire de façon globale, mais que c'était plutôt à partir de nos propres pratiques, pour chacun de nous, dans les responsabilités qui sont les nôtres, que nous devions apporter la réponse pour tenter de trouver cette réponse plus globale de l'identité Socialiste.

C'est à partir de mon cheminement, de mes responsabilités actuelles que je commencerai personnellement à apporter cette réponse.

Depuis mai 1988, grâce à la priorité affirmée par François Mitterrand en faveur de l'Education nationale, grâce aux arbitrages du gouvernement dirigé par Michel Rocard, mais aussi par un travail acharné de l'équipe qui m'entoure, je pense que nous nous sommes efforcés à la fois de gérer cet immense système éducatif, mais en même temps aussi de le transformer parce que c'est la vocation des Socialistes.

Prenons un instant en ces vingt deux mois la mesure du chemin parcouru.

- La revalorisation des enseignants.
- Une loi d'orientation sur l'Education dont les décrets d'application

Fondation Jean Jaurès

passent, mois après mois, dans la réalité.

- Deux budgets successifs en augmentation.
- La formation des enseignants repensée, dans le scolaire avec les instituts universitaires de formation des maîtres, dont les trois premiers entreront en œuvre à la rentrée prochaine à Lille, Reims, Grenoble, et dans le supérieur avec les centres d'initiation à l'enseignement supérieur, 14 fonctionnent déjà dans les universités, et recrutent 1500 allocataires, enseignants chercheurs.
- Des créations de postes d'enseignants et d'ATOS surtout qui avaient été réduits ces dernières années.

(Applaudissements)

- L'observatoire de la vie étudiante et la définition dans les semaines qui viennent d'une grande politique d'aide aux étudiants et à la jeunesse, dont j'ai commencé à discuter les termes avec les organisations syndicales.
- Une politique d'urbanisme et d'architecture des campus.
- L'initiation aux langues dans le primaire pour nos enfants.
- L'évaluation des savoirs fondamentaux en CE2 et en 6ème.
- La réforme des cycles et l'évolution des rythmes scolaires dans le primaire.
- La mise en place de projets d'établissement.
- La politique contractuelle avec les universités.
- Le partenariat Etat - collectivités dans le supérieur.
- Une nouvelle filière d'ingénieurs car nous ne formons pas assez de cadres et d'ingénieurs par la formation continue.
- Des colloques sur la rénovation des premiers cycles.
- Un Conseil national des programmes pour lutter contre - comme l'a dit François Mitterrand - l'empilement des connaissances et l'encyclopédisme.
- La relance des zones d'éducation prioritaire.
- La réforme des procédures d'orientation pour tenir mieux compte des vues et des espoirs des jeunes et des parents.
- La représentation des lycéens pour la première fois dans le lycée par les Conseil des délégués élèves.

Voilà ce que nous avons fait en vingt deux mois. Ce n'est pas rien !

(Vifs applaudissements)

Et on a même trouvé le temps, cher Yves Dollo, qui m'interpellait gentiment d'ailleurs à cette tribune hier, de travailler aux langues et cultures régionales, puisque nous avons mis en place, depuis, un Capes de Corse, un DEUG de Breton, que nous avons relancé les calandrettes occitanes et les Ikastolas basques.

Actuellement, vous le savez, nous sommes directement confrontés aux problèmes universitaires. Un retard accumulé depuis vingt ans et un afflux massif des bacheliers plus nombreux qui vont vers les études supérieures.

C'est pourquoi j'ai pu obtenir du gouvernement, et j'en remercie le Premier Ministre, un plan d'urgence pour la rentrée 90 qui permettra d'éviter les risques d'explosion. Mais c'est pour cela aussi que je propose au gouvernement un schéma national d'aménagement et de développement universitaire pour les cinq

Fondation Jean Jaurès

prochaines années, qui nous permettra de hisser notre enseignement supérieur à la hauteur des besoins de la nation.
Oui, chers camarades, nous sommes en train de modifier sans heurts, mais progressivement, notre système éducatif, et je pense que c'est une démarche de gestion et de transformation telle que la veulent les Socialistes de leur ministre au gouvernement.
(Applaudissements)
Toutes ces mesures que j'ai évoquées ont un sens concret pour des millions d'enfants et de jeunes, pour des dizaines de millions de parents et de grands-parents, pour des centaines de milliers de personnels de l'Education nationale, pour des dizaines de milliers d'entreprises.
Nous avons une démarche, centrer l'école autour de l'enfant, faire évoluer l'école vers l'enfant, vers la famille sans renier ses fondements et ses traditions qui ont fait d'elle l'école de la République.
Il y a un double défi : répondre aux demandes quantitatives, répondre aux exigences qualitatives.
Nous devons réaliser l'accueil de masse et nous devons en même temps élever la qualité.
La réponse à ce double défi tient en une phrase, l'égalité républicaine ne peut se réaliser que dans la diversité des hommes et des femmes, des enfants et des jeunes. Les talents, les métiers, les structures, les filières, les régions sont divers, il ne faut pas imposer un moule uniforme, une hiérarchie centralisée ou excessive, des filières nobles, des filières qui ne le sont pas.
Non, il faut utiliser cette diversité pour réaliser l'égalité des chances qui est l'objectif de l'école de la République.
(Vifs applaudissements)
Naturellement, la première priorité du Président exige des choix budgétaires, si l'on veut qu'elle se traduise effectivement dans les faits, dans la vie de millions de jeunes et de parents.
Mais j'en reviens, pour finir sur l'éducation, à cette question de l'identité Socialiste. En ces temps de mise en cause de l'idéologie, d'interrogation sur notre identité, quelle meilleure chance pour l'identité Socialiste, quelle chance plus grande, plus haut, donner à notre démarche collective que de réformer, que d'épanouir le système éducatif en France ?
Si nous réduisons massivement l'échec scolaire, si nous réformons le collège et le lycée, si nous rattrapons le retard accumulé dans notre enseignement supérieur et le plaçons au premier rang européen pour la création et la transmission du savoir, n'aurons-nous pas donné véritablement un sens à l'identité Socialiste ? Quelle cause plus haute et plus noble peut-on se fixer ?
(applaudissements)
Car, chers camarades, tout dans le vertige du monde, dans la montée des violences et des fanatismes, mais aussi dans l'irruption des peuples qui veulent prendre leur destin en main, commande que nous donnions à lire, par nos discours, par nos interventions, par nos actes, par la politique du gouvernement ce qu'est le Socialisme démocratique.

Le bouleversement à l'Est qui est devant nous est l'interpellation historique la plus forte que nous ayons connue depuis des décennies, et ce que je voudrais vous dire, c'est que ce qui se passe dans les démocraties populaires anciennes et en URSS n'est pas un changement de décor, n'est pas quelque chose qui se passerait dans une réalité extérieure à nous, c'est la trame même de nos vies qui est en cause. Ce sont nos vingt ans, quand étudiant avec d'autres, j'avais la gorge serrée quand on écrasait en 1956 la commune de Budapest sous le poids du stalinisme.
(Applaudissements)
C'était nos trente ans quand nous vibrions avec le Printemps de Prague et que nous baissions la tête quand nous ne pouvions empêcher l'entrée des troupes du pacte de Varsovie dans cette prestigieuse capitale.
C'était nos quarante ans avec l'émergence de Solidarité se dressant à Stettin et à Gdansk et préparant sans que nous le sachions ce qui fut le printemps des peuples dans cette année 1989.
(Applaudissements)
Nous sommes, chers camarades, nous sommes avec les peuples des pays de l'Est sur la même terre. Seuls, à travers les trente ou quarante dernières années, l'idéologie, les systèmes économiques et politiques, les blocs d'alliances antagonistes, nous ont éloignés, mais l'espace est si proche, et l'histoire et la civilisation sont communes à ces peuples de l'Est et de l'Ouest qui aspirent donc à se rejoindre.
Bien sûr, avec un ordre, l'ordre imposé par Moscou, qui se défait, vient l'incertitude, mais il ne faut pas, chers camarades, avoir peur de cette incertitude, car cette incertitude, elle est le témoignage que c'est la vie même qui se fraie un chemin. Avant, tout était gelé, tout était comprimé, tout était enfoui de force à l'intérieur des cerveaux, par la propagande politique, par la menace de la prison, par la torture, par l'enfermement.
Alors, bien sûr, avec la démocratie, viennent les contradictions, semble arriver le temps du désordre, semble arriver le temps de la peur, mais il faut comprendre que c'est justement la démocratie qui permettra de résoudre les contradictions qui émergent, parce qu'il y a la démocratie.
(Applaudissements)
Bien sûr, chers camarades, l'Allemagne va s'unifier mais il ne faut pas avoir peur de l'Allemagne, On ne peut pas couper durablement une nation en deux. Imaginez qu'au Sud de la Loire ait été un système Communiste et au Nord de la Loire un système de démocratie capitaliste. Est-ce que les deux parties de la France n'aspireraient pas à se retrouver avec une impétuosité que rien ne pourrait empêcher ? Mais en même temps, chers camarades, il faut dire que la France est forte et assurée d'elle-même, il faut se dire que l'Europe est capable de dire à l'Allemagne qui est démocratique ce qu'elle doit respecter en Europe, et que l'Allemagne respectera ce qu'il y a à respecter en Europe.
En URSS aussi, tout va aller plus loin. Gorbatchev bientôt, il faut le savoir, n'aura plus seulement à composer avec les sommets de l'appareil d'état, avec le Comité central du Parti Communiste, avec le Parti Communiste Soviétique lui-

même. Non, il devra composer avec le peuple qui, ici aussi, comme à Prague, comme à Berlin, comme à Budapest, fera irruption dans la rue pour exiger la démocratie. Il devra composer avec les nations qui, déjà, sous nos yeux, s'affirment. L'empire soviétique, le vieil empire tsariste, va se défaire. Le despotisme éclairé qui, d'une certaine façon, exprime la démarche de Gorbatchev, va céder inéluctablement la place à la démocratie. Aussi, camarades, face à tous ces événements, il va falloir penser large, il va falloir respirer fort, il va falloir comprendre vite les événements et en même temps, avoir une perspective historique de long terme.

Il faut que nous soyons capables au moins symboliquement de soulever cette coupole, cette toiture qui est au-dessus de nos têtes, pour voir venir les problèmes du monde qui sont posés. Il faut symboliquement savoir élargir ces travées, pour accueillir les Socialistes et les Socio-Démocrates qui seront élus dans les Pays de l'Est et qui nous rejoindront dans nos luttes pour le Socialisme.

(Applaudissements)

Pour cela, il faut que nous montrions ce qu'est notre vision de la société, ce qu'est le Socialisme démocratique. Je suis convaincu, chers camarades, qu'il n'y a pas de fatalité, comme on le dit parfois, à ce que le balancier passe brutalement de l'autre côté et que ces Pays passent du Communisme totalitaire au capitalisme débridé, car ces Pays se sont vu imposer pendant quarante ans, par dessus leur histoire nationale, un système Communiste totalitaire importé de l'étranger ; il n'est pas évident qu'ils veuillent à nouveau importer de l'extérieur un modèle capitaliste ficelé au Japon, aux Etats-Unis, ou en Allemagne fédérale.

(Applaudissements)

Ils peuvent avoir envie de chercher dans leur propre histoire, dans leurs propres racines, à partir de leurs expériences doubles, celle chaotique du passé, celle tumultueuse qu'ils projettent dans l'avenir, ils peuvent avoir envie effectivement, eux aussi, de fabriquer leur propre synthèse. Ils viennent du Socialisme, même si celui-ci avait le masque du Communisme, ils vont vers la démocratie, peut-être que la réponse pour eux est celle du Socialisme démocratique et un début d'enseignement sera donné demain par le résultat des élections en RDA, où j'espère que le SPD d'Allemagne de l'Est remportera un grand succès.

(Applaudissements)

Alors, chers camarades, nous devons être présents, présents par le Parti, et je sais les efforts qui sont faits par le premier secrétaire, par Pierre Guidoni, par Gérard Fuchs, pour animer un réseau de relations internationales qu'il me faut peut-être connaître mieux, présents par le gouvernement, et il y a une politique dont les grands axes ont été fixés par François Mitterrand, présents dans la Communauté européenne et dans la perspective de la confédération.

François Mitterrand a proposé une double démarche : renforcement de la Communauté européenne, réalisation d'une confédération européenne. Il faudra travailler dans ces deux directions.

Sur la CEE, chers camarades, nous connaissons bien le dilemme. Sans elle, nous ne sommes pas assez forts ; en elle, si elle est trop exclusivement conservatrice

et libérale, nous courons le risque de nous perdre. Il faut donc être pleinement dans la Communauté Economique Européenne et en même temps, la faire changer dans le sens de la justice, dans le sens de nos idées Socialistes. Deux espérances peuvent nous y aider, peut-être la victoire possible de Kinnock contre Mme Thatcher, et d'Oskar Lafontaine ici présent contre Helmut Kohl.
(Applaudissements, bans d'applaudissements)
En somme, chers camarades, il faut être Européen convaincu, Français attentif, et Socialiste vigilant.
Le Sud. Beaucoup ici avant moi ont dit que les événements de l'Est ne devaient pas nous faire oublier les problèmes du tiers-monde. Il est à nos portes, il pèse sur nos vies, à travers les phénomènes de l'immigration, et faute de pouvoir parler de tout, je voudrais seulement dire un mot de l'Afrique.
L'Afrique connaît actuellement un désastre économique et écologique, le crépuscule de l'apartheid et l'éveil de la démocratie. Voilà les trois directions dans lesquelles nous devons mettre nos pas.
Sur le plan économique, si nous ne voulons pas assister à la dislocation, à la décomposition humaine et collective du continent, il nous faut de nouveaux efforts d'aide, de désendettement, de revalorisation des matières premières.
Sur la question de l'apartheid, sa mort est annoncée et à mon sens inéluctable. Mais la chronique de cette mort annoncée, chers camarades, sera tumultueuse, sans doute tragique, et je fais là une proposition claire : nous ne devons pas, face aux pressions qui s'exerceront, renoncer aux sanctions sans démantèlement préalable de l'apartheid.
(Bans d'applaudissements)
La question démocratique est peut-être la plus complexe à maîtriser. Pendant longtemps, la théorie dominante à l'égard du tiers-monde véhiculée à la fois par les Communistes, en tous cas par les états Communistes, par une partie du Tiers-mondisme et par la Droite, était que la démocratie était un luxe pour pays riches, que les pays sous-développés devaient, autour d'un parti unique, prendre des raccourcis avec l'histoire, et Jacques Chirac a rappelé avec cynisme l'autre jour, dans une théorie incroyable du Parti unique, que la conviction de la Droite restait bien cette attitude antidémocratique : la démocratie n'est pas pour les Noirs.
(Sifflets)
La réalité a tordu le cou à cette affirmation.
Gaspillage, gabegie, corruption, blocage économique, tout cela montre que finalement la démocratie, c'est-à-dire la voie du dialogue, est peut-être le modèle de développement le plus économique et le plus pertinent.
Le vent de la liberté baigne maintenant les rivages de l'Afrique, venant de l'Est, et cette revendication, chers camarades, de la liberté et de la démocratie dans les pays d'Afrique, et notamment dans les pays francophones, il faut avoir le courage de le dire, rendra la conduite de notre diplomatie africaine plus difficile.
Nous ne pourrons pas échapper à la revendication de la liberté posée par ces peuples ; le Parti, qui connaît bien la réalité des partis en Afrique, peut aider à résoudre ce problème, en tout cas le gouvernement et nous-mêmes devons nous

Fondation Jean Jaurès

préparer à traiter cette grande question historique.
(Applaudissements)
Notre identité Socialiste doit naturellement, chers camarades, s'inscrire dans notre politique économique et sociale, dans notre façon de traiter les problèmes de la vie quotidienne : salaires, emploi, logement, cadre de vie, santé, protection sociale, loisirs ou justice.
Je ne traiterai pas longuement de notre politique économique et sociale, d'abord parce que ce n'est pas ma compétence au gouvernement, et que je parle derrière Pierre Bérégovoy, et ensuite, parce que nous avons fait des propositions dans notre motion, enfin, parce que j'ai entendu depuis deux jours dans ce Congrès des choses fort enthousiasmantes sur la lutte contre les inégalités, sur la progression nécessaire des salaires, sur la réforme fiscale; sur l'action contre le chômage et pour l'emploi.
Je me suis même dit à un moment : je suis sûr que quand nous serons au pouvoir, nous le ferons... (applaudissements)… je ne parle pas de ce que fait le gouvernement, je parle de ce que disent les orateurs quand ils font des propositions... je me suis dit : mais c'est trop bête, nous sommes au pouvoir, alors comme Laurent, je dis : faisons le.
(Vifs applaudissements)
Mon intervention sur ce point se bornera donc à une proposition. Vous savez que chaque mardi, nous nous réunissons autour du Premier Ministre à Matignon. Il y a Pierre Mauroy, il y a Laurent Fabius, il y a Louis Mermaz, il y a Claude Estier, il y a Henri Emmanuelli, il y a Claude Evin, il y a Pierre Joxe, il y a Le Pensec... Enfin j'en oublie malheureusement, mais nous sommes nombreux et nous sommes parfois... Jean Pierre Chevènement… (rires et applaudissements)... ça s'appelle la bonne bouche... et je me dis… et Jean Poperen, mon Dieu, où avais-je la tête ?
(Rires)
Eh bien, je propose que dans les semaines et les mois qui viennent, autour du Premier Ministre et de Pierre Bérégovoy, responsable de l'économie et des finances, nous cherchions à traduire en actes gouvernementaux, ou s'il le faut, en actes législatifs, les discours très applaudis de ces derniers jours.
(Très vifs applaudissements)
Ainsi pourrons nous avoir comme on disait dans le mouvement Socialiste, un programme des dimanches et des jours de fête, et un programme une pratique des jours de semaine. ainsi pourrons-nous surtout ensemble tracer les contours de cette nouvelle étape sociale que tout le monde a appelée de ses vœux.
Deux autres questions, chers camarades, appellent nos réponses de Socialistes :
- Les rapports de l'homme et de la nature.
- La question de l'immigration et de l'intégration.

Au 19ème et au 20ème siècle, les Socialistes ont lutté contre l'exploitation de l'homme par l'homme, ils ont ainsi posé la question sociale ; à la fin de ce 20ème siècle, nous nous rendons compte que l'exploitation de la nature par l'homme peut détruire la nature et se retourner contre l'homme et ainsi poser la question écologique.

Fondation Jean Jaurès

Eh bien, je propose que les Socialistes soient les premiers écologistes ; je propose que nous nous efforcions d'intégrer la préoccupation écologique dans l'économie ; je propose que, comme le gouvernement l'a commencé, nous intégrions chacun dans nos secteurs, les problèmes de l'écologie et c'est pourquoi j'ai invité M. Waechter, pour que je lui dise ce que nous faisons déjà dans le domaine de l'écologie et lui demander ce qu'il souhaite.
Nous devons montrer aux écologistes que nous nous saisissons des problèmes qu'ils posent sans arrière pensée quand nous les croyons justes.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, l'autre question est celle de l'intégration et aussi de l'immigration.
Là aussi, le gouvernement a sa tâche, un comité interministériel a travaillé avec plusieurs d'entre nous et la aussi le Parti doit agir.
Je suis tout à fait d'accord avec la proposition qui a été faite d'une grande campagne contre Le Pen ; ceci me réjouira d'autant plus que je crois avoir été le premier homme politique, en tout cas de gauche, à avoir affronté directement Le Pen pour dégonfler ce démagogue dans un débat à la radio.
(Vifs applaudissements)
Certains veulent tuer cette œuvre d'intégration, et certains même veulent tuer tout court. Alors, je crois qu'il faut dire que la justice de la République doit être implacable avec les auteurs des crimes racistes, quels qu'ils soient.
(Applaudissements)
Mais, là encore, l'école est essentielle, car c'est le lieu de l'accueil et de l'apprentissage, car c'est le lieu où l'on apprend la différence avec l'autre, car c'est le lieu ou a lieu le dialogue, mais où également est rappelée la règle, car c'est le creuset de l'intégration.
C'est par un effort résolu que nous mènerons à l'école sur l'intégration, dans les semaines à venir, avec, par exemple, SOS Racisme ou d'autres groupements antiracistes, que nous éviterons les futurs La Ciotat, Roanne ou Saint-Florentin.
Croyez, chers camarades, qu'à cette lutte d'intégration par l'école, je consacrerai l'essentiel de mes forces.
(Applaudissements)
Chers camarades, je voudrais terminer mon intervention par le Parti.

Dans la Salle - Ah !

Lionel Jospin - J'ai été le second de François Mitterrand pendant deux ans, j'ai dirigé le Parti Socialiste pendant sept ans, (applaudissements) je crois le bien connaître pour l'avoir parcouru en tous sens.
Il faut accroître son efficacité, bien sûr, critiquer ses insuffisances, certainement, mais il ne faut pas, chers camarades, se tromper à son endroit : on ne peut pas à mon sens le réduire à une machine électorale. Il perdrait sa sève.
(Vifs applaudissements)
N'oublions pas, chers camarades, les journées et les soirs, les nuits souvent que nous avons passé ensemble à convaincre ; à nous convaincre dans tous les lieux

Fondation Jean Jaurès

auprès des gens, et c'est avec ce parti que nous avons conquis ce qui est nôtre, les victoires municipales de 77, le fait d'être passé devant le Parti Communiste malgré la défaite de 78, la victoire de 81 aux présidentielles et aux législatives, celle de 81 aux présidentielles et aux législatives. Avec ce Parti et avec François Mitterrand.

Dans cette préparation du Congrès, il y a eu, à mon sens, trop de dérèglements ; nous sommes là au cœur d'une question essentielle que j'aborderai en posant a priori, et je voudrais être entendu dans l'esprit où je vais dire ce que je vais dire, en posant a priori que cette question et ces dérèglements peuvent concerner tout le monde.

Je ne veux, par principe, aucunement mettre en cause tel ou tel, mais vous faire prendre conscience d'un problème et d'un danger que nous devons conjurer ensemble.

Chers camarades, nous sommes le produit d'une culture démocratique, à travers l'histoire et cette histoire, dans ces régions de Bretagne, elle est récente, nous nous sommes battus contre les candidats officiels, contre le pouvoir des hobereaux qui faisaient voter leurs journaliers, contre le pouvoir des manufacturiers qui faisaient voter les ouvriers, contre les églises quand elles voulaient dire aux fidèles comment ils devaient voter, pour conquérir la liberté du vote, pour libérer le citoyen.

Alors, chers camarades, naturellement transposé dans une organisation qui est une organisation démocratique, comment pourrions nous accepter entre nous, sous prétexte que nous sommes des militants passionnés, ce que jamais nous ne tolérerions à l'extérieur, dans la vie publique, parce que nous sommes aussi pleinement citoyens...

(Applaudissements)

Contre les votes automatiques, d'où qu'ils viennent, les pressions des notables d'où qu'elles viennent…

(Protestations et applaudissements)

... Les institutions qui disent au militants ce qu'ils doivent voter, d'où qu'elles viennent…

Je demande que le Congrès et que les militants se dressent.

Je vous le dis solennellement, chers camarades, au nom des responsabilités qui ont été les miennes, de la façon dont j'ai fait fonctionner le Parti, à la lumière de mon éthique et de ma pratique personnelle, dans la fédération de la Haute-Garonne…

(Protestations et applaudissements)

... le développement de telles méthodes tuerait plus sûrement le Parti qu'une erreur de politique économique ou que des déceptions sociales.

A l'issue de notre débat, chers camarades, il faudra des réponses sur le fond, des décisions d'actions dont certaines relèveront du gouvernement, des actes de modernisation du Parti - on en a beaucoup parlé sans qu'encore grand chose de concret ait été avancé.

Nos propositions.

- Une Convention nationale pour notre programme en vue de 1993

Fondation Jean Jaurès

dans un an.

- Une Convention nationale sur la démocratisation dans les entreprises et les relations entre le Parti et les syndicats.
- Une nouvelle Convention pour la modernisation, la rénovation autour de propositions concrètes de façon à ce que la transparence des adhésions, la liberté des votes, le vote secret, un code électoral digne de nous, une façon de vivre ensemble, que tout cela puisse être examiné.

(Applaudissements)

Si nous voulons conclure dans de bonnes conditions ce Congrès, il nous faut réaliser la synthèse, c'est-à-dire nous rassembler, adopter un texte d'orientation, à partir des motions déposées, ou d'autres textes déposés, élire une direction.

De la synthèse, nul ne doit être exclu (Applaudissements) sauf s'ils le désirent eux-mêmes.

(Applaudissements et protestations)

Chers camarades, je vois mal pourquoi rassembler dans ce Congrès les forces du courant 1 et du courant 7, et le courant Jean-Pierre Chevènement, Socialisme et République, rassemblement dont je me réjouis, serait... (protestations)... écoutez, écoutez... serait un acte de mise à l'écart, alors que la fusion du courant 5, Laurent Fabius, et 4, Mélenchon, serait un acte de rassemblement ?

(Applaudissements et protestations)

J'y vois deux étapes... j'y vois deux étapes ou deux démarches, d'un poids inégal pour rassembler tout le monde.

Pour y parvenir, il faut que la Commission... il faut d'abord ne vouloir excclure personne et je veux m'expliquer sur ce sujet clairement.

Mes chers camarades, comment pourrait-on penser une seconde que je veuille exclure de la synthèse un courant, celui de Laurent Fabius, qui a fait 29% dans le vote des militants, et au sein duquel j'ai tant de camarades et d'amis ?

(Très vifs applaudissements)

Comment peut-on croire un instant que j'aurai à m'excuser de vouloir intégrer à la synthèse le courant de Michel Rocard, le Premier Ministre dans le gouvernement duquel le Président de la République m'a nommé ministre d'Etat, et paraît-il n° 2 ?

Faut-il expliquer ici, ce que sont les institutions de la 5ème République ?

Qu'on le sache : je veux faire la synthèse avec tout le monde, et je la ferai avec qui la veut. Personne n'a ici le veto et personne ne peut me dicter ma conduite.

Quant au mitterrandisme, qui est ma culture politique, dans le Socialisme (Protestations), il relève non pas de discours mais de mes actes. De ce que j'ai fait dans le Parti aux côtés de François Mitterrand, de ce que j'ai fait pour nos idées et pour lui, à la tête du Parti dans le premier septennat.... s'il vous plaît, respectez ce genre de choses... de ce que j'ai fait, de ce que je fais encore pour la première priorité de son septennat : l'Education, et finalement de ma relation personnelle et politique avec lui, celle que je vis et sur laquelle, chers camarades, comme toujours, je fais silence.

(Applaudissements)

Alors, chers camarades, je termine : il nous faut donc vouloir exclure personne,

Fondation Jean Jaurès

mais rassembler tout le monde, et pour y parvenir à cette synthèse, il faut que la Commission des résolutions travaille sur des textes, que la Commission de vérification des mandats termine son travail et nous communique les résultats.
(Protestations)
Qu'il n'existe pas de tentation de bloquer la mécanique du Congrès.
(Protestations)
Un Congrès du Parti Socialiste, c'est fait pour adopter une orientation qui peut nous rassembler, pour élire une direction, où chacun, je réponds en ce sens à Pierre Bérégovoy, comme Louis Mermaz, où chacun doit être représenté au secrétariat à la mesure effectivement de ce qu'il a obtenu du vote des militants.
(Applaudissements)
Il faut aussi savoir naturellement qui dirigera ce secrétariat. Il faut aussi prendre l'engagement d'en être solidaire et c'est ma réponse à Pierre Bérégovoy. J'avais dit "unité s'il y avait solidarité".
(Applaudissements)
Il serait grave, chers camarades, que nous ayons la tentation ou la capacité de maîtriser ces actes élémentaires et fondamentaux qui doivent être accomplis : adoption d'un texte, orientation, élire la direction en tout cas, le Comité directeur, et parler des problèmes de direction plus précis, puisque ces problèmes ont été abordés dans le Congrès, et que pour la première fois, il n'y a pas un accord implicite sur qui serait le premier secrétaire.
Naturellement, il n'y aura pas de blocage car tous ensemble, ou majoritairement, s'il le fallait, nous assumerons la responsabilité qui est la nôtre de doter notre Parti à l'issue de son Congrès d'une ligne politique et une direction.
Chers camarades, ce Congrès a maintenant pour réussir devant lui une journée, ou plutôt une nuit. Les deux dernières années ont été difficiles. Ces deux derniers jours passionnés, confus et difficiles. Il nous faut maintenant faire la clarté, aller à l'essentiel, désarmer nos rancœurs, dépasser nos passions et rassembler La Gauche, l'opinion ont besoin d'un message de nous.
Il faut sortir de nous-mêmes, collectivement. La capacité à faire surgir ce message. Pour cela, il faut la synthèse et je crois à la synthèse.
Ne la refusez pas. Quant à moi, j'y consacrerai d'ici demain toutes mes forces.
(Très vifs applaudissements)

(Pierre Guidoni, maintenant, assure la présidence)

Le président (Pierre Guidoni)

Chers camarades, je vais vous demander une minute de calme et d'attention. Le moment est venu, en effet, de donner la parole à nos hôtes, aux représentants de nos partis frères, à ceux qui assistent à nos travaux depuis le début de ce Congrès et qui après s'en vont s'adresser à vous.
Chers camarades, nous vous demandons de reprendre vos places rapidement, de faire le silence de façon à ce que nous puissions poursuivre cette séance dans le calme.
Je demande aux membres de la Commission des mandats, de venir se réunir à la salle habituelle. Ils sont priés de se rendre à leur réunion.

Fondation Jean-Jaurès

Cessez de donner à vos camarades étrangers le spectacle que vous êtes en train de donner.
(Protestations dans la salle)
Chers camarades, jamais sans doute, en tout cas depuis très longtemps, autant de délégations étrangères nous avaient fait l'honneur de participer à nos travaux, et de suivre nos débats.
Il y a ici bien sûr nos partis frères de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté européenne, et de l'Internationale Socialiste.
(Applaudissements)
Il y a, au-delà, beaucoup de représentants de ces pays du sud dont il a été tant parlé, à cette tribune.
Il y a des partis, et des mouvements, qui, partout, dans le monde, luttent pour la liberté, et souvent pour l'indépendance de la patrie.
Il y a, là, pour la première fois, parmi tous représentés, nos camarades d'Europe Orientale… (Applaudissements)... mes chers camarades, dans cette très nombreuse délégation, nous avons les membres du corps diplomatique qui assistent eux aussi très nombreux à nos travaux... mais il y a deux absents.
Deux hommes qui avaient déjà suivi nos réunions et nos Congrès. Deux hommes qui étaient les amis du Parti Socialiste français.
Notre camarade Ghassemlou, présent à tous les Congrès, et encore à Lille, on pouvait voir parmi les délégations étrangères, sa silhouette bonhomme.
Il était d'un des meilleurs connaisseurs des arcanes de notre Parti. Il était kurde et il représentait parmi nous l'espérance de son Peuple.
Il a été assassiné il y a un peu moins d'un an.
Et puis, notre camarade Ettore Ochelli (?), qui, lui aussi, était un habitué de nos travaux. Il représentait parmi nous le MNR du Salvador, de ce pays déchiré depuis si longtemps par une affreuse guerre civile. Il avait été dans son pays le porte-parole d'un idéal de paix, de réconciliation nationale et de démocratie, en présence du président du MNR dont je voudrais rappeler qu'il a été assassiné il y a à peine deux mois.
Deux morts de plus dans la longue histoire du Socialisme, deux morts de plus parmi nos frères et nos camarades. Ils ne sont pas parmi nous aujourd'hui et je demande au Congrès d'observer une minute de silence.
(L'assemblée, debout, observe une minute de silence)
Merci, mes chers camarades.
Ce n'est pas une raison pour reprendre de plus belle !
Nous ne pourrons pas, malheureusement, donner la parole à l'ensemble de nos camarades étrangers, mais je prie tous ceux qui sont venus parfois de fort loin de nous le pardonner, mais il y avait quelques évidences, il y en avait je crois quelques-uns parmi eux qui symbolisaient nos espérances et nos combats.
(Lecture de la liste des intervenants étrangers)
Je donne la parole tout de suite à Oskar Lafontaine.
(Bans d'applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Oskar Lafontaine (Parti Social-Démocrate d'Allemagne)

Merci !

Chers camarades, c'est la première fois que j'ai l'honneur et la joie de pouvoir m'adresser à un Congrès national du Parti Socialiste Français. Il n'arrive pas souvent, ce que je regrette beaucoup, qu'un des dirigeants du Parti Social-Démocrate allemand prenne la parole devant un tel auditoire et vice-versa. Cela montre un grand déficit de la communication entre nos deux Partis.

Tous deux, Parti Socialiste et Parti Social-Démocrate, se définissent et même s'organisent de façon internationaliste, mais sans échanger leurs différents point de vue. Il est grand temps, je pense, de combler ce déficit.

Longtemps, trop longtemps, encore après la deuxième guerre mondiale, l'unification politique et économique de l'Europe n'a pas réellement inspiré les divers pays Socialistes Et pourtant, compte tenu de la tradition et de l'idéologie qui leur est commune, c'est bien eux qu'on aurait pu attendre comme porte-drapeaux à la tête du mouvement d'unification.

La Gauche européenne ne se proclame-t-elle pas l'héritière de la philosophie des lumières ? Et cette philosophie qui sous-tend l'esprit français ne s'est-elle pas déclarée universaliste ? N'était-ce pas Henri de Saint Simon, un des grands précurseurs du Socialisme moderne, qui, déjà, avait rêvé des Etats-Unis d'Europe ?

Nous, Socialistes européens, nous avons donc une longue tradition à cultiver. Vous connaissez tous sans doute la définition devenue célèbre qu'a donnée de la tradition Jean Jaurès, assassiné à cause justement de ses idées internationalistes. La tradition, a-t-il dit, ce n'est pas conserver les cendres, c'est raviver la flamme. Si nous voulons rester fidèles à notre tradition Socialiste, c'est bien la flamme de l'internationalisme qu'il s'agit aujourd'hui de raviver !

(Applaudissements)

Chers camarades, pour beaucoup d'entre vous, ces propos peuvent paraître étonnants. Un homme politique allemand qui vient ici à Rennes pour faire l'éloge de l'internationalisme alors qu'au moment même son propre pays est secoué par une éruption des sentiments nationaux, cela semble bien contradictoire.

Rassurez-vous, camarades... Mais je ne suis pas venu ici pour vous rassurer. Comment le pourrais-je, si je ne suis pas rassuré moi-même quant à la politique d'unification que pratique actuellement le gouvernement de la République fédérale ?

(Applaudissements)

Je dis bien politique d'unification, et non de réunification, car ce qui doit être réuni n'a jamais existé comme état national au cours de l'histoire.

Je ne vous cache donc pas que j'éprouve de la peine à entendre les déclarations du Chancelier Kohl à propos des frontières de la Pologne.

(Applaudissements)

Pour moi, et je peux vous affirmer catégoriquement que cette position est incontestée au sein du Parti Social-démocrate allemand, la frontière entre la Pologne et l'Allemagne n'est plus en question depuis longtemps. Nous

Fondation Jean-Jaurès

reconnaissons sans aucune condition la démarcation la démarcation Oder-Neisse comme frontière définitive.
(Applaudissements)
Notre position, chers camarades, d'ailleurs trouve l'appui d'une très large majorité de la population des deux Allemagnes.
A vrai dire, je ne pense pas que l'unification des deux Allemagnes suscite en France et chez les autres peuples européens encore beaucoup de craintes profondes et véritables. La Communauté européenne est née il y a plus de trente ans d'un acte de foi dans la famille européenne. Comme l'a dit Winston Churchill, chers camarades, je suis persuadé que cette foi n'est pas trompée.
Les assises démocratiques et occidentales de l'Allemagne de l'Ouest sont bien trop solides et les aspirations démocratiques de l'Allemagne de l'Est bien trop sincères pour qu'une rechute d'une Allemagne unie dans un chauvinisme exalté soit pensable.
Je crois que vous aussi vous le sentez, ou du moins vous l'espérez. Je ne peux que vous prier, au nom du Parti Social-démocrate allemand et aussi au nom d'une future Europe unie à laquelle nous aspirons tous de faire confiance une seconde fois au peuple allemand.
(Applaudissements)
Dans le passé, c'était la querelle des Allemands qui agaçait tout le monde. Ce qui irrite maintenant, c'est la rencontre trop rapide, trop irréfléchie, trop peu soucieuse des intérêts légitimes des nations amies et voisines, et j'avoue franchement que je partage vos réserves à l'égard d'une politique d'unification au galop.
Je ne veux pas dire par là, bien sûr, que l'unité allemande ne doit pas se faire, mais le processus d'unification doit être un processus européen et non un processus national.
(Applaudissements)
En d'autres termes, la politique allemande doit être coordonnée, non seulement avec les grandes puissances, mais aussi avec les autres nations européennes.
Pourquoi ? Quand les frontières ne sont pas respectées, aucun gouvernement national ne peut espérer résoudre en pleine souveraineté les problèmes écologiques, et je le répète encore une fois, pour la politique économique, pour les problèmes du chômage et de l'immigration.
Vous savez aussi bien que moi que les partis Socialistes et socio-démocrates ont hésité longtemps avant de se lancer dans l'aventure européenne. Cette réserve semblait justifiée par le fait que c'était le capital avant tout qui tirait profit de la construction de l'Europe. Une telle appréciation, aussi compréhensible qu'elle soit, était une erreur fatale du point de vue politique.
En fin de compte, la méfiance Socialiste n'a servi que ceux-là même dont on se méfiait. Pendant que les Socialistes parlaient d'internationalisme, le capital le pratiquait et s'organisait solidement sur des assises de relance nationale.
En grande partie le marché unique ne fera que sanctionner une Europe qui déjà est un fait accompli. Maintenant que nous avons dit oui à ce marché unique, nous n'avons pas d'autre alternative que de dire oui aussi à l'union politique de

Fondation Jean Jaurès

l'Europe et d'accélérer le processus d'unification.
(Applaudissements)
Car nous, Socialistes, voulons que l'Europe devienne bien plus qu'un simple marché. Nous voulons qu'elle devienne un espace social, et pour cela il faut que la légitimation politique, il faut que les champs d'action politiques correspondent aux champs d'action économiques.
Peut-on concevoir une politique Socialiste européenne sans politique économique européenne ?
Peut-on concevoir une politique européenne sans légitimation politique européenne ? Je ne vois pas comment.
Tandis que le champ d'action économique est international depuis longtemps, le champ d'action de la politique économique n'a guère encore dépassé les institutions nationales. C'est pour cela que la politique économique est de moins en moins efficace, et cette pauvre politique ne pourra que courir après l'économie, sans espoir de jamais la rattraper, à moins que nous ne lui donnions les mêmes chances, c'est-à-dire une organisation transnationale.
Comment donc pourrions-nous construire un espace social européen qui reflète notre idéal Socialiste de liberté et de démocratie, si nous ne pouvons pas, par des moyens politiques efficaces, contrôler le développement économique ?
Plus les partis Socialistes s'entendent pour construire l'Europe politique, moins nous courons le risque d'un dumping social ou écologique sur le grand marché.
Je suis certain, chers camarades, que dans une telle perspective européenne nous pouvons facilement nous entendre aussi sur le processus d'unification des deux Allemagne.
Quant à moi, j'ai toujours cru, et je crois toujours, à une vérité simple et qui est la suivante : l'unité allemande ne mène pas nécessairement à l'unité européenne, par contre l'unité européenne amène à coup sûr l'unité de l'Allemagne.
(Applaudissements)
Il est vrai que la marche des événements a pratiquement renversé les priorités qui découlent logiquement de cette vérité. L'unité allemande se fera avant l'unité européenne. Néanmoins, la logique de mon raisonnement reste valable comme raison politique et détermine toujours ma position.
Si, déjà, l'unité européenne ne se fait pas en même temps que l'unité allemande, il faut empêcher au moins une renaissance de l'idéal anachronique de l'Etat-nation. Il faut agir de telle sorte que l'union des Allemagne accélère le processus d'union européenne. C'est notre chance aujourd'hui.
(Applaudissements)
Sur ce point, je suis entièrement d'accord avec François Mitterrand et je suis d'accord aussi avec les moyens qu'il propose : une Confédération européenne embrassant les pays de l'Est est fort souhaitable.
(Applaudissements)
A mon avis aussi, l'union monétaire allemande ne devrait pas être réalisée aussi vite que le gouvernement fédéral le souhaite. Les conséquences sociales et économiques seraient néfastes, surtout pour les Allemands de l'Est. En outre, il est absolument nécessaire de coordonner l'union monétaire allemande avec le

système monétaire européen.
Les objections contre l'union monétaire européenne, les risques d'instabilité, sont valables aussi quant à l'union monétaire allemande. Si elles ne comptent pas dans un cas, elles ne peuvent compter dans l'autre. Il n'y a donc plus aucune raison pour un gouvernement allemand qui veut l'union monétaire allemande à toute allure de ne pas vouloir aussi la réalisation rapide d'une union monétaire européenne !
(Applaudissements)
De cette façon, en effet, l'union allemande pourrait faire avancer l'union de l'Europe.
Pour faire avancer l'union de l'Europe, une réforme rapide des systèmes militaires est également nécessaire.
Il ne peut pas être question de neutraliser l'Allemagne. Ce serait un pas en arrière. Mais il ne peut pas être question non plus, bien entendu, de stationner dorénavant des troupes de l'OTAN sur les territoires ayant adhéré au pacte de Varsovie. L'Union soviétique ne le tolérerait pas, avec raison d'ailleurs. Mais l'OTAN et le pacte de Varsovie sont les résidus de la "guerre froide" qui, désormais, appartient au passé. Il n'y a plus aucun sens à ce que les nations européennes pensent et organisent leur défense nationale en termes de confrontation.
Depuis quelques années déjà, les puissances militaires à l'Ouest et à l'Est semblent avoir compris que la sécurité de chacun dépend de la sécurité de tous. Maintenant, il est temps de faire un pas en avant et de progresser vers une intégration des systèmes défensifs dans toute l'Europe. Des armées sous un même commandement peuvent difficilement marcher l'une contre l'autre...
Déjà, nous avons organisé une brigade franco-allemande. De même l'organisation d'une brigade germano-polonaise me semble aujourd'hui devenue faisable.
(Applaudissements)
Chers camarades, jamais les chances n'ont été meilleures, jamais les constellations politiques plus favorables, jamais les raisons objectives plus impératives pour construire une grande Europe unie.
Construire l'Europe veut dire surmonter les égoïsmes nationaux.
Je ne vois donc pas pourquoi nous, Allemands, nous n'aiderions pas, par l'intermédiaire de nos compatriotes de l'Est, par exemple, nos amis Français à prendre pied économiquement sur les marchés des pays de l'Est européen ?
Si j'ai dit tout à l'heure que je ne suis pas venu ici pour vous rassurer, j'ajoute maintenant que je suis quand même venu pour vous offrir notre soutien le cas échéant.
(Applaudissements)
Je ne suis pas venu dire que la politique d'unification pratiquée par le gouvernement de la République fédérale est la meilleure des politiques. Au contraire, je suis venu faire part de mes soucis à des amis, pour prendre leurs conseils et demander leur soutien, votre soutien, chers camarades, dans la phase historique que nous vivons actuellement !

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, un peu de silence, s'il vous, plaît !

Oskar Lafontaine - Plus notre propre lutte est engagée, plus nous avons, besoin de la solidarité critique et lucide de nos amis.
Chers camarades, le temps est venu de réorganiser le Socialisme européen sur la base d'une telle solidarité et je suis optimiste pour notre commun futur.
Si l'internationalisme Socialiste dans le passé est resté purement déclamatoire, s'il n'a pas fonctionné pendant les crises historiques, notamment en 1914, c'est qu'il était trop abstrait, trop théorique, c'est qu'il n'était pas orienté vers un but politique concret. Son but déclaré était l'émancipation du prolétariat, une formule bien trop philosophique et générale.
Aujourd'hui, ce but concret est là, devant nos yeux : c'est la réalisation politique d'une grande Europe libre et sociale, en une mot d'une Europe Socialiste !
(La salle, debout, ovationne l'orateur)

Le président - Et maintenant, chers camarades, je passe la parole à notre camarade Spitaels, président de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté européenne.
Guy, tu as la parole.
(Applaudissements)

Guy Spitaels (Union des Partis Socialistes de la Communauté européenne)
Chers camarades, j'aimerais développer quatre réflexions.
Tout d'abord, l'accroissement des activités de notre Union Socialiste de la Communauté.
Ensuite, son élargissement géographique.
En troisième lieu, l'évolution dangereuse à maints égards du dossier social.
Enfin, le nécessaire raffermissement de la Communauté...

Le président - Guy, excuse-moi une seconde...
Chers camarades, je vous demande de vous asseoir, de faire silence et d'écouter les orateurs !
Je serais reconnaissant aux équipes de télévision de ne pas tourner en plein milieu des travées pendant que se poursuivent les débats !
L'équipe qui est exactement en face de moi est-elle atteinte de surdité intermittente ? Je demande au service d'ordre de faire cesser de genre de manifestation !
Qu'on rétablisse le silence et qu'on écoute les orateurs. Cela suffit, maintenant !
(Applaudissements)
Guy, tu as la parole.

Guy Spitaels - Première réflexion donc : l'Union des Partis Socialistes

Fondation Jean Jaurès

Européens a pour premier objectif de permettre à nos partis de développer des positions communes au regard de l'évolution de la Communauté européenne. Comme vous vous en doutez, ce n'est pas une mince affaire.
De ce point de vue, nous avons toutefois accompli des progrès substantiels au cours des deux dernières années. Ainsi, notre manifeste pour les élections européennes de 1989 constituait une avancée réelle par rapport aux deux textes antérieurs. Au lieu d'une simple déclaration, comme en 1979, ou d'une simple plate-forme, comme en 1984, nous avons cette fois réussi à élaborer un véritable programme électoral.
Le PS français est un parti qui se trouve depuis longtemps à la pointe du combat européen. Je tiens à vous le dire, et à en féliciter sincèrement tous ses représentants. Au moment ou l'Union a décidé de renforcer nos structures communes, d'élargir le champ de nos réflexions, de multiplier les échanges de personnes entre nos partis, il est important que votre parti, le PS, continue à soutenir cette évolution et à prendre des initiatives.
Et ici, je m'adresse au premier secrétaire, Pierre Mauroy, au secrétaire des Questions européennes, Gérard Fuchs, et à tous les militants du PS. Certains ont évoqué la perspective de créer un jour un Parti Socialiste Européen. J'ai tendance à croire que c'est la voie de l'avenir. Cependant, nous n'y arriverons jamais tant qu'il n'existera pas de contacts plus soutenus entre l'ensemble de nos structures. Chacun doit, et Oskar Lafontaine vient d'exprimer son contentement à cette tribune de parler pour la première fois dans un Congrès aussi important que le vôtre (c'est tout de même un paradoxe que nous nous connaissions encore aussi peu), rechercher des formules qui nous permettent de resserrer nos liens.
(Applaudissements)
En second lieu, notre Union a connu, en ce début d'année, un élargissement extrêmement significatif.
D'abord, chers camarades, le Parti Socialiste Autrichien a été reçu comme membre. Ensuite, les autres partis Socialistes des pays de l'Association Européenne de Libre Echange se sont vu reconnaître la qualité de membres associés. Ceci reflète les liens sans cesse plus étroits qui lient la Communauté, d'une part, et la Norvège, la Suède, la Finlande, et la Suisse, d'autre part.
Par ailleurs, nous avons commencé à nouer des contacts avec certains partis naissants ou renaissants à l'Est. Ainsi, le Parti Social-Démocrate de RDA, qui se présente au suffrage demain, est déjà membre de notre Union avec un statut d'observateur.
Mais en même temps, chers camarades français, nous n'oublions pas le Sud de l'Europe et ce statut a été également attribué au Parti Social-Démocrate de Turquie et à nos amis Chypriotes.
Ainsi, globalement, l'audience de notre Union des Partis Socialistes a été renforcée et touche pratiquement l'ensemble de l'Europe.
(Applaudissements)
J'en viens maintenant à l'Europe Sociale.
Ces derniers temps, les mutations du continent européen, particulièrement à l'Est, dont il vient encore être question à cette tribune, ont quelque peu diminué

l'attention du public à l'endroit du marché unique, et encore davantage sur l'Europe Sociale. Laissez-moi vous dire que je trouve qu'il y a là une évolution potentiellement dangereuse.
Heureusement nos représentants au Parlement européen l'ont fort bien compris, et ils ont avec les autres institutions européennes, remis la préoccupation sociale au premier rang de leurs débats. Bien sûr, il est dans une certaine mesure regrettable que le Parlement européen ait dû interpeller pour cela la Commission, alors que la raison principale du blocage social de la CEE est le Conseil des ministres. Néanmoins, il faut bien se rendre compte que c'est le seul moyen dont le Parlement européen dispose pour faire avancer les choses.
Le mouvement Socialiste doit exercer une pression constante tout à la fois pour que les institutions de la Communauté mettent rapidement en œuvre le programme d'action sociale présenté par la Commission au début de l'année, pour que le champ d'action sociale de la CEE soit élargi, et pour que les possibilités de vote à la majorité qualifiée soient exploitées au maximum.
Ce n'est qu'à ce prix que le retard de la politique sociale européenne par rapport au marché unique pourra être résorbé. Car voyez-vous, beaucoup dans les milieux patronaux européens reconnaissent la nécessité d'un plus grand dynamisme social de la Communauté, mais lorsqu'il s'agit de passer des concessions oratoires aux mesures concrètes, les réticences apparaissent vite très révélateur et à cet égard le refus répété de développer le dialogue social européen au niveau des secteurs d'activité, c'est-à-dire là où il est le plus facile d'instaurer des changements et de conclure des accords collectifs.
Je ne veux pas dire par là qu'il faut demander l'impossible aux entreprises. Nous devons nous garder de revendications illusoires. Cela n'aurait pas de sens de réaliser le marché unique pour accroître la productivité, puis de remettre ses fondements ou ses bénéfices en question.
Pour prendre un exemple, on peut définir des paramètres de fixation d'un salaire minimal dans les états européens, mais on ne peut pas fixer un salaire minimal pour l'ensemble de l'Europe. Non seulement cela poserait des problèmes considérables de financement, mais nous ne sommes pas certains même que nous arriverions à un accord sur ce point entre tous les partis Socialistes de la CEE.
Néanmoins, la plus grande menace pour notre mouvement Socialiste ne se situe pas là, elle se situe dans une sorte de culpabilisation que certains milieux d'affaires tentent de nous imposer et que nous acceptons parfois avec une facilité déconcertante.
(Applaudissements)
Au nom de la rentabilité, on tend souvent à justifier des pratiques inacceptables. Au cours de la dernière décennie, l'économie européenne a perdu des millions d'emplois. Depuis quelques années, elle a regagné un peu de terrain. Chacun d'entre nous sait que les spécifications des emplois recréés ne correspondent pas à celles des emplois perdus. Et cela peut se comprendre.
Mais chacun sait aussi que le statut social des emplois recréés diminue. Et cela se comprend plus difficilement. Combien de personnes ne connaissons-nous pas

qui ont échangé, dans une entreprise, une place de salarié pour une place d'indépendant ? Combien de fonctions stables troquées contre un statut précaire ? Un travail à plein temps contre un travail à mi-temps, et la couverture de l'assurance chômage réduite d'autant ?
Bien sûr il faut de la flexibilité dans la gestion des entreprises ; bien sûr le processus de production, devenant sans cesse plus complexe, requiert une gestion de plus en plus souple. Et cela suppose un climat de coopération, Qui peut toutefois affirmer que la précarisation généralisée de l'emploi en Europe ne procède que de considérations justifiées ?
A combien d'abus n'assistons-nous pas tous les jours ? Devons-nous accepter que des salariés subissent systématiquement des pressions illégales sur le nombre d'heures de travail ou la sécurité de travail ?
A chaque fois qu'on aborde ces questions de protection sociale il y a toujours quelqu'un pour dire : "oui, mais nous devons protéger notre compétitivité", "oui, mais nous devons nous défendre contre la concurrence", "oui, mais nous devons faire l'Europe".
Chers camarades, on use et on abuse de ces arguments... (applaudissements)… qui risquent d'engendrer des conséquences extrêmement dangereuses, pour la construction européenne.
Bon nombre de salariés n'identifient maintenant l'Europe qu'aux suppressions d'emplois. L'invocation de l'Europe permet souvent de cautionner certaines restructurations mais, si nous n'y prenons garde, le rejet des restructurations finira par entraîner un rejet de l'Europe.
De plus, il n'est pas juste de présenter la CEE comme la source des mutations économiques et sociales que nous traversons. La construction de l'Europe n'est pas la source du problème, elle est sa solution. Et toutes les restructurations qui ont lieu pour le moment se produiraient même si la CEE n'existait pas.
Si nous avons perdu des centaines de milliers d'emplois dans la sidérurgie ou les chantiers navals, c'est à cause de la concurrence du Japon ou du Brésil. Si nous avons perdu des centaines de milliers d'emplois dans le secteur textile, c'est à cause de la concurrence de la Corée et de Hong Kong.
Cela devait sans doute se passer ainsi. Mais ne confondons pas la cause et le remède.
A présent, il faut nous pénétrer de l'idée que la manière dont les biens sont produits à l'extérieur de la CEE, et dont ils arrivent sur le marché européen, constituent un aspect essentiel de la politique sociale.
Nous ne pouvons pas bénéficier des avantages d'une économie ouverte sans nous soucier des conditions de travail chez nos fournisseurs extérieurs. Lorsque nous achetons un imperméable bon marche, nous pensons rarement aux ouvrières coréennes qui l'ont fabriqué en travaillant quatorze heures par jour et en se faisant enfermer tous les soirs dans leur atelier. Lorsque nous achetons des ordinateurs dotés de composants fabriqués dans le tiers-monde, nous ne songeons guère aux syndicalistes qu'on retrouve de temps à autre morts ou mutilés dans les banlieues des grandes métropoles.
(Applaudissements)

Fondation Jaurès

Pourtant, cela conditionne notre vie quotidienne : les produits que nous achetons, le prix auquel nous les achetons, et les produits que nous devons vendre en échange. Et c'est la que réside le second déficit social de la CEE. Tout cela prouve que la Communauté ne protège pas suffisamment les droits sociaux et les droits syndicaux chez ses partenaires commerciaux.

Quel contrôle réel la CEE exerce-t-elle sur le respect des dispositions de la convention de Lomé concernant les droits de l'Homme ? Quelles initiatives nouvelles a-t-elle prises dans les négociations commerciales de l'Uruguay round pour préserver le droit d'association des ouvriers dans les pays nouvellement industrialisés ?

Les pays de l'Est vont également poser des problèmes sociaux à la Communauté.

Dans un contexte tout différent, les pays de l'Europe de l'Est vont également poser des problèmes sociaux à la Communauté. Si nous voulons que ces pays se redressent, nous devons ouvrir nos frontières à leurs productions. Ces peuples sont pauvres, ils sont endettés, ils ont des marchés étroits. Si nous n'acceptons pas d'accroître nos importations, ils ne s'en sortiront jamais.

Mais nous ne devons pas avoir d'illusions. Le prix de la main d'œuvre en Europe de l'Est va se révéler très bas. Dès que nos frontières s'ouvriront, les activités à haute intensité de main d'œuvre se délocaliseront encore davantage, y compris vers l'Europe de l'Est.

Le mouvement Socialiste européen doit être extrêmement attentif à ne pas céder, dans l'organisation de la coopération entre la CEE et les pays de l'Est, aux mirages du libéralisme thatchérien. C'est à la fois notre devoir et l'intérêt des travailleurs qui nous font confiance de promouvoir une politique sociale dynamique, là-bas aussi, et une redistribution des fruits de la croissance à l'Est. Si nous ne protégeons pas la redistribution des fruits de la croissance à l'Est, on la remettra davantage en cause à l'Ouest.

D'où aussi l'importance primordiale d'une véritable politique sociale de la Communauté accompagnant les restructurations, sinon l'ouverture à l'Est risque, elle aussi, à terme d'engendrer des phénomènes de rejet.

Ceci m'amène, chers camarades, à conclure sur un plan plus général à la réforme de la Communauté. Il ne faut pas se cacher que la CEE connaît une période d'interrogations. Elle a traversé tant de mutations au cours des neuf derniers mois que ses contours sont devenus flous. L'attitude de certains responsables politiques ne facilitent pas les choses.

Il est clair par exemple que le comportement du Chancelier Kohl ou d'autres responsables de la CDU/CSU a fait un tort considérable à la coopération européenne.

Je dois vous dire que lorsque j'ouvre les journaux le matin j'ai parfois le sentiment de vivre au début du 20ème siècle et non pas à la fin.

Dans un pareil climat, une chose est fondamentale : ne pas se laisser submerger par un déferlement de nationalisme. Beaucoup d'Allemands ne partagent pas l'attitude de M. Kohl, comme beaucoup de Britanniques n'appuient pas la politique de Mme Thatcher. Ne succombons pas à la tentation des éternelles

Fondation Jean Jaurès

politiques d'équilibre, délices fanées de l'histoire européenne. Ce que nous devons soutenir envers et contre tout, au fond c'est assez simple, c'est le renforcement de la Communauté. C'est là notre seule garantie contre le retour des phantasmes d'un âge révolu.
Ce renforcement est d'autant plus nécessaire que toutes les mesures réclamées par le mouvement Socialiste pourront difficilement être mises en œuvre dans le cadre actuel du trait é de Rome.
Il nous faut dépasser l'Acte Unique de 1986, réforme partielle et partiale.
Réforme partielle parce qu'elle a laissé certains problèmes dans l'ombre et réformes partiales parce que le processus de désignation n'a pas été simplifié, il a été simplifié plutôt par des mesures de dérégulation et il est resté pesant pour les mesures qui intéressent en premier lieu le mouvement Socialiste : la politique sociale, la protection de l'environnement, la lutte contre les déséquilibres régionaux.
Aussi suis-je particulièrement heureux que les Partis Socialistes européens se soient mis d'accord, lors de notre dernier Congrès de Berlin pour réclamer une amélioration du fonctionnement démocratique de la Communauté. Nos résolutions appellent explicitement "l'extension du processus de décision de la majorité au sein du Conseil et une co-décision avec le Parlement dans les procédures législatives".
Tous nos Partis sont aujourd'hui d'accord pour reconnaître qu'il existe un lien logique entre l'amélioration du fonctionnement de la Communauté, et la mise en œuvre de nos priorités politiques.
Le combat pour de meilleures institutions européennes, c'est le combat pour une Europe plus Socialiste. De toute évidence, si le Parlement européen disposait, à l'heure actuelle, d'un pouvoir de co-décision avec le Conseil des ministres, nous bénéficierions d'une Communauté européenne plus équilibrée dans ses objectifs politiques.
Au cours des années 80, le Parti Socialiste Français a joué un rôle majeur dans le renouveau de la construction européenne. Sa décision courageuse de rester en 1983 au sein du système monétaire européen, l'apport de François Mitterrand au règlement des querelles budgétaires et au lancement des négociations du Luxembourg, le rôle central de Jacques Delors dans la mise en œuvre du marché unique ont été autant d'éléments fondamentaux dans le redressement de la Communauté Economique Européenne.
Au nom de tous les Socialistes européens, je n'ai qu'un souhait à formuler : c'est que vous poursuiviez sur cette voie, et que la décennie qui commence soit aussi féconde pour le Parti Socialiste Français et pour le mouvement Socialiste Européen que celle qui vient de s'achever.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Guy Spitaels.
Mes chers camarades, plusieurs orateurs, notamment tout à l'heure Claude Evin, ont rappelé les longues années pendant lesquelles le cœur des Socialistes français a battu à l'unisson des événements qui se déroulaient au Chili et aucun

de nous n'a oublié la mémoire de Salvador Allende.
(Applaudissements)
Aujourd'hui, alors que le Chili est revenu à la démocratie, alors que le Parti Socialiste Chilien a retrouvé son unité, vous comprendrez que je sois particulièrement heureux de donner la parole à Roberto Arrate, Secrétaire général du Parti Socialiste du Chili.
(Applaudissements)

Roberto Arrate (Partido Socialista de Chile)
Chers camarades, chers amis, je viens d'un petit pays, au sud du monde, où l'on cultivait traditionnellement la vie démocratique, un pays dont Gabriela Mistral et Neruda ont inspiré la poésie.
Un pays qui se sent partie spirituelle de l'Amérique latine bouleversée et pleine d'espoir, le pays qui a vu la naissance et la lutte de Salvador Allende.
Je vous apporte le salut des Socialistes chiliens qui, avec d'autres forces politiques, se battent pour reconstruire la vie démocratique sur la base des principes d'équité sociale.
Il y a quelques jours le Chili a repris ses traditions libertaires après la trop longue nuit de la dictature.
Les Socialistes français et le peuple de France ont toujours été solidaires avec notre lutte pendant ces longues années.
C'est pourquoi je souhaite que mes premières paroles expriment toute notre reconnaissance à votre solidarité soutenue tout au long de ces 17 années, et qu'elles confirment l'espoir de continuer à partager, Socialistes français et Socialistes chiliens, la lutte commune pour un monde où les hommes et les femmes soient plus égaux, plus libres, et plus solidaires.
Aujourd'hui le Parti Socialiste Chilien fait face au défi complexe de la reconstruction démocratique avec sérénité et responsabilité, et dans un esprit constructif.
Nous sommes l'une des deux principales forces politiques qui intègrent le gouvernement de Patricio Aylwin.
Vers la fin de l'année 1989 nous avons culminé le processus d'unité du Parti, unité qui nous permettra de mieux contribuer à la démocratisation du Chili, et à nous projeter dans les années à venir comme la grande force politique de la Gauche chilienne.
Le Parti de Salvador Allende est présent dans cette phase du devenir national fier de son histoire, rénové dans sa pensée et dans son action.
Nous sommes décidés à contribuer avec loyauté à la transition démocratique et à proposer au pays tout entier un projet de transformations qui doit recueillir notre héritage démocratique et notre passion Socialiste qui est aujourd'hui plus forte que jamais après 17 ans d'une persécution systématique qui s'était fixé comme objectif de nous exterminer.
Je ne vais pas vous cacher qu'il s'agit là d'une tache difficile.
Des nombreux obstacles politiques et économiques s'opposent à la consolidation de la démocratie au Chili et en Amérique latine.

Fondation Jean Jaurès

Mais la ligne politique développé par notre parti depuis trois ans, lorsque nous avons été les premiers à décider qu'il fallait affronter Pinochet au plébiscite et lorsque nous avons soutenu qu'il était possible de terminer avec la dictature par des moyens pacifiques et démocratiques, nous a donné des bons résultats.
Nous allons persévérer dans cette politique.
Nous sommes convaincus, comme vous l'êtes, que la démocratie est le seul chemin vers un Socialisme humain et libre.
Socialisme et démocratie ont toujours été les grands principes qui ont guidé l'action du Parti Socialiste du Chili.
Les leçons que nous avons apprises pendant toutes ces années, aussi bien de notre propre expérience après le renversement de l'Unité Populaire en 1973 que de l'évolution transcendantale du Socialisme dans le monde entier, ne font que nous confirmer dans ces principes.
Nous regardons avec beaucoup d'attention votre propre expérience.
Les relations fraternelles que nous avons entretenues avec le Socialisme européen ces dernières années nous ont permis de mieux connaître les processus de transformations qui s'opèrent dans cette région du monde.
Il ne s'agit pourtant pas d'un processus régional : nous vivons une période dans laquelle le système international dans son ensemble est entré dans une phase de transformations accélérées et ceci affecte, de manière différente mais avec similaire intensité, à tous les peuples de la terre.
Sans aucun doute ces phénomènes ont un signe positif.
D'une part, un nombre important de pays, spécialement en Europe de l'Est et en Amérique latine, transitent vers de formes démocratiques d'organisation sociale après des longues années de dictature et d'instabilité.
La liberté et la défense des droits de l'Homme attirent l'imagination et l'intérêt des peuples et des gouvernements, l'intensité des conflits globaux diminue, et le monde tend à dépasser la période de la course aux armements qui a caractérisé la première partie des années quatre-vingts.
D'autre part, le développement des forces productives permet de concevoir une ère dans laquelle les nécessités élémentaires de tous les hommes puissent être satisfaites.
Néanmoins nous avons beaucoup à faire pour vaincre les inégalités, l'injustice, la violence, et l'exploitation qui continuent à être le lot quotidien de trop de pays.
Voici un sujet à propos duquel les points de vue du Nord et du Sud s'écartent radicalement. Il y en a beaucoup au Nord qui, enthousiasmés avec le succès des transformations démocratiques en Europe de l'Est, s'imaginent qu'il est possible de soutenir que la démocratie et le changement pacifique sont les signes de ces temps.
Sans aucun doute ces transformations sont fondamentales. Mais lorsque l'on regarde depuis le Sud et particulièrement depuis l'Amérique latine, les processus globaux qui nous affectent, d'autres réalités beaucoup plus douloureuses apparaissent devant nos yeux.
Dette extérieure, augmentation de la pauvreté extrême, détérioration des

Fondation Jean Jaurès

conditions de vie, extension de la misère et de la marginalité, destruction de l'environnement, inégalités et injustice constituent la réalité latino-américaine qui est devenue encore plus dramatique dans ces années de crise.
Les années quatre-vingts ont été "la décennie perdue de l'Amérique latine".
Notre région non seulement n'a pas connu de croissance économique mais elle a vu diminuer sa participation dans le produit et dans le commerce mondial de façon significative, tandis qu'à travers le service de la dette extérieure et de la fuite de devises elle devenait exportatrice nette de capitaux.
Ainsi, la démocratisation n'est que l'un des visages visibles de l'Amérique latine.
L'autre est la guerre qui a embrasé une partie de notre continent pendant les dernières dix années, la répression qui sévit toujours dans certains pays, et l'intervention étrangère qui constitue encore le droit des puissants.
Crise économique, guerre et intervention, instabilité, et autoritarisme ce sont des réalités en cours dans notre continent et dans d'autres régions du Sud de la planète.
Il y en a qui soutiennent que ces réalités n'affectent pas directement le Nord où la transition possède des traits beaucoup plus positifs.
Mais les Socialistes savons très bien que ces processus sont inséparables. Il n'y a pas deux réalités mondiales, et l'on ne peut pas espérer que le bien-être, la justice, la stabilité et la paix règnent dans quelques régions tandis qu'ailleurs l'on vie dans l'injustice, l'instabilité et la misère.
Si nous ne sommes pas capables de construire un ordre démocratique aussi bien sur le plan des relations internationales, que dans chaque région et pays, la paix, la liberté, la stabilité et la justice auxquels nous aspirons ne seront jamais possibles.
Chers camarades, chers amis, les Socialistes sont confrontés en cette fin de siècle à un grand défi et à une grande opportunité.
Le défi consiste à reconstruire un projet démocratique de transformations sociales effectives, susceptible de réunir autour de lui une grande majorité des citoyens, et qui contribue à renforcer la paix, le développement de l'être humain et la construction d'un monde peuplé d'êtres libres et égaux.
L'opportunité est celle de devenir la grande force de changement et de progrès du vingt-et-unième siècle, la force capable de mettre fin aux privilèges et aux inégalités séculaires de classe, de race, de sexe ou de caste.
Aussi bien pour relever ce défi que pour matérialiser cette opportunité historique, les débats, la pratique militante et l'expérience de gouvernement des Socialistes français ont une signification spéciale.
C'est pourquoi nous suivons de très près vos réflexions et vos actes.
Chers camarades, nous souhaitons un grand succès à ce Congrès au nom du Parti fondé par Salvador Allende, le Parti Socialiste du Chili, et nous saluons tous les Socialistes français avec un sentiment fraternel, solidaire et reconnaissant.
Merci.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Nous avons tous suivi avec une attention passionnée les événements qui se sont déroulés au cours de ces derniers mois dans l'ensemble de ce qu'on appelait encore l'an dernier l'Europe de l'Est, mais parmi ces pays il en est un dont les événements nous ont particulièrement marqués et particulièrement émus.
A présent, au nom des Partis Socialistes et socio-démocrates, au nom de nos camarades, de nos amis de l'ensemble des pays d'Europe orientale, représentés dans ce Congrès de Renne, va vous adresser la parole Sergio Culescu, président du Parti social démocrate de Roumanie.
(Applaudissements)

Sergio Culescu (Parti social démocrate de Roumanie)
Permettez-moi de vous dire dès le début que c'est un grand honneur pour moi de pouvoir parler devant le Congrès de Rennes et je suis ému par la manière dont vous avez reçu le délégué social-démocrate roumain et des autres partis sociaux-démocrates et Socialistes de l'Europe de l'Est.
Je parle au nom de ces Partis de l'Europe de l'Est, et je dois vous dire que l'on m'a chargé de vous transmettre un petit message qui a été rédigé en quelques minutes, ce qui est le symbole de l'entente de ces partis de ce côté de l'Europe.
Voici ce message.
Dès le début, il faut constater que les pays de l'Est vivent aujourd'hui plus que jamais dans leur histoire, un même idéal, celui de préserver la liberté et la démocratie.
Cette situation privilégiée nous permet de serrer les liens d'amitié et de soutenir la lutte commune que nous menons pour la liberté.
Cette liberté a été obtenue, nous continuons à la conquérir par la résistance et par la lutte menée continuellement contre la dictature Communiste qui nous a oppressés pendant presque un demi-siècle.
Le système Communiste s'écroule partout sous nos yeux autant sur le plan politique que sur le plan économique social et moral.
Nos pays doivent réaliser simultanément le remplacement du système politique et du système économique, situation encore inconnue en Europe.
Les pays de l'Europe de l'Est ont malheureusement aussi tous en commun une économie désorganisée qui pèse aujourd'hui sur le processus démocratique.
Nous avons en commun un appareil productif obsolète pour ne pas dire désuet ; nous voulons tous réorganiser l'économie en gardant toujours le souci des équilibres sociaux.
Nous comptons sur l'expérience des Socialistes ou socio-démocrates des pays de l'Ouest européen comme une référence majeure.
En même temps, avec les transformations politiques, économiques et sociales, il faudra réintégrer la culture dans le vrai espace culturel européen duquel on a été séparé par les régimes dictatoriaux. A travers la collaboration culturelle de nos pays, ainsi que par la transparence de nos frontières, nous devrions avancer vers une Europe unie.
On n'oubliera jamais que ce fut la République française qui soutint

Fondation Jean-Jaurès

l'indépendance, la démocratie et les droits de l'Homme, y compris ceux des minorités nationales, y compris dans les pays de l'Europe centrale orientale, pendant et après la première guerre mondiale : la Tchécoslovaquie et la Pologne ont été les bénéficiaires des efforts diplomatiques de la France. La France a essayé de créer une Europe commune avant la lettre, c'est-à-dire il y a plus de soixante-dix ans. Il n'est que logique et naturel que la France aujourd'hui, guidée politiquement par le Parti Socialiste, s'engage dans la même démarche et nous comptons sur l'appui français pour aboutir à l'Europe unifiée.
Je vous remercie.
(La salle debout applaudit)

Le président - Chers camarades, je crois que vous serez d'accord avec moi pour remercier très chaleureusement nos amis qui se sont adressés au Congrès du haut de cette tribune pour donner leur sentiment, bien sûr, sur les problèmes qui les concernent plus directement, mais aussi leur témoignage de Socialistes et de démocrates.
Je passe la parole à Gérard Fuchs avant de vous communiquer une information importante et de reprendre le débat général.

Gérard Fuchs
Merci, en effet, à nos 4 invités de nous avoir aidés à nous rappeler - peut -être aujourd'hui était-ce nécessaire - que le combat pour le Socialisme démocratique ne s'arrête pas aux frontières de notre hexagone.
Merci à eux d'avoir témoigné à quel point nos deux organisations internationales, l'Internationale Socialiste, l'Union des Partis Socialistes et socio-démocrates de la Communauté, sont aujourd'hui pleines de vitalité dans leur combat pour la liberté et pour la justice sociale.
Merci à eux - je ne sais pas si je dois sourire -d'avoir contribué peut-être à relativiser certaines de nos différences d'aujourd'hui en faisant ressortir les convergences qui nous unissent au niveau de la planète elle même, par delà les différences de langues, et merci à eux d'avoir été capables de nous parler dans notre langue.
(Applaudissements)
Merci de nous avoir consacré un peu de leur temps et je terminerai à mon tour en leur présentant 4 vœux.
A Sergio Culescu, je dirai qu'après la nuit Communiste à l'Est, nous formons le vœu que ce soit la Social-démocratie et non le libéralisme qui représente le retour du balancier dans ces pays.
(Applaudissements)
A Roberto Arrate, je dirai qu'après la consolidation que je souhaite irréversible de la démocratie au Chili, j'espère que les prochaines élections leur permettront d'avoir un chef d'Etat, non plus démocrate chrétien, mais Socialiste.
(Applaudissements)
A Guy Spitaels, je souhaiterai - il ne m'en voudra pas c'est un souhait pour tous ici - que la prochaine conférence intergouvernementale qui va s'ouvrir en fin de

Fondation Jean Jaurès

cette année pour créer l'union économique et monétaire, mais surtout pour renforcer les institutions de la Communauté, de façon à nous permettre d'aller plus vite et plus fort vers l'Europe sociale pour laquelle nous combattons, à Guy Spitaels, président de l'Union, je souhaiterai que cette Conférence soit un succès.
(Applaudissements)
Enfin, cher Oskar Lafontaine, je te souhaiterai deux choses, au nom de tous les Socialistes ici rassemblés : demain, vous le savez, a lieu la première élection en RDA depuis soixante ans. Vous connaissez la tradition ancienne de la Social-démocratie de ces provinces de l'ancienne Allemagne. Je souhaite que ce soit bien le SPD de l'Est qui l'emporte, comme les sondages nous l'indiquent, et que par conséquent, notre combat, et ton combat, en sortent renforcés.
(Applaudissements)
J'espère que nous aurons bientôt le plaisir de te revoir, et en tout cas, qu'après décembre, nous te recevrons en tant que Chancelier, mon cher Oskar.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, à partir de 19 h 15 très précises vont se dérouler dans l'enceinte du Congrès deux forums au cours desquels vous pourrez dialoguer avec l'ensemble de nos amis des délégations étrangères et entendre ce que tous ils ont à nous dire.
Le premier forum portera sur les relations Nord-Sud, démocratie et développement et il se déroulera dans la salle de Commission n° 1.
Le deuxième forum portera sur l'Europe de l'Est, avec comme titre construire la démocratie, il se déroulera dans la salle de Commission n°2.
Je vous demande, bien entendu, d'attendre la fin du débat qui ne va pas tarder, pour vous y rendre, mais je souhaite que vous y soyez nombreux pour entamer avec nos camarades, avec nos amis, le dialogue qui prolonge les discours que nous venons d'entendre à cette tribune.
Nous voilà arrivés, mes chers camarades, au terme de la partie internationale de cet après-midi et permettez-moi de remercier nos invités de leur présence.
(Applaudissements)
Je passe la parole pour la suite du débat général à Patrice Finel.

Patrice Finel
Après ce bol d'air international, heureuse initiative du Congrès de Rennes, c'est la première fois d'ailleurs depuis que nous consacrons un temps à l'International, et je pense que c'est une bonne idée, donc après ce bol d'air international j'ai presque envie de m'excuser de revenir aux réalités de notre "tambouille" de ce Congrès.
Je voudrais commencer cette intervention par une quasi-confession : les camarades de la motion 6 et moi-même nous nous sommes trompés sur l'objet de ce Congrès, nous pensions qu'il s'agissait d'un débat, d'avoir un débat sur un grand dessein, un nouveau projet. Nous aurons malheureusement trop souvent pour le moment un Congrès sur la "calculette", et sur les objectifs de synthèse ou

Fondation Jean Jaurès

de places ici ou là.
Nous pensions que l'important était de redonner un souffle au Parti, de lui faire réincarner l'espoir, afin de pouvoir continuer à transformer la société. Nous pensions que le partage des pouvoirs dans l'entreprise, la co-détermination allaient plus loin que les lois Auroux et que cela pouvait être un objectif de ce Congrès.
Nous pensions que la relance de la décentralisation, le référendum d'initiative locale, la discussion sur les évolutions des institutions, pouvaient être un objectif de ce Congrès, nous pensions que la crise de la civilisation urbaine, la définition d'un projet Socialiste pour la ville - notamment face à la montée de l'extrême droite et de Le Pen - devraient être au centre de nos travaux.
Nous pensions que l'écologie et le nucléaire devaient être également présents. Nous pensions pouvoir revenir au débat qu'on vient d'avoir, que la perspective d'un PS transnational devait guider nos débats.
Pour le moment, qu'est-ce que nous avons eu ? Nous voulions rénover sur le fond, nous voulions également parler de la rénovation, du mode de fonctionnement du Parti sur la forme, la nécessité du vote secret, la nécessité d'un présent/un mandat, la nécessité d'un fonctionnement du Parti plus transparent, nous pensions que c'était cela les objectifs du Congrès, que c'est de cela dont nous allions discuter.
Aujourd'hui, pour ne parler que de la Commission des résolutions d'hier soir, trois heures et demi de débat uniquement sur la forme et donc à cette étape, devant les passions qui ont monté au cours de la journée, pour notre part nous voulons privilégier l'avenir, la construction, la reconstruction d'un grand Parti Socialiste. Et devant cette situation, nous avons décidé de répondre à l'appel qui a été lancé ici, hier et avant-hier, à la fois par Jean Poperen et par Laurent Fabius.
(Applaudissements)
Nous avons décidé de regrouper les modestes mandats obtenus par la motion 6 avec la motion 5.
(Applaudissements)
L'état actuel du Parti, sa nécessaire rénovation, et nécessaire modification de fonctionnement, montre que cela est indispensable. Tout cela passe par la représentation des minorités qui font la richesse du Parti Socialistes Tout cela passe par le respect de nos différences dans le débat et par l'unité dans l'action. Voilà les conditions de la synthèse générale, voilà ce qu'à notre avis nous devons maintenant faire ce soir et demain.
Ce soir en Commission de résolutions, et pour notre part nous avons choisi de le faire avec Laurent Fabius.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est a Christophe Cevasco pour cinq minutes.

Fondation Jean-Jaurès

Christophe Cevasco

Mes chers camarades, la tâche n'est pas facile pour un jeune comme moi. Après les interventions des invités internationaux qui ont parlé cet après-midi, et des "éléphants" du Parti, j'espère que vous arriverez à garder votre attention et je vous remercie d'avance de ce que vous voudrez bien m'accorder.

Je voulais intervenir sur les conséquences que ce 10ème Congrès du Parti Socialiste aura au sein du mouvement des jeunes Socialistes.

Le MJS, par lequel beaucoup d'entre vous sont passés, avant de devenir des militants et des responsables du Parti, a beaucoup évolué durant ces dernières années, voire même durant ces dernières semaines. Ce Congrès, important, certains diront décisif pour notre Parti, aura également beaucoup agité le mouvement des jeunes Socialistes, des jeunes militants Socialistes dans leur ensemble et cela ne nous surprendra pas.

En effet, pour la première fois depuis des années, les procédures de désignation de nos responsables au sein de notre mouvement, ont pu se dérouler suivant des règles démocratiques, ces mêmes règles qui sont au sein du Parti une habitude maintenant : représentation à la proportionnelle, obligation d'être à jour de cotisation, égale information de tous les courants, accès officiel, désignation des représentants en fonction des votes indicatifs sur les textes politiques et j'en passe. Je ne vous fais pas le détail.

Ces mêmes règles sont encore pour nous Socialistes une agréable surprise et une agréable nouveauté. Je dirai même, que nous sommes en avance, mes camarades, sur le Parti, sur un point qui a pourtant captivé l'attention de beaucoup de nos camarades : le problème de la comptabilisation des votes et des mandats car au sein du mouvement des jeunes Socialistes il y a une unanimité mes camarades, pour comptabiliser un présent/un mandat.

(Applaudissements)

Et ces règles auront au moins permis de trouver la juste place des sensibilités présentes au sein du MJS.

Il était en effet de bon ton pour certains dans le passé de nier que les clivages, qui animent notre mouvement étaient les mêmes que ceux du Parti.

Je crois que le résultat des votes du MJS ont donné tort à ces personnes qui croyaient qu'on ne retrouvait pas les mêmes clivages qu'au sein du Parti.

Je ne lève pas le suspens sur les résultats, la Commission de vérification des mandats qui vient de se réunir, a décidé de ne pas communiquer les résultats du vote du MJS. Deux fédérations restent en suspens, et vont avoir voté dans les jours qui viennent. Je comptais toutefois vous montrer, mes camarades, pourquoi chez les jeunes Socialistes la réduction du débat entre le choix d'untel ou d'untel n'a pas rencontré le même succès, que celui qu'elle a rencontré dans le Parti.

Les jeunes Socialistes attendaient et attendent encore beaucoup de ce Congrès. Nous aurons en effet dès lundi à reprendre notre action auprès des jeunes de notre pays. Nous devons donc tous ensemble, et j'insiste sur ce mot, préparer ces enjeux pour lever ces défis, défi tout d'abord que celui de la réduction des inégalités, qui frappe très durement les jeunes, avec la principale d'entre elles, le

Fondation Jean Jaurès

chômage.
Le chômage baisse aujourd'hui, voilà un défi à poursuivre et à confirmer.
L'éducation ensuite : aujourd'hui, répond au pari de 80% d'une classe d'âge au niveau du BAC, répond également à la demande massive des étudiants qui sont aujourd'hui entassés dans des campus insuffisants et trop étroits.
Voilà un second défi que nous voulons relever.
Lutter contre le racisme, combattre le néo-fascisme qui pointe le nez ici ou là, refuser l'exclusion en aidant à l'intégration de tous et, en premier lieu, à l'intégration des immigrés, ce sera notre troisième défi.
Enfin, reprendre l'offensive sur des sujets que nous avons parfois trop vite délaissé, comme la réforme du service national, le combat pour l'écologie, pour un meilleur environnement, la réflexion sur l'audiovisuel, sur le culturel, les problèmes internationaux. Je pourrais faire une longue liste de ces thèmes, que nous avons délaissés au cours de notre débat.
Pour notre part, nous jeunes Socialistes, signataires de la motion 3, nous souhaitons qu'ils redeviennent l'objet très vite de nos débats. Assez de divisions, assez de conflits de personnes. Sachons donner à notre pays les réponses qu'il attend. Pour les jeunes Socialistes, cela passe par des moyens nouveaux et réels, par une volonté politique forte et générale de construire un mouvement de jeunesse, puissant et dynamique dans notre pays. Cela passe aussi par une plus grande autonomie de notre mouvement, vis-à-vis du Parti.
Mais attention, mes camarades, autonomie ne veut pas dire indépendance. Cela rappellerait de mauvais souvenirs à certains. Autonomie veut dire responsabilité et responsabilisation.
Voilà ce qu'au-delà des envolées lyriques de certains, nous souhaitions vous dire.
Pour notre part, tous ensemble unis, c'est en tout cas le vœu que nous émettons, nous souhaitons que cela nous aide à gagner les défis du futur auxquels nous a invités François Mitterrand et que met en œuvre le gouvernement de Michel Rocard.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Les délégués de la motion 3 se réunissent aussitôt après que j'aurai levé la séance salle D.
Je vous rappelle que, dans quelques instants, commencent les deux forums, l'un sur le Nord-Sud, démocratie et développement, l'autre sur l'Europe de l'Est, construire la démocratie.
Vous êtes invités à vous y rendre aussitôt après que je lèverai la séance.
La Commission des résolutions se réunira à partir de 23 h, en mairie de Rennes.
La séance reprendra demain à 10 h.
La motion 5 se réunira demain matin à 9 h 30, à son lieu de réunion habituel.
Je vous rappelle, notamment après avoir entendu les propos de nos camarades à la tribune, que le stand Solidarité se tient dans le premier hall, à droite.
La motion 4 se réunira demain à 9 h 30.

Fondation Jean Jaurès

La motion 1 se réunira demain à 9 h 30.
La motion 2 se réunira demain à 9 h 30.
Et je crois pouvoir dire - nous sommes la seule qui manque - que la motion 7 se réunira demain à 9 h 30.
La séance est levée. Les forums vont ouvrir.
Commission des résolutions : 23 h.

Parti Socialiste
10ème Congrès
Rennes 15, 16, 17 et 18 mars 1990

Séance du dimanche 18 mars 1990

La séance est ouverte à 13 h, sous la présidence de Louis Mermaz.

Le président (Louis Mermaz)
Chers camarades, excusez-nous de reprendre les travaux avec un retard sur l'horaire prévu.
Nous sommes toujours à la recherche d'une synthèse... (huées, sifflets)... une synthèse générale, c'est-à-dire que, conformément aux statuts, un représentant par motion résumera le sens politique de sa motion, et l'ensemble des représentants de ces textes se retrouveront mardi autour du premier secrétaire, Pierre Mauroy... (huées)... pour rédiger cette synthèse.
La parole est à Henri Emmanuelli, pour la présentation du texte de la motion n°1. Nous voterons sur chacun des textes de motions.
(Protestations)
Auparavant, il va vous être donné lecture des résultats du vote indicatif.
(Brouhaha, sifflets, protestations)
La parole est à Yannick Bodin.

Yannick Bodin
Mes chers camarades, la Commission des résolutions a pris acte des résultats des votes indicatifs des fédérations, tels qu'ils ont été présentés par la Commission de vérification des mandats.
La Commission des résolutions l'a fait par 46 voix pour, 27 membres de la Commission ne prenant pas part au vote.
Voici ces résultats.
Total des mandats nationaux : 7 194.
Ont obtenu en mandats nationaux :
- Motion n°1: 2082 mandats, soit 28,94% des mandats.
- Motion n°2: 518 mandats, soit 7,20% des mandats.
- Motion n°3: 1745 mandats, soit 24,26% des mandats.
- Motion n°4: 97 mandats, soit 1,35% des mandats.
- Motion n°5 : 2075 mandats… (protestations)… soit 28,84% des mandats.

Fondation Jean-Jaurès

- Motion n°6: 47 mandats, soit 0,65% des mandats.
- Motion n°7: 613 mandats, soit 8,52% des mandats.
- Abstentions : 14 mandats nationaux, soit 0, 19%.
- Ne prennent pas part au vote 3 mandats nationaux comptabilisés, soit 0, 04% des mandats.

Par ailleurs, la Commission des résolutions a examiné les derniers points restés en question, après l'adoption par le Congrès jeudi du rapport sur la révision des statuts nationaux du Parti.

1- La Commission a adopté à l'unanimité le principe du vote secret dans le Parti. (Vifs applaudissements)

Elle demande au Congrès de mandater le Comité directeur pour rechercher les modalités d'application de ce principe.

2- Pour la représentation des votes politiques, la Commission a pris acte que le Congrès jeudi avait adopté les modifications suivantes, et je les rappelle : la carte d'adhérent sera annuelle avec un timbre unique pour l'année.

(Applaudissements)

Il faudra six mois de présence dans le Parti pour avoir le droit de participer aux différents votes dans le Parti.

(Applaudissements)

Un plafond maximum du nombre de mandats est limité au nombre d'adhérents dans la section.

(Applaudissements)

La Commission complète maintenant cette proposition en demandant au Congrès d'exiger que seuls les votes des présents soient pris en compte pour le calcul de la proportionnelle.

(Vifs applaudissements)

La Commission vous demande à l'unanimité d'adopter cette modification statutaire.

3- Enfin, en ce qui concerne les demandes de réintégration dans le Parti, la Commission des résolutions demande au Congrès de mandater le Comité directeur pour régler dans les prochaines semaines les questions actuellement posées.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Le président - Je vais demander - il faut respecter les formes - que ceux qui sont d'avis d'adopter ces dispositions qui ont été retenues à l'unanimité par la Commission des résolutions le manifestent en levant leur carton rouge.

Pour ?

…

Contre ?

…

Abstentions ?

…

Adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

Coll. Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Je donne la parole à Marie-Noëlle Lienemann.
(Applaudissements)

Marie-Noëlle Lienemann
Chers camarades, beaucoup des propositions qui nous ont été lues par Yannick Bodin constituent une avancée importante dans le fonctionnement démocratique de notre Parti.
Mais chacun le mesure, la façon dont est traitée une minorité est révélatrice aussi du fonctionnement de la démocratie.
La lecture des statuts est extrêmement ambiguë sur la prise en compte du seuil des 5% pour la représentativité des minorités. Elle indique que c'est soit au vote indicatif, soit au vote de synthèse.
Il se trouve que la lecture qui en a été faite par le Comité directeur, qui n'est pas souverain dans un Congrès, a été de considérer que ce seuil était à l'entrée du Congrès.
Je voudrais rappeler une jurisprudence certainement présente à la mémoire d'un grand nombre de camarades, celle du Congrès de Metz. Au Congrès de Metz, le texte présenté par Christian Pierret, et Jacques Guyard, n'avait pas atteint le seuil de 5%. Pourtant, au vote final de Metz, il apparaissait comme étant compté dans les mandats. Donc les mandats correspondant à la minorité faisant moins de 5% à l'entrée du Congrès, étaient de toute façon comptabilisés et n'étaient pas exclus des comptes.
C'est parce qu'à l'issue du Congrès, le texte de Christian Pierret de Jacques Guyard n'avait pas atteint les 5%, qu'à ce moment le seuil s'est appliqué.
Mais les comptes rendus du Congrès sont tout à fait clairs. Leurs mandats ont été comptabilisés dans le vote final.
Le seul changement de statut qui est intervenu, justement à ce Congrès, portait sur la façon de représenter les minorités uniquement dans les fédérations, et donc j'estime que cette jurisprudence doit amener le Congrès à penser que toute motion faisant moins de 5% à l'entrée mais ayant fait fusion avec une motion qui fait plus de 5% à la sortie, a droit à sa représentation.
(Protestations)

Le président - Marie-Noëlle, veux-tu conclure s'il te plaît ?

Marie-Noëlle Lienemann - A partir de ce moment là je souhaite que les mandats de la motion de Julien Dray et de Jean-Luc Mélenchon, et ceux de la motion que je déposais avec Patrice Finel, soient comptés avec les mandats de la motion de Laurent Fabius.
(Tumulte, brouhaha, applaudissements, protestations)
Chers camarades, par ailleurs, je souhaite que nous puissions avoir droit aussi à la juste représentation au Comité directeur qui est issu de cette fusion.
(Protestations, sifflets)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Merci.
La parole est à Jean-Luc Mélenchon.
S'il vous plaît, je demande à Jean-Luc Mélenchon d'être le plus bref possible.

Jena-Luc Mélenchon
Je vais l'être. Je ne vais pas vous parler d'articles, de statuts; Je vais peut-être plus vous parler avec la voix du cœur...

Dans la salle - Oh... oh…!

Jean-Luc Mélenchon - Chers camarades, cette question des minorités ne peut être indifférente à des Socialistes, puisque nous consacrons et vouons tant de nos luttes à la prise en compte de ceux qui sont exclus.
(Protestations et applaudissements)
A chacun d'entre vous je demande : croyez-vous que le rassemblement des Socialistes serait complet s'il n'incluait ni Marie-Noëlle Lienemann, ni la Nouvelle Ecole Socialiste ?
Croyez-vous que la rénovation, aux yeux de ceux qui nous regardent, serait acquise, si ceux qui nous regardent, avaient le sentiment qu'en serait exclue une partie de ceux pour qui je me permets de vous le dire, ils ont aussi beaucoup de sympathie.
Ce qui dans cette affaire bloque, c'est que les mandats s'ils étaient pris en compte, conformément aux statuts, puisque nous avons rédigé un nouveau texte... avec Laurent Fabius, ce texte - issu de la Commission des résolutions…
(Vives protestations)

Le président - Jean-Luc, tu veux conclure, s'il te plaît ?

Jean-Luc Mélenchon - Je te remercierai de demander à la salle de me le permettre.
Ce texte, conformément à nos statuts actuels, permettrait que soient additionnés les mandats et je crois, par honnêteté, que c'est mon devoir, comme vient de le dire Marie-Noëlle, de le demander, mais je veux vous dire qu'au pied du mur, et je veux l'en remercier, mandats additionnés ou pas, Laurent Fabius a pris la décision de nous intégrer sur son propre quota, en retirant des camarades de sa propre motion.
(Applaudissements)
Voilà l'homme qui rassemble !
(Applaudissements et vives protestations)

Dans la salle - Fabius, Fabius, Fabius !

Le président - Cela suffit s'il vous plaît.
Si je ne suis pas saisi d'une demande de vote, je rappellerai simplement que la Commission des résolutions, après un débat juridique assez long, a tranché

Fondation Jean-Jaurès

conformément à l'article 5 des statuts, alinéa 3, considérant que l'interprétation juste était celle qui ne correspondait pas aux explications que viennent de nous donner et Marie-Noëlle Lienemann, et Jean-Luc Mélenchon.
(Protestations)
Les débats de caractère strictement juridique, dans les enceintes juridiques, généralement passionnent moins !
Si vous en êtes d'accord, nous allons maintenant donner la parole à un orateur par motion.
La parole, pour la motion 1, est à Henri Emmanuelli.
(Très vives huées, applaudissements)

Henri Emmanuelli
Mes chers camarades, comme vous le savez, la Commission des résolutions n'a pas pu parvenir à dégager un texte de synthèse...

Dans la salle - A qui la faute ?

Henri Emmanuelli - ... Il faut donc, maintenant, que chaque représentant de motion vous présente le texte.
Vous avez eu connaissance du vote indicatif, il vous appartiendra éventuellement de voter par mandats, si cela était nécessaire...
Chers camarades, j'entendais un cri à l'instant : à qui la faute ?
Moi aussi, je pose la question : à qui la faute ?
(Très vives protestations et sifflets)
A qui la faute ?
(Vacarme)
Pendant des jours, pendant deux nuits, nous avons tenu des débats de procédure !
(Vacarme)
Je répète, pendant des jours, des heures, pendant deux nuits, nous n'avons eu droit qu'à un débat de procédure ! A aucun moment, camarades, nous n'avons pu engager la discussion au fond sur le plan politique, comme c'était notre devoir !
(Vacarme et vives protestations)

Dans la Salle - Tricheurs !

Henri Emmanuelli - A plusieurs reprises, cette nuit encore, le premier secrétaire... (vives protestations)… a proposé la création de groupes de travail... (protestations et huées)... Vous savez, chers camarades, les huées n'ajouteront rien à la conclusion des débats. C'est une heure un peu grave pour notre Parti. Cela fait dix-huit ans que je milite dans ce Parti... (protestations)... et je n'ai jamais connu ce genre de situation ! Jamais !
(Applaudissements et protestations diverses)
Ce matin encore, nous pensions être parvenus à une possible synthèse.

Fondation Jean-Jaurès

Et puis, dans le courant de la matinée, tard dans la matinée, vous le savez car vous avez beaucoup attendu, nous avons pu constater que ce n'était toujours pas le cas.
Alors, il m'appartient de vous présenter la motion 1, signée par Pierre Mauroy, Louis Mermaz et Lionel Jospin.
(Applaudissements et vives protestations)
Chers camarades, rassurez-vous, à cette heure-ci je ne vais pas faire l'exégèse de la motion 1. Je suis persuadé que vous l'avez tous lue. Je voudrais vous rappeler simplement que, conformément finalement à la tonalité de l'ensemble des discours que nous avons: entendus à cette tribune, cette motion était axée sur l'idée de partage... (mouvements divers)... cette motion était axée sur l'idée, oui, qu'il ne fallait laisser personne sur le bord de la route dans aucun domaine... (très vives huées)... même pas ceux qui se rallient !
Chers camarades, d'autres ont parlé de justice sociale, d'autres ont parlé d'égalité. Tout cela, nous le savons bien, dans nos esprits de Socialistes, veut dire la même chose et il est évident que, sur cet axe central de notre motion, si nous avions parlé politique, si nous avions mis les idées au premier plan, il n'y aurait eu aucune difficulté à dégager des solutions communes... (applaudissements)... des propositions communes. Aucune difficulté.
(Applaudissements et sifflets)
Il n'y aurait pas eu non plus de difficulté sur les autres sujets, qu'il s'agisse de la politique étrangère, de la manière d'aborder aujourd'hui le problème de l'écologie, de la manière aussi de nous entendre sur notre Parti... encore que la, chers camarades, je m'avance peut-être beaucoup, parce que si je ne veux pas reparler de l'ensemble des thèmes évoqués, je voudrais vous dire que, dans notre motion, il y avait aussi de longs développements sur la conception que nous avons du Parti Socialiste... (applaudissements et sifflets)... Je crois que, compte tenu des circonstances que nous vivons, il n'est peut-être pas inutile de le rappeler
Nous, ne prétendons pas, chers camarades, détenir la vérité à nous tout seuls...

Dans la salle - Ah !

Henri Emmanuelli - ... et nous ne prétendons pas que les autres ont forcément tort...

Dans la salle - Ah !

Henri Emmanuelli - ... mais il y a une chose sur laquelle nous aurons de la difficulté à transiger, c'est sur la conception profonde du Parti, qui doit être un parti de militants qui réfléchissent, qui élaborent une réflexion collective… (très vives protestations)... et qui mettent cette réflexion collective au service d'une volonté de transformation !
C'est cela, le Parti, Socialiste, mes camarades... (applaudissements)... ce n'est pas un parti de supporters... (vives protestations)... qui, avant même que l'on ait

Fondation Jean Jaurès

parlé... (vacarme)... sifflent, huent, comme certains sont en train de le faire maintenant !
(Vacarme)
Quelle image ! Quelle image ! Quelle image !
(Brouhaha général)
J'ai dit, chers camarades, que nous n'avions peut-être pas le privilège de cette conception. Je comprends donc difficilement pourquoi certains manifestent si bruyamment !
(Protestations)
Chers camarades, s'agissant du Parti, nous avons réussi, et je m'en félicite, à nous, entendre sur un certain nombre de modifications statutaires qui, je crois, ont été appréciées par l'ensemble des délégués, d'après ce que j'ai pu juger en regardant la salle tout à l'heure, au moment où Yannick Bodin vous les présentait : vote à bulletins secrets, pour l'avenir (un principe qu'il faudra adapter à nos statuts... ce sera un sujet compliqué), une voix, un homme, un mandat... (applaudissements)... certaines dispositions aussi pour éviter que les trop nouveaux venus, puissent voter, un timbre annuel pour éviter à l'avenir cette sarabande des timbres mensuels... bref, si nous, le voulions, chers camarades, ensemble, nous pourrions fortement améliorer la vie de notre Parti.
Mais, par delà les considérations statutaires, je voudrais rappeler (car ceux qui nous regardent aujourd'hui ont peut-être des doutes, par delà cette salle, peut-être même dans cette salle) que nous sommes le premier parti de France, le Parti de la majorité, et qu'il eut été souhaitable que nous parvenions, peut-être pas tous, mais en tout cas de manière majoritaire... (mouvements divers)... eh oui ! On ne peut pas inclure ceux qui ne veulent pas l'être, chers camarades ! On ne peut pas !... (très vives protestations et applaudissements)… On peut ne vouloir exclure personne, mais on ne peut pas forcer à venir ceux qui ne le veulent pas… (vives protestations:)... et qui ont manifestement une autre stratégie, qui consiste, paraît-il, à faire émerger de nouveaux axes, de nouvelles alliances...
En attendant, chers, camarades, pour la première fois de son histoire depuis Epinay, notre parti va se séparer sans majorité !

Dans la salle - A qui la faute ?

Henri Emmanuelli - La faute à ceux qui ont préféré la procédure à la discussion politique !
(Vacarme)
La faute à ceux qui, encore à 1 h moins le quart... (sifflets et huées)... faisaient de la procédure sur les statuts ! Il a fallu que Lionel Jospin fasse une motion d'ordre... (vives protestations)... pour rappeler que vous attendiez dans cette salle, chers camarades !
(Sifflets)
Oh, les sifflements et les huées ne changeront rien à la réalité, hélas... si cela pouvait changer quelque chose, je vous demanderais de crier deux fois plus fort ! Mais ce n'est pas le cas.

Fondation Jean Jaurès

Alors mes chers camarades, il va falloir continuer à rechercher les moyens d'une synthèse que je continue à souhaiter générale... en tout cas, à rechercher les moyens de faire que le Parti Socialiste ait une direction.
Chers camarades, il y a des statuts, ils seront respectés.
(Quelques applaudissements)
Et il y aura une direction bien entendu, mais nous aurions pu éviter cela.
Avant de laisser la tribune, je voudrais vous dire ma tristesse profonde...(protestations et applaudissements)... de voir le Parti dans lequel je milite depuis 18 ans, connaître ces débordements, de le voir s'enliser dans la procédure, alors que des millions de Françaises et de Français attendent de nous un message politique, simple et clair.
(Très vifs applaudissements)
Je veux bien que l'on fasse de grands discours pour désigner l'adversaire Le Pen, le racisme, mais croyez-vous, chers camarades, qu'avec la situation dans laquelle nous sommes, nous offrons les meilleures chances de combat contre M. Le Pen et contre le racisme.
Je veux bien qu'à la tribune on parle de transformation sociale, de nouvelle étape sociale, de réforme fiscale et de bien d'autres choses encore mais croyez-vous que la situation dans laquelle nous sommes peut représenter un quelconque espoir à ce jour (il y aura un lendemain, heureusement) pour tous ceux à qui nous sommes censés nous adresser ?

Dans la salle - C'est ton échec !

Henri Emmanuelli - J'entends... ce n'est pas l'usage mais je reprends l'interpellation de la salle "c'est ton échec "... mes chers camarades, c'est l'échec, je le répète, de ceux qui encore à minuit, cette nuit, nous expliquaient que pour constituer un groupe de travail pour réfléchir ensemble, il fallait d'abord avoir résolu tout un tas d'autres questions...

Dans la salle - Hé oui, hé oui...

Henri Emmanuelli - Ceux là même qui nous avaient dit "le débat, le débat, le débat".
Chers camarades, avez-vous le sentiment que pendant la première phase du Congrès, nous avons eu un débat politique dans ce Parti ?

Dans la salle - Oui, oui.

Henri Emmanuelli - Avez-vous le sentiment que ce qui a dominé, c'était les problèmes, la problématique politique ?
Tout le monde sait bien que non.
(Protestations)
Tout le monde sait bien que les enjeux de pouvoir ont été le moteur principal de cette période-là et j'avais souhaité, en ouvrant ce Congrès, dans mon rapport

Fondation Jean-Jaurès

d'activité, j'avais souhaité, oui, que cette deuxième phase du Congrès, c'est-à-dire notre travail ici à Rennes, permette un petit peu d'inverser le cours des choses et de faire en sorte que nous puissions adresser aux Françaises et aux Français un message clair.
Je n'ai pas le sentiment que ce message aujourd'hui puisse être très clair. Cela dit, nous avons des responsabilités, et chacun à nos places, délégués, responsables de fédération, membres de la direction du Comité directeur, du Bureau exécutif, du secrétariat national, nous allons les assumer, mes chers camarades, nous allons les assumer pour effacer cette mauvaise image et faire que le Président de la République retrouve un Parti Socialiste... (réactions dans la salle)… à la mesure des ambitions de son septennat.
(Applaudissements)
Je pense à lui en ce moment... (sifflets)… je n'ai pas le sentiment qu'il puisse être particulièrement heureux de ce qui se passe aujourd'hui à Rennes. Et je souhaite que nous effacions aussi cette déconvenue.
Je ne peux pas croire non plus que le Premier Ministre se réjouisse de la situation qui est celle du moment où nous parlons.
Ces hommes, chacun à leur place, ont en charge les intérêts de la France et nous, chacun à la nôtre, nous avons la responsabilité de l'espérance Socialiste.
Camarades, je vous le demande, ne les décevons pas.
(Applaudissements et sifflets)

Le président - La parole est à Jean-Marc Ayrault pour la motion 2

Jean-Marc Ayrault
Chers camarades, comment vous cacher mon émotion de parler devant vous, ce matin, ou plutôt cet après-midi, devant vous les milliers de délégués militants du Parti Socialiste venus à Rennes pour repartir gonflés d'espoir et de force, comment ne pas vous dire aussi ma tristesse.
Je suis comme beaucoup d'entre vous ici, dans cette salle, de la génération de ceux que François Mitterrand appelait les Sabras. L'année prochaine, comme beaucoup d'entre vous cela fera vingt ans que j'aurai donné dans ma vie militante au Parti Socialiste, et c'est vrai que je ne peux pas cacher cette tristesse que beaucoup d'entre vous ressentent, quelle que soit la motion que vous ayez voté, chers camarades !
(Applaudissements)
Car il y a eu trop de mots qui blessent, trop de gestes qui séparent dans ce Congrès, vous vouliez la synthèse du fond du cœur et vous aviez raison !
(Applaudissements)
Mais ce n'est pas ce qui s'est fait. Nous sommes rentrés au Congrès après le vote des militants avec 7 motions, et nous ressortons avec 5.
Je voudrais simplement ici non pas m'évertuer à chercher qui est coupable ou responsable, mais simplement rappeler quelques faits.
Dès le début de ce Congrès notre camarade Jean Poperen a fait une déclaration et a dit : "chers camarades, sans exclusive, recherchons la synthèse sur la base

Fondation Jean-Jaurès

d’une plateforme politique."
(Applaudissements)
Nous avons agi dans ce sens, dans les débats et dans la Commission des résolutions, mes chers camarades c’est un fait, c’est regrettable, il n’y a pas de synthèse. Donc ne jouons pas sur les mots, ce qui sera fait dans les jours qui viennent, paraît-il, ce n’est pas la recherche de la synthèse, c’est la recherche d’un accord, parce qu’il faut bien diriger le Parti, un accord de pouvoir, mes chers camarades, mais je ne voudrais pas qu’on insiste trop là-dessus, parce que cela sent un peu trop la magouille. J’aurais aimé qu’on sorte avec un texte politique de tout le Congrès.
(Applaudissements)
Oui, chers camarades, je me rappelle nos débats dans les sections, dans les fédérations, vous êtes venus très nombreux pour discuter, pour comprendre, vous vouliez tous un Congrès de débat, et d’idées, mais nous avions mis en garde tout le Parti, lorsque nous avons vu le tour que prenait le débat dans le Parti, lorsque nous avons assisté à une véritable confrontation non pas d’idées, mais dont les véritables enjeux étaient d’abord le pouvoir, et c’est ce qui s’est confirmé hélas dans ce Congrès.
(Applaudissements)
Dans ces réunions nombreuses du Parti, qui n’avait pas débattu depuis si longtemps, depuis Metz, et j’ai la nostalgie du Congrès de Metz, parce qu’à Metz, chers camarades, le Parti ne connaissait pas ces errements, il y avait débats d’idées, il y avait eu confrontation, vrais débats et nous sommes sortis avec une ligne qui nous a permis de gagner, ce n’est pas le cas aujourd’hui, mais pourtant vous vouliez ce débat, comme à Metz, et nous avons dit, avant de voter, chers camarades, : pensez au soir du Congrès de Rennes, lorsque les Français ouvriront leur poste de télévision, ou écouteront la radio, quel sera le message des Socialistes au monde du travail, à la France.
C’était cela la vraie question du Congrès et pas autre chose !
(Applaudissements)
Alors la tristesse est bien justement parce que l’image que nous donnons - et nous avons déjà des échos tous en retour - c’est l’image d’un parti divisé, en trop de clans, celui d’un Congrès qui n’a pas su rechercher l’accord politique entre nous.
Et cette Commission des résolutions, eh bien je dois le dire, chers camarades, malgré les demandes répétées, elle n’a jamais été saisie d’un texte politique, elle n’a débattu que de procédures, elle n’a débattu à la fin de cette nuit, au petit matin, à cette heure, que des postes de pouvoir dans le Parti, entre les motions, et mes chers camarades ce n’est pas de cela que nous débattons d’habitude dans les Commissions de résolutions, nous avons des textes que nous amendons et nous recherchons l’accord entre nous, C’était à la direction sortante du Parti de faire des propositions politiques !
(Applaudissements et sifflets)
Nous avions fait des propositions, nous avions fait des propositions politiques au Congrès, ces propositions nous les maintenons aujourd’hui, elles sont toujours

d’actualité. Car chers camarades, n’oublions pas le réel, le monde bouge partout, l’aspiration à la liberté, à la dignité, à la justice sociale, s’exprime partout, dans le monde, et notamment en Europe avec force. Quelle réponse, quel projet mobilisateur allons-nous proposer ?
Comment faire reculer les inégalités en France et dans le monde, lutter contre les exclusions, le chômage, contre la montée de l’extrême droite et ses provocations racistes ?
Nous n’avons cessé, tout au long de ce débat, ici à Rennes, de proposer le contrat entre le progrès économique et la cohésion sociale, par la justice sociale, véritable contrat négocié par les partenaires sociaux, avec une volonté forte du gouvernement et du Parti acteur de la mobilisation sociale. Nous avons proposé cela.
(Applaudissements)
Chers camarades, ce contrat, nous l’avons dit aussi, n’est possible que si les forces du monde du travail, les salariés d’abord, se mettent en mouvement vers un tel objectif. Et c’était à nous, Socialistes, à notre Congrès, de donner cet élan, et de dire ce que le gouvernement et le Parti ensemble, avec le mouvement social peuvent réussir unis, dans l’action et la réflexion.
Voilà ce qu’aurait pu être le message, et l’appel des Socialistes réunis à Rennes, en leur Congrès au monde du travail : "Rassemblez-vous, agissez pour ce contrat de justice sociale, qui d’abord rendra sa part équitable au revenu salarial."
C’est le grand dessein que nous voulons réussir avec vous, en ces deux prochaines années, dans le cadre d’une croissance en France et en Europe.
Cela ne se fera qu’avec cette caractéristique ou du moins qu’avec cette dynamique du mouvement social, retrouvée et en rassemblant à gauche les forces de gauche dispersées et en décidant d’organiser, dès cette année, les assises du mouvement Socialiste pour en finir avec la division.
(Applaudissements)
Voilà les quelques propositions essentielles que je rappelle mais que vous avez déjà entendues et j’en aurai terminé.
Chers camarades, vous tous et toutes ici, vous avez choisi l’engagement dans le Parti Socialiste, le Parti d’Epinay, de François Mitterrand. Vous avez choisi ce combat parce que vous voulez agir ensemble au-delà de vos différences, et de nos différences parce qu’elles existent, nous sommes un parti pluraliste mais vous avez choisi d’agir ensemble dans l’amitié, et la fraternité.
Vous avez choisi de mettre d’abord en avant la lutte pour les idées, et les valeurs du Socialisme avant les luttes de pouvoir internes au Parti Socialiste. Et vous allez peut-être repartir déçus et attristés comme ces millions de français sans doute qui votent pour le Parti Socialiste, ou pour certains d’entre eux, qui ne votent plus mais qui attendent ce message ce soir.
Vous allez repartir sans doute déçus et attristés et je pense en particulier comme tous ces jeunes qui sont souvent éloignés de la politique et à qui il faudrait adresser un message mobilisateur et convaincant.
(Applaudissements)
Mais je vous dis, camarades, chers camarades, je vous dis: ne vous découragez

Fondation Jean Jaurès

pas. Le combat pour le rassemblement, pour la synthèse, pour la reconquête de tout notre électorat continue dans vos sections, dans vos fédérations.
Au-delà de ce triste épisode, les signataires de la motion 2 en appellent à tous les militants et toutes les militantes pour qu'ils réagissent et fassent prévaloir sur le terrain, leur volonté de rassemblement.
(Applaudissements)
Comme François Mitterrand l'a toujours montré, chers camarades, c'est en effet par le rassemblement, par un projet cohérent, que nous referons du Parti Socialiste, la force de l'espoir et je voudrais que nous ayons ensemble une pensée pour ces camarades à Sarcelles qui, cette semaine, n'étaient pas avec nous au Congrès, parce que comme beaucoup de militantes et de militants, lorsqu'il y a des combats difficiles, ils ne ménagent pas leur peine en collant des affiches, en distribuant des tracts.
Nous leur souhaitons donc bonne chance pour ce soir. Nous sommes avec eux !
(Applaudissements)
Oui, camarades, je suis sûr que vous le voulez, il est encore temps de faire du Parti Socialiste, et ce sera la meilleure réponse à ce qui s'est passé là, le Parti des militants. Cela dépend de nous tous, chers camarades
(Applaudissements)
Avant de quitter cette tribune, comme nous l'avons fait tout au long du Congrès, tous les camarades qui se reconnaissent dans la motion 2 se réuniront en salle D.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Lindeperg.

Gérard Lindeperg
Chers camarades, pour bien tirer les conclusions de nos travaux de ce Congrès, il faut, je crois, tout à la fois revenir un peu en arrière et tenter de nous projeter dans le futur.
Revenir en arrière, là où tout a commencé, c'est-à-dire au Comité directeur du 13 janvier qui a clos le débat sur les contributions et ouvert la discussion sur la synthèse.
Nous disions alors que la synthèse était possible et que la synthèse était souhaitable.
Souhaitable pour l'unité du Parti, la cohésion du gouvernement, et l'image que les Socialistes donnent d'eux au pays.
Possible, car à l'évidence, les textes en présence, s'ils esquissaient des nuances, n'opposaient pas des politiques alternatives.
En tout cas, personne ne pouvait imaginer qu'il pût exister plus d'une demi-douzaine de politiques différentes de celle pratiquée par un gouvernement rassemblant toutes nos sensibilités.
(Applaudissements)
Nous regrettons de ne pas avoir été entendus, car nous aurions pu nous épargner beaucoup de tensions et beaucoup de blessures inutiles. Nous le regrettons d'autant plus que, sur le fond, nous n'avons jamais été aussi proches les uns des

Fondation Jean-Jaurès

autres. Quelques années de gouvernement nous ont permis de trancher plusieurs décennies de conflits idéologiques et au-delà des péripéties tactiques de ce Congrès, l'adoption de notre déclaration de principes, à la quasi-unanimité, marque une étape importante dans l'histoire du Socialisme français.
(Quelques applaudissements)
Il est dommage que le tumulte des contentieux ait relégué au second plan une telle avancée.
Mais ce Congrès, pauvre en idées et riche en contentieux, n'a pas eu que des inconvénients. Ce Congrès a permis à beaucoup d'entre nous de découvrir le statut de minoritaires, puisque aucune motion n'a atteint la barre des 30%.
(Applaudissements)
Il en résulte aujourd'hui je dirai une plus grande plasticité, une plus grande souplesse qui peut être porteuse de plus de démocratie interne et de plus de dynamisme, à une condition, que chacun s'engage à mettre son énergie au service du Parti tout entier.
(Applaudissements)
Pour appartenir à un courant qui a été longtemps condamné à camper à la périphérie des majorités successives, je voudrais attirer l'attention du Congrès sur les risques qu'il y aurait à laisser sur le bord du chemin telle ou telle fraction d'entre nous. Nous ne réussirons qu'ensemble. Nous avons besoin de toutes les énergies et de toutes les intelligences. L'heure n'est pas à la revanche, mais au rassemblement.
(Applaudissements)
La manière dont ce Congrès a été préparé, les pratiques qui se sont développées, le décalage entre la nature de notre débat et l'attente du pays, nous obligent à nous interroger sur la façon de conduire nos discussions internes.
Des propositions ont été faites dès l'ouverture du Congrès par Michel Sapin, pour mettre fin au laxisme de certaines pratiques, et je me réjouis qu'elles aient été adoptées et que notre Parti dispose bientôt d'un véritable code électoral.
(Applaudissements)
Mais au-delà de certaines pratiques contestables, il faut aller plus loin et nous interroger sur la signification des courants politiques qui structurent aujourd'hui notre vie interne.
Mes camarades, des courants anciens sont morts, des courants nouveaux sont nés. A l'évidence, une page de notre histoire commune est tournée, alors que nos modes de fonctionnement sont encore calqués sur un contexte très différent de celui d'aujourd'hui.
La vraie question à laquelle nous sommes confrontés est de savoir comment nous allons inventer de nouvelles procédures de débats, qui permettent de prendre en compte les grands problèmes de notre avenir, plutôt que les strates de notre passé.
Les enjeux de cette fin de millénaire doivent redonner un nouveau contenu à de nouveaux courants d'idées dont les modes de confrontation ne doivent pas nécessairement épouser les affrontements d'hier.
Nous n'avons pas su le faire, et il en est venu chez les militants un sentiment de

Fondation Jean-Jaurès

malaise. Nous n'avons pas su répondre à la complexité de l'attente des militants. Les militants veulent exercer leur esprit critique par rapport au gouvernement, mais sans gêner notre action. Les militants veulent débattre, mais sans se diviser. Les militants veulent être consultés, mais sans s'affronter.
C'est pourquoi nous déplorons, nous aussi, le climat de tension qui s'est installé dans le Parti.
Au Comité directeur du 13 janvier, Michel Rocard avait attiré notre attention sur les risques de dérive de notre Congrès, permettez-moi de le citer. Il disait :
"Quarante ans de militantisme m'ont appris que moins les désaccords sont fondamentaux, plus leur expression est conflictuelle, que dans les débats d'idées on essaie de convaincre, tandis que, dans les débats de personnes, on essaie de blesser".
(Applaudissements, bans d'applaudissements)
Mes camarades, il est urgent de reconstituer un pôle de stabilité et de recréer les conditions d'une vraie convivialité, et je vais conclure sur la synthèse.
Comment se pose le problème de la synthèse ?
Tout d'abord, il faut une volonté politique. Cette volonté, nous l'avons. Cette volonté, nous l'avons exprimée dès janvier 1990, mais cette volonté doit pouvoir s'incarner dans des propositions précises, textes d'orientation politique, accord sur la direction nationale, accord sur la direction des fédérations.
L'orientation politique, on l'a dit, le débat n'a pas eu lieu, et nous le regrettons. Reste le problème du secrétariat national et de la direction des fédérations.
Nous considérons que, sur ces deux points, aucun accord n'est intervenu. Des débats ont été faits, des échanges ont eu lieu, mais rien n'a été acté. Pour autant, rien n'est perdu et pour ce qui me concerne, je reste optimiste. Nous nous félicitons, en effet, qu'il y ait eu un accord général pour une réunion qui se tiendra mardi, à 17 h à l'initiative du premier secrétaire, mais ceci appelle une précision.
Nous voulons discuter mardi à égalité de droits et de devoirs. Nous ne voulons pas de pré-synthèse, nous ne voulons pas de préalable, nous ne voulons pas de synthèse partielle, nous voulons la synthèse générale.
(Bans d'applaudissements)
Nous voulons la synthèse générale et nous ferons tout pour réussir et donner à ce Parti la direction nationale que vous attendez tous, et qu'enfin, nous nous mettions au travail !
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Laurent Fabius pour la motion 5.
(Huées, mouvements divers)
S'il vous plaît ! Un peu de calme !
(Sifflets, applaudissements, mouvements divers)

Laurent Fabius
Chers camarades…
(Huées - trépignements)

Fondation Jean Jaurès

Dans la salle - Fabius ! Fabius !
Mitterrand ! Mitterrand !

Le président - S'il vous plaît ! Si vous voulez bien vous asseoir qu'on puisse continuer ! Merci beaucoup, Laurent Fabius a la parole.
(Brouhaha, manifestations diverses)

Lionel Jospin - On ne peut pas attendre une heure !

Laurent Fabius - Chers camarades...
(Mouvements divers)

Le président - S'il vous plaît !

Laurent Fabius - J'étais monté à la tribune avec joie avant-hier, j'y monte aujourd'hui avec une certaine tristesse…
(Protestations)
Nous avons déposé une motion, c'est le droit de tout militant, je ne veux pas à nouveau la développer, mais je crois que mon sentiment pourra être admis par tous, elle a obtenu un grand succès.
(Applaudissements prolongés)
Je veux seulement remercier les militants et ajouter à ces remerciements ceux que j'adresse aux amis des motions 4 et 6 qui ont voulu rejoindre la nôtre.
(Protestations véhémentes)
Pourquoi ce sentiment que malgré les cris, beaucoup d'entre vous partagent, de tristesse ou de déception ? Pourquoi ? Parce que les militants ont discuté, voté, attendu la synthèse.
J'entends que la question est posée et je veux y répondre à ma façon.
Pourquoi le blocage ? De qui le blocage ?
Chacun d'entre vous aura son point de vue, mais je propose pour qu'on entre dans le débat avec un bon fil directeur… (protestations)… que si l'on veut savoir à cause de qui, on écoute les propos, quand on accuse, quand on critique avec dureté, je ne crois pas que ce soit faire preuve d'une véritable volonté de synthèse…
(Applaudissements et protestations)
Je pense aussi et chacune et chacun d'entre nous devraient y être attentifs, cela a été bien dit avant moi, que chacun situant les responsabilités, nous devons tous admettre, malheureusement, que ce n'est pas la bonne méthode…

Dans la salle - Ah !

Laurent Fabius - … pour accueillir plus de militants dans nos rangs et qu'au contraire, c'est un formidable risque qui est pris de se faire détourner la population de la politique et du Parti Socialiste.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements et protestations)
Mes camarades, j'ajouterai peu de chose, mais cependant, cela : j'ai été frappé de voir, et ceci n'était pas arrivé, à mon sens, depuis le Congrès de Metz, que selon la motion que tel ou tel avait voté, avant même d'entendre les propos, il adoptait une attitude favorable ou parfois hostile. La règle devrait être d'attendre avant de juger, d'être tolérant, de faire en sorte d'écouter.
(Vives protestations)
Quant à la question que nous avons portée tout au long du Congrès avec d'autres, la nécessité du renouveau, si on avait le moindre doute, il est malheureusement levé par ce qui s'est passé ici aujourd'hui.
(Vifs applaudissements et protestations)
Je dis enfin, me tournant vers le futur, que le mitterrandisme, je continue d'y croire et il n'appartient à personne d'y mettre fin.
(Vifs applaudissements)

Dans la Salle - Mitterrand ! Mitterrand !

Laurent Fabius - Mes camarades, vous vous êtes divisés au cours de ce Congrès, mais au moins vous pourriez vous rassembler lorsqu'on évoque celui qui a fait le Parti Socialiste tel qu'il est. Si nous sommes tous là nous le devons à nos convictions communes et que personne ne met en cause, nous le devons à l'action formidable de François Mitterrand.
(Très vifs applaudissements)

Dans la salle - Fabius ! Fabius !

Dans la salle - Démago ! Démago !

Le président - La parole est à Max Gallo pour la motion 7.
(Applaudissements)

Max Gallo
Chers camarades, moi aussi, comme Jean-Marc Ayrault, je parle avec émotion, parce que nous venons de vivre ensemble, je crois, ce qui peut être un événement historique, positif ou, au contraire, ce qui peut être un déchirement, entre le négatif et le positif, il y a votre volonté, votre conscience, votre lucidité et aussi votre passion.
Je viens d'entendre les acclamations et les huées qui marquaient le passage de Laurent Fabius, j'ai pensé en l'écoutant à un autre Congrès Socialiste, dont nous allons fêter le 70ème anniversaire, le Congrès de Tours, et à la tribune, il y avait aussi un homme, Léon Blum... (vifs applaudissements)… qui était à la fois hué et acclamé… (applaudissements)… mais je dirai, chers camarades… (protestations)... je dirai, chers camarades, que ce qu'il y avait de différent…

Dans la salle - Ah !

Contribution Jean-Jaurès

Max Gallo - ... entre le Congrès de Tours et le Congrès d'aujourd'hui, c'est que le Congrès de Tours était un Congrès politique... (applaudissements)… et que le Congrès d'aujourd'hui n'est pas un Congrès politique.
(Très vifs applaudissements)
Qu'est-ce que cela signifie pour moi ? Cela signifie que je suis, comme le disait Laurent Fabius, triste de ce qui se passe, mais peut-être pour d'autres raisons que les siennes, parce que je ne sais pas effectivement si, comme parfois je l'entends dire par nos camarades, Léon Blum l'a emporté, et c'est vrai que c'est la fin en cette année 1990 du despotisme Communiste et Léon Blum avait fait un discours prophétique, mais chers camarades soixante dix ans de combat Socialiste, soixante dix ans de sacrifice venant après ceux de Jaurès, et son assassinat pour aboutir simplement à des luttes pour le pouvoir, je ne peux pas dire que Blum l'a emporté.
(Vifs applaudissements)
Chers camarades, quand avec Jean-Pierre Chevènement et les camarades de la motion 7 nous nous sommes posés la question de ce que nous allions mettre dans notre motion de "Socialisme et République", de ce que nous voulions voir dans nos débats au Congrès, nous avons répondu "politique, politique d'abord, politique partout ! "
Pourquoi ? Parce qu'il est trop facile de dire : ce sont des enjeux de pouvoir, ce Parti n'est plus un parti de militants, ou ce Parti va être un parti de supporteurs, ou c'est déjà une Convention à l'Américaine. Il faut se poser la question du pourquoi ces évolutions et ces évolutions elles ne tiennent pas aux défauts des hommes, moi aussi je déteste que l'on attaque les hommes et surtout quand ils sont nos camarades, et quels que soient ces camarades, même quand je suis en désaccord profond avec eux.
(Vifs applaudissements)
Mes chers camarades, je vais vous dire que quand la politique fait silence, comme elle l'a fait dans ce Congrès, comme elle l'a fait dans la préparation de ce Congrès, c'est toujours qu'il y a des choix politiques inavouables, et c'est cela le problème !
(Vifs applaudissements)
Quand les partis politiques sont en crise, ce n'est pas parce que les citoyens de ce pays ne s'intéressent plus à la politique, c'est parce que la politique s'éloigne, la politique ne les concerne plus et surtout c'est que l'écart grandit de manière dramatique entre les paroles, qui sont prononcées aux tribunes et les actes de la vie quotidienne.
(Très vifs applaudissements).
Avec les camarades de "Socialisme et République" c'est cet écart entre les discours, ceux qui ont été faits à cette tribune, ceux que nous avons tenus, les uns et les autres, et la réalité sociale, politique, culturelle de ce pays, c'est cet écart sur lequel nous avons voulu réfléchir, et nous disons que l'objet de ce Congrès, l'objet d'une synthèse, ce n'est pas d'étaler une fois de plus des programmes, et c'est Lionel Jospin qui le disait, comme si nous n'étions pas

Fondation Jean-Jaurès

encore au pouvoir, ou bien, et c'est Laurent Fabius qui le disait, comme si en effet nous oublions que nous sommes au pouvoir depuis dix ans, pratiquement, et qu'un enfant de 7 ans en 1981 aura 19 ans en 1993.
La réalité de ce pays, c'est-à-dire les crimes racistes, c'est-à-dire les policiers qui tirent à bout portant et qui sont libérés immédiatement, c'est notre réalité.
(Applaudissements)
C'est celle de notre gouvernement.
Les écarts de revenus, la croissance rapide des profits boursiers, je ne vais pas recommencer, tout le monde est d'accord pour le constater, et tout le monde le dit : les grands équilibres, tout le monde dit : "les contraintes"... nous nous disons il faut de manière pragmatique mais de manière résolue, analyser les raisons de cet écart, analyser les raisons de ces résultats insatisfaisants, d'une décennie de pouvoir politique.
Pourquoi ?
Parce que nous avons une responsabilité majeure en tant que Socialistes, avec le poids de cette immense histoire que nous portons. Et la responsabilité majeure, elle vient de ceci. Elle vient de ce que précisément, en cette année 1990, l'impasse du Communisme despotique est avérée et que dans ce grand mouvement de balancier, qui emporte les peuples du Socialisme étatique, du Communisme despotique, vers les économies de marchés, ce qui peut disparaître, nous le pensons, nous le craignons, ce sont aussi les idées de raison, les idées de progrès, les idées de politique.
Cela nous ne le volons pas parce que c'est cela la tradition du Socialisme et de la République française.
(Applaudissements)
J'avais invité à la librairie hier, un auteur dont vous connaissez l'un des livres, un Grec, Vassili Vassilikos, l'auteur de "Z".
Cet auteur, interrogé hier sur les crimes racistes, la montée du racisme, et pendant que je lui exprimais ma tristesse pour ce qui s'est passé, ou ce qui se passait dans ce Congrès, il me disait, avec un camarade qui était là : "vous avez vous, Français, une responsabilité particulière parce que vous ne tenez pas, si la Gauche, ne reste pas au pouvoir en France, et 1993 c'est demain, alors qu'est-ce qu'il restera pour arrêter ce mouvement de balancier ?"
Voilà notre grande responsabilité.
(Applaudissements)
Alors comment avez vous fait, chers camarades ?... je ne prétends pas que nous ayons des solutions toutes faites, mais c'est pour cela que nous sommes pour la synthèse... mais nous ne sommes pas pour une synthèse comme celle que j'ai vu se chercher cette nuit, de minuit à 12 heures... celle-là, je l'ai vue et je n'ai vu que des enjeux de pouvoir.
La politique a déserté le Parti Socialiste et c'est cela qui est grave. La synthèse que nous voulons est une synthèse qui met en accord tous les Socialistes mais surtout des politiques concrètes... assez de mots, assez de programme. Essayons de voir comment mettre en relation nos programmes et les faits dans ce Congrès, ce que nous avons fait ?

Fondation Jean Jaurès

Eh bien nous avons tenté, sans enjeux de pouvoir, de servir ni l'un ni l'autre des grandes motions. Nous avons tenté une pré-synthèse dans notre jargon. Nous avons tenté un texte politique. Nous avions proposé dès le mois de janvier, à Poperen, de faire fusion avec nous, et quand les votes sont intervenus, nous lui avons proposé de faire un pôle de gauche, mais peut-être avait-il lui aussi et c'est son droit, l'homme ou du moins les hommes sont les hommes, des enjeux de pouvoir.
(Applaudissements)
Et cela, c'est de sa responsabilité.
En tout cas, dans cette motion, dans cette rencontre, une synthèse qui ne satisfaisait pas les camarades qui ont eu raison d'associer les motions 7 et 1. Les Français se sont amusés... Voilà Chevènement avec Delors voilà Chevènement avec Mauroy... Voilà le désarmement et le ministre de la Défense... Ils ont eu raison de dire cela, mais c'était un effort politique de synthèse, où chacun respecte l'autre.
(Protestations)
Chers camarades, il est déjà 14 h 30, et je ne vais pas vous redire quelle est notre motion ? Ce qu'il y avait dans la motion de "Socialisme et République"... c'était qu'il y avait la tentative de lier ensemble les problèmes sociaux et les problèmes économiques. Cela suffit de dire "il y a le social, et sur l'économie, on ne peut rien".
Si on ne traite pas les questions économiques, parler de partage est une duperie. Il faut aussi dire : " il y a d'autres politiques économiques possibles".
Nous avions lié social, économique, et puis politique extérieure.
Chers camarades, aujourd'hui 18 mars à 6 h du matin, pendant que nous étions dans la salle de réunion, où se faisait la soi-disant synthèse, les Allemands d'Allemagne de l'Est commençaient à voter.
Voilà les enjeux importants posés par l'Europe. Voilà ce que nous devons prendre en compte, dans notre motion. Nous essayons d'être réalistes.
Point de mots mais une fidélité aux principes.
Là où il n'y a pas de Parti politique, il y a effectivement des supporters. Là où il n'y a pas de discours politique, il y a une politique souterraine qui se fait. Là où il n'y a pas de liaisons entre les principes, les discours et les actes, il y a le désarroi et il y a le racisme.
Croyez-le bien, 10 années passent vite... qui pouvait imaginer la crise française des années 1940 ?... Chers camarades, soyons réalistes, soyons unis, soyons déterminés, soyons Socialistes dans la République.
(Forts applaudissements)

Le président - Est-ce que maintenant Françoise Seligmann est prête pour proclamer la liste des membres titulaires et suppléants du Comité directeur ?

Françoise Seligmann - Voilà la liste des membres du Comité directeur.
(Lecture de la liste).

Le président - Merci, Françoise Seligmann.
Je donne la parole à Gilles Carasso pour la motion n° 5...
Gilles Carasso, si tu as une proposition à faire, tu la fais; moi je ne peux pas parler à ta place ! Ce n'est pas un piège, ne t'inquiètes pas. Mais si tu décides que tu n'as rien à dire...
(Protestations)
C'est de droit. Quelqu'un me demande la parole, je ne vais pas la lui refuser.
Alors c'est André Billardon qui va prendre la parole.

André Billardon
Merci, président.
Chers camarades, les cinq motions qui nous ont été présentées à nouveau ce matin restent en piste. Notre Congrès ne peut pas conclure sans qu'il y ait sur ces différents textes un vote du Congrès.
(Applaudissements)
Dès lors, deux votes sont possibles : soit un vote par délégué des fédérations qui sont dans cette salle, soit un vote à partir du mandat des fédérations.
Il y a eu un certain nombre de mouvements, des camarades, en raison du retard, nous ont déjà quittés.
Par ailleurs, un certain nombre de camarades nous ont indiqué que le déroulement même du Congrès avait pour conséquence que tel ou tel vote ou tel ou tel mandat national venant de telle fédération pouvait être différent de ce qu'il était initialement en raison de nos débats.
Par conséquent, au nom de la motion 5, je demande, conformément à nos statuts, qu'il soit procédé à un vote par mandats nationaux sur les cinq textes qui restent encore dans notre Congrès.
(Applaudissements)

Le président - André Billardon, merci.
C'est une opération qui va être longue. Moi je veux bien, mais cela va être très long. Nous en avons pour trois quarts d'heure.
(Protestations)
Je donne la parole à Henri Emmanuelli, et quand ce problème sera réglé, je donnerai la parole à Pierre Mauroy.

Henri Emmanuelli
Chers camarades, pour éviter à notre Congrès une tâche fastidieuse, je veux faire une proposition. Un vote est de droit, le problème n'est pas là, mais j'ai le sentiment que nos camarades de la motion 5, et c'est leur droit, veulent faire la démonstration qu'après la fusion de leur liste avec celle de Marie-Noëlle Lienemann et celle de la Nouvelle Ecole Socialiste, ils arrivent en tête.
Alors je suis prêt à leur dire : nous vous donnons acte que la motion 5 plus la motion 4 plus la motion 6, cela fait le chiffre que vous aviez, plus 1, 5, plus 0, 6, et à ce moment là vous pourriez peut-être dispenser nos camarades de votes longs et fastidieux.

Fondation Jean-Jaurès

C’est une proposition, c’est tout.
(Applaudissements, protestations)

Le président - André Billardon, est-ce que cette proposition ne te semble pas sérieuse ?
André Billardon va répondre positivement. Du calme, écoutez le.

André Billardon
Chers camarades, je crois que les micros se fatiguent, et nous aussi quelque peu...
Nous comprenons parfaitement qu’un grand nombre d’entre vous aient maintenant envie de rentrer chez eux. Par conséquent je donne acte à Henri Emmanuelli de la déclaration qu’il vient de faire et qui reconnaît qu’au bénéfice des synthèses, des fusions qui se sont faites entre les trois textes, c’est-à-dire la motion 5, la motion 4 et la motion 6, le texte qui ressort de nos débats et qui a été déposé sur le bureau de notre Congrès est celui qui a devant le Congrès obtenu le plus grand nombre de mandats.
(Protestations, bans d’applaudissements)
Il n’y avait pas sans doute de voix plus autorisée pour le faire que celle d’Henri Emmanuelli.
Dans ces conditions je renonce, au nom de la motion 5, à la demande que j’avais formulée d’un vote par mandats.
(Applaudissements, protestations, sifflets)

Le président - Sur cette déclaration d’André Billardon, j’ai deux demandes d’intervention, mais on ne va pas les multiplier. Vous voyez que nos camarades commencent à se rassembler.
Henri Emmanuelli, puis Pierre Guidoni.

Henri Emmanuelli
Chers camarades, deux mots.
J’avais fait une proposition dont je pensais qu’elle éviterait aux congressistes un vote fastidieux. Je crois que c’était une proposition élégante. Vous avez vu sur quel ton on me répond et vous comprenez maintenant ce que je voulais dire tout à l’heure quand je parlais de guérilla procédurière !
(Protestations, sifflets, huées)

Le président - Je vous donne acte que vous êtes un parti dynamique, des militants actifs !
Vous allez rentrer chez vous avec une impression d’inachevé, avec une inquiétude bien entendu légitime, mais aussi une dose d’espoir. Sur le terrain, la mobilisation nous attend. Mardi les responsables de motions se rencontreront, et je forme le vœu que nos travaux soient féconds.
Mais ne soyons pas non plus masochistes. Si le déroulement du Congrès n’a pas permis au débat de prendre toute l’ampleur que nous aurions souhaitée,

Fondation Jean Jaurès

n'accréditons pas l'idée que les Socialistes n'en auraient plus, car le débat s'est déroulé quand même depuis bientôt dix mois, les textes diffusés sont de grande qualité et nous avons là suffisamment de propositions non seulement pour y penser, mais pour les faire passer dans les faits et pour soutenir et l'action de François Mitterrand et celle du gouvernement de Michel Rocard que soutient le Parti Socialiste.
Je donne maintenant la parole à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy
Chers camarades, dans quelques minutes nous allons nous séparer. Nous allons quitter cette ville Socialiste de Rennes, symbole du dynamisme économique lié à une tradition locale forte.
Nous y avons reçu un accueil chaleureux. J'en remercie en votre nom et de tout cœur notre camarade Edmond Hervé... (applaudissements)... et je demande au premier secrétaire fédéral, Jean-Claude Duchalard, de transmettre ces remerciements à l'ensemble des militants de la fédération d'Ille-et-Vilaine, qui ont beaucoup et bien travaillé.
(Applaudissements)
Je remercie également en votre nom tous ceux qui ont beaucoup et bien travaillé, que ce soit le personnel de la fédération, ici, tous ceux qui se sont rassemblés, venant d'autres fédérations ou venant du Centre national, ou que ce soit le service d'ordre, qui a eu beaucoup à faire.
Bref, je remercie tous ceux qui ont travaillé pour nous et pour ce Congrès.
Nous allons nous disperser dans les villes et les départements. Nous continuerons, bien sûr, à militer au sein d'un parti aujourd'hui au pouvoir, fort de son rayonnement et de son implantation, un parti qui, grâce en particulier à l'action de François Mitterrand, de Michel Rocard et de son gouvernement (et je remercie tous ceux qui sont venus nous saluer, Michel Rocard et les nombreux ministres qui ont été ici, avec nous) a une place exceptionnelle dans la société française.
(Applaudissements)
Mes camarades, aucun de nos Congrès n'est indifférent, à l'échelle de cette histoire. Tous marquent une étape, un rendez-vous et une perspective. Tous comportent leur part d'exaltation, de passion et de désillusion...
Celui-ci, comme tous les autres, n'y manquera pas.
La presse s'est fait l'écho de nos débats. La tempête a parfois soufflé dans nos rangs, la passion n'a jamais été absente et il n'y a à cela rien à redire. Cela a prouvé, au moins, que notre Congrès suscitait attente et écho.
De ma place, par delà les différences, j'ai surtout entendu un appel à l'unité.
L'unité, je le dis depuis plusieurs mois, est indispensable.
La synthèse générale était dans l'intérêt du Parti,
Elle correspondait au contexte international exceptionnel qui nous a été rappelé, hier encore, par Oskar Lafontaine : celui de l'immense mouvement des libertés de l'Est, celui de la victoire idéologique du Socialisme démocratique confronté, depuis soixante-dix ans, aux déviations bureaucratiques et totalitaires, celui du

Fondation Jean Jaurès

mouvement progressif d'élargissement de la démocratie, des libertés et des droits de l'Homme.
La synthèse, mes camarades, correspondait aussi à notre histoire de Socialistes depuis 1971. Elle constituait, au moment d'engager une nouvelle étape sociale, l'exigence de mobilisation et de cohésion sans laquelle les Socialistes ne sont pas vraiment eux-mêmes.
Comme moi, vous souhaitiez l'unité dans le débat idéologique.
Cette unité-là, je constate que nous l'avons trouvée et la nouvelle déclaration de principes du Parti est un acte grave, qui nous engage. Elle témoigne de notre capacité à nous renouveler sans nous renier. Elle témoigne que nous avons su profiter des leçons de l'expérience en alliant, dans notre démarche, la culture de gouvernement à notre idéal Socialiste.
Nous ne sommes pas seulement les gérants d'une société, nous sommes, comme tous ceux qui nous ont précédés, épris de transformation et d'idéal. Le Socialisme reste, pour nous, une utopie, au sens vrai et noble de ce terme.
Si j'ai une fierté, ce matin, c'est bien d'avoir rencontré cette adhésion unanime pour fixer une fois encore le cap vers un Socialisme qui devra aborder le prochain siècle.
Comme moi, vous avez souhaité que l'on définisse le champ d'une nouvelle étape sociale.
Nous avions questionné Michel Rocard et le Premier Ministre nous a répondu. Il a défini, devant nous, les conditions d'une démarche précise, concertée, ambitieuse.
Certes, depuis des mois, les enjeux de pouvoir ont dominé les débats de fond. Ces enjeux sont d'ailleurs légitimes et notre Parti peut s'honorer de les mener au grand jour, même s'ils assombrissent parfois l'image que nous donnons de nous-mêmes... La démocratie est faite, aussi, de ces confrontations de personnalités...
On nous objectera sans doute que notre Commission des résolutions n'a pas constitué un débat d'idées à proprement parler. Il est vrai que la grande convergence qui existait finalement entre nous rendait en définitive moins prioritaire cette confrontation des idées. Le débat a parfois pu paraître secondaire.
Mais, mes camarades, cela ne signifie pas que les Socialistes ont cessé de s'intéresser aux idées ! Nos textes étaient, au contraire, d'une grande qualité et leur ressemblance n'enlève rien à cette qualité. Mais l'on débat plus aisément de ce qui oppose et, d'une certaine façon, nous sommes là un peu victimes d'une cohésion interne qui est le fruit d'un travail de vingt années...
En tous les cas, je voudrais dire que, devant le Congrès, certains ont fait un effort, tout de même, pour lancer ce débat d'idées. Il a été fait par ceux qui ont présenté devant vous la motion 1, que j'ai signé avec Lionel Jospin et Louis Mermaz, et la motion 7 de "Socialisme et République".
Il ne faut pas oublier de rappeler que, dès le début, nous avons proposé la discussion politique, nous avons proposé un texte, nous avons proposé de discuter sur la base des textes existants. La direction, sur ce plan, a fait son travail.

Fondation Jean Jaurès

La discussion politique a été refusée jusqu'au bout par ceux-là mêmes qui prétendaient vouloir débattre ! Là est la réalité !
(applaudissements et huées)
Mes camarades, au moment de nous séparer, nous devrions constater nos accords plutôt que nos différences.
J'ai déjà dit un certain nombre de ces points de convergence : le débat idéologique, la nouvelle étape sociale. Je devrais ajouter les interrogations sur l'écologie et l'environnement et aussi des débats que nous devrons mener ensemble : la nécessité de restituer une véritable dimension sociale à la démarche européenne, l'inévitable réflexion sur le désarmement, les fondements d'une nouvelle démarche Socialiste en faveur de la paix et bien sûr encore la démocratisation dans l'entreprise, l'utilisation du secteur public, la réforme de la fiscalité...
C'est, mes chers camarades, notre diversité qui doit nourrir notre identité.
Nous avons à fixer prioritairement les contours de notre programme pour les élections législatives de 1993 : quelle croissance sociale ? Quels objectifs de réduction des inégalités ? Comment concilier l'évolution des rémunérations et l'emploi ?
L'actualité ouvre sans cesse de nouveaux chantiers. Nous avons à les aborder et nous devons le faire, comme cela a été proposé par plusieurs d'entre nous, au sein d'une grande Convention nationale qui devra être préparée dans le cadre d'un large débat militant.
Vous le savez, nous avons déjà décidé de la tenue d'une Convention sur la défense en Europe et il faudra bien, comme l'a demandé le Président de la République, se pencher sur la démocratisation dans l'entreprise.
Les relations avec le monde en voie de développement doivent aussi appeler notre attention prioritaire et nous devons trouver le cadre d'un débat large et innovant.
Je ne doute pas que, sur ces thèmes nous trouvions les conditions d'un accord.
Il faudra aussi nous accorder sur les modalités de la rénovation du Parti.
Prenons acte de la convergence sur les objectifs, intéressons-nous maintenant aux procédures et aux moyens (car on ne parle pas dans l'abstrait du fonctionnement du Parti et, là encore, c'est un débat large) et préparons une Convention nationale, qu'il faudra mettre en œuvre dans les meilleurs délais.
Mais, pour terminer, je voudrais vous dire que ce qui nous a sans doute manqué dans ce Congrès, riche pourtant d'idées, après un débat extraordinaire qui a tout de même duré neuf mois (un débat sur les contributions, un débat ensuite sur nos motions), c'est la volonté du rassemblement.
Tout à l'heure, l'un des orateurs qui m'a précédé disait : "Je suis un sabra de cette histoire Socialiste..." Moi, je suis de l'histoire d'avant les sabras, c'est-à-dire d'avant Epinay. J'ai connu, mes camarades, les années où le Parti Socialiste, où la fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, cherchait justement (au prix de combien de contorsions, de combien de difficultés !) le rassemblement et, pendant des années, nous avons eu des difficultés pour prendre notre départ parce que nous n'étions pas rassemblés, parce que les

Fondation Jean-Jaurès

Socialistes étaient dans de nombreux Clubs, parce que les Socialistes étaient dans de nombreux mouvements...
Et puis, en 1971, c'est l'esprit de rassemblement, à Epinay, nous n'avons pas cessé de nous rassembler, et cela a été les assises, avec Michel Rocard et avec d'autres qui sont venus nous retrouver.
Oui ! Nous avons besoin de cet esprit de rassemblement et, lorsque j'ai lancé le débat, je vous avais prévenu : il est nécessaire d'aller à la synthèse, au-delà de nos contributions !
Eh bien ! On n'a pas choisi ce chemin. Le débat de ces derniers mois a été trop rude, trop de coups ont été portés aux uns et aux autres dans ce débat et, d'une certaine manière, ce qui s'est passé ici, à Rennes, c'est le télescopage entre la rudesse de ce débat que nous avons eu dans nos sections et nos fédérations, et ce Congrès, qui aurait pu être celui d'une formidable synthèse générale.
Elle est manquée, mes camarades, c'est vrai, et j'en suis triste comme vous, d'une certaine façon. Mais je ne désespère pas et il est essentiel qu'on continue dans cette voie.
Toute la nuit, qui a été une nuit blanche, une nuit difficile, une nuit de procédure (une nuit comme rarement on en passe, tout de même, lorsqu'on est entre Socialistes !), j'ai cherché cette synthèse générale. A un moment donné, sans doute y a-t-il eu une petite lueur... C'est parce qu'il y a eu cette petite lueur que, tout à l'heure, à la Commission des résolutions, j'ai demandé qu'un groupe de travail puisse se réunir et que, mardi, ceux qui sont représentatifs des motions puissent se rencontrer pour essayer d'avancer vers cette synthèse générale.
Je vous le dis, mes camarades, ce dont nous avons besoin, bien sûr, c'est de la confrontation de nos idées, c'est aussi de la rudesse lorsqu'on défend ses idées, lorsqu'on essaye de marquer son avantage dans les sections ou dans les fédérations, mais ce qui nous a manqué et ce qui doit être la loi des Socialistes c'est, lorsque nous avons confronté nos points de vue, lorsque nous nous sommes opposés les uns et les autres, lorsque l'heure du Congrès arrive, le rassemblement !
C'est cela qui est indispensable pour les Socialistes... (applaudissements)... et j'appelle tous ceux qui sont derrière les motions (derrière toutes les motions) à avoir présente à l'esprit la nécessité de faciliter ce rassemblement !
En tout cas, dans la phase actuelle du Parti Socialiste, qui est extraordinairement riche, qui a des potentialités considérables, en ce qui me concerne, je continuerai à rechercher, dans les prochains mois, dans les prochaines semaines, et j'espère même (si on veut faire un effort) dans les prochains jours, cette synthèse générale, car je crois que c'est cet esprit de rassemblement qui nous permettra d'être prêts lorsque viendra le moment des échéances avec le peuple, lorsque viendront les élections régionales, lorsque viendront les élections législatives que nous voulons gagner !
Mais, pour les gagner, il faut se rassembler ! Mais, pour les gagner, il nous faut des idées et il nous faut le rassemblement !
Merci, en tous les cas, de votre participation passionnée. Si cette passion, qu'on a trop mise à nous opposer les uns aux autres, et pas toujours pour des idées

(dans la mesure où nous sommes d'accord sur beaucoup de ces idées) mais pour marquer le territoire, pour marquer son avantage, si cette passion, nous la mettons au service de notre Parti pour nous rassembler, alors oui, mes camarades, tout nous sera permis !

(Applaudissements)

Au revoir et bon travail dans vos sections et dans vos fédérations !

(Vifs applaudissements)

Le président - Les membres du Comité directeur sont convoqués pour mercredi, à 16 heures, à Paris, 101 rue de l'Université.

Je vous souhaite un bon retour.

Coll. Fondation Jean-Jaurès